APR 13 1926

33e Année. N° 7. 1er Avril 1926.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
★ ★ ★	*L'Organisation communiste en France*	481
Comte de **Fels**. . .	*Une Rupture de Contrat*.	501
Henri de **Régnier** .	*L'Escapade.* — IV	511
Pierre de **Nolhac** .	*Ronsard à la Cour*	545
J.-Ém. **Blanche** . .	*L'Exposition John Sargent à Londres*	559
Émile **Henriot**. . .	*La Seconde vie de Martin Cramoysan* (fin).	579
Robert **Anchel**. . .	*Les faux Assignats pendant la Révolution*	605
Jules **Sageret** . . .	*Où en est la Psychologie?*	628
Guy de **Montjou**. .	*Le Règlement de la Question du Riff* (fin).	641
Paul **Souday**. . . .	Le Théâtre : *Le Mouvement dramatique*	672
Henry **Bidou** . . .	Les Lettres : *Parmi les Livres*	680
Albert **Flament** . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	690
André **Chaumeix**. .	La Politique : *Le Ministère et la Crise de Genève.*	705

Chronique bibliographique : J.-M. Bourget; M. Thiébaut.

Copyright 1926 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 5 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1926

La **Revue de Paris** *publiera prochainement :*

Le Journal des Piffoël

par GEORGE SAND

Un Saint colonial

par PIERRE MILLE

Le Temps perdu

par FRANCIS CARCO

Le Premier voyage d'Ernest Renan en Italie

par ABEL LEFRANC

La reine Mélisende et sa famille

par CHARLES DIEHL

Choses vues en Syrie

par JOSEPH KESSEL

Le Conseil des Ministres prussien du 30 juillet 1914

par RICHARD GRELLING

L'ORGANISATION COMMUNISTE

EN FRANCE

Le mois de mars a été marqué par un certain nombre de manifestations qui ont montré le parti communiste résolu à sortir de la réserve où il se tenait depuis quelque temps. Ce renouveau d'activité, comme la période de tranquillité qui avait précédé, ne sont pas l'effet du hasard. Il faut y voir au contraire le résultat de desseins réfléchis et de décisions préparées à l'avance par les dirigeants.

L'agitation qui s'est développée récemment à Paris et en France, spécialement parmi les commerçants, contre les projets de lois fiscales et en faveur du refus de l'impôt, ne pouvait manquer de retenir l'attention des chefs du Parti communiste. Elle leur offrait une occasion d'intervenir qu'ils ont trouvé opportun d'utiliser. Les Communistes ont déjà, depuis plusieurs années, la pratique du refus de l'impôt. C'est sur leur initiative, en effet, que les ouvriers syndiqués de Paris et des grandes villes se sont refusés à payer la taxe sur les salaires, laquelle fait partie intégrante de l'impôt sur le revenu tel qu'il est actuellement payé par toutes les catégories de citoyens français.

Bien que la taxe sur les salaires soit très légère, les Communistes ont amené tous les ouvriers syndiqués à en refuser le principe même, et ils ont tenu le fisc en échec sur cette question depuis plus de deux ans. Chaque fois, en effet, que

les agents du fisc annoncent la saisie des meubles d'un ouvrier condamné pour n'avoir pas voulu payer l'impôt sur le revenu, les « camarades » mobilisent en quelques heures plusieurs centaines, et parfois plusieurs milliers d'ouvriers syndiqués, qui viennent entourer le logis de leur camarade menacé de saisie, et qui se tiennent prêts à s'opposer par la force à l'action des agents du fisc. Au début, l'administration a essayé de passer outre, ou de revenir à la charge un autre jour, mais elle n'a pas réussi à déjouer la vigilance des groupements ouvriers, et les forces de police mises à la disposition du fisc ont toujours été insuffisantes pour avoir raison de la résistance prévue. Tout récemment, à Paris, deux ouvriers communistes, les « camarades » Castellaz et Coullet, devaient être saisis pour refus de l'impôt sur les salaires. Une fois de plus la mobilisation soudaine de plusieurs centaines d'ouvriers a empêché la saisie d'avoir lieu; le fisc n'a même pas osé paraître à l'heure annoncée par lui. Si l'on excepte une demi-douzaine de cas en deux ans, la résistance des Communistes à l'impôt sur les salaires a donc été entièrement couronnée de succès.

La question se posait de savoir si le parti communiste appuierait ou non le mouvement de refus de l'impôt annoncé chez les commerçants. Le comité directeur du Parti, après une brève discussion de principe, renvoya la question à l'étude de la *Commission d'Agitation-Propagande*, dont l'importance est décisive dans tous les cas où il s'agit de mobilisation de forces et d'actions sur la voie publique. Cette Commission compte cinq membres du comité directeur : le capitaine Treint, Calzan, Garay, Chasseigne et Ferrat. On remarquera que cette délégation comprend le chef des troupes de choc (Treint), deux membres dirigeants des Jeunesses communistes (Ferrat et Chasseigne), et deux agitateurs des plus ardents (Garay et Calzan). Elle comprend, en outre, une quinzaine de membres du Parti dont les noms sont à peine connus, mais qui comptent tous parmi les Communistes les plus exaltés. Grâce à cette composition de choix, on est sûr que le commandement se prononcera toujours pour les décisions les plus énergiques. Il convient de noter que la Commission d'Agitation-Propagande siège tantôt en séance fermée, pour prendre des décisions, et tantôt en « Comité élargi » — c'est-à-dire que les

membres des autres Commissions et un certain nombre de dirigeants des Rayons, spécialement autorisés, sont convoqués en « séance d'information ». Dans ce dernier cas, les délibérations ont un caractère simplement consultatif. La question du refus de l'impôt chez les commerçants fit l'objet d'une première réunion de la Commission, puis de deux « séances d'information » de la « Commission élargie »; enfin, une décision ferme a été prise dans leur séance de Commission à la fin de février.

Ces séances paraissent avoir été assez confuses dans l'ensemble. Ne dit-on pas que deux tendances contraires se sont manifestées au cours des délibérations? Certains membres, représentant plus particulièrement la tendance Semard-Doriot se seraient violemment élevés contre les petits commerçants, qualifiés d'exploiteurs de la classe ouvrière et d'artisans de la vie chère. Ils auraient fait ressortir que la pure doctrine communiste conduisait à la suppression du détaillant, comme cela s'est fait en Russie, et qu'il n'y avait pas lieu de défendre contre l'impôt une classe qui est le refuge de l'esprit bourgeois. Tout au contraire, il faudrait profiter, au point de vue révolutionnaire, des désordres qui peuvent être provoqués par le refus de l'impôt par les commerçants pour tenter le pillage des magasins d'alimentation — excellent moyen d'aguerrir les troupes communistes et de leur donner de l'ascendant sur tous les éléments violents de Paris et de la banlieue. Ce point de vue a eu des défenseurs passionnés, mais qui n'ont pas réussi à entraîner la majorité. D'autres chefs ont fait valoir que, si les Communistes sont rares dans le commerce de détail, ils sont assez nombreux parmi les petits restaurateurs et les débitants. Il y a donc là des « camarades » dont on peut d'autant moins se désintéresser que leur concours est indispensable pour l'établissement des permanences communistes et la tenue des réunions du Parti. D'autre part, le refus de l'impôt par les petits commerçants peut entraîner des événements violents. Aux Communistes de suivre de près le mouvement pour tâcher d'en prendre la direction et de réaliser leurs fins particulières. Cela n'exclut nullement, bien au contraire, l'action dans la rue et l'exploitation des occasions qui peuvent se présenter. C'est

cette thèse qui, dit-on, a finalement rallié la majorité de la Commission d'Agitation-Propagande.

On assure que le parti communiste peut disposer à Paris, dans les différentes associations de petits commerçants, d'environ 1 800 « camarades », presque tous débitants ou petits restaurateurs. Appel leur sera adressé pour qu'ils assistent à toutes les assemblées de protestation, à tous les meetings, et leur nombre sera artificiellement grossi par certains « camarades » des centuries rouges; les organisateurs de ces réunions, désirant faire le maximum de *présents*, ne vérifient pas l'identité des auditeurs qui se présentent. Les Communistes participant au mouvement auront pour consigne d'abord d'accuser de trahison envers le petit commerce tous les leaders suspects de « modérantisme », qu'on ait ou non des compromissions avec le pouvoir à leur reprocher; ensuite de préconiser la création d'un Comité de direction unique du mouvement, afin de tâcher, par surprise, de faire entrer dans ce Comité, le plus grand nombre possible de Communistes; enfin, d'une manière générale, de sortir de la résistance passive et de provoquer des manifestations violentes, susceptibles de dégénérer en conflits armés avec la police.

Il n'est pas facile de préciser les dates où ces manifestations doivent avoir lieu; elles sont tenues soigneusement secrètes et elles peuvent d'ailleurs être modifiées, selon les circonstances. Il ne serait pas étonnant qu'une série de grèves dans les corporations ouvrières de la région parisienne aient lieu à la fin de mars. Ces grévistes, plus habitués à l'action dans la rue, seront invités à se mêler le plus possible au mouvement des commerçants, pour en changer le caractère pacifique. La question de l'extension à donner à ce mouvement gréviste reste sujette à controverse. L'ordre de grève pour les deux grandes corporations des fonctionnaires et des cheminots ne sera pas lancé. Cette réserve paraît indiquer que les dirigeants du Parti, tout en considérant que le refus de l'impôt par les commerçants offre aux Communistes certaines facilités d'action, ne sont pas disposés à risquer dans cette affaire leurs deux plus fortes cartes : les fonctionnaires et les cheminots.

***

Ces projets, quelle qu'en soit la suite, permettent de saisir comment fonctionne l'organisation communiste en France. Ils montrent comment les manifestations sont préparées et ordonnées par les dirigeants. On se trompe fort lorsqu'on fixe son attention sur quelques organisations visibles. Le vrai travail se fait ailleurs. Par exemple, il y a plusieurs mois, le gouvernement de M. Herriot perquisitionna à l'école léniniste de Bobigny, et l'opinion tout entière prit le change : on crut qu'un centre secret d'une grande importance venait d'être découvert. Or, les cours de cette école étaient annoncés par voie de presse, en même temps que ceux de vingt-six autres écoles similaires, pour la seule région parisienne, auxquelles on ne rendit d'ailleurs aucune visite semblable à celle faite à Bobigny. Si l'on songe que la tenue des cours léninistes dans ces écoles est peut-être la seule partie de la propagande communiste qui ait un caractère à peu près légal, on mesurera l'étendue de l'erreur commise par l'opinion. Si M. Herriot, ou ses successeurs, avaient voulu réunir les éléments d'un action judiciaire contre les Soviets français, ce n'était pas dans une école léniniste qu'il fallait perquisitionner : le Parti communiste possède en France assez d'organisations nettement illégales et insurrectionnelles pour qu'une action judiciaire pût être exercée contre lui. On s'en rendra compte par la suite de cet exposé.

Le rouage essentiel du parti communiste est en apparence le Comité directeur composé de trente-six membres dont la liste a été publiée dans la presse après le congrès de janvier dernier. Il a été constitué de manière à faire une part représentative aux différents éléments dont se compose le Parti : à côté de députés communistes comme Cachin, Vaillant-Couturier, Renaud Jean et André Marty, on trouve des syndicalistes communistes comme Midol, des cheminots, Kirsch, des mineurs, et Castel, de l'Organisation paysanne. Les groupements féminins sont représentés par Marguerite Faussevace; la Jeunesse communiste par Chasseigne et Loseray; les coloniaux l'étaient par Ben Seman, etc. Ce comité directeur est donc un abrégé du Communisme français.

Mais il n'est que cela, et ne dirige rien du tout. Ses délibérations, quand par hasard on le réunit, n'ont, en effet, aucune action sur la direction du Parti; et l'on ne prend même pas la peine de le consulter lorsqu'il s'agit d'appliquer telles mesures radicales, comme la suppression des sections communistes et leur remplacement par les Cellules d'entreprises. Il a été formellement avoué, en effet, au dernier Congrès du Parti, que Suzanne Girault, le capitaine Treint et le député Doriot, avec l'aide de cinq autres membres du Comité, avaient pris sur eux de bouleverser toute l'organisation et de la reconstruire sur des plans nouveaux, sans se soucier de l'approbation des autres membres, quatre fois plus nombreux. Aux reproches qui leur étaient faits par certains membres du Congrès, Suzanne Girault répondit hardiment que ses sept camarades de la minorité et elle étaient couverts par Moscou et qu'ils n'avaient pas à se soucier de la majorité du Comité. On ne peut pas être plus catégorique.

Les maîtres du parti communiste en France sont en effet ceux-là seuls qui représentent Moscou et détiennent sa confiance. Ils sont seuls en possession des instructions importantes, et, ce qui est capital, ils disposent seuls des fonds. Or la question financière, en raison des nécessités de la propagande, joue un rôle essentiel. Le parti communiste tel qu'il est organisé dans notre pays ne peut fonctionner sans faire chaque jour des dépenses considérables, hors de proportion avec celles de n'importe quel parti politique français. Il lui faut par conséquent disposer de ressources financières très importantes. Et en réalité, le Parti communiste français est pauvre, très pauvre. Il se compose, en effet, en tout et pour tout de 75 000 militants enregistrés, versant une cotisation assez faible, laquelle rentre fort mal. A la fin de 1925, il n'y avait guère plus de trente mille cotisations payées, soit environ 40 p. 100 de celles qui devraient l'être. Ce retard est attribué pour une part, à la négligence des fédérations régionales et à leur mauvaise administration; mais il tient surtout à l'état d'esprit des adhérents, qui se font tirer l'oreille pour retirer leur carte, laquelle n'est remise que contre paiement de la cotisation. Beaucoup de ces cartes sont actuellement en train de rentrer au siège central, sans avoir été jamais

retirées, ni par conséquent payées; ce qui n'a pas empêché les titulaires, principalement en province, d'assister aux réunions des Cellules comme s'ils étaient en règle. En admettant même que toutes les ressources normales sur lesquelles le Comité directeur peut compter soient rentrées régulièrement, celui-ci ne disposerait encore, cotisations, benéfices de librairie et souscriptions volontaires compris, que d'un budget d'environ 300 000 francs par an. L'évidence même prouve que ce budget serait complètement insuffisant pour assurer la quarantaine de loyers que paie le Siège central, sur différents point de la région parisienne, le traitement des centaines de fonctionnaires du Parti ou chargés de missions, et surtout les dépenses énormes d'impressions et de propagande. Toutes ces dépenses nécessitent un budget annuel de plusieurs millions, et ce budget, nous venons de le voir, n'est aucunement compatible avec les ressources si modestes du Parti.

C'est ici qu'apparaît la conception maîtresse qui soumet aux volontés de Moscou, non seulement le Comité directeur, mais encore les membres du Comité général, et aussi ceux du Congrès national qui sont presque tous des fonctionnaires du Parti communiste ou chargés de missions. En fait, les millions nécessaires sont fournis par Moscou, soit par des importations en France de sommes en espèces confiées à des émissaires; soit, ce qui maintenant est plus général, au moyen des règlements faits au service du Commerce extérieur des Soviets. Mais Moscou ne verse pas purement et simplement ses subventions dans la caisse du Parti communiste français. Sous couleur de parer à des perquisitions éventuelles, il laisse le Trésorier régulier se débattre avec ses difficultés financières, il fait tenir des sommes d'importance variable, mais toujours élevée, à des personnalités du Comité directeur qui jouissent de la confiance des Chefs de la IIIe Internationale, et à ces personnalités-là seulement.

S'agit-il d'une des dépenses indispensables au fonctionnement d'un des nombreux organismes du parti : il est inutile, pour y faire face, de rien demander au Trésorier de la rue Lafayette : celui-ci n'a pas d'argent. Mais tel camarade qui est chargé des instructions de Moscou a reçu des fonds pour cette propagande : il est libre de les donner si bon lui semble

et comme il lui plaît, pour les fins à atteindre. Il exigera donc des camarades solliciteurs, en retour des versements qu'il leur fera et des frais qu'il règlera, une docilité absolue à ses inspirations, qui sont celles-là même qu'il a reçues de Moscou. Secrétaires, permanents, conférenciers, propagandistes divers, ne peuvent, en un mot, compter sur le budget du camarade qu'à la condition de lui obéir « perinde ac cadaver », ainsi que lui-même obéit aux injonctions de Zinovieff, Grand-Maître de la IIIe Internationale. Sur 75 000 membres du Parti, plus de 4 000 reçoivent ainsi soit des mensualités, soit des subventions occasionnelles, à titre de conférenciers, propagandistes, secrétaires de Rayons ou de Cellules, etc. Dès lors, tout l'appareil officiel des Congrès, des Commissions et du Comité directeur, peut s'agiter avec une indépendance en apparence absolue. On laissera ces différents organismes d'autant plus libres de délibérer qu'il faudra bien, finalement, pour que leurs membres touchent l'argent sur lequel ils comptent, se soumettre aux volontés des « hommes de confiance » de Moscou. Le Parti communiste a, ainsi, deux directions : l'une, apparente, et qui affecte d'être souveraine et qui n'a en réalité qu'à obéir; l'autre, clandestine, connue seulement des habitués de la maison, qui est soumise à la plus stricte des disciplines et qui y soumet à son tour le Parti tout entier.

Craint-on, à Moscou, de voir surgir une personnalité ambitieuse, visant à des fins particulières et susceptible d'avoir des initiatives indépendantes? Pour la réduire à l'impuissance, il suffit de lui couper les vivres. Elle voit alors son autorité s'effondrer; car les communistes vont chercher auprès d'un nouvel « homme de confiance » les sommes qu'ils ne trouvent plus chez le favori d'hier. Des exemples répétés ont montré que Moscou pouvait ainsi, par le seul poids de son argent, forcer à l'obéissance ou briser comme verre les instruments manquant de docilité. Ces exemples sont présents à la mémoire de tous les Communistes. Au temps où vivait encore Lénine, le principal « homme de confiance » du Parti en France vit mettre à sa disposition des sommes qui, pour une seule année, dépassèrent 1 700 000 francs. Le jour où il s'avisa d'avoir des opinions personnelles, tout subside lui fut radicalement supprimé. Et sa popularité s'écroula immédiatement, car ceux

qui l'entouraient la veille allèrent chercher leurs subsides auprès de ses successeurs. La dictature que ces derniers exercent sur le Parti repose simplement sur le fait qu'ils sont les actuels dispensateurs des ressources de Moscou. Dispensateurs principaux, mais non cependant uniques, car, pour certaines branches déterminées de l'activité communiste, il y a d'autres « hommes de confiance » qui disposent de crédits moins importants.

Ces explications permettent de saisir sous son véritable jour le fonctionnement des organisations directrices du Parti communiste, dont la presse et le public ont étrangement exagéré l'importance et l'autorité. Qu'il s'agisse du Comité directeur de 36 membres, du Comité général du Parti (composé des délégués de tous les Rayons de France) ou du Congrès national annuel (composé des délégués de toutes les Cellules), toutes ces assemblées et tous les membres qui les composent sont soumis à la loi inexorable de la pauvreté : elles disposent d'un budget central de moins de 300 000 francs, et de budgets régionaux atteignant à peine le double. Les dépenses totales du Parti, étant dix fois supérieures à ces chiffres, ne peuvent être effectuées que grâce à l'argent de Moscou, qu'il faut chercher chez les « hommes de confiance », et qu'il faut mériter à force d'obéissance passive.

C'est grâce à cette conception éminemment capitaliste de la propagande que le Parti communiste a pu résister jusqu'ici à toutes les tentatives de schisme, et qu'on a vu s'effondrer en vingt-quatre heures des leaders jusque-là omnipotents, mais qui venaient de manquer de docilité, comme l'instituteur F. Loriot, Litchfilz dit Boris Souvarine, Pierre Monatte, etc. Les communistes sont si disciplinés et abandonnent les chefs d'hier si exactement que l'instituteur F. Loriot, par exemple, ayant livré bataille à outrance dans son Rayon au mois d'octobre dernier, a obtenu tout juste sa voix, plus deux abstentions sur soixante-douze votants! Plus de vingt de ceux qui ont voté contre lui figuraient pourtant, jadis, parmi ses fidèles. Le camarade Loriot ne put s'empêcher d'exprimer à haute voix sa manière de penser à quelques-uns d'entre eux. Aujourd'hui ceux qui ont la confiance de Moscou, Suzanne Girault et le capitaine Treint, ont beau être

violemment battus en brèche par leurs adversaires, ils resteront inébranlables et obéis, tant qu'ils demeureront les représentants de Moscou et disposeront des ressources mises à leur disposition. Mais que, demain, ils viennent à obéir moins docilement aux ordres de Moscou, et ils s'écrouleront à leur tour. Une autre équipe aspire déjà à les remplacer, et promet à Moscou une dqcilité et une énergie encore supérieures à la leur.

Comme on le voit par ce qui précède, il serait vain de compter d'une manière quelconque sur des divisions éventuelles, pour affaiblir l'action du Parti communiste en France. Celui-ci, révolutionnaire, et libre seulement en apparence, est destiné à rester un instrument absolument passif entre les mains des chefs moscovites de la IIIe Internationale, qui lui ont rivé au cou une chaîne d'or imposssible à desserrer.

***

On a déjà beaucoup parlé des conditions dans lesquelles la IIIe Internationale a été amenée à renoncer à l'organisation traditionnelle des *Sections* de quartiers, d'arrondissements et de communes, pour adopter la formation, en apparence toute nouvelle, des *Cellules* d'entreprises, d'usines, d'administrations civiles ou d'unités militaires. Cette transformation ayant été faite à coups de circulaires publiées dans les jounaux du Parti, circulaires maintes fois renouvelées et précisées, la Presse bourgeoise a été forcément mieux renseignée sur ce regroupement des forces communistes qu'elle ne l'est sur les autres aspects de la conspiration révolutionnaire. Des études assez sérieuses ont pu être publiées sur cette question, et ont renseigné sommairement le public.

Il est généralement connu que la formation, dans tous les pays, des Cellules d'entreprises, a été agitée au IIIe et au IVe Congrès du Bolchevisme international, tenus à Moscou; puis définitivement décidée par le Comité exécutif élargi de la IIIe Internationale, le 21 janvier 1924, sur la proposition de Zinovieff. En France, les dépositaires de la confiance de Moscou se mettaient immédiatement à l'œuvre, et, le 2 mars 1924, la Fédération communiste de la Seine décidait sa réorganisation sur les bases désormais seules ortho-

doxes. Toute l'année 1924 fut employée à réaliser cette réforme capitale, à résoudre les difficultés, à bousculer les retardataires et les mécontents. Ces derniers, nous l'avons vu au début de cette étude, étaient nettement la majorité du Comité directeur français; mais les quelques « hommes de confiance » de Moscou passèrent outre à l'avis de leurs collègues et entreprirent la dissolution des Sections et la répartition de leurs membres dans les Cellules, sans s'occuper d'autre chose que de l'ordre de Zinovief. N'avaient-ils pas la certitude d'être passivement obéis par tous les fonctionnaires du Parti, par tous ces secrétaires, orateurs, permanents et chargés de missions de toutes catégories, qui ont besoin des subsides de Moscou, et qui sont, par conséquent, obligés d'aller chercher leurs ressources chez les « hommes de confiance », toujours largement approvisionnés, et non au Comité Directeur, toujours dépourvu d'argent? La majorité elle-même se fit si peu d'illusions sur l'issue fatale d'une résistance qu'elle se contenta de protester... et laissa faire. A la fin de 1924, l'organisation des Cellules était terminée. Le Congrès national du 19 janvier 1925, dans lequel les manuels formaient plus des onze douzièmes de la représentation totale, ratifia passivement le coup de force de la minorité.

Puisque les Cellules sont maintenant la base de l'organisation du Parti communiste, examinons les buts concrets que s'est proposés Moscou en imposant à ses troupes ce nouveau mode d'organisation.

Il y a, d'abord, la préparation de la prise du pouvoir, en France, et ailleurs, dans des conditions identiques à celles qui permettent, en Russie, de faire régir 120 millions d'êtres humains, d'une manière omnipotente, par moins de cinquante individus, assez médiocres pour la plupart. Les chefs de la IIIe Internationale connaissent à merveille l'histoire révolutionnaire. Ils savent qu'en période troublée, un homme éloquent, *qui a un auditoire*, peut acquérir en peu de temps de la popularité, devenir un personnage influent, entraîner derrière lui l'opinion publique et bouleverser les prévisions politiques les mieux établies. Fût-il, au début, révolutionnaire bon teint, il peut s'assagir, se laisser gagner par l'adversaire, devenir pour son parti un obstacle dangereux. Qui peut dire

ce qui serait advenu de la Révolution française si Barnave avait rencontré Marie-Antoinette quelques mois avant Varennes, ou si Mirabeau avait vécu un an de plus? Si Jaurès avait été vivant en 1917, nul doute qu'il eût mal pris la popularité naissante de Lénine, et les fameuses réunions de Zimmerwald et de Kienthal eussent été aisément exécutées par le formidable tribun, fondateur de l'unité marxiste. Plus que jamais, la consigne, chez les Bolchéviks, est de se « méfier des individus ». Lénine a succombé, à l'instant où, maître de la Russie, il chaussait trop visiblement les souliers autocratiques du Tsar. Trotsky, devenu suspect, a eu la sagesse de se proclamer malade et de se retirer.

Avec l'organisation en Sections locales, découpées sur la carte, nul moyen pour les dirigeants plus ou moins occultes du Bolchévisme d'empêcher l'ascension d'un « camarade » intelligent et tenant à son indépendance. La Section adopte fatalement ce beau parleur, qu'elle est heureuse d'applaudir; elle subit son influence, elle le soutiendra, au besoin, contre les sphères dirigeantes du Parti; il sera inévitablement son candidat au Conseil municipal et aux élections cantonales et législatives. Qu'il soit élu, qu'il ait vraiment du talent, et les partis bourgeois lui donneront quelque estime. Dès lors, il est perdu pour la Révolution : qu'on essaie, en effet, de tirer un peu trop sur la corde qui l'attache au Parti, et elle cassera. Avec l'organisation en Cellules d'entreprises, au contraire, les dirigeants du Bolchevisme jouent sur le velours.

Tout d'abord, le recrutement des unités de l'armée révolutionnaire se présente tout différemment. Dans la Section, les « petits bourgeois » et les boutiquiers, gens d'instruction moyenne, étaient assez nombreux; les intellectuels eux-mêmes n'étaient pas rares : c'est dans ce milieu que se recrutent généralement les célébrités locales, dont certaines deviendront des célébrités tout court. Dans la Cellule, au contraire, rien que des ouvriers authentiques, aux mains noires, à l'instruction à peu près nulle; il n'y a même pas à craindre de voir émerger une « forte tête », comme on en trouve dans les syndicats, car le cadre est très étroit : dix ou vingt ouvriers, rarement trente, et, si ce chiffre est dépassé, on sectionne la Cellule. Le beau parleur redouté surgirait-il, par miracle, dans ce milieu,

qu'il se rendrait vite compte de l'impossibilité d'attirer sur lui l'attention du Parti : le compartimentage en Cellules forme la plus sûre des cloisons étanches. Il ne tarderait pas, d'ailleurs, à être repéré, signalé comme séditieux aux « hommes de confiance », et expulsé par eux sans discussion possible, dût la Cellule être dissoute pour cela.

Chaque Cellule, en effet, a dans son sein un « œil de Moscou », généralement le secrétaire, chargé de renseigner, sur tous et sur chacun, l'entourage immédiat du capitaine Treint et de Suzanne Girault. Cet « œil » lui-même est l'objet de la surveillance constante et des dénonciations d'un autre mouchard, qui, dans l'ombre, observe l'observateur. L'un et l'autre sont, d'ailleurs, largement payés de leurs services, car, outre le subside mensuel auquel ils ont droit, chacun de leurs rapports entraîne, d'après la gravité, une rémunération spéciale. Ce sont là les « meneurs », les « autorités » de la Cellule... On peut juger, d'après cela, combien les dirigeants du Bolchévisme ont réalisé une réforme importante en substituant la Cellule à la Section : ils ont mis leur Parti à l'abri des schismes et des conflits intérieurs. On l'a bien vu quand des Chefs de premier plan, comme Monatte, Boris Souvarine et l'instituteur Loriot, expulsés ou ayant cessé de plaire, sont restés chacun avec moins de dix fidèles sur un total de plus de 75 000 adhérents au Parti. L'Église romaine, elle-même, n'a jamais, en temps de schisme, exercé pareille emprise sur ses membres.

Instrument de règne pour les dirigeants moscovites, les Cellules sont, d'autre part, le cadre tout préparé de la Société française, telle que nous la prépare la IIIe Internationale pour demain. Qu'un coup de force heureux soit accompli, que quelques régiments passent à l'émeute, et il n'y aura besoin ni de Gouvernement provisoire, ni d'élections d'une Assemblée quelconque : le règne des Cellules sera proclamé, les Cellules étant la contre-partie exacte des Soviets (en russe : Conseils). Chaque administration de l'État ou des Communes a sa Cellule, qui prendra tranquillement la direction des services, et à laquelle les autres fonctionnaires, isolés et sans ordres, obéiront en tremblant. Chaque usine, chaque entreprise a sa Cellule, qui lynchera ou pendra le patron, l'ingénieur ou le contremaître, et s'appropriera l'avoir social sous toutes ses formes.

C'est même ce butin promis, cette transformation de l'entreprise en une propriété commune des membres de la Cellule, qui enflamme l'ardeur de ces derniers. Ils soupirent après l'instant où ils se détendront de leur longue subordination en faisant main basse sur leurs chefs, en s'installant en maîtres dans leurs bureaux, et en imposant à leur tour un joug à leurs camarades de travail.

Il faut signaler que la Presse bourgeoise fait fausse route en démontrant, toutes les fois qu'elle en a l'occasion, combien le sort des ouvriers est devenu plus dur, en Russie, depuis l'établissement du régime des Soviets. Les Communistes français savent fort bien que le sort des ouvriers russes en général a empiré, et cela leur est parfaitement égal. Ce qui leur importe, c'est que le sort particulier des membres du Parti communiste russe est digne d'envie : *ne disposent-ils pas en maîtres absolus des richesses enlevées aux classes dépossédées?* Au 1er décembre 1924, plus de 3 millions de nobles et de bourgeois russes avaient péri et leurs biens avaient été confisqués. Or, les 25 922 Cellules russes ne comptaient à cette date que 369 436 membres (dont 73 328 femmes); chaque Communiste russe pouvait donc choisir ce qui était à sa convenance dans les biens de dix bourgeois pendus ou fusillés... C'est ce rôle d'héritiers cossus qui fait que les Communistes *ne tiennent nullement à augmenter en nombre.* Loin de chercher à se recruter, ils ont mis, en effet, force obstacles à l'admission dans leurs Cellules : on ne peut y entrer qu'avec peine, et encore faut-il commencer par subir, comme « candidat », un long et dur noviciat. Ce qui a été bon à prendre semble bon à garder à ces gens pratiques, et ils n'ont nulle envie de partager leur butin avec de trop nombreux camarades. Le Prolétariat russe est donc, en fait, partagé en deux classes : l'aristocratie ouvrière des Cellulards, qui commande, et la foule des ouvriers, qui est forcée d'obéir à ses nouveaux maîtres, aux mains déjà moins noires, et qui se montrent mille fois plus durs que les anciens. Faut-il, dès lors, s'étonner que la grève soit devenue, en Russie, un crime punissable de la déportation si elle est pacifique, et de la peine de mort si elle est violente?

Ces faits, en tous cas, n'indignent nullement les Cellulards

français, auxquels la Presse bourgeoise a la naïveté de les signaler avec horreur, et ils comptent bien, quand viendra le Grand Soir, se servir aussi copieusement que leurs « camarades » russes et faire de l'entrée d'un « candidat » dans une Cellule, comme cela se pratique actuellement en Russie, un véritable « anoblissement prolétarien ».

En attendant la victoire du bolchevisme, et la ruée d'adhésions nouvelles qui en sera la conséquence, les Cellules françaises sont loin de compter le chiffre de membres jugé nécessaire par les dirigeants du Parti. Ce chiffre était provisoirement fixé à 100 000 : et il était encore loin d'être atteint lors du Congrès du 19 janvier 1925, qui n'enregistra qu'environ 75 000 cotisants. Le sera-t-il au Congrès de 1926, qu'on est en train de préparer activement rue Lafayette, où arrivent chaque jour les listes de recensement pour 1926 et les rapports des secrétaires de Cellules? Cela dépend de l'opinion qui triomphera quant au mode de dénombrement à employer. Là encore, il y a des tendances diverses.

C'est qu'on arrive, en effet, à deux résultats fort différents suivant qu'on compte comme membres du Parti tous ceux qui ont adhéré à une Cellule et ont fait une fois ou deux acte de présence, ou bien seulement ceux qui ont suivi habituellement les séances et qui ont régulièrement cotisé. Les statistiques arrivées rue Lafayette au 14 décembre permettraient déjà de se faire une idée exacte des résultats de l'année 1925 au point de vue du recrutement, suivant que l'on compte d'une ou d'autre manière. Année excellente si l'on compte les membres inscrits par hasard à la Cellule, mais qui ne l'ont pas fréquentée assidûment, et qui ont négligé de régler leur cotisation : dans ce cas, les dernières statistiques arrivées, il faudra compter environ 110 000 membres du Parti, un dixième de plus qu'on ne l'espérait! Année détestable, au contraire, si l'on se borne à dénombrer les membres ayant cotisé et assisté assez régulièrement aux séances. Dans ce cas, le chiffre de 75 000 membres, enregistré au Congrès du 19 janvier 1925, doit être réduit d'un bon tiers, et ramené au plus à 50 000...

On comprend que cette alternative engendre quelque désaccord parmi les dirigeants de la rue Lafayette. Les uns estiment qu'il faut, coûte que coûte, annoncer un

progrès, et par conséquent proclamer le chiffre de 110 000 en considérant comme réguliers les membres occasionnels, ce qui fut déjà fait l'an dernier. Les autres, au contraire, ne veulent enregistrer que les cotisants; ils comptent établir ainsi que le mouvement a été déclinant en 1925, et ils se réservent d'user de cette constatation pour attaquer, plus âprement, les hommes de confiance de Moscou qu'ils représentent comme des incapables. Ces deux tendances se sont heurtées, en décembre, rue Lafayette. On peut considérer comme probable que la tendance des premiers l'emportera, car il importe avant tout de sauver la face aux yeux du public; mais le subterfuge sera dénoncé à Moscou par ceux qui veulent coûte que coûte gagner les bonnes grâces de Zinovief.

Nous touchons là à un point très important de la question communiste; il ressort, en effet, de ce qui précède, que plus de la moitié des membres inscrits aux Cellules ne les fréquentent pas et cotisent mal ou pas du tout. Un résultat pareil (45 p. 100 des membres vraiment actifs) serait jugé admirable dans les Ligues d'opposition, dont beaucoup comptent jusqu'à 90 p. 100 de membres ne venant jamais aux séances. Le pourcentage d'activité des Communistes est encore, on le voit, nettement supérieur. Il est évident, toutefois, qu'il y a diminution d'activité depuis que les Cellules ont remplacé les Sections. A quoi attribuer cette désaffectation? D'abord et avant tout, au fait que les séances des Cellules manquent tout à fait d'intérêt. Ensuite à l'extrême complexité du système nouveau, qui surcharge les membres de besogne sans attrait. Au début de 1925, l'organisation par Cellules ne mécontenta vraiment que les intellectuels et les semi-intellectuels du Parti. Les ouvriers, par contre, jugèrent assez amusante l'atmosphère de mystère et de conspiration dans laquelle on les introduisait. Porter un numéro d'ordre, appartenir à un groupe désigné lui-même par un chiffrage compliqué, recevoir ou trouver à la sixième page de l'*Humanité* des convocations à allure sybilline, cela commença par paraître passionnant aux militants des usines. D'autant plus passionnant que Moscou paraissait, à ce moment-là, disposé à donner d'un jour à l'autre le signal de l'attaque brusquée.

Aussi les Cellules faisaient-elles leur plein de présents à chaque séance. Mais les mois passèrent. Moscou, préoccupé de l'arrivée au pouvoir des Conservateurs anglais, ajourna l'action décisive en France et reporta son activité sur les domaines coloniaux et asiatiques. Les séances des Cellules se déroulèrent mornes et sèches, toujours pareilles, employées à régler les questions d'administration intérieure. Quand on eut épuisé l'aliment fourni par les potins de l'entreprise sur laquelle est souchée la Cellule, l'intérêt disparut tout à fait, et les absences se firent nombreuses..., d'autant plus nombreuses que les membres d'une Cellule, qui travaillent côte à côte pendant la journée, habitent sur tous les points de Paris et de la Banlieue, et ont par conséquent, le soir, de grandes distances à parcourir pour se retrouver — inconvénient qui n'existait pas, jadis, avec les Sections de quartiers et de Communes.

On essaya, à vrai dire, de fixer l'heure des réunions de Cellules à la fin de l'après-midi — immédiatement après la sortie des ateliers. Mais ce genre de réunions, bon pour donner un mot d'ordre ou distribuer des circulaires, se trouva ne rien valoir pour des séances un peu longues, chacun étant pressé de rentrer chez soi. On essaya de ranimer les séances languissantes en instituant de grands débats sur la doctrine du Parti, la politique internationale et les événements du mois : mais les beaux parleurs des Sections ne se retrouvant pas dans les Cellules, ces débats tombèrent à plat et finirent par n'être plus qu'un monologue du représentant de la Direction, ânonnant la dernière circulaire de Zinovief, ou le dernier article des *Cahiers du bolchevisme*, au milieu de l'approbation résignée d'ouvriers fatigués et ne cherchant pas à comprendre. Un catéchisme de persévérance, en dialecte russo-français, fait par des répétiteurs de troisième classe, à des ouvriers bâillant le plus discrètement possible, voilà l'aspect présenté par les réunions des Cellules pendant l'année écoulée. Faut-il s'étonner que l'absentéisme ait sévi, et que les absents, toujours pratiques, aient réservé pour le cinéma, où ils se distrayaient davantage, l'argent de leurs cotisations?

Entendons-nous bien, toutefois. Il ne faudrait pas voir dans ces absents des démissionnaires, encore moins des déserteurs du Bolchevisme. Ils étaient les plus assidus aux réunions

de leur Cellule, au début de l'année dernière, quand on attendait d'un moment à l'autre l'ordre d'attaquer. Ce sont des révolutionnaires dans l'âme, que les Chefs du mouvement retrouveront au premier appel, dès qu'il sera question d'agitation violente, mais qui n'ont pas, pour les longues lectures doctrinales dont on les sature, l'admiration béate et stupide des ouvriers russes. On aurait donc tort de croire que leur absence signifie le moins du monde qu'ils ont abandonné les idées communistes. Ils n'en continuent pas moins à lire l'*Humanité*, à faire de la propagande à l'usine et au dehors, et se tiennent prêts pour le « jour du chambardement », qui les intéresse beaucoup plus que le découpage en conférences du *Capital* de Karl Marx. En résumé, les Cellules, pendant l'année 1925, ont augmenté leur effectif total, qui passe de 75 000 à 110 000 adhérents. Mais elles ont, pendant le même temps, lassé l'attention de ces adhérents, dont plus de la moitié ont renoncé à venir s'ennuyer aux séances. L'ennui, l'invincible ennui, pire que le spleen anglais, l'ennui russe, voilà le point faible du système — qui, par ailleurs, présente de singuliers avantages dont on fera bien d'envisager les redoutables conséquences.

Nous avons déjà étudié le premier de ces avantages : l'impossibilité pour un schisme d'éclater et pour la Direction de n'être pas obéie. En voici un second, tout à fait remarquable : les masses communistes peuvent être mobilisées sans que l'éveil soit donné ni au Gouvernement, ni à la Presse d'opposition, ni par conséquent à l'opinion publique. Supposons une de ces mobilisations décidées, avec la permission de Moscou, bien entendu. Une note parue dans *l'Humanité* et que rien ne distinguera des deux autres colonnes de convocations que ce journal publie tous les jours, priera de passer au début de l'après-midi un certain nombre de numéros d'ordre, dont l'énumération ne dira rien au lecteur le plus méfiant (s'il n'a la clef du chiffrage). Ces numéros d'ordre désignent les secrétaires et agents de liaison des Rayons (tout le monde sait qu'un Rayon comprend toutes les Cellules d'une même division territoriale. Il y a, dans Paris, 13 Rayons). D'autres convocations, éparses dans *l'Humanité*, mais toujours lues attentivement par les intéressés, convoquent avec le même

mystère, *pour la fin de l'après-midi*, d'autres numéros d'ordre, aux sièges des divers Rayons cette fois. Ce sont les Secrétaires de Cellules, qui reçoivent ainsi, à quelques heures de distance, et avec toutes les précisions désirables, le mot d'ordre que les Secrétaires de Rayons leur apportent de la rue Lafayette. Enfin, sous la rubrique *Cellules*, l'œil ennuyé d'un journaliste de droite aura seulement noté un chiffre inaccoutumé de convocations analogues à celle-ci : « Cellule 703, vingt heures et demi, lieu habituel. Urgence. Communication du Sre de Rayon. » En fait, *à huit heures et demie du soir*, le mot d'ordre sera transmis aux simples membres des Cellules dans toute la région parisienne.

« Aux seuls membres présents », va-t-on objecter? Oui, mais n'oubliez pas que ces membres retrouveront le lendemain matin, à l'usine, les membres absents et leur feront verbalement la communication. Chacun aura, au plus, deux absents à prévenir. Par conséquent, à *huit heures du matin au plus tard*, tous les membres de toutes les Cellules, sans aucune exception, sauront ce qu'ils ont à faire. Et, s'il s'agit d'entraîner, par exemple, dans une manifestation, leurs camarades d'atelier sympathisants, mais non-inscrits, ils ont toute la matinée pour les exalter et les mettre au point. Une mobilisation complète, non seulement des communistes, mais encore des masses ouvrières sur lesquelles ils ont action, peut donc avoir lieu trente heures après la publication dans l'*Humanité* de quelques convocations passées inaperçues des observateurs les plus prévenus. Les communistes espèrent que, l'effet de surprise et l'effet de masse venant à se produire à la fois, il est possible que la résistance des forces gouvernementales soit faible. Le Préfet de police, le Ministre de l'Intérieur, et le Gouverneur militaire de Paris, disposent de moyens de répression formidables : mais ces hauts fonctionnaires sont-ils toujours rapidement informés? Ils n'agissent, en tout cas, que par leurs états-majors, qu'ils n'ont pas constamment sous la main, et dont les rouages jouent avec lenteur. En admettant que ces états-majors ne soient pas mis hors d'état de fonctionner par des sabotages intelligemment préparés d'avance (et les chefs communistes paraissent absolument rassurés sur ce point), ils auront besoin pour alerter leurs

troupes de plus de temps que les communistes. Comme on le voit, le regroupement en Cellules du Parti communiste français a mis à la disposition des « hommes de confiance » de Moscou un instrument d'une rare souplesse, dont l'équivalent n'existe dans aucune Ligue. La valeur de cet instrument a encore été augmentée par la création des sous-rayons et des cellules de rues, dont le rôle paraît, à première vue, superfétatoire, mais qui ont un objectif très précis : l'établissement d'une carte des opérations à faire dans chaque quartier, et la désignation d'une liste d'otages à arrêter à domicile dès la première heure. Dans le plan de mobilisation communiste, rien n'a donc été laissé au hasard.

Est-ce à dire que le succès de ce plan est inévitable? Rien de plus fragile, au contraire, que la base sur laquelle repose la manœuvre communiste éventuelle. Toute la conception part de ce fait, supposé acquis, que le gouvernement *laissera faire*, ne réagira pas ou du moins réagira tardivement. Il est bien évident, en effet, qu'un gouvernement informé, qui voudrait ne pas perdre l'initiative des événements, n'aurait qu'à empêcher la publication d'une feuille communiste pour retarder la mise en marche de la machine révolutionnaire. L'occupation du 120 de la rue Lafayette, et de quinze ou seize autres locaux *vitaux* qui devraient être connus du gouvernement, jetterait, d'autre part, un trouble irrémédiable dans la mobilisation. Mais, sur ce point, le calme, et même l'ironie, des chefs communistes restent absolus. Ils ne croient pas à la résistance gouvernementale. Tout ce qui se passe depuis plus de deux ans donne à penser qu'ils ont leurs raisons pour ne rien redouter.

★ ★ ★

UNE RUPTURE DE CONTRAT

Des signes de révolution apparaissent en France. On ne saurait en effet traiter par le dédain les manifestations de mécontentement, quand celles-ci se déroulent sur la voie publique et qu'elles émanent de catégories sociales qui s'étaient fait de la résignation et de la soumission une longue habitude. Le régime, c'est-à-dire la République parlementaire — et c'est le moins qu'on puisse écrire — semble beaucoup moins sûr qu'il y a deux ans du loyalisme et de l'affection des populations. Le fossé se creuse tous les jours un peu davantage entre l'État et la Nation.

De toute évidence la France ne peut demeurer dans cette situation. Il faut qu'elle en sorte d'une façon ou d'une autre. S'en évadera-t-elle avec violence et effraction? Ou s'en tirera-t-elle par les voies amiables et réformistes? Cela fait encore question, mais ne saurait continuer indéfiniment à le faire. La solution, quelle qu'elle doive être, ne saurait être très éloignée. N'est-ce pas contribuer à la hâter et à l'engager dans les voies pacifiques que tâcher à préciser la cause du désordre? On nous permettra de nous y essayer une fois de plus. Nous restons surtout frappé, au spectacle que nous donnent les choses françaises, du caractère inorganique revêtu par le mécontentement. On ne saurait contester sa réalité et sa vivacité. Un publiciste qui a occupé et occupe encore une haute situation dans l'État comparait la France de 1926 à une femme nerveuse. La France a ses nerfs, disait-il. Il y a toujours eu à la veille des grandes commotions politiques des

optimistes de ce calibre. On croira difficilement avec cet écrivain que la France souffre d'un mal imaginaire.

Ce qui est vrai, c'est que le peuple français ne se rend pas un compte exact de ce qui le fait souffrir. La confusion des experts sur ce point est extrême. Ne sachant pas exactement à quoi s'en prendre, est-il surprenant que la Nation ne sache pas davantage où s'accrocher et comment réagir?

Son mal, nous voulons le nommer et le définir.

Il y a rupture de contrat entre le régime et la nation. Et c'est de là que procède l'anarchie présente.

***

Nous ne prétendons pas, comme J.-J. Rousseau, avoir retrouvé dans les archives du genre humain un parchemin ignoré. Mais ce concept de contrat, ne fût-il employé qu'à titre de fiction juridique commode, rend nettement et clairement raison de ce qui se passe dans la pratique courante.

« Les peuples, disait Bonald, ont droit à être bien gouvernés. » D'où il résulte pour les gouvernants le devoir de bien gouverner les peuples. Nous sommes ici en présence de l'échange contractuel d'un droit contre un devoir. Les gouvernés disent à l'État : « Je me soumettrai à tes commandements, je te paierai l'impôt. Moyennant quoi tu m'assureras tous les avantages auxquels je suis fondé à prétendre. »

Ces avantages, quels sont-ils?

Nous ne nous soucions pas de rouvrir ici le grand débat sur l'État, ses fonctions et ses limites, sur la distinction qu'il faut établir entre l'État et la Société. Ce débat ferait hors d'œuvre et nous détournerait de notre propos. Nous nous en tiendrons — et cela suffira bien — aux deux fonctions essentielles de l'État, à celles que les anarchistes intégraux sont seuls à lui contester.

En échange de l'obéissance que nous lui rendons et de l'impôt que nous lui acquittons, l'État nous doit :

1° L'ordre public;

2° La sécurité des biens et des personnes.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire, qu'un gouvernement, dès qu'il a manqué à ce double devoir élémentaire,

se soit maintenu autrement que par le régime de la terreur.

Ordre, sécurité, telle est la substance même du contrat qui lie gouvernants et gouvernés les uns aux autres. Ce sont toujours au surplus les nécessités de l'ordre et de la sécurité que les étatistes invoquent, à titre de motifs ou de prétextes, pour charger ou surcharger l'État de fonctions nouvelles.

***

L'État nous assure-t-il l'ordre public?

En gros, il faut répondre affirmativement à cette question. Jusqu'ici l'ordre n'a pas été troublé d'une façon sérieuse. La répression des crimes, délits et contraventions est exercée avec une apparence de régularité. Les routes sont sûres. Les nationaux et les étrangers circulent librement sur toute l'étendue du territoire sans appréhensions particulières. Le grand nombre, accru chaque jour à mesure que le franc baisse, des touristes étrangers témoigne de la situation de la France du point de vue du confortable et de la tranquillité. Chaque fois qu'une manifestation d'allure émeutière se produit à Paris et dans nos métropoles, la place lui est vigoureusement disputée par des forces policières jusqu'ici obéissantes et disciplinées. Dans l'ensemble les Français n'ont pas encore éprouvé de graves mécomptes.

Toutefois, lorsqu'on soulève le voile de légalité décente qui recouvre la situation, on ne laisse pas d'apercevoir des fissures et des lézardes à l'ordre public. Les crimes de sang se font beaucoup plus fréquents et ce sont ceux-là mêmes — grave symptôme — qui sont réprimés avec le moins d'énergie. Le jury criminel se montre d'une extrême faiblesse dans ses verdicts et manifeste par là les ravages exercés dans le cerveau du Français moyen par de certaines théories déliquescentes. Les attentats contre la propriété se multiplient sous des formes qui révèlent l'existence d'une classe organisée de malfaiteurs mus par une rare audace. On a eu quelquefois lieu de se demander si la force armée elle-même n'était pas travaillée efficacement par les doctrines de démagogie et d'anarchie, si les noyautages communistes étaient surveillés et prévenus avec la vigilance et l'énergie suffisante, si le

syndicalisme révolutionnaire n'avait pas fait passer la police d'une obédience dans l'autre, en d'autres termes, n'est-on pas fondé à douter que, dans une éventualité donnée, le gouvernement soit obéi passivement par tous les fonctionnaires d'autorité?

Il est fâcheux que le doute puisse naître en pareille matière.

Quoi qu'il en soit, l'ordre public, dans ce qu'il a d'essentiel, règne à Paris et dans les provinces. Mais c'est le cas de répéter que rien n'est plus tranquille qu'une poudrière cinq minutes avant l'explosion. L'ordre public qui règne aujourd'hui ne nous garantit pas la sécurité de demain, ni surtout d'après-demain. Or, c'est de sécurité qu'une société a besoin par-dessus tout pour travailler, prospérer, se développer. Et c'est ce besoin là que le gouvernement a pour mission principale de contenter. Puisque l'ordre public n'est pas une garantie absolue de sécurité, qu'est-ce donc que la sécurité? C'est, répondons-nous, un sentiment de confiance raisonnée dans un long avenir de stabilité, de continuité et de paix.

Jouissons-nous actuellement de la sécurité ainsi définie?

Il suffit pour répondre à la question que chacun écoute les propres mouvements de son âme et prête l'oreille aux rumeurs d'inquiétude et aux cris d'alarme qui ne cessent de retentir.

Non, la sécurité n'habite pas parmi nous. Non, le gouvernement de la France ne s'acquitte pas sur ce point de ses obligations rigoureuses envers les gouvernés.

Nous ne croyons pas que le fait de l'insécurité générale présente puisse être sérieusement contesté. Permis tout au plus d'épiloguer sur la légitimité des motifs que les Français assignent à leur inquiétude.

***

On peut écrire sans la moindre exagération que la France a plus que le désir de la sécurité, elle en a jusqu'à la passion.

Des sociologues ont même exprimé souvent la crainte que devînt un défaut. Poussé à ce degré extrême, en effet, le goût de la sécurité finit par exclure celui du risque et de l'aven-

ture, indispensable en quelque proportion à la gestion des grandes affaires ou publiques ou privées

N'avons-nous pas vu, pour la première fois, dans les annales de la diplomatie moderne, paraître en 1918, au moment du règlement de la paix et à la requête de la France, les clauses de sécurité? On avait admis jusque-là que la sécurité à l'issue d'une guerre victorieuse dérivait étroitement, et sans le dire, pour le vainqueur, de la situation nouvelle déterminee à son profit par le succès de ses armes. La France a voulu mieux. Plutôt que de concentrer ses efforts sur la conquête des garanties traditionnelles, elle a préféré solliciter de ses alliés une charte de protection et de sécurité éternelles. Cette charte a fini par lui échapper. Elle ne s'est pas découragée. Elle vient d'en obtenir une nouvelle qui porte, celle-là, outre la signature des vainqueurs, celle du vaincu.

Cette recherche de la sécurité à tout prix nous la retrouvons dans la vie privée des Français. C'est elle qui a surtout contribué au développement du fonctionnarisme plus encore que la constitution de l'an VIII, elle qui fait surgir pour une place qui se crée dix candidats qui sollicitent. La condition de fonctionnaire ou de fonctionnarisé est médiocre, mais elle est sûre. La destinée de qui embrasse la carrière administrative est tracée à l'avance avec le minimum d'aléa. C'est la sécurité absolue depuis l'admission jusqu'au tombeau. Dans les professions usuelles et productrices, le Français porte le même esprit. Toujours il se préoccupera d'éliminer, à de rares exceptions près, ce que le langage du droit appelle la grosse aventure.

On jugera par là si le Français moyen peut se complaire dans l'état de choses qui a succédé au renouvellement législatif de mai 1924 et si l'on doit s'étonner que le mécontentement des classes moyennes d'ordinaire si résignées et si paisibles commence à revêtir des formes à ce point expressives qu'elles en deviennent presque violentes. Le Français moyen se résout en une sorte de trinité. Il est à la fois électeur, professionnel et contribuable. Ces trois personnes de la trinité française ne sont pas toujours d'accord, elles ont respectivement des préjugés fort opposés. Le professionnel et le contribuable paraissent avoir grand regret à ce que l'électeur a

fait et qui a eu en définitive pour suite la perte de la sécurité, « ce bien si précieux ».

La sécurité extérieure? Le Français moyen se rend compte qu'elle n'existe qu'à l'état de *germe* et *d'espérance*, ce dont il a bien fallu convenir après avoir beaucoup surfait l'œuvre de Locarno. Le temple de Janus n'est pas fermé. Nous avons deux guerres coloniales sur les bras et à chaque instant, de l'autre côté du Rhin, d'importants cliquetis d'armes nous font tressauter.

Que se passe-t-il à l'intérieur?

L'élément fondamental de la sécurité a été violemment ébranlé. Il consistait en ceci que nous vivions sous un régime de droit, c'est-à-dire sous l'empire de traditions codifiées et de coutumes écrites, non invariables et irréformables sans doute, mais susceptibles seulement de modifications lentes et graduées, appelées par l'évolution de la vie sociale. L'avènement de la doctrine marxiste promue à la dignité de doctrine officielle a changé tout cela. Au mois de décembre dernier la commission des finances de la Chambre, s'exprimant par l'organe de son Président et de l'un de ses membres les plus influents, a déclaré dans les termes les moins équivoques que l'État était au-dessus de la morale et de la loi et qu'il n'y avait pas de limite à sa souveraineté. Il n'existe plus de droits antérieurs et supérieurs à ceux de l'État. De telles déclarations, qui font revivre le césarisme et l'absolutisme et qui transfèrent à 301 législateurs, c'est-à-dire à la moitié plus un, la prérogative du Prince dont la volonté despotique tient lieu de toute loi, ne sauraient passer inaperçues. Elles sont incompatibles avec la sécurité puisque le statut des personnes et la condition des biens sont suspendus comme dans les pires jours de l'Empire romain à un caprice du César à 301 têtes.

Malheureusement cette profession de foi n'est pas restée académique et théorique.

Elle prend pied davantage presque chaque mois dans le domaine de la réalité.

Le principe de la personnalité dans l'impôt avec ses deux corollaires : l'inquisition et la progression, est entré dans notre fiscalité. Il y a pénétré d'abord avec une certaine discré-

tion. Mais bientôt la logique s'est montrée la plus forte. Qu'on le veuille ou non, ce principe ne cesse de se fortifier et de se développer. Il ira jusqu'à sa dernière conséquence, qui est le transfert à l'État de toutes les richesses privées, combiné avec l'omnipotence du législateur à qui il suffit de majorer un simple coefficient pour anéantir du jour au lendemain une catégorie de fortunes donnees, en attendant les suivantes. *Il exclut le concept de la sécurité.*

La non-rétroactivité des lois comptait parmi ces principes intangibles et basiques, inscrits dans la conscience française, et qu'un législateur se faisait jusqu'ici scrupule de violer. Elle vient de recevoir une décisive atteinte dans l'ordre fiscal. Nous savons qu'on conteste la rétroactivité des impôts votés le 4 décembre 1925. Ce sont, a-t-on dit, des impôts supplémentaires et non rétroactifs. C'est jouer sur les mots. Il y a rétroactivité quand, les dépenses et les recettes ayant été arrêtées en bonne et due forme et les impôts mis en recouvrement pour un exercice donné, le débat est rouvert et le budget remis en question. Les populations ne s'y sont pas trompées. Elles se sont montrées plus réfractaires à ce procédé qu'à toutes les vexations antérieures. Le Français moyen s'est senti atteint au plus vif de sa passion de sécurité. Il est de fait qu'avec ce nouveau système des comptes jamais apurés, des exercices jamais clos, et de la loi de finances en permanence, rien n'appartient plus en propre à personne parce que personne à aucune époque de l'année n'est sûr d'en être quitte avec le Fisc. La spoliation et la confiscation planent sur les têtes comme une menace perpétuelle. *Le Francais vit sous le régime de l'état de siège fiscal.* Est-il insécurité plus douloureuse que celle qui se rapporte à l'instabilité du franc et au risque permanent d'inflation monétaire en l'absence de tout plan d'assainissement financier digne de ce nom? Huit jours peuvent suffire à transformer aux mains de leurs détenteurs tous les effets publics en chiffons de papier sans valeur, à anéantir le crédit public et à opérer la destruction de tous les capitaux circulant. Il faut admirer que, dans des conditions aussi incertaines et aussi précaires, la vie économique et sociale poursuive son cours. Mais il faut craindre aussi qu'elle ne s'arrête quelque jour.

***

Nous avons conscience de dénoncer dans l'absence de sécurité la vraie cause des embarras, mécontentements et dangers actuels.

S'il est une vérité dont il faille demeurer pénétré, c'est bien celle-ci. Pourquoi nos difficultés financières actuelles sont-elles insurmontables? Parce qu'elles sont exploitées par notre école dirigeante, imbue de doctrine marxiste, en vue de démolir notre ordre social. Et elles resteront insurmontables, s'aggravant de semaine en semaine jusqu'à s'achever en catastrophe tant que les réalisations marxistes et non la solution du problème financier resteront la fin dernière de l'action gouvernementale et parlementaire. Le collectivisme marxiste étant impossible, il s'ensuit que tout effort pour nous y conduire est condamné à déchaîner des agitations sans fin au milieu d'une insécurité croissante. Nous ne nous lasserons pas de le répéter.

Depuis la fin des hostilités (et le reproche s'adresse, à partager entre elles, dans les proportions qu'il appartiendra, aux deux législatures, celle de 1919 et celle de 1924), on n'a fait dans l'ordre financier rien de cohérent, de solide et de définitif parce que consciemment ou non on s'est borné à suivre les directives du manifeste du parti communiste : impôt personnel, inquisitorial et progressif, aggravation de la tendance monopoleuse, confiscation graduelle des héritages, nivellement des conditions, etc...

On n'a obtenu qu'un résultat, qui commence à se préciser et qui, à moins d'une réaction rigoureuse, ne tardera pas à se parachever.

Celui de déchirer le contrat de sécurité intervenu au moment de la promulgation du Code civil entre la société française et son gouvernement.

Prévost-Paradol a écrit dans la *France Nouvelle* : « La révolution française a réussi à fonder une société, mais elle n'a pas réussi à fonder un gouvernement. » C'est vrai, en quelque manière, mais la chose doit être entendue *cum grano salis*. Les innombrables gouvernements qui se sont succédé

depuis le Code civil jusqu'à la grande guerre de 1914 n'ont pas tant différé entre eux puisqu'ils se sont tous accordés à maintenir la centralisation administrative, la réalité dans l'impôt, le Code civil et, eût ajouté Stendhal,... la Légion d'honneur! c'est-à-dire un ordre de choses fondé sur une conception imparfaite sans doute, mais stable, acceptable, de la propriété, de la famille, de la sécurité générale des biens et des personnes. Quand chez un peuple la constitution domestique et la constitution administrative ne varient pas ou varient peu, les mutations de la constitution politique n'ont pas toute l'importance immédiate qu'on serait tenté de leur accorder.

Nous disons immédiate, ayant déjà démontré dans nos travaux antérieurs que l'œuvre de destruction de la société française a été inaugurée sournoisement par Jaurès lorsqu'il a orienté son parti vers la réalisation du collectivisme par la fiscalité.

Mais depuis le 11 mai 1924 les événements se précipitent. Le cartel s'enhardit à révolutionner la société par voie budgétaire. La fiscalité évolue à contresens du code civil et la question financière n'est plus qu'un prétexte à trancher la question sociale dans le sens du collectivisme marxiste. Le pacte est déchiré, qui unissait l'école dirigeante et la nation. Il y a rupture de contrat dans toute la force du terme. L'ordre public tient encore tant bien que mal. Mais de quoi demain sera-t-il fait? Le Français moyen n'a plus d'avenir dans l'esprit. Il est privé de ce à quoi il tient par-dessus tout, la sécurité, puisqu'en somme il s'abrite dans un édifice livré à la pioche et au marteau d'enragés démolisseurs qui se servent de la fiscalité comme d'un explosif pour faire sauter les parties trop résistantes.

L'œuvre de la Révolution française en ce qu'elle avait de légitime et de bienfaisant est détruite et compromise. Les Français avaient deux griefs principaux contre l'ancien régime. Ils lui reprochaient l'arbitraire de ses procédés et le caractère draconien de sa fiscalité qui frappait les individus et non les choses. C'est pour la conquête du gouvernement limité et de la fiscalité réelle que la Nation française s'est jetée dans les formidables aléas d'une révolution. Voici que

de nouveau sa conquête lui échappe. Après cent trente-sept ans de chemin, voici qu'elle se retrouve face à face sous prétexte de démocratie avec les mêmes procédés de compression et d'exaction destructeurs de toute sécurité.

Il est fort improbable que les Français se résignent longtemps encore à être privés de sécurité. On peut prédire sans témérité que, si le régime parlementaire ne se hâte pas de la leur rendre, il connaîtra bientôt les effets de leur désaffection et de leur colère. Ou nous errons singulièrement dans notre appréciation de la psychologie française ou la nation, dès qu'elle éprouvera avec plus de netteté le sentiment confus encore de son insécurité, se livrera à quelque extrémité et se dépassera elle-même.

FELS

L'ESCAPADE[1]

IV

La détonation du pistolet retentit dans l'air sonore et limpide où monta une petite fumée. Le mannequin, sur son piquet, oscilla légèrement. Il représentait un bonhomme, affublé d'une grosse houppelande rembourrée, à qui servait de jambe unique un pieu fiché en terre, supportant à son autre extrémité un tricorne posé de travers. Cet épouvantail était placé au bout du jardin des Espignolles sur la pente gazonnée du vertugadin. A peine le bruit du coup de pistolet eut-il cessé qu'une voix s'écria :

— Bien visé, mademoiselle, le gueux en aurait.

Et le sieur Harquenin s'avança vers la cible, l'examina et mit le doigt dans un trou rond que la balle avait percé au drap de la houppelande. Harquenin se retourna :

— Je disais bien à mademoiselle qu'elle deviendrait bon tireur si elle prenait le soin d'ajuster convenablement, comme je le lui ai dit, et de ne pas trop tendre le bras. Le coup est bien placé, et maintenant il va falloir viser au cœur.

M. Harquenin, à la craie, en dessina un sur la houppelande. Cela fait, il redressa le piquet, tapota le tricorne et revint vers mademoiselle de Fréval qui, debout dans l'allée, s'y tenait, le pistolet déchargé à la main.

Coquettement vêtue, elle portait un gentil habit de cavalier où elle semblait plus petite que dans son vêtement

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 février, 1er et 15 mars.

de fille, mais où apparaissait mieux la souple vigueur de son jeune corps. Elle avait ainsi dans cet accoutrement masculin beaucoup de grâce, mêlée à un air de fierté. Au talon de sa fine botte, l'éperon luisait et une cravache était jetée à terre à ses pieds. Avant de s'exercer au tir, comme elle le faisait chaque jour, elle avait pris avec Harquenin sa leçon de manège, et tout à l'heure, elle irait, avec lui aussi, faire assaut d'escrime. Harquenin, depuis quelques semaines, servait à mademoiselle de Fréval de maître de tir, d'équitation et d'armes. Très fier de ses nouvelles fonctions, il se rappelait ses exploits de régiment où il avait été bon cavalier, bon tireur et bon prévôt. Qu'il excellât à ces exercices le rehaussait encore aux yeux de mademoiselle Gogotte Bichelonne! Si le bruit de la poudre et le cliquetis de l'acier l'effrayaient fort, elle ne pouvait s'empêcher d'un certain orgueil quand elle voyait mademoiselle de Fréval et Harquenin trotter botte à botte dans la cour des Espignolles. Néanmoins elle ne comprenait pas grand'chose à cette singulière fantaisie de faire ainsi l'écuyère et l'escrimeuse et de s'amuser au jeu des pistolades contre un mannequin qui, le soir, au crépuscule, avec sa houppelande et son tricorne de travers, prenait des aspects de brigand, à vous faire venir la chair de poule.

Ce fut peu de temps après l'étrange visite du faux chevalier de Brèges, que mademoiselle de Fréval témoigna à M. de Verdelot son désir de se livrer aux divers exercices auxquels elle donnait maintenant le meilleur de son temps. M. de Verdelot y avait consenti volontiers. La présence de l'hôte inquiétant qui s'était introduit aux Espignolles lui suggérait de sages réflexions. Les Espignolles étaient une demeure assez isolée et le pays n'était pas des plus sûrs. On y voyait rôder des colporteurs qui y promenaient des marchandises dont l'offre pouvait bien n'être qu'un prétexte à pénétrer dans les maisons. M. de Verdelot, mis en défiance par la récente aventure que l'on sait, avait jugé bon, pour se garder de ces porte-col et de ces rôdeurs, de doubler les verrous de toutes les portes et de faire une bonne provision de mousquets et de hallebardes dont il arma ses gens, jusqu'aux petits valets. Sur cette troupe guerrière, Harquenin avait

la haute main. Sans doute ces préparatifs défensifs agirent-ils sur l'esprit de mademoiselle de Fréval, car, un beau jour, elle demanda à M. de Verdelot la permission de s'adonner à la pratique du cheval et à l'usage du pistolet et du fleuret, ajoutant qu'elle y trouverait son profit, car elle avait à se plaindre de lourdeurs de tête et de chaleurs de sang ainsi que d'insomnies. Les fatigues du grand air dissiperaient ces vapeurs.

Tout en acquiesçant à cette demande, M. de Verdelot ne laissa pas, tout d'abord, d'en concevoir quelque surprise. Il avait peine à s'imaginer une jeune fille, et Anne-Claude particulièrement, épaulant un mousquet ou déchargeant un pistolet. On lit dans les livres que ces dévergondages guerriers furent jadis le fait de la tribu mythologique des Amazones, mais ces dames estropiées du sein ne lui semblaient pas de bon exemple et il eût eu quelque regret qu'Anne-Claude imitât ces farouches femelles, d'autant plus que son corps paraissait se mieux en mieux former et que sa gorge commençait à dessiner sous l'étoffe de fort agréables rondeurs. Cependant M. de Verdelot se rassurait un peu d'avoir entendu raconter que, lors des troubles de la minorité du feu Roi, certaines dames de la cour s'y mêlèrent jusqu'à tenir la campagne, les armes à la main et le panache au vent. Sans augurer pour Anne-Claude de pareilles destinées, il ne pouvait trouver mauvais qu'elle prît plaisir à des divertissements de santé. D'ailleurs, dès ses premiers essais, Anne-Claude se montra singulièrement apte à ces jeux virils. La balle de son pistolet ne manquait guère le but et Harquenin s'émerveillait de ses progrès dans l'usage de l'étrier et du fleuret.

Ce dernier caprice d'Anne-Claude n'avait pas été sans suffoquer tout de même un peu le bon M. de Verdelot, mais il se résigna à faire venir de Vernonces l'équipement nécessaire et bientôt il put voir Anne-Claude, le visage masqué d'un grillage, la poitrine plastronnée, battre le fer que lui tendait le brave Harquenin et se montrer dangereuse aux feintes et prompte à la riposte. M. de Verdelot assistait assez volontiers à ces leçons qu'il préférait aux pétarades des pistolets. Elles avaient lieu dans le grand vestibule du

château. On répandait de la sciure sur les dalles et Anne-Claude, le poignet ferme, le buste effacé, s'alignait en face de maître Harquenin. Elle l'attaquait avec une véritable furie et parait ses coups avec une naturelle dextérité. Harquenin la menait fort rondement et ne la ménageait pas. Ce furent alors entre eux de fort belles passes. Parfois M. de Verdelot, saisi d'émulation, appelait du pied, faisait des moulinets avec sa canne, imitait des parades. La leçon finie, Anne-Claude enlevait son grillage, s'essuyait les tempes, le teint animé et les yeux encore brillants du feu du combat.

Au manège, mademoiselle de Fréval manifestait aussi d'heureuses dispositions et il était difficile de croire, à la façon dont elle s'y prenait, qu'elle n'eût jamais abordé un cheval. Elle s'adaptait avec une rare souplesse aux mouvements de sa monture et en devinait les intentions. En très peu de temps elle devint fort bonne écuyère, ne craignant ni ruades, ni voltes, ni dérobades et admirablement ferme au dos de la bête qu'elle menait, de la bride et de l'éperon, avec une véritable maîtrise. Tout en l'admirant, Harquenin ne lui passait aucune faute. Bientôt on en vint au saut, et ce fut alors que mademoiselle de Fréval commença à monter à la manière des garçons, coutume qu'elle adopta dorénavant et contre laquelle protesta d'abord le pauvre M. de Verdelot qui se résigna à voir Anne-Claude se muer d'amazone en cavalier et y apporter une ardeur redoublée. Elle aimait, à l'écurie, s'approcher des chevaux, les caresser, leur parler en leur distribuant quelques friandises. Outre son lourd attelage de carrossiers, M. de Verdelot nourrissait de bons chevaux de selle. Cette habitude datait de la visite aux Espignolles des petits Morambert à qui M. de Verdelot avait voulu procurer le divertissement de promenades. Depuis lors, ces chevaux de selle ne servaient guère qu'à Harquenin qui allait parfois sur l'un d'eux faire le beau et caracoler à Vernonces. Anne-Claude les trouva donc juste à point pour qu'elle en disposât, mais la monture qu'elle préférait était le cheval laissé aux Espignolles en échange d'un autre qu'on y avait sans façon dérobé. Or le voleur n'avait pas volé M. de Verdelot, ce cheval étant une fort belle bête, de robe alezane, mais difficile. Ce fut celui-là que

monta mademoiselle de Fréval quand elle fut en état de quitter le manège et d'aller à travers la campagne, accompagnée de Harquenin.

Ils y faisaient de longues promenades, tantôt lentes, tantôt à vive allure, parfois franchissant d'un saut quelque haie ou quelque arbre tombé. Le pays qui environnait les Espignolles était assez varié : de grands bois, des étangs et des marais, des landes, des cultures. Çà et là, quelques hameaux cachés dans un pli du terrain. L'hiver y était froid et le printemps souvent précoce. En automne, l'air y était odorant et tout pénétré de senteurs; en été, il pesait lourdement sur les choses. C'était une région mal peuplée, pauvre, et assez à l'écart des grandes routes. Autour des Espignolles, on ne trouvait guère que des chemins mal entretenus et des sentiers souvent à peine tracés, mais rien n'arrêtait mademoiselle de Fréval. Elle se plaisait extrêmement à ces chevauchées et il fallait le déclin du jour pour la ramener aux Espignolles, surtout quand elle montait le cheval du capitaine, ce qui arrivait le plus souvent. Alors elle semblait saisie d'un véritable démon de vitesse et de liberté et on eût dit que ce même démon possédât cette bête singulière, difficile et intelligente, tantôt capricieuse comme une chèvre, tantôt douce comme un agneau et qu'animait soudain parfois une sorte de frénésie qui l'emportait en de fols galops. En ces occasions, Harquenin avait à faire pour ne pas perdre de vue l'emportée. On allait ainsi jusqu'à ce que l'on eut longé le marais des Poursaudes, dépassé le carrefour de Bifontaine et atteint le bois de Vaucreuse. Là, le chemin aboutissait à un sentier forestier qui menait à un lieu appelé la Grande-Butte. De cette Grande-Butte, on avait une vue assez étendue dans la direction de Bourgvoisin que masquaient des collines assez élevées. Dès qu'on arrivait à cette Grande-Butte, le cheval de mademoiselle de Fréval se mettait à s'agiter et à hennir, à tirer sur la bride, à mâcher son mors et cela finissait par un cabrement et un élan furibond. Une fois maîtrisée, la bête refusait de revenir en arrière et il fallait, pour l'y obliger, entreprendre avec elle une véritable lutte qui la laissait ombrageuse pendant tout le retour aux Espignolles.

A part ces distractions de tir, d'escrime et de cheval, Anne-

Claude menait la vie la plus monotone et la plus unie, et M. de Verdelot trouvait en elle une agréable compagnie. Il se félicitait maintenant du heureux hasard qui lui avait envoyé cette gentille personne pour distraire sa solitude et il souriait des appréhensions que lui avait causées sa venue. En somme, Chaumusy avait bien fait de mourir et mieux encore de laisser cette fille née de ses amours. M. de Verdelot n'avait qu'à se louer de sa présence aux Espignolles. Il n'aurait su vraiment quel reproche lui adresser. Évidemment, c'était une curieuse fantaisie que de courir les routes, en habits de garçon, aux côtés du sieur Harquenin et d'en revenir toute crottée ou toute empoussiérée! C'était aussi un divertissement bizarre que de prendre plaisir à tirer le pistolet et à croiser le fleuret, mais, de ces jeux, en somme innocents et inoffensifs, il n'y avait pas lieu de s'offusquer. Anne-Claude y trouvait, d'ailleurs, son profit, car elle y avait acquis une vigueur de corps peu commune, sans y rien perdre de sa grâce. Son visage également y avait gagné en beauté, et M. de Verdelot le constatait avec plaisir. Tout cela ferait l'affaire d'un mari, mais M. de Verdelot n'aimait pas trop s'arrêter à cette pensée. L'idée qu'Anne-Claude quitterait un jour les Espignolles pour s'en aller au bras d'un époux ne lui plaisait qu'à moitié. Il se rassurait quelque peu à se dire que la naissance irrégulière et en partie obscure d'Anne-Claude ne faciliterait pas les choses. De plus, la solitude où l'on vivait aux Espignolles rendait le mariage d'Anne-Claude assez incertain. Elle-même ne semblait pas le désirer. Lorsque M. de Verdelot, dans ce dessein, lui proposait de se mêler à la société de Vernonces, comme le conseillait M. de La Minière, Anne-Claude ne montrait aucun empressement à entrer dans ces vues. Peu soucieuse de se produire, les Espignolles paraissaient lui suffire et elle ne semblait souhaiter rien d'autre, quoiqu'elle tombât parfois en des états de rêverie dont M. de Verdelot n'était pas sans s'apercevoir.

Souvent elle s'y laissait aller aux heures où M. de Verdelot recourait à elle pour sa partie de jonchets. Ce jeu amusait fort M. de Verdelot. On étalait sur une grande table les petites pièces d'ivoire qui le composaient et qu'il s'agissait de tirer une à une du tas qu'elles formaient, sans qu'il en remuât aucune dans

la confusion et l'enchevêtrement où elles se trouvaient. Une longue pratique y avait donné à M. de Verdelot une certaine adresse et il extrayait habilement de cet échafaudage les bâtonnets qui s'y mêlaient en désordre. Il accomplissait parfois ainsi de fort belles prouesses, mais Anne-Claude en réussissait de plus belles encore, et d'autant plus remarquables qu'elle s'y essayait comme sans y prendre garde et avec l'air de penser à tout autre chose. Son esprit absent, sa main obéissait merveilleusement au démon de la dextérité. C'était prodige de la voir touchant avec une juste sûreté les instables et fragiles fragments d'ivoire qui ne trébuchaient jamais sous ses doigts, mais le plus singulier était qu'elle y parvînt avec la plus complète inattention et le plus visible détachement. Ce succès plongeait dans l'étonnement le bon M. de Verdelot. Douée d'une telle finesse de main et qui tenait du mystère, Anne-Claude eût pu exécuter les plus difficiles escamotages si elle avait jugé bon de s'en prendre à la bourse ou à la montre des gens. Elle leur eût visité la poche et le gousset sans qu'ils s'aperçussent de rien et elle eût fait le plus gentil tire-laine qu'on eût pu imaginer. M. de Verdelot le lui disait parfois en riant et lui en faisait parfois des taquineries à quoi elle ne répondait que par un sourire de ses belles lèvres silencieuses, après quoi elle rentrait dans ses rêveries.

Alors son charmant visage devenait comme étranger et lointain. Un air de réflexion profonde s'y répandait et l'occupait tout entier. Anne-Claude semblait ne plus rien voir ni entendre, toute à une pensée dont la force l'attirait et la capturait au fond d'elle-même. A ces moments Anne-Claude semblait partie en une absence où elle visitait du passé, à moins qu'elle n'explorât de l'avenir. Elle donnait alors l'impression de n'être plus là et de s'être perdue pour quelque voyage en esprit. Parfois, de ces fuites, elle revenait comme brisée d'une étrange lassitude. Quelquefois aussi elle en rapportait une étrange animation, mais toujours quelque chose de secret. Ses joues se coloraient, ses yeux brillaient, sa bouche respirait plus avidement. Une sorte de feu lui montait au visage qui prenait une brûlante expression d'audace, de désir, d'élan où participait son corps tout entier. Par un soudain besoin de mouvement, elle se levait comme sous la poussée

et la détente d'un ressort. Ses mains se crispaient du geste d'étreindre et de saisir quelque chose qu'elle eût aisément brisé entre ses doigts. M. de Verdelot éprouvait alors d'elle un obscur et vague malaise, mais qui durait peu. Bientôt Anne-Claude s'apaisait. Souvent elle allait vers la fenêtre comme pour voir s'il n'arrivait pas quelqu'un de passionnément attendu et dont la venue tarderait trop, mais, solitaire avec ses parterres et ses bosquets, le jardin seul se montrait à sa vue, au bout duquel, aux pentes du vertugadin, sur son piquet, le mannequin de cible se dressait en sa grosse houppelande criblée de balles, et le tricorne de travers.

Ces rêveries auxquelles s'abandonnait mademoiselle de Fréval n'avaient pas lieu qu'en présence de M. de Verdelot. Parfois, au retour de ses courses à cheval en compagnie de Harquenin, elle rentrait droit dans sa chambre où elle s'enfermait à clé, n'ouvrant pas même à Gogotte Bichelonne, venue pour l'aider à se dévêtir. Cela se passait surtout aux jours où, montée à la Grande-Butte, elle avait eu à lutter contre les caprices de son cheval. Ces jours-là, elle ne faisait que paraître à souper et, aussitôt après, demandait à M. de Verdelot qu'il lui permît de se retirer chez elle. Elle y refusait les soins de Gogotte qui s'en offensait, car l'instant du coucher était celui où mademoiselle Bichelon entretenait le mieux sa jeune maîtresse de ses amours avec le sieur Harquenin. Elles n'allaient pas à sa convenance. Gogotte ne parvenait pas à tirer du sieur Harquenin la vérité au sujet de son voyage à la Chasarderie. Sa femme était-elle morte pour de bon ou vivait-elle encore? Harquenin prétendait n'avoir rien pu découvrir de certain, et Gogotte de déblatérer contre les hommes, tous menteurs, et dont le seul plaisir est de faire enrager les femmes, et qui mettent un bien haut prix à eux-mêmes parce qu'ils se croient indispensables! Là-dessus, mademoiselle Marguerite Bichelon perdait toute retenue et finissait par s'exprimer avec la dernière crudité sur les rapports entre les sexes, de telle sorte que, si Anne-Claude, en arrivant aux Espignolles, avait ignoré la façon dont les hommes et les femmes se témoignent leur désir, elle ne le pouvait plus guère à l'heure actuelle, grâce aux propos de mademoiselle Gogotte, qui entrait, en effet, dans les détails

les plus particuliers en vantant les plaisirs que l'on prend à deux, tout en prétendant qu'elle n'avait rien cédé et ne céderait rien au sieur Harquenin sinon en bon et légitime mariage. Elle connaissait trop les hommes pour se fier à eux. Ils n'avaient guère de considération pour l'honneur des filles et tous n'étaient que des larrons, des suborneurs et des bandits.

La plupart du temps, Anne-Claude n'écoutait pas ces diatribes, parfois cependant elle y semblait prêter l'oreille pendant que Gogotte la coiffait pour la nuit ou s'acquittait de quelques menus services. Parfois aussi elle la congédiait et achevait seule de se dévêtir. Il arrivait qu'elle le fît au point de se mettre entièrement nue. Alors elle s'approchait du miroir, caressait ses bras, soupesait ses jeunes seins, en touchait la douceur et la fermeté. Elle restait ainsi un moment à se contempler, puis une soudaine rougeur la parcourait toute, comme si une flamme secrète se fût allumée en elle qui la brûlait à la fois d'ardeur et de honte, tandis qu'elle sentait son cœur se déchirer, comme si l'on y eût planté le poignard qui, dans le tiroir fermé de la coiffeuse, dormait, en sa gaine de galuchat, le sommeil aigu de sa lame plus affilée que a langue tentatrice de l'antique serpent.

V

La marquise de Morambert au baron de Verdelot.

Il y a bien longtemps, mon frère, que je ne vous ai écrit et je ne pense pas que M. de Morambert ait pris la plume pour le faire. Où en eût-il trouvé le temps? M. de Morambert est l'homme le plus occupé de Paris. Il n'a pas un moment à lui. N'allez pas penser cependant que ses occupations le retiennent au logis. Ne l'imaginez pas, je vous prie, assis à sa table ou au coin du feu, en bonnet ou en robe de chambre, en compagnie de ses pincettes ou de son encrier, en train de compulser quelque volume ou de se livrer à de savantes méditations, le coude au bras de son fauteuil ou le doigt posé à la tempe. Ne l'imaginez pas, je vous en supplie, absorbé par quelque problème de haute politique ou de haute finance, prenant des notes ou alignant des chiffres. M. de Morambert n'est plus cet homme que vous avez

connu. Vous ne le verriez plus en négligé. Il n'est rien de trop beau pour lui. Le tailleur ne cesse de lui coudre des habits qu'il ne juge jamais assez somptueux, le perruquier de lui préparer d'assez belles perruques. Le cordonnier ne le chausse jamais assez juste et assez fin. M. de Morambert consulte le miroir, s'y contemple, se parfume, s'attife. Cela fait, il demande son carrosse et s'en va. Et où croyez-vous, mon frère, qu'aille M. le marquis de Morambert? Vous croyez qu'il va à quelque docte assemblée de financiers ou d'économistes, à quelque rendez-vous de ministre ou de contrôleur général? Que nenni!... M. de Morambert court la ville à la recherche de son plaisir. Il le trouve aux spectacles, aux promenades, au tripot, et Dieu sait où encore! Il n'y a pas de société trop dissipée et trop galante pour lui. M. le marquis de Morambert est un fat. M. le marquis de Morambert est un petit maître. M. de Morambert est un joueur, un coureur et un débauché. L'âme de M. de Chaumusy est entrée en lui.

Je vous vois d'ici, Verdelot, croyant que je divague et que je déraisonne en proie à des visions de fièvre chaude et à des imaginations de songe creux. Vous pensez que quelque étrange fumée m'a monté au cerveau et que je suis bonne pour les petites maisons. Détrompez-vous. Je suis dans l'entière possession de mon bon sens. Je vous dirais même que, moi seule, j'en ai conservé quelque peu au milieu des gens parmi lesquels je vis. Tout le monde autour de moi est à lier. Les têtes sont à l'envers et vous en jugerez quand j'aurai repris les choses d'un peu haut.

Vous vous souvenez de quel homme était M. de Morambert. En avez-vous connu un plus sérieux et plus raisonnable? Autant le pauvre Chaumusy et vous-même manquiez et manquez de sens commun, lui à sa façon, vous à la vôtre, autant M. de Morambert avait de poids dans l'esprit et de droiture dans le jugement. Vous connaissiez son goût pour l'étude et les solides spéculations, enfin tout ce que sa manière de vivre offrait de dignité et de gravité. Vous saviez la renommée que ses travaux lui avaient acquise; ajoutez à ces qualités la constance que M. de Morambert portait à ses affections. En vingt années de mariage, il ne m'avait pas été infidèle une seule fois et je pensais bien qu'il ne me le serait jamais, car il est un âge où les sens s'amortissent, et où s'assagissent les passions. Bref, M. de Morambert n'était pas seule-

ment le modèle des époux, il était en passe de devenir un personnage dans l'État. Son renom de science et de sagesse l'allait conduire aux plus hauts emplois. Tous les yeux se tournaient vers lui. M. de Morambert était au pinacle et c'est la hauteur même où il était parvenu qui fait la profondeur de sa chute. Pauvre Morambert, homme infatué, c'est ton mérite même qui t'a perdu!

Ce fut, en effet, la réputation qu'avait M. de Morambert d'être une des fortes têtes du temps qui lui valut d'attirer l'attention du Grand-Duc. Ce Prince très éclairé projetait d'introduire dans ses États certaines réformes, mais ne les y voulait introduire qu'à bon escient. Aussi, comme vous le savez, appela-t-il auprès de lui M. de Morambert pour le consulter sur leur caractère et leur opportunité. Une fois à la cour du Prince, M. de Morambert fut comblé d'honneurs et accablé de prévenances, si bien que son séjour se prolongea, le Grand-Duc ne pouvant plus se passer de lui. Pareille faveur ne s'était jamais vue. Ce n'étaient que fêtes, divertissements, médianoches, mascarades où je m'imaginais que M. de Morambert n'assistait que par devoir et parce qu'il y trouvait l'occasion de parler au Prince et, au milieu des frivolités de cour qui les entouraient, de l'entretenir de choses sérieuses. Eh bien! mon frère, je me trompais lourdement. Vous n'ignorez pas les perfides et funestes délices de ces climats où la tête s'embrase de toutes les voluptés, où les femmes sont trop belles, où il y a trop de fleurs et de musiques, où le sang s'échauffe à tous les plaisirs. A ces dangereux attraits, M. de Morambert était fait mieux que personne, semble-t-il, pour résister. Or il n'en fut rien et au contraire il y succomba avec la plus désastreuse facilité. Sa sagesse fondit comme de la cire. On le vit danser pendant des nuits entières, se masquer des costumes les plus burlesques et les plus indécents, jusqu'à paraître demi-nu, en figure de Triton, dans un divertissement nautique, se mêler à toutes les intrigues et se livrer aux femmes avec une véritable fureur, et d'autant plus violente et frénétique qu'elle est plus tardive et doit avoir moins d'avenir. Un vent de folie lui avait bouleversé la cervelle. Perdu de mœurs il avait perdu toute retenue, aussi bien en actes qu'en paroles. Il se prodiguait en propos orduriers et cyniques. Comme je vous l'ai dit, l'âme même d'un Chaumusy avait passé en lui, mais cette gueuse d'âme ne s'en tenait pas là et menaçait de bien d'autres ravages.

Encore si M. de Morambert se fût borné au dévergondage où il était tombé! Mais son déplorable exemple y entraînait ses fils. Oui, ces enfants, que j'avais avec tant de soins écartés du mal, en apprirent en même temps l'existence et la pratique. Comme leur père qui se livrait à tous les dérèglements, ils s'éloignèrent des règles de conduite que je leur avais si laborieusement tracées. Ils se mêlèrent au désordre paternel. Les bontés du Grand-Duc, qui les avait en amitié, leur facilitèrent maintes incartades. Ils figurèrent dans des ballets et prirent part à des comédies. Néanmoins, au milieu de toutes ces occasions, et par miracle, ils conservaient encore leur innocence et, à ce point de vue, ils fussent revenus à Paris comme ils en étaient partis, si leur père n'avait eu, au retour, la malencontreuse idée de passer par Venise. La renommée de ses courtisanes attirait M. de Morambert en cette ville fameuse où ce fut aux bras d'une de ces séduisantes sirènes que ces garçons perdirent ce que vous savez. J'ajoute qu'il leur en a cuit, mais j'espère qu'ils guériront.

C'est dans cet état, mon cher Verdelot, qu'ils me furent rendus. J'eus peine à reconnaître les deux modestes jouvenceaux que leur père avait emmenés à la cour du Grand-Duc dans les deux vauriens sournois et débraillés qu'il m'en ramenait. Que ce funeste voyage les avait donc vilainement transformés! Plus de ces façons obéissantes et timides que je leur avais patiemment inculquées. Plus rien de cette décence et de cette réserve dans les propos qui leur attiraient la louange de tous ceux qui les approchaient. Une fée malfaisante les avait touchés de sa baguette. Ce n'étaient plus que regards effrontés, manières de mauvais lieux, ricanements d'insolence, allusions indécentes à des plaisirs dont ils gardaient la basse mémoire et une sale fierté. Je ne reconnaissais plus leur langage, farci à tout bout de champ de mots italiens, auxquels ils mêlaient des refrains dont le sens m'échappait, mais dont je ne devinais que trop les intentions graveleuses. Insolents et corrompus, voilà ce qu'avait fait de ses fils M. de Morambert. Ajoutez-y l'accoutrement ridicule qu'ils avaient adopté là-bas avec les modes d'Italie dont nous sentons ici tout le grotesque et tout l'extravagant. Tel fut, mon frère, le spectacle qui s'offrit à ma vue et vous pourrez imaginer avec quelle colère et quel chagrin j'en contemplais le tableau.

Vous ne doutez pas cependant qu'en même temps que je supputais l'étendue du désastre, j'envisageais les moyens d'y remédier. Vous me connaissez assez pour penser que je ne me résignais pas à demeurer le simple témoin de ce désordre. J'ai dans l'esprit quelque vigueur et quelque courage, et l'aspect d'une tâche difficile n'est pas capable de me rebuter. Je compris vite en quoi la mienne consistait. Il s'agissait sans tarder d'abattre cette faconde et de mettre le holà à ces insolences. Il fallait ressaisir d'une main ferme les rênes de ces conduites déréglées et les ramener par la voie la plus courte au droit chemin. Le mal était trop grand pour que les réprimandes et les injonctions y fussent suffisantes. Des garçons habitués à toutes les libertés les plus coupables ne se rendent pas volontiers aux bons avis. Il y faut des moyens plus efficaces et j'étais bien résolue à les employer pour restituer dans ma maison la discipline et le bon ordre. Heureusement que Dieu ne m'a pas seulement pourvu d'un esprit de suite et de fermeté, il a mis au bout de mes bras des mains vigoureuses et ce fut à elles que je recourus pour donner le signal aux réformes de façons et de conduite que je jugeais utilement urgentes. En ayant ainsi décrété, je me mis incontient à la besogne.

J'aurais voulu, mon cher Verdelot, que vous fussiez là, le jour où je commençai l'application de la méthode que je m'étais résolue à employer et où retentirent, de la cave au grenier, les deux premiers et magnifiques soufflets dont je gratifiai mes petits messieurs. Leur premier bien fut de me procurer un plaisir infini et un extrême soulagement à mon souci. Ce plaisir fut doublé par l'effet que produisit cette sonore manifestation de mon autorité. Je n'ai jamais vu rien de plus divertissant que la mine de nos deux gaillards, lorsque, tout ricanants de défi et tout farauds sous leurs plumets d'Italie, ils sentirent s'abattre sur leur joue la plus belle gifle du monde. Ce fut une sorte de miracle dont je ris encore. Toute cette belle fanfaronnade en demeura stupide de surprise et mes drôles comprirent du coup que le temps des parades était passé. Rien de plus déconfit et de plus penaud que mes benêts se consultant du regard, se tamponnant la joue et baissant la tête sous l'orage. Le désarroi était dans leurs prétentions, et leur trouble si grand que je les laissai là pour cette fois, satisfaite de l'essai que je venais de

faire. J'avais à présent en main de quoi accomplir ma tâche et j'étais dès lors persuadée de la pouvoir mener à bien.

Je vous passe, mon frère, ce que fut cette semaine des soufflets en cette saison des gifles. Il en plut à la volée, comme dans les meilleures farces de nos comédiens d'Italie ou de nos tréteaux de la Foire et j'y acquis une merveilleuse dextérité. Je puis dire que mon contentement passa mon attente. De jour en jour, j'admirais les progrès que j'obtenais. Plus de ces regards et de ces chuchotements déplacés, plus de ces manières d'indépendance, plus de ces propos équivoques, plus de mots italiens, plus de refrains. Peu à peu revenaient la modestie et l'obéissance, l'ordre et la décence. On parlait bas et peu. Les repas pris au régime, on regagnait sa chambre où vous attendait quelque travail utile. Pas de compagnie ni de divertissement. Des lectures raisonnables ou pieuses. De temps à autre, une promenade au jardin botanique. Le lever et le coucher à heures régulières. Bref, la façon de se comporter qu'ont les honnêtes gens. Quelquefois, le soir, une partie au jeu des jonchets que vous aimez tant, et que vous avez enseigné à ces garnements, lors de leur séjour aux Espignolles. Tel fut l'heureux résultat de mes soins dont je ne relâcherai rien avant que je ne sois certaine qu'il ne reste trace en eux du funeste égarement où les avait mis la coupable complaisance de M. de Morambert.

Ne croyez pas pourtant que je veuille pousser à l'excès une sévérité qui en deviendrait alors intempestive. Vous savez bien que je ne suis nullement l'ennemie de certains plaisirs utiles à la santé et au bon état des jeunes gens et même des hommes. Je n'ignore pas ce qu'exige la nature et je ne compte pas que mes fils vivent comme des Ermites. Je respecte les besoins des sens et M. de Morambert n'eut pas à se plaindre de moi sous ce rapport. J'ai même été trop indulgente aux déportements de ce pauvre Chaumusy. Il y a, et il en fut un, des tempéraments si forts qu'il leur faut bien pardonner. Il ne faut surtout pas faire supporter le poids de leurs fautes aux innocents qui en sont le témoignage. La preuve n'en est-elle pas la façon dont j'ai agi avec la fille de Chaumusy et ce que j'ai fait pour elle? D'ailleurs, je ne me repens point et je me félicite de vous l'avoir envoyée, puisqu'il n'en est rien arrivé de fâcheux. Néanmoins, je regrette presque de ne l'avoir pas gardée auprès de

moi. Elle pourrait m'être assez utile à distraire mes garçons quand je me relâcherai un peu à leur endroit. La présence de cette petite les eût amusés et aurait été sans conséquences. Quelques amourettes entre elle et eux n'eussent pas été d'un grand mal et les eût aidés à attendre l'âge où je les marierai. Peut-être aussi eût-elle retenu à la maison monsieur votre frère. M. de Morambert en est aux tendrons.

C'est vous dire, n'est-ce pas, comme je vous l'ai déjà mandé plus haut, qu'il ne s'est pas départi de ses façons italiennes et grand-ducales. M. de Morambert, je vous le répète, n'est plus celui que vous avez connu, l'homme de mérite et de gravité, dont un Prince éclairé sollicitait les conseils de politique et de finances. Le reconnaîtriez-vous en ce petit maître vêtu avec recherche, à la mode la plus récente, qui ne cesse de courir la ville et d'y faire partout le paon, qui n'a plus pour son épouse que de respectueux dédains, que l'on rencontre partout où il ne devrait pas être et qui, en dépit de son âge, sollicite indécemment les faveurs de Vénus pour lesquels il demande, paraît-il, les secours d'Eros et même d'Esculape? Ajoutez qu'il n'a pas les excuses d'un Chaumusy qu'emportait le tourbillon de son sang. M. de Morambert ne fut pas, en son temps, grand abatteur de bois. Aussi, comment s'étonner qu'il en soit venu aux pastilles et aux tendrons? L'abus, d'ailleurs, pourra bien lui jouer quelque mauvais tour, mais s'il lui doit arriver malheur, j'aimerais mieux que ce soit sous son propre toit que dans quelque galetas ou quelque mauvais lieu. Or, le gentil minois que vous savez eût peut-être pu le retenir et l'eût peut-être empêché de tant courir au dehors jusqu'au jour où on nous le ramènera à la maison, l'écume aux lèvres et les yeux tournés, pour y mourir d'apoplexie, comme y mourut, du couteau, le pauvre Chaumusy. Mais tout ce que j'en pourrais dire serait vain. Ce n'est pas sa tête qui le mène.

Telles sont, mon frère, les nouveautés que j'ai à vous apprendre. Je tenais à vous mettre au fait de ces circonstances de famille. Je pense que vous les apprécierez comme il convient, du fond de vos tranquilles Espignolles où vous faites, après tout, figure de sage et de philosophe, puisque vous vous êtes épargné les soucis d'être mari ou d'être père et que vous faites le tuteur de la manière que vous m'avez mandée où tout est si favorable à votre pupille que je ne peux que vous louer de vous être si bien accommodé à

elle. Madame de Gramadeuc, qui n'a cessé de s'y intéresser, m'a dit en avoir reçu plusieurs billets fort bien tournés. Je n'en ai pas obtenu autant. C'est une nuance d'ingratitude, mais la jeunesse est souvent ainsi.

Gogotte Bichelonne ne s'est, d'ailleurs, pas beaucoup mieux conduite à mon égard. Elle a mieux aimé demeurer aux Espignolles que revenir à mon service. Libre à elle. Il est vrai qu'elle est de la campagne et, quand elle a retrouvé l'odeur du fumier, elle n'a plus pu s'en détacher .A propos de madame de Gramadeuc, figurez-vous qu'on a volé à Vandemont une somme d'argent assez considérable. Les voleurs se sont introduits par la chapelle où ils ont dérobé également plusieurs objets de prix après avoir déposé des ordures un peu partout. Ces audaces ne sont pas isolées; les rues ne sont guère sûres, la nuit tombée. M. le Lieutenant de Police y voit une marque de la croissante corruption des mœurs. Elle était déjà grande au temps où notre pauvre Chaumusy fut lâchement assassiné. Je prétends que cette corruption ne pénètre pas chez moi et, comme vous l'avez vu, j'ai mis bon ordre à lui fermer les avenues et à lui barrer la route. Je termine cette lettre en mettant à vos pieds les respects dont mes fils me chargent pour vous. Ils sont en ce moment auprès de moi où je les occupe à tricoter. Je fais ce qu'ils souhaitent et demeure votre sœur affectionnée,

LA MARQUISE DE MORAMBERT

VI

L'hiver s'écoula aux Espignolles de la façon la plus tranquille du monde. Les pluies et les brouillards de novembre dissipés, le temps se mit au beau, et le froid commença à se faire sentir. Il fut assez piquant et même parfois rude. On le combattait par de grands feux, car M. de Verdelot était frileux. Les bûches les plus vives, les brasiers les plus ardents ne le cuisaient jamais assez et il en approchait le plus qu'il pouvait son fauteuil pour ne rien perdre de la satisfaction qu'il prenait à se rôtir les jambes, jusqu'à ce que la peau en pelât. A ces grillades, il joignait contre les vents coulis la protection d'une pelisse matelassée de duvet et d'un bonnet garni de fourrure. Il y ajoutait encore l'usage d'un manchon à l'in-

térieur duquel il glissait un chauffe-mains en faïence qui avait la forme d'un livre fermé et que l'on emplissait d'eau bouillante. Ce livre de faïence n'était pas toute la lecture de M. de Verdelot. Il ne détestait pas sommeiller doucement aux pages d'un volume. Cela, avec le plaisir de jouer des pincettes, de la pelle et du soufflet, occupait bien suffisamment les journées d'hiver de M. de Verdelot et il attendait ainsi sans impatience le retour d'une saison plus clémente.

Anne-Claude de Fréval semblait également s'accommoder de ces oisivetés hivernales. Sans s'approcher du feu autant que M. de Verdelot, elle ne dédaignait pas de s'y chauffer à sage distance. La flamme du brasier colorait son visage, et son petit pied, sous sa robe, s'allongeait volontiers vers les tisons. Souvent elle imitait M. de Verdelot et prenait un livre. Elle s'en servait moins comme d'un divertissement que pour justifier les rêveries auxquelles elle était sujette. Elle s'y laissait aller volontiers jusqu'à ce que telle circonstance fortuite l'en tirât, tantôt la chute d'un charbon consumé, tantôt quelqu'un de ces crépitements et étincellements de bûches qui vont parfois jusqu'à l'éclat et à la pétarade, tantôt, au dehors, quelque pas de jardinier ou quelque aboi de chien qui retentissait dans l'air glacé, tantôt l'entrée de mademoiselle Gogotte ou de M. Harquenin venant aux ordres. Hors ces deux-là, les autres serviteurs du château ne paraissaient guère. M. Coiffard demeurait à jardiner ou à examiner le ciel pour en tirer des pronostics. Depuis le retour d'Harquenin de son voyage à la Chasarderie et la singulière visite qui avait eu lieu en son absence, M. Coiffard, rentré dans l'ombre, restait confiné aux attributions de son métier. M. Coiffard devait souffrir de sa déchéance et de se sentir relégué où il était, car il lançait à la dérobée de mauvais regards vers l'important Harquenin. Il avait cessé ses assiduités auprès de mademoiselle Bichelon et se contentait d'user envers elle d'une froide et dédaigneuse politesse avec l'air assuré de quelqu'un qui attend son heure et qui ne doute pas qu'elle ne vienne.

Si l'on parlait encore à l'office de l'étrange aventure du cheval volé et de son voleur, M. de Verdelot semblait ne s'en plus guère souvenir. Quand il lui arrivait d'y penser, elle lui

apparaissait dans le lointain d'un cauchemar et il préférait l'oublier. N'avait-il pas mis les Espignolles à même de se défendre de toute surprise? D'ailleurs, que craignait-on? Le fameux Capitaine et sa bande n'avaient pas reparu depuis que des détachements de troupes parcouraient le pays pour veiller à la sécurité des routes. Aussi vivait-on fort tranquillement aux Espignolles. La frénésie d'escrime et de tir qui avait saisi mademoiselle de Fréval s'était ralentie. Parfois encore elle faisait assaut avec Harquenin pour s'entretenir la main ou elle honorait de quelques balles bien placées le mannequin du vertugadin. Sauf ces assez rares alertes, le mannequin à la houppelande coulait des jours heureux, son tricorne formant rigole pour la pluie quand elle tombait, ou tournant sur le piquet au gré du vent quand il venait à souffler. En janvier, il y eut d'assez fortes bourrasques, suivies d'une abondante chute de neige qui fit du mannequin une sorte de Seigneur Noël tout frileux et tout chenu.

Cette chute de neige étendit sur la contrée un si profond silence que l'on eût entendu au ciel les oiseaux voler. Les Espignolles semblaient partager l'engourdissement environnant. Aucun pas ne résonnait plus dans la cour et, comme le moindre bruit prenait de la force dans l'air, chacun s'évertuait à en faire le moins possible. Harquenin marchait sur la pointe des pieds; Gogotte effleurait le sol de ses semelles feutrées. Tout semblait mort alentour, et on ne pouvait s'imaginer que la terre dût se débarrasser jamais de ce linceul. On l'y eût dit ensevelie pour toujours et qu'on ne reverrait jamais rien de ce que recouvrait cette blancheur. Ce sentiment d'une monotonie sans fin et d'un arrêt de toute vie était si fort qu'un jour, en considérant par la vitre la neigeuse étendue du jardin, Anne-Claude se sentit le visage tout inondé de larmes. Mais tout passe et, au bout d'une semaine, le temps changea, le ciel s'éclaircit et le soleil brilla. La neige fondit, et l'hiver, après cet intermède, reprit son cours. Janvier et février écoulés, il se produisit en mars quelques signes qui annonçaient que ne tarderaient pas les premières approches du printemps, si bien que Harquenin proposa à mademoiselle de Fréval de sortir les chevaux et d'aller faire un peu de galop à travers la campagne.

Depuis deux mois, Harquenin avait dû renoncer à accompagner mademoiselle de Fréval, à cause d'une douleur de reins qui ne lui permettait pas de se tenir en selle. Or M. de Verdelot ne voulait pas qu'Anne-Claude s'aventurât hors les Espignolles sans Harquenin. Il est vrai que Coiffard s'était offert pour le remplacer, mais Anne-Claude ne parut pas se soucier de cette escorte. De plus Gogotte déclara que Harquenin ferait une maladie si Coiffard usurpait une fonction qui n'était pas la sienne. Coiffard était bon pour cultiver la salade et arroser les navets et non pour cavalcader aux côtés d'une demoiselle. En apprenant ces rivalités, Anne-Claude avait renoncé à ses promenades qui cependant lui manquaient, aussi accepta-t-elle avec plaisir l'offre de les reprendre que lui fit Harquenin.

C'était une journée grise et presque douce que gerçait parfois une brise aigre dont l'air demeurait un instant transi. Le sol n'avait plus sa dureté glacée et sa sonorité sèche, mais conservait encore quelque chose d'inerte et d'engourdi. Les sabots des chevaux s'y imprimaient sans s'y enfoncer. Les bêtes, longtemps tenues à l'écurie, étaient vives à la main. On longea l'étang. Dans son eau calme les Espignolles reflétaient leur « aile vieille », mais bientôt on perdit de vue la grosse tour d'angle et les hautes toitures du château. Devant les cavaliers, entre des haies encore dépouillées, un chemin s'offrait à travers des terres brunes. On prit le galop, mademoiselle de Fréval en tête, suivie du brave Harquenin que son rein tracassait encore. On dépassa ainsi la mare des Poursaudes et, à Bifontaine, on entra dans les bois. Le sentier s'y engageait, mais devenait vite assez mauvais, étroitement resserré par les arbres qui le bordaient. Aux troncs, la mousse veloutait les écorces. L'odeur de la terre s'y mêlait à celle des feuilles sèches. Sur un buisson un oiseau chanta faiblement et s'envola avec un doux petit bruit d'ailes. Harquenin se mit à siffler.

Il regardait avec complaisance mademoiselle de Fréval. Son élève lui faisait honneur. Au milieu du sentier, une souche surgit, d'une forme bizarre et cornue. Le cheval d'Anne-Claude fit un brusque écart. Elle le réprima. Ils arrivèrent ainsi à la Grande-Butte. Une fois là, Harquenin mit pied à terre pour

resserrer la sangle du cheval que montait Anne-Claude. Tout en tirant sur la boucle, Harquenin considérait la jeune fille. Depuis le jour où le carrosse l'avait amenée aux Espignolles, la vie au grand air, les exercices auxquels elle s'était livrée, l'avaient transformée. Sans rien perdre de sa grâce, elle avait acquis de la force. Elle était maintenant fort belle, saine et robuste, avec quelque chose de hardi et de déterminé qui le cédait, certains jours, à un air de tristesse et de contrainte inexplicable, car personne aux Espignolles ne songeait à la contrarier. M. de Verdelot la laissait entièrement libre et ne lui refusait rien de ce qu'elle pouvait désirer en ajustements et en babioles. Malgré ces gâteries, Harquenin remarquait souvent que la jeune demoiselle était sujette à de singulières agitations. Ces jours-là, elle ne pouvait tenir en place et errait à travers le château comme une âme en peine, si absente d'elle-même qu'elle ne vous apercevait même pas s'il arrivait qu'on la croisât. Pendant tout l'hiver qui venait de s'écouler, la jeune demoiselle avait plus d'une fois donné de ces marques de malaise et d'inquiétude.

Harquenin en accusait la privation de ces promenades à cheval qu'elle aimait fort et il en voyait aussi la cause dans les troubles de la chair qui tracassent les filles, même des meilleures maisons. Mais ces questions ne le concernaient point, Dieu merci! Son rôle à lui, Harquenin, était, pour l'instant, de servir d'écuyer et de garde du corps à la gentille demoiselle et de bien resserrer la sangle de sa selle. Ce qu'ayant fait, notre Harquenin avait tiré de sa poche une petite pipe et demandé à mademoiselle de Fréval la permission de reposer un peu ses reins encore endoloris. Anne-Claude y avait consenti en souriant, et elle était venue s'asseoir à côté d'Harquenin sur un tronc d'arbre renversé. Durant ces haltes, Harquenin aimait fort à parler à mademoiselle de Fréval des sujets qui l'occupaient et, cette fois, les fumées de sa pipe lui rappelaient sans doute les fumeroles qui, lors de l'attaque du carrosse, s'échappèrent du canon de ses pistolets, car il en vint à l'histoire de la rencontre des brigands.

Son grand regret, à l'entendre, était d'avoir été démonté dès le début de l'action et de n'avoir pu apercevoir la figure

de ce fameux capitaine dont on contait tant d'exploits. Bien que le plus honnête homme du monde et incapable de dérober quoi que ce fût, M. Harquenin était plein d'indulgence et même d'admiration pour ceux qui s'approprient le bien d'autrui à main armée et par des procédés en quelque sorte militaires. Harquenin avait pour les gentihommes de grand chemin une considération dont il ne pouvait se défendre. En revanche, il éprouvait un profond dédain pour les tire-laine et coupeurs de bourse qui agissent en véritables escamoteurs et opèrent par ruse et par adresse, qui vident la poche des passants, s'introduisent subrepticement dans les maisons pour y rafler les bijoux et les écus et tirent profit de ce qui leur tombe sous la main. Ces chipoteurs dégoûtaient fort M. Harquenin, mais il ne savait refuser son estime et même davantage à des gens qui, sur la grand'route ou au coin d'un bois, mettent le pistolet sous le nez du voyageur, qui, la chose faite, font le coup de feu avec la maréchaussée, tiennent la campagne en troupe et y exercent le métier de partisans. Ils se comportent chez nous comme on se comporterait en pays ennemi. Ils sont fertiles en bons tours et en entreprises et savent au besoin payer de leur personne. Ils usent, envers le public qu'ils rançonnent, de libertés peut-être répréhensibles, mais qui n'ont rien d'avilissant. Ce ne sont pas de vulgaires détrousseurs, mais gens d'espèce plus relevée, sans rien de l'escroc ni du fripon, à part et au-dessus desquels les met leur qualité de Brigands.

Leurs chefs sont souvent de véritables capitaines d'aventure, tel celui qui avait dirigé l'attaque du carrosse et dont Harquenin ne se consolait pas d'avoir manqué la visite, lorsqu'il s'était présenté aux Espignolles sous le nom du chevalier de Brèges. Plus d'une fois, il avait interrogé M. de Verdelot sur ce sujet, auquel mademoiselle de Fréval se dérobait toujours, de même qu'aujourd'hui elle n'avait rien répondu à la reprise de l'histoire du carrosse.

Cependant Harquenin avait achevé sa pipe de tabac et en secouait la cendre sur le tronc d'arbre où il était assis et qu'il voyait déjà dressé en potence et fort propre à y suspendre par le cou l'illustre capitaine en question si on arrivait jamais à le capturer, mais Harquenin dut garder pour lui cette

pensée, car mademoiselle de Fréval s'était levée et considérait le paysage étendu qui, du haut de la Grande-Butte, se découvrait devant eux et dont Harquenin désigna du doigt un point éloigné :

— Vous voyez, mademoiselle, ce grand arbre, là-bas. Eh bien! quand on est là, on distingue le clocher de Bourg-voisin où il faudra que je retourne quelque jour. Mon compère Morin m'a promis de me faire le cœur net sur ma maudite femme dont Dieu puisse avoir l'âme et la terre le corps, car mademoiselle Gogotte s'impatiente et me tarabuste, la pauvre! Mademoiselle sait pourquoi...

Et le sieur Harquenin, se grattant la tête, ajouta :

— Il finira bien par découvrir le fin du fin, mon compère Morin. C'est un fieffé compagnon et qui sait tout le pays sur le bout du doigt et mieux que cette vieille pie de M. de la Minière dont le long nez fouille partout. Ah! il m'en a conté de fortes, mon Morin, sur ce M. de Chalandre à qui est le gros château de la Haute-Motte, mais, moi, je ne suis pas bavard et je ne parle que quand on m'interroge! Il paraît que ce M. de Chalandre en sait long sur bien des choses, et des choses qui pourraient intéresser les dragons du Roi....

Harquenin regardait mademoiselle de Fréval du coin de l'œil. Elle était entrée dans une de ses rêveries coutumières et semblait avoir oublié la présence de Harquenin, mais soudain, revenant à elle, elle mit le pied à l'étrier. Le jour commençait à décroître. Lentement mademoiselle de Fréval et Harquenin descendirent de la Butte, puis, quand le terrain fut devenu favorable, ils pressèrent l'allure de leurs chevaux et rentrèrent aux Espignolles par le plus court. Devant le château, ils croisèrent M. Coiffard. Il tenait à la main un gros paquet de tabac de contrebande qu'il venait d'acheter à un margandier. Il ne se passait guère de temps qu'il ne s'en présentât au château. M. Coiffard leur achetait toujours quelque chose, leur faisait boire un coup de vin et causait longtemps, à voix basse, avec eux.

Il était dit que mademoiselle de Fréval ne resterait pas longtemps sans entendre parler de ce M. de Chalandre sur qui Harquenin, lors de la montée à la Grande-Butte, avait fait l'informé et le mystérieux, et ce fut M. de la Minière

qui se chargea du propos. On n'avait pas revu aux Espignolles ce M. de la Minière, que Harquenin appelait irrévérencieusement « La Pie », car l'hiver l'avait tenu enfermé dans son nid où il vivait sous la plume et le duvet, tracassant du bec les brindilles de nouvelles qui lui parvenaient dans sa réclusion. M. de la Minière avait fort chagrin à se tenir ainsi coi et à ne pouvoir aller de porte en porte grappiller sa provende habituelle de rapports, de ouï-dire, de menus faits des uns et des autres dont il alimentait sa curiosité. En hiver, M. de la Minière, réduit à la portion congrue, se devait contenter de ce que les bonnes âmes lui apportaient. Il les recevait dans sa chambre si chauffée que lui seul en pouvait supporter la fournaise, portes et fenêtres garnies de bourrelets et lui-même entouré de paravents. M. de la Minière partageait avec M. de Verdelot le goût des grands feux où l'on se rôtit aux flammes et aux braises. Ces précautions le préservaient à peine de trop vives douleurs. Dans cette brûlante solitude, M. de la Minière regardait croître et décroître l'enflure de ses jambes qu'il enduisait de baumes et d'onguents, et il attendait avec impatience le moment où il pourrait reprendre sa collecte de nouvelliste impénitent. Cela arrivait aux premières douceurs du printemps qui le délivraient de ses maux les plus cruels et qui lui permettaient de recommencer ses enquêtes. Alors on voyait M. de la Minière sortir de sa coque, mettre le nez à l'air, humer le vent et y flairer l'attirante odeur du prochain.

Plusieurs fois, durant sa morte saison, M. de la Minière, aux heures où il ne songeait pas exclusivement emplâtres et cataplasmes, avait repensé à sa visite aux Espignolles. Mademoiselle de Fréval avait fait sur lui une vive impression. Il la trouvait fort séduisante en sa fraîche jeunesse et il lui avait passé par l'esprit des idées que peut seul avoir quelqu'un qui ne professe pas grande estime de la vertu des filles, surtout quand elles sont venues on ne sait d'où. Celle-là lui avait paru dans le cas de devoir donner maints tracas à ce bon M. de Verdelot. Cette prévision avait fort amusé alors M. de la Minière, mais, de retour en son logis et ensuite dans la solitude des longues journées de paravent et le triste engourdissement de Vernonces, ses pensées

avaient pris peu à peu un autre cours. Après tout, cet imbécile de Verdelot n'était déjà pas si à plaindre d'avoir auprès de lui cette jolie fille, assise à sa table et à son foyer et vivant sous son toit. Il vient un moment où le spectacle de la jeunesse est réconfortant, et peu à peu un vague projet s'esquissait dans la cervelle de M. de la Minière. Puisque mademoiselle de Fréval se contentait de vivre aux Espignolles où ne venait âme qui vive et où l'on était hors de tout, dans un parfait ennui, pourquoi n'accepterait-elle pas une autre compagnie que celle de M. de Verdelot, qui lui procurerait plus de distraction et d'agrément, et cette compagnie, M. de la Minière n'en avait-il pas une à lui offrir, infiniment préférable à toute autre puisqu'elle ne consistait en rien de moins qu'en sa propre personne?

Certes M. de la Minière, tout fat qu'il fût, n'était pas assez sot pour s'imaginer que mademoiselle de Fréval viendrait, un beau jour, des Espignolles, frapper à sa porte, folle d'amour et prête à tomber dans ses bras, mais ne pourrait-on pas, par d'habiles et savantes manœuvres, lui donner un intérêt à préférer au séjour des Espignolles celui de Vernonces? Le mariage, par exemple, a bien de l'attrait pour les filles parce qu'il hausse leur condition et leur ouvre des avenues. Or, devenir la femme d'un La Minière ne serait pas, pour une orpheline entièrement dénuée de bien, un sort si peu enviable! L'offre aurait de quoi faire réfléchir, même un tendron, et mademoiselle de Fréval ne semblait pas manquer de jugement. Elle saurait apprécier l'honneur et l'avantage d'une pareille proposition. A cette pensée, M. de la Minière se rengorgeait. Il n'était certes plus un jouvenceau, mais il se sentait encore capable de n'être pas un mari tout à fait inactif, d'autant que cette petite l'inclinait assez à la tentation. Néanmoins ce n'était pas par là que M. de la Minière prétendait la convaincre, mais surtout par la nouvelle existence qu'il lui pouvait offrir et qu'il était assez riche pour lui assurer. Au lieu de vivre dans une grande bicoque, isolée parmi les champs, les bois et les étangs, sans aucun plaisir de son âge, elle habiterait une belle maison de ville, garnie de toutes les commodités, au milieu d'une société agréable où, par sa jeunesse et sa beauté, elle ferait figure avantageusement et où elle

tiendrait un rang distingué que rehausserait encore le raffinement de sa parure. Elle serait véritablement la Reine de Vernonces où elle mettrait tous les hommes à ses pieds et ferait crever les femmes de jalousie et de dépit.

En fait de jalousie, M. de la Minière comptait la sienne, mais il s'en saurait accommoder. Il avait l'oreille fine et l'œil avisé et il en avait donné des preuves. Aussi appliquerait-il ses meilleures facultés à maintenir sa femme dans le bon chemin. Pourquoi, d'ailleurs, n'y resterait-elle pas d'elle-même? C'était une chance à courir et M. de la Minière ne reculait pas devant le risque. Il valait bien la peine d'être accepté et n'est-ce pas une compensation à certaines inquiétudes que d'avoir, tout barbon qu'on soit, une jolie fille dans son lit, aussi bien que de ne plus passer l'hiver solitairement, au coin du feu, à entendre tomber la pluie et grincer les girouettes? Avec une femme, il en serait tout autrement. Évidemment sa présence ne lui désenflerait pas les jambes et ne lui assouplirait pas les jointures, mais il aurait quelqu'un à qui parler de ses maux, sans oublier qu'en mademoiselle de Fréval il trouverait une auditrice à ses historiettes et peut-être même une collaboratrice à en récolter, car les femmes, si elles ne savent garder ni leurs secrets, ni ceux qu'on leur confie, sont naturellement habiles à pénétrer ceux d'autrui. Enfin, M. de la Minière était déterminé à tenter l'aventure du mariage et, pour cet essai, il avait jeté ses vues sur Anne-Claude de Fréval.

Ce furent ces idées, dont il était travaillé, qui portèrent M. de la Minière, dès que le printemps se montra, à se rendre aux Espignolles. Il n'avait pas l'intention d'y aborder de but en blanc le sujet qui l'occupait, mais il se proposait d'y faire des allusions discrètes et d'en poser les premiers jalons. A tout hasard cependant, il avait fait visiter son habit et rafraîchir sa perruque. Il avait également fait repeindre les panneaux de son carrosse. Il ne lui restait plus qu'à attendre un jour favorable pour se mettre en route. L'occasion ne tarda pas et au jour choisi, on vit M. de la Minière, brillamment encarrossé, apparaître aux Espignolles.

Cette arrivée laissa M. de la Minière assez dépité quand il apprit de M. de Verdelot que mademoiselle de Fréval n'était

pas au château pour le moment. Elle était sortie à cheval avec Harquenin, mais sans doute ne tarderait-elle pas à rentrer. Cette assurance, tout en satisfaisant M. de la Minière, n'apaisa pas sa mauvaise humeur. Il ne convenait guère à une jeune fille de courir le pays avec un Harquenin. Elle y pouvait faire de fâcheuses rencontres. Vraiment, comment vivait-on donc aux Espignolles pour ne rien savoir de ce qui se passait alentour? M. de la Minière se promettait d'en instruire M. de Verdelot, mais il préférait attendre le retour de mademoiselle de Fréval pour qu'elle profitât de l'avis. M. de la Minière avait cette fois des nouvelles d'importance et qu'il tenait de M. de Chazot lui-même, en quartier à Vernonces, depuis quelques jours, avec un fort détachement de ses dragons et, par là même, au fait de bien des choses.

Cependant mademoiselle de Fréval ne paraissait pas et M. de la Minière s'impatientait. Il n'était pas venu aux Espignolles pour entretenir conversation avec le seul M. de Verdelot. Que pouvait donc faire si longtemps dehors cette petite coureuse? Qu'elle eût jamais l'honneur d'être sa femme, il saurait mettre bon ordre à ces façons équestres et à ces randonnées inconvenantes. Singulière idée de battre la campagne, quand un La Minière vous attend au château! Cela se devrait-il voir? Mais ce niais de M. de Verdelot n'était bon à rien. Et M. de la Minière n'écoutait que d'une oreille les doléances de M. de Verdelot qui gémissait dans son gilet d'avoir reçu une nouvelle lettre de sa belle-sœur Morambert. Le Marquis n'était que fugues et que frasques. Il ne fréquentait plus que des roués et des libertins. En confiant à M. de la Minière ces turpitudes fraternelles, M. de Verdelot n'agissait pas par indiscrétion, mais, sachant peu de choses, il était enclin à se servir de celles qu'il savait sans examiner l'opportunité qu'il pouvait y avoir ou non à les répandre. Ainsi, un peu à court avec M. de la Minière, l'entretenait-il de détails de famille qu'il eût mieux fait de garder pour lui, car, de ces confidences, M. de la Minière ne manquerait pas d'user et de les disperser à droite et à gauche. Pour l'instant, il se contentait de les loger distraitement dans un coin de sa mémoire où il les retrouverait à l'occasion, mais il eût préféré de M. de Verdelot une conversation dont mademoiselle de Fréval eût

été l'objet et qui eût dissipé l'obscurité qui couvrait la naissance de la jeune fille. M. de la Minière allait peut-être s'en enquérir lorsqu'un bruit de sabots retentit dans la cour et qu'on vit, au bout d'un instant, apparaître mademoiselle de Fréval.

Elle portait un habit de cheval et cet habit était celui d'un jeune cavalier et d'un page. Il se composait d'une veste de couleur grise, relevée de parements rouges, d'un gilet à boutons de métal et de culottes prises en des bottes. Ses cheveux sans poudre étaient noués sous un petit tricorne à ganse d'or. En cet accoutrement, Anne-Claude avait fière et haute mine, avec un air de force et de hardiesse. A cette vue M. de la Minière fit la grimace et parut quelque peu penaud. S'il était ému en son âme de vieux paillard par la beauté et la grâce de la jeune fille, il se sentait décontenancé devant cette personne, certes plaisante aux yeux, mais sans rien de ces innocentes qui rougissent au premier mot et ne sont pas capables de manifester leur volonté et leurs préférences, sans rien non plus d'un petit agneau bêlant, trop heureux de ne pas quitter la bergerie et dont tout le soin serait de chercher sa conduite dans le regard du berger. M. de la Minière ne se la figurait pas très bien dans sa maison de Vernonces, lui apportant sa tisane et tirant la courtepointe. Il ne l'imaginait guère non plus faisant cercle avec les pimbêches et les mijaurées de l'endroit, mais ce dont il ne doutait pas, c'était du scandale qu'y causerait cette cavalière, bottée et éperonnée, aux yeux hardis et à l'allure décidée.

Néanmoins, quelque dépité que fût M. de la Minière dans ses vélléités conjugales, il ne crut pas pouvoir se dispenser d'adresser quelques compliments à mademoiselle de Fréval. Elle les accueillit avec une distante indifférence. Le feu de physionomie qu'elle avait en entrant, sans doute par l'effet de la course et du grand air, s'était subitement éteint pour faire place à une expression de sombre rêverie. Cette tristesse redonna quelque espoir à M. de la Minière. Malgré tout, mademoiselle de Fréval devait périr d'ennui en ces Espignolles où la vie était singulièrement sévère et monotone. Aussi, avant d'en revenir à son projet, s'il le devait reprendre un jour, semblait-il préférable à M. de la Minière de laisser

l'ennui agir sur cette jeunesse, ce qui la rendrait plus docile, d'autant qu'il tenait en réserve un moyen de l'augmenter, en coupant court à ces promenades à cheval à travers la campagne. Ce moyen consistait à avertir M. de Verdelot qu'elles pourraient fort bien être dangereuses et présenter de graves inconvénients, ce qui d'ailleurs n'était pas entièrement imaginaire, car, ainsi que l'avait conté M. de Chazot, la bande du capitaine Cent-Visages avait véritablement reparu dans le pays et, pas plus tard que quelques jours auparavant, elle avait arrêté la poste, dévalisé les voyageurs, tué le postillon et abattu deux des chevaux. Mais M. de Chazot avait confié à M. de la Minière d'autres choses encore et de si curieuses que celui-ci ne se put tenir de les rapporter à M. de Verdelot.

Elles concernaient ce M. de Chalandre dont le château de la Haute-Motte était situé entre Bourgvoisin et Saint-Raray. Ce M. de Chalandre en avait hérité d'un sien cousin, un comte de Gramadeuc qui n'y avait jamais fait résidence, ayant d'ailleurs d'autres terres plus considérables. M. de Chalandre n'était entré en possession de cette Haute-Motte qu'après de longues contestations avec les autres héritiers du Gramadeuc et l'arrangement qui la lui avait enfin concédée datait de cinq ou six années environ. Depuis lors M. de Chalandre n'y faisait que de rares apparitions, y arrivant à l'improviste et en partant de même. Il vivait préférablement à Paris où il menait une vie dissipée et faisant au jeu figure de gros ponte où il se montrait souvent heureux. Toutefois la fortune des cartes et des dés est changeante et on pouvait se demander où M. de Chalandre alimentait le revers de ses gains. La bourse des joueurs est percée et ne retient guère les écus. Celle de M. de Chalandre les devait laisser s'écouler, car il était en outre fort débauché. On lui connaissait d'assez mauvaises et d'assez basses fréquentations et on le soupçonnait d'expédients dont M. le Lieutenant de Police eût assez aimé savoir la nature. Parmi eux il en était un où l'on n'osait trop s'arrêter, mais que l'on se chuchotait à l'oreille. On laissait entendre aussi que l'on en pourrait peut-être apprendre davantage si l'on surprenait M. de Chalandre en ce château de la Haute-Motte où il faisit parfois des voyages mystérieux. Peut-être bien l'y trouve-

rait-on en compagnie d'un personnage énigmatique avec qui il se montrait parfois au tripot ou à la comédie et dont il n'était pas facile de déterminer la véritable qualité, personnage sur l'aspect duquel les rapports ne s'accordaient pas et qui, à certains moments, s'éclipsait sans que l'on sût ce qu'il devenait.

C'était à la suite de ces curiosités que M. de Chalandre, un mois environ auparavant, et une nuit qu'on le savait à la Haute-Motte où il était arrivé en coup de vent, entendit, alors qu'il dormait sur les deux oreilles, frapper à sa porte à grand bruit. M. de Chalandre qui, dans ces séjours de passage, n'amenait pas avec lui grand domestique, prit donc le parti de passer une robe de chambre, et, la chandelle à la main, d'aller voir qui heurtait ainsi, mais, avant de descendre, ayant regardé par la fenêtre, il distingua devant le château une troupe d'hommes dont les chevaux s'ébrouaient dans l'obscurité qui n'était pas telle que l'on n'y pût reconnaître l'uniforme des dragons. M. de Chazot, en effet, avait reçu l'ordre de visiter en détail la Haute-Motte et de s'assurer qu'il n'y existait ni cachette ni souterrain ni aucune trappe dissimulant aucun réduit propre à servir de refuge ou d'asile. M. de Chalandre ne pouvait pas ignorer que la bande du fameux capitaine Cent-Visages opérait fréquemment dans la région et qu'elle paraissait y avoir ses quartiers, qu'elle se réunissait aux alentours de la Haute-Motte pour préparer ses coups de main et que c'était en ces parages qu'au retour elle se partageait ses prises. Certes nul ne pouvait penser que M. de Chalandre prêtât appui à ces brigands, mais ne pouvaient-ils pas, en son absence, faire retraite chez lui et y déposer leurs larcins? Aussi M. le duc de Valleroy, gouverneur de la province, avait-il donné l'ordre de fouiller le château de fond en comble et jusque dans ses recoins. A cette déclaration M. de Chalandre avait répondu fort poliment qu'il était aux pieds de M. le duc de Valleroy et que les clés de la Haute-Motte étaient à la disposition de M. de Chazot.

A ce récit M. de la Minière ajouta que M. de Chazot n'avait relevé à la Haute-Motte aucun indice suspect. Le château, en partie ruiné au temps des guerres de Religion, était assez délabré et n'offrait qu'une suite de salles plus

ou moins gothiques, à l'exception d'un assez bel appartement, de construction plus récente et qui contenait deux salons à boiseries dorées et quatre chambres tendues et fort bien meublées. C'était dans cet appartement que logeait M. de Chalandre, et l'on n'y trouva ni papiers ni rien d'autre que, dans un grand cabinet de miroirs, un assortiment d'assez belles hardes que M. de Chalandre dit y avoir apportées de Paris afin de dégarnir ses armoires où il les conservait. Au demeurant, il n'y avait à la Haute-Motte ni trappes, ni caches, mais beaucoup de chauves-souris et, dans la cave, quelques tonneaux de bon vin dont M. de Chalandre fit honneur à messieurs les dragons.

Malgré ces recherches infructueuses, on n'en demeurait pas moins persuadé des accointances de M. de Chalandre avec le capitaine Cent-Visages et que l'argent de son jeu effréné n'était pas sans rapport avec celui que le chef des brigands dérobait aux passants sur la grand'route ou extorquait aux bourgeois des villes et qui se montait à des sommes considérables. Ce qui portait encore davantage à le croire, c'était que, depuis la dragonnade de la Haute-Motte, M. de Chalandre était, disait-on, passé en Hollande, mais cette défection n'empêchait pas le capitaine Cent-Visages de continuer ses exploits où il se montrait plus hardi que jamais et d'une sorte d'audace comme désespérée, ce qui, avait conclu M. de la Minière, n'était pas de nature à engager les jeunes cavalières à galoper à travers champs. Quant à lui, La Minière, il avait pris ses précautions contre les mauvaises rencontres et ne s'était hasardé aux Espignolles que les poches vides. Cependant, quoiqu'il dût y avoir clair de lune, il préférait ne pas rentrer trop tard à Vernonces.

Mademoiselle de Fréval avait écouté en silence le récit de M. de la Minière, interrompu aux meilleurs endroits par les exclamations de M. de Verdelot. M. de la Minière une fois parti, M. de Verdelot continua à se lamenter. Qu'allait-il advenir de ce pauvre La Minière sur ces routes infestées de brigandage? Cette fois, c'en était fini des promenades à cheval! Il ne s'agissait pas, à quelque carrefour isolé, de voir se renouveler l'aventure de l'attaque du carrosse, à la montée du Raidon. Et, tout en parlant, M. de Verdelot

regardait Anne-Claude d'un air suppliant. Elle était assise, les yeux baissés et comme perdue en une profonde reflexion, les mains croisées à son genou. Le crépuscule emplissait d'ombre la pièce obscurcie et, à mesure que cette ombre augmentait, Anne-Claude s'y confondait plus indistincte. M. de Verdelot s'était tu. A ce moment Harquenin entra, apporta un flambeau; pendant qu'il allumait les candélabres, Anne-Claude s'était levée. Elle se dirigea vers la porte restée ouverte et sortit. Elle traversa lentement le vestibule. Une fois dans sa chambre, à tâtons, elle ouvrit un tiroir et en tira un objet soigneusement enveloppé, puis elle approcha de la fenêtre. Au-dessus de l'étang, la lune montait, molle, presque ronde et déjà argentée. La surface de l'eau luisait. Il faisait doux et la nuit serait belle...

VII

La petite porte qui, de « l'aile vieille », s'ouvrait sur la cour des Espignolles s'entre-bâilla doucement et Anne-Claude de Fréval fit quelques pas au dehors, après l'avoir soigneusement refermée. A cette heure d'après minuit la cour était déserte. Elle paraissait vaste sous la lune haute qui brillait dans un ciel entièrement pur. Dans la nuit lumineuse les bâtiments du château se dessinaient nettement. Toutes les fenêtres étaient obscures. Sur le sol argenté, mademoiselle de Fréval avançait d'un pas léger. Elle était enveloppée d'un long manteau et coiffée de son petit tricorne à ganse d'or. Parvenue au milieu de la cour, elle s'arrêta un instant et écouta. Rien ne troublait le silence nocturne. Alors, elle reprit sa marche et se dirigea vers les écuries. Quand elle y eut pénétré, elle demeura un moment immobile pour s'habituer à l'obscurité qui y régnait. Près de la porte, une lanterne pendait à un clou, à laquelle était attaché un briquet. La chandelle une fois allumée, elle alla vers les chevaux. Ceux que l'on attelait au carrosse étaient de lourdes bêtes, grasses, paresseuses et dont on n'usait guère. A côté d'eux se trouvaient celui que montait d'ordinaire Harquenin et la jument bai dont elle se servait parfois, à défaut de son alezan préféré, bête vive et difficile qui obéissait à ses fines mains, comme elle avait obéi aux

robustes poignets du capitaine Cent-Visages. A son approche, l'alezan tourna la tête et la regarda de son œil intelligent. Elle le flatta de la main et revint à lui après être allée décrocher sa selle, le mors et la bride. Une fois sellé et bridé, elle l'attacha près de la porte à un anneau, puis retournant aux deux autres chevaux, tour à tour, à chacun d'eux, elle leur déchira les tendons, avec le poignard coupant qu'elle avait tiré de dessous son manteau. Avec un double hennissement les deux bêtes s'affaissèrent, tandis qu'Anne-Claude essuyait silencieusement la lame ensanglantée et la glissait dans sa gaine. Alors, sans s'attarder davantage, elle fit sortir de l'écurie l'alezan qu'elle avait sellé et, longeant le mur du bâtiment, le conduisit jusqu'à l'entrée des jardins. De nouveau, elle écouta. Le même silence enveloppaitles Espignolles endormis dans le clair de lune.

Les jardins des Espignolles étaient bordés à droite par une allée de charmille qui aboutissait à un saut du loup. Mademoiselle de Fréval s'y engagea, tenant toujours son cheval par la bride. A travers les parois feuillues, Anne-Claude apercevait les parterres enlunés. Sur le vertugadin, le mannequin de cible se dressait et dessinait sur l'herbe une ombre baroque. Soudain, derrière le mannequin, Anne-Claude distingua un homme courbé et qui semblait chercher quelque chose à terre. L'homme s'étant relevé, elle reconnut avec surprise M. Coiffard. Que faisait-il ainsi à cette heure de nuit? Elle ignorait qu'il eût l'habitude d'errer au clair de lune. Si bon jardinier qu'il fût, il ne poussait pas le zèle jusqu'à surveiller le sommeil de ses plantes et de ses semences. Ne venait-il pas bien plutôt chercher au pied du mannequin la charge de tabac que quelque margandier y avait déposée discrètement à son intention? Il devait avoir l'oreille au guet, car Anne-Claude le vit regarder autour de lui. Avait-il entendu quelque bruit insolite? Anne-Claude tâta le poignard qu'elle portait à la ceinture. Un instant, elle hésita puis, d'un bond, se mit en selle et éperonna vivement son cheval. L'animal s'enleva d'un brusque galop, atteignit en quelques foulées le saut de loup, le franchit et retomba de l'autre côté du fossé. Mademoiselle de Fréval était hors d'atteinte. Maintenant M. Coiffard pouvait donner l'éveil... Elle était libre... Harque-

nin pourrait s'arracher les cheveux devant les tendons lacérés des deux chevaux inutilisables. Gogotte pourrait gémir, M. de Verdelot lever les bras, elle avait de l'avance et, avant qu'on fût à sa poursuite, elle serait où elle voulait aller, où la poussait quelque chose de si profond, de si puissant, de si irrésistible, où une force si lointaine et si diabolique l'attirait qu'elle plongerait sans hésiter la lame de son poignard au cœur de quiconque tenterait de l'arrêter... Libre, libre, elle était libre d'aller où l'appelaient toute sa chair et tout son sang, où l'entraînait le vertige de son désir! Et, dans la nuit lumineuse, tandis que son cheval galopait éperdument le long de l'étang où se mirait le château des Espignolles, la fille longtemps silencieuse de M. de Chaumusy, Anne-Claude de Fréval éclata d'un rire hautain, voluptueux, passionné et qui était comme le rire même du Démon secret de la jeunesse et de l'amour.

Ce fut vers les sept heures du matin que le sieur Harquenin, étant entré dans l'écurie, y découvrit qu'une main inconnue avait mutilé deux des chevaux de selle de M. de Verdelot et que le troisième, celui du capitaine, avait disparu. La première idée de Harquenin fut de voir là quelque coup du redoutable bandit, venu subrepticement reprendre son bien et s'étant, par le tranchement des tendons des deux autres bêtes, assuré contre toute poursuite, mais il fut tiré de ses conjectures par les cris aigus qui partaient de la cour où un spectacle étrange s'offrit à ses yeux. Mademoiselle Gogotte Bichelonne, dépeignée et à demi vêtue, poussait des hurlements désespérés à travers lesquels Harquenin distinguait ces mots :

— Mademoiselle est partie, disparue, mademoiselle est partie, partie...

Le premier soin de M. Harquenin fut d'imposer silence à mademoiselle Bichelon, avant que les jardiniers, servantes, petits laquais, fussent accourus à sa voix. Ce ne fut qu'après l'avoir fait taire que M. Harquenin en vint aux explications. Gogotte, en entrant comme de coutume dans la chambre de mademoiselle de Fréval, l'avait trouvée vide. D'ailleurs nulle trace de désordre, le lit intact, seul un tiroir resté ouvert. On n'avait fait subir aucune violence à mademoiselle de Fréval. Elle était partie de son plein gré. Ce n'était pas un

enlèvement, c'était une fuite volontaire, quelque chose d'inexplicable et d'incroyable. Et comment annoncer cette catastrophe à M. de Verdelot? Et quel moyen de rejoindre la fugitive? Que faire avec de lourds chevaux de carrosse? La Bichelonne se lamentait; Harquenin se grattait la tête sans apercevoir M. Coiffard qui, s'étant approché d'eux, les considérait d'un air goguenard et, toujours ricanant, leur tourna le dos, les laissant, debout en face l'un de l'autre, se regarder avec stupeur.

C'en fut aussi qu'éprouva M. de Verdelot quand Harquenin et mademoiselle Gogotte Bichelonne lui vinrent apprendre la fâcheuse nouvelle, mais cette stupeur se changea bientôt en une véritable fureur. Pour une fois M. de Verdelot sortit de son caractère. La canne levée, la perruque de travers, il brisa trois miroirs et dispersa sur le parquet les pièces d'ivoire de son jeu de jonchets. Il épouvanta les Espignolles par ses allures d'énergumène, gifla bruyamment un des petits laquais après lui avoir tiré les oreilles. Dans le jardin, il renversa le mannequin de cible et le piétina avec rage. Il fit jeter dans l'étang les pistolets d'Anne-Claude et brisa les fleurets avec lesquels elle faisait assaut. Tout cela n'avait-il pas servi à Anne-Claude à préparer son inexplicable escapade! Il voulut faire atteler le carrosse, courir à Vernonces et mettre la justice aux trousses de la fugitive. Naturellement, il n'en fit rien, car il était de ces gens qui n'agissent qu'en pensée et ne conforment jamais leurs actes à ce qu'ils ont décidé qu'ils seraient. Peu à peu, M. de Verdelot s'apaisa et il en vint à une sorte de regret de cette petite chipie qui avait combiné à l'insu de tous ce qu'elle avait accompli avec une rare adresse, et qui, en digne fille de Chaumusy et d'on ne savait qui, s'en était allée, par une belle nuit de lune, chercher l'amour sur les grands chemins.

HENRI DE RÉGNIER,
de l'Académie française.

(La fin au prochain numéro.)

RONSARD A LA COUR

Le Louvre qu'a vu Ronsard offre un singulier mélange de vie féodale et d'élegances du temps nouveau. La forteresse de Charles V, flanquée de six tours puissantes, dresse encore sa masse fière en ce bord de Seine où finit Paris. François Ier n'a fait raser que le gros donjon. Mais, au flanc de la vieille bâtisse qu'on démolit peu à peu, s'accole le Louvre neuf de Pierre Lescot, que chaque règne agrandira. Henri II a pu jouir de ses appartements achevés, des grands degrés où se lit son chiffre, de la chambre de parade qui donne sur la rivière et, au rez-de-chaussée, de la longue salle de fêtes où maître Jean Goujon a sculpté les cariatides. Au dehors, pour ressembler aux palais d'Italie, les façades se meublent d'allégories et de figures en relief; l'une d'elles, la belle déesse soufflant dans une trompette, fait dire aux gens que c'est la Renommée proclamant les vers de Ronsard en l'honneur du Roi.

A toute heure du jour, règne une animation bruyante dans ce Louvre rajeuni. Les chevaux, pistolets à l'arçon, piaffent dans les cours intérieures; les gentilshommes, coiffés de la toque à plume et portant chausses et pourpoints tailladés, font des groupes sous le cintre des portes; aux fenêtres, paraissent des dames, la basquine serrée à la taille, le chaperon de velours noir sur les cheveux; des files de solliciteurs emplissent les antichambres du cardinal de Lorraine et des conseillers d'État; les pages affairés, en message, se croisent dans les escaliers du Roi et des princes; les arquebuses de la compagnie écossaise et les gardes-suisses multicolores veillent aux entrées, et l'on voit passer les robes éclatantes

des prélats parmi les hoquetons brodés d'or aux armes de France[1].

L'intérieur du Louvre semble fait pour les intrigues de la politique ou de l'amour. Jacques Tahureau demande, dans ses *Dialogues*, « à quoi servent tant de tapisseries, tant d'escaliers, tant de longues galeries, tant de petites garde-robes, tant d'huis de derrière et de retraites égarées ». Dans ces chambres dorées et peintes, où les fraîches tentures tissées d'or d'Artois et de Flandre ménagent les issues cachées, les dames exercent leur doux empire; on y chante pour elles les vers de la Pléïade, et les luths, qui résonnent au long du jour, inclinent les cœurs à d'autres jeux. N'oublions pas cependant que ces brillants modèles de Clouet, hommes et femmes, ont tous sur le visage quelque chose d'inquiet, de méfiant, de tendu, qui les montre en perpétuelle défense, et qu'ici même, pendant les heures de fête d'un mariage royal, se tramera la Saint-Barthélemy.

Le siècle le plus contrasté se reflète en cette cour des derniers Valois. L'Italie y a introduit le raffinement de ses manières, le luxe de ses ballets et le cynisme de ses bouffons; mais, si l'on s'y divertit sans mesure, on sait haïr sans merci. Le haut seigneur, qui devant le Roi tient son rôle dans la « bergerie » du carnaval, ira bellement derrière le théâtre poignarder quelque rival. La religion ne parle plus qu'à de grandes âmes, et elles sont rares; les processions dévotes succèdent aux carrousels et aux bals en masque, et l'on chante aussi les psaumes de Marot à tous les coins du Louvre; quelques esprits sincères cherchent à se concilier; des mains s'étreignent un instant sur la Bible; puis, le massacre vient conclure le colloque des théologiens.

Malgré la fureur des plaisirs, l'anxiété est au fond des cœurs et la guerre civile rôde sur le seuil. Jamais la vie quotidienne n'a été plus dangereuse. C'est celle qu'observe et note en sa mémoire Pierre de Brantôme; mais il mêle au tragique de ce temps son anecdote graveleuse. L'aventure du jour,

1. Cette étude, qui va se retrouver dans *La vie amoureuse de Pierre de Ronsard*, de la collection « Leurs Amours », doit maint détail au *Ronsard et son temps* de M. Pierre Champion. On sait gré notamment à ce beau livre d'avoir rectifié la légende des mauvaises mœurs de l' « escadron volant » de la Reine Catherine.

véridique ou non, recueillie chez le capitaine des gardes, anime ses entretiens avec l'autre Pierre, « ce grand Monsieur de Ronsard », dont il se vante d'être l'ami. Chaque matin, dans l'antichambre royale, il se charge de l'instruire, avec de bons rires périgourdins, des faiblesses des grands princes et du secret des honnêtes dames.

Un poète, au début de l'enchantement, voit ce monde avec plus d'illusions. Le Vendômois pare le Louvre de ses rois du prestige de l'Olympe. Les princesses sont pour lui des « déités », et les dames, remplies « d'honneur, de grâce et de vertu » et aussi belles que bienfaisantes, ont la mission de rendre les hommes « courtois, vertueux et vaillants ». Jadis, page ignoré, il a passé auprès d'elles des années d'inoffensive adolescence; il leur revient en pleine gloire, accueilli des rois et de leurs conseillers, et les femmes savent qu'elles lui doivent les plus beaux vers d'amour qu'on ait encore écrits pour des Françaises. Toutes aujourd'hui lui sont favorables. Comment résisterait-il aux sortilèges de ces magiciennes? Comment se refuserait-il au courant qui l'entraîne dans le bruit et le plaisir? Ces beautés, parmi lesquelles hésite son choix, ne font-elles pas les compagnies les mieux plaisantes? Il avoue ses goûts et ses occupations d'alors :

> J'aime à faire l'amour, j'aime à parler aux femmes,
> A mettre par écrit mes amoureuses flammes,
> J'aime le bal, la danse et les masques aussi,
> La musique et le luth ennemi du souci.

L'avènement de Charles IX l'a mis au premier rang. Jusqu'à présent, il comptait auprès du Roi des protecteurs; il a maintenant pour ami le Roi lui-même. Un souverain, encore enfant, qui sait par cœur les nobles conseils d'éducation royale composés pour lui, traite Ronsard avec affection et le veut pour guide en ses essais de poésie. L'écrivain s'attendrit à le voir si faible, si maladif, voué aux destins menaçants. Il l'aime sans arrière-pensée de courtisan, pour cultiver en lui des germes de bonté et des goûts intelligents. La Reine-mère s'en montre reconnaissante et, régente du royaume, ne lui sait pas un moindre gré des discours de haut vol par lesquels, initié dès les débuts aux desseins de sa politique, il plaît au poète de les servir.

Pendant une quinzaine d'années, ce Ronsard dévoué à ses maîtres et fier d'appartenir à leur maison, se trouve mêlé de tout près aux choses de la Cour. Il n'y est pas seulement le fournisseur attitré des cartels et des mascarades, l'ordonnateur de son carnaval et de ses spectacles, il en partage la vie quotidienne, y fait respecter les lettres en sa personne, y fixe naturellement le centre de ses ardeurs et de ses rêves.

Le premier amour qu'il y rencontre n'est fait que du chevaleresque attachement qui lie parfois les poètes aux reines. L'hommage du plus grand s'adresse à la plus charmante qui ait souri chez nous sous le dais du trône. Il est probable que Marie Stuart en devina la nature à travers tant de vers reçus de lui. L'Écossaise était bien la souveraine qu'il fallait aux poètes de la Renaissance. Instruite à chanter leurs vers sur le luth comme à discourir en latin avec aisance, celle qui dès son enfance réserva chaque jour deux heures pour l'étude, avait orné son esprit de la science de son temps. Elle n'y perdait rien de ses charmes. Ronsard l'avait vue arriver à la cour de François Ier, petite princesse exilée et souriante, développer étant dauphine les grâces de sa jeunesse, gagner tous les cœurs durant sa royauté éphémère et les conserver pendant les larmes de son veuvage. Il recueillait ses larmes, à l'heure où elle s'embarquait à Dieppe pour retourner en son pays, et accompagnait le vaisseau d'une vaine espérance de retour. Plus tard, il compatira à ses malheurs, exhortera les Français à aller délivrer la belle captive. Qu'eût-il écrit, s'il avait pu voir l'horrible fin?

Marie, dans les brumes de l'Écosse, restait pour lui la jeune reine au pas léger, qu'il suivait aux parterres de Fontainebleau, vêtue de ce deuil royal qui se portait en blanc et qui la faisait si touchante :

Lorsque pensive et baignant votre sein
Du beau cristal de vos larmes roulées,
Triste marchiez par les longues allées
Du grand jardin de ce royal château
Qui prend son nom de la source d'une eau,
Tous les chemins blanchissaient sous vos voiles.
Ainsi qu'on voit blanchir les rondes voiles
Et se courber bouffantes sur la mer...

Ces portraits rapides passent sous sa plume, tout imprégnés d'une tendre mélancolie. Comme il souhaiterait que la reine élue de son cœur quittât le triste château d'Edimbourg, « pour habiter son duché de Touraine », en ce royaume qu'elle trouvait de tous le plus plaisant! Hélas! les temps pour elle s'assombrissaient, et la France devait renoncer à voir reparaître le miracle :

> Tout ce qui est de beau ne se garde longtemps,
> Les roses et les lis ne règnent qu'un printemps...

Cet enthousiasme des poètes ne s'adressa jamais à Catherine de Médicis. Mais le respect et l'admiration que Ronsard lui témoigna, l'historien moderne, mieux informé que jadis, ne songe plus à les lui refuser. La reine-mère nous apparaît aujourd'hui dégagée de sa légende, c'est-à-dire douée de raison froide et du don de gouverner, étrangère à tout fanatisme, uniquement ardente à défendre, avec le royaume de ses fils, l'indépendance nationale. Fille d'une mère française, cette Médicis a servi la France mieux que les féodaux de son temps qui, sous des prétextes religieux, se la disputaient en la déchirant. Ayant penché d'abord pour les protestants et pour Coligny qu'elle préférait aux Guises, toute l'action de son règne fut de tenir la balance égale entre des factions pareillement violentes. Le sang d'un jour tragique est pourtant sur ses mains; mais un crime, si grand soit-il, peut-il faire oublier tant d'années de transactions pacifiques et de lucide sagesse? Si cette femme, quelquefois trahie et sans cesse menacée, a pu fléchir au poids d'une lourde couronne, elle l'a du moins conservée intacte, en sauvant l'essentiel de notre bien, l'unité française.

En ses noirs atours, qu'elle ne quitte jamais, la veuve d'Henri II reste longtemps belle. Instruite, studieuse, laborieuse aux affaires (Brantôme la voit écrire de sa main « vingt paires de lettres » en une après-dînée), elle trouve le temps de s'intéresser à la poésie et de protéger les artistes. Elle fait travailler largement orfèvres, émailleurs et tapissiers; son sculpteur attitré est Germain Pilon; mais elle emploie aussi Jean Goujon, qui fut celui de Diane de Poitiers, avec Philibert de l'Orme, l'architecte qui bâtit Anet pour sa rivale et

qui fait pour elle les Tuileries. Dans ses châteaux, elle a des bibliothèques abondantes et de précieux livres d'Italie.

Elle aime, chez les femmes qui l'entourent, l'esprit cultivé autant que les manières sages et honnêtes. Mais, sur ce dernier point, elle ne transige pas, et l'on s'est figuré bien à tort que « l'escadron volant » de ses filles d'honneur, toutes choisies aux meilleures familles du royaume, pouvait servir la domination de la Reine aux dépens des bonnes mœurs. La cour de Catherine est plutôt sévère sur ce chapitre et il n'y a qu'à voir les habillements qu'on y revêt pour s'assurer, non sans doute de la vertu, mais de la décence de tout ce qui l'approche. A l'exemple de leur maîtresse, les dames portent, avec la collerette montante, les robes longues et raides, d'étoffe épaisse, les plus propres à dérober le corps. Par ailleurs, sont permises toutes les grâces et s'exercent les plus aimables séductions.

Plus de deux cents jeunes filles, l'élite de la noblesse de France, ont passé dans la maison de la Reine, qui n'en avait jamais autour d'elle moins d'une trentaine. Elles vivaient en commun et dormaient au dortoir, sous la vigilante garde de très haute dame de Montespedon, princesse de la Roche-sur-Yon, qui les formait aux principes de sagesse et aux façons de cour. La musique, la danse, la broderie, occupaient leurs journées, et, les jours de fête, elles devenaient de brillantes figurantes de ballet ou tenaient leur rôle dans les comédies.

Telle parut, un peu plus tard, l'héroïne des *Sonnets pour Hélène*, dont l'unique singularité fut de faire une part plus grande de ses heures à la lecture des poètes et aux études philosophiques. Mais cette chaste et savante Surgères dansait comme les Grâces, et Ronsard la peint avec ses compagnes dans un de ces croquis de cour où il excelle :

> Le soir qu'Amour vous fit en la salle descendre
> Pour danser d'artifice un beau ballet d'amour...
> Le ballet fut divin, qui se souloit reprendre,
> Se rompre, se refaire, et tour dessus retour
> Se mêler, s'écarter, se tourner à l'entour,
> Contr'imitant le cours du fleuve de Méandre.

Brantôme rivalise avec ce tableau, quand il décrit la merveille du ballet des Nymphes aux fêtes données aux envoyés

de Pologne; il nous fait entendre les trente violons « sonnant quasi un air de guerre fort plaisant », et nous fait voir ces belles jeunes filles « marcher sous l'air de ces violons, et ... s'approcher et s'arrêter un peu devant Leurs Majestés, et puis après danser leur ballet si bizarrement inventé, et par tant de tours, contours et détours, d'entrelassures et mélanges, affrontements et arrêts, qu'aucune dame jamais ne faillit de se trouver à son point, ni à son rang..., tant ces dames avaient le jugement solide et la retentive bonne! »

En maint passage digne d'être lu, le même Brantôme conte avec vivacité le mouvement que ces belles personnes donnaient à la Cour. C'était, dit-il, « un vrai paradis du monde et école de toute honnêteté, de vertu, l'ornement de la France, ainsi que le savaient bien dire les étrangers quand ils y venaient; car ils y étaient très bien reçus, et commandement exprès (de la Reine) à ses dames et filles de se parer lors de leur venue, qu'elles paraissaient déesses, et les entretenir sans s'amuser ailleurs; autrement elles étaient bien tancées d'elle, et en avaient bien la réprimande... Pour bien considérer combien il faisait beau voir toute cette belle troupe de dames et damoiselles, créatures plutôt divines qu'humaines, il fallait se représenter les entrées de Paris et autres villes, les sacrées et superlatives noces de nos rois de France et de leurs sœurs, filles de France..., puis l'entrevue de Bayonne, l'arrivée des Polonais, et une infinité d'autres et pareilles magnificences que je n'aurai jamais achevé de dire, où l'on a vu ces dames paraître les unes plus belles que les autres, les unes plus braves et mieux en point que les autres; car, en telles fêtes, outre leurs grands moyens, le Roi et les Reines leur donnaient de grandes livrées... Bref, on n'eût rien vu que tout beau, tout éclatant, tout brave, tout superbe..., car on voyait tout cela reluire dans une salle de bal, au Palais ou au Louvre, comme étoiles en temps serein ».

Le bon chroniqueur, quoiqu'il se défende de « rêver » et de « s'y amuser par trop », énumère avec la prolixité de l'enthousiasme les souvenirs dont il a l'âme ravie. Il se rappelle les dames cheminant aux processions générales, à celle des Rameaux avec leur palme à la main, à celle de la Chandeleur avec leurs flambeaux, « desquels les feux contendaient avec

les leurs »; il les revoit accompagnant la Reine aux rendez-vous de chasse, « montées sur de belles haquenées tant bien harnachées, et elles se tenant à cheval d'aussi bonne grâce que les hommes ne s'y tenaient pas mieux..., leurs chapeaux tant bien garnis de plumes... si que ces plumes voletantes en l'air représentaient à demander amour ou guerre. Virgile qui s'est voulu mêler d'écrire le haut appareil de la reine Didon, quand elle allait et était à la chasse, n'a rien approché au prix de celui de notre Reine avec les dames, et ne lui en déplaise ». Aussi, quel regret de toutes ces splendeurs évanouies! « Que malheureux fut le jour, que telle Reine mourut! »

Présentées dans ce cadre d'existence, Catherine de Médicis compte bien que « ses filles » y rencontreront des maris. Ronsard y fait une allusion insistante, qui doit lui plaire, en un des poèmes écrits pour elle pendant le voyage de Charles IX dans les provinces. Il décrit les amusements du Carnaval, suspendus cette année-là par l'absence de la Cour :

Quand verrons-nous quelque tournoi nouveau?
Quand verrons-nous, partout Fontainebleau,
De chambre en chambre aller les mascarades?
Quand verrons-nous au matin les aubades
De divers luths mariés à la voix,
Et les cornets, les fifres, les hautbois,
Les tabourins, violons, épinettes,
Sonner ensemble avecque les trompettes?
.... et une jeune presse
De tous côtés aux girons épandus
De leur Maîtresse, et de douces paroles
Fléchir leurs cœurs et les rendre plus molles,
Pour saintement un jour les épouser
Et chastement près d'elles reposer?

Sans attendre cette conclusion prévue, les filles d'honneur ont déjà presque toutes un cavalier-servant publiquement reconnu. Ce reste des usages de la chevalerie favorise l'intimité entre les sexes et adoucit un peu cette rudesse de mœurs, que développe chez les hommes la vie des camps et les guerres presque continuelles. Pour les jeunes nobles, en particulier, il a l'avantage de les initier aux usages courtois, de leur former l'esprit et les manières, et de leur apprendre à connaître

et à respecter la femme. Le duc de Bouillon, qui revoit, en 1586, la cour de Charles IX à travers l'enchantement de sa jeunesse, raconte ainsi sa présentation au Louvre : « L'on avait, de ce temps-là, une coutume qu'il était messéant aux jeunes gens de bonne maison, s'ils n'avaient une maîtresse, laquelle ne se choisissait par eux et moins par leur affection, mais où elles étaient données par quelques parents ou supérieurs, ou elles-mêmes choisissaient de qui elles voulaient être servies. » M. de Bouillon s'attacha à la plus belle des blondes, mademoiselle de Châteauneuf, et « nulle autre personne, dit-il, ne m'a tant aidé à m'introduire dans le monde et à me faire prendre l'air de la Cour... »

On peut croire que Pierre de Ronsard recueillit à son tour de gracieux enseignements de ces « belles et honnêtes filles », et que la Reine le vit avec plaisir oublier au milieu d'elles la compagnie un peu mêlée des « gens de lettres ». Son tempérament s'y bridait malaisément; mais, il fallait bien se prêter aux façons de la Cour et n'y déclarer ses feux qu'en musique. La Reine veillait à la vertu de ses filles, et même de ses dames. « Tous les jours, en son antichambre, on conversait, on discourait et devisait tant sagement et tant modestement que l'on n'eût osé faire autrement, car le gentilhomme qui faillait était banni et menacé, et crainte d'avoir pis. »

Le poète s'y trouva parfois en situation équivoque. Il ne pouvait, en effet, s'y montrer comme les autres en futur mari, puisqu'il était engagé dans les ordres mineurs, qui lui ouvraient la voie des bénéfices, prieurés ou abbayes. Abus sans doute, mais parfois bienfaisant, puisque ces revenus, qu'on obtenait ainsi sans être prêtre, faisaient souvent vivre des écrivains et savants qui n'auraient pas eu d'autres ressources. Ronsard était pauvre, et hors d'état de renoncer à des avantages qui assuraient la liberté de son travail; mais il regretta plus d'une fois, le droit qu'il avait au « bonnet rond », alors que, dans le cercle de la Reine, l'élan d'un désir lui révélait celle qu'il eût voulu pour femme.

La jeune fille qui, la première, dans ce monde charmant et singulier, lui donna l'occasion d'une telle amertume, il l'a chantée sous un nom dont le mystère n'est point percé.

La suave figure de « Sinope » apparaît en ces quelques vers :

L'an se rajeunissait en sa verte jouvence,
Quand je m'épris de vous, ma Sinope cruelle;
Seize ans étaient la fleur de votre âge nouvelle
Et votre teint sentait encore son enfance.
Vous aviez d'une infante encor la contenance,
La parole et les pas; votre bouche était belle,
Votre front et vos mains dignes d'une immortelle...

Ronsard a rêvé cette enfant pour la « chère épousée » à conduire en sa maison. L'obstacle de sa « haute naissance » n'eût pas découragé ses espérances, car il l'aimait, dit Belleau qui sut son secret, « d'une affection presque furieuse ». Un court livret de seize sonnets révèle une passion fougueuse et contenue. Le cœur, cette fois, était pris tout entier et le sacrifice fut douloureux.

Le mariage éloignait d'ordinaire de la Cour les filles d'honneur de la Reine. Brantôme assure que la vie dont elles avaient joui leur laissait toujours du regret; elles ne retrouvaient nulle part pareils avantages, « car elles avaient leur libéral arbitre pour être religieuses, aussi bien de Vénus que de Diane ». La jolie Sinope était vouée à la chaste déesse; son amoureux dut chercher consolation parmi celles qui choisissaient Vénus pour patronne.

De celles-ci, la plus affichée, la plus capricieuse, est alors Isabeau de La Tour-d'Auvergne, fille du seigneur de Limeuil, des vicomtes de Turenne. Hautaine, impertinente, et d'une grâce provocante, elle requiert hardiment les hommages et brave le mauvais renom. Il faut ses hautes parentés, son cousinage avec la Reine, pour que celle-ci la supporte en fermant les yeux. Isabeau de Limeuil est, d'ailleurs, une parure pour « l'escadron »; elle a les plus beaux yeux et, dans le chant, la voix la plus séduisante; auprès de Catherine, quand elle tient un flambeau, on croit voir Cypris avec sa torche. Brantôme, qui l'admire, est dans la confidence des amours du poète. Ronsard, en effet, a été très vite sous le charme et a longtemps espéré ce que d'autres ont aisément reçu. La conquête augmentait son prix de tout ce que la vanité ajoute au désir. La grande dame voulait être priée humblement par ce petit gentilhomme, qui n'y manquait point :

Car, quand je vois le lien que vous avez,
Ce que je puis et ce que vous pouvez
Et en quel rang êtes ici tenue,
Ma petitesse et votre grand value,
Et que mon sort au vôtre n'est égal,
Amour adonc qui redouble mon mal
Me désespère, et la bride retire
A mon penser qui vainement désire.

C'était pourtant le même Ronsard qui disait fièrement à une autre orgueilleuse :

Vous ne devez pourtant, et fussiez-vous princesse,
Jamais vous repentir d'avoir aimé Ronsard!

Lorsque Isabeau de Limeuil se laisse toucher, le printemps de Fontainebleau couronne les vœux de l'amoureux; mais sa joie reste discrète et s'exprime plutôt en inquiétude. Voici des vers dont Corneille retrouvera l'accent pour Psyché :

J'ai peur que votre amour par le temps ne s'efface,
Je doute qu'un plus grand ne gagne votre grâce,
J'ai peur que quelque dieu ne vous emporte aux cieux,
Je suis jaloux de moi, de mon cœur, de mes yeux,
De mes pas, de mon ombre, et mon âme est éprise
De frayeurs si quelqu'un avecque vous devise...

C'était en 1563. François de Guise venait d'être assassiné devant Orléans. Ronsard vivait ses années les plus ardentes dans la fièvre des discordes politiques. Il avait même, l'été précédent, pris les armes pour défendre sa province de Vendômois ravagée de pillages et de sacrilèges par les bandes huguenotes. Lui qui haïssait la guerre, s'était placé à la tête des combattants, non sans essuyer mainte arquebusade. Son élève Agrippa d'Aubigné, qui va se battre dans l'autre camp, ne l'en estimait que davantage : « Gentilhomme de courage, disait-il, et à qui les vers n'avaient pas ôté l'usage de l'épée. » Mais on voit quelles faiblesses ressaisissaient son cœur, au sortir de ces batailles.

Ce poète ne pouvait être qu'un caprice pour une Limeuil, avide d'autres destins. Un prince du sang, Condé lui-même, fut l'heureux rival de Ronsard. Celui-ci en détesta davantage le parti religieux dont le chef était ce joli petit homme, ambitieux et débauché, qui le supplantait auprès de sa maî-

tresse. La demoiselle se croyait d'assez bon lignage pour être épousée : mais un scandale trop éclatant la fit congédier par la Reine. Peu après, Condé rompit pour se marier avec Françoise d'Orléans. Quand il réclama son portrait et même ses joyaux, Isabeau renvoya le portrait enrichi soigneusement d'une paire de cornes; Ronsard était deux fois vengé.

Il souhaitait consoler la délaissée, tandis que celle-ci ne songeait qu'à rentrer à la Cour. Elle eut sa grâce le jour où elle épousa un banquier du Roi, Scipion Sardini, un de ces étrangers enrichis en France que le poète traitait de haut. Mais il aimait toujours Isabeau. On le voit à cet âpre récit du mariage auquel il eut le dépit d'assister. Tout y torture ses sens et son orgueil :

J'oi [j'entends] le peuple amassé qui bruit devant l'église,
J'oi les hautbois sonner et la pompe devant
Je vois ces beaux cheveux éparpillés au vent.
C'est elle, je la vois, je connais son visage
Qui m'a tenu quatre ans en l'amoureux servage.
Je reconnais ses yeux, je vois comme dedans
Amour forge ses traits et ses flambeaux ardents...
Faut-il qu'un étranger me ravisse ma dame?
Faut-il qu'un autre corps jouisse de mon âme?...

Pendant cette cérémonie cruelle, il vouait le ménage aux querelles et aux malheurs, appelait auprès du lit nuptial les sorcières noueuses d'aiguillettes et les antiques furies avec tous leurs maléfices. Et surtout, il nourrissait sa jalousie d'images ardentes; il déliait en pensée ces cheveux

que d'amour fol
J'ai baisés et liés mille fois à mon col;

il murmurait, peut-être, avec une colère concentrée, ces strophes publiées naguère « en faveur de mademoiselle de Limeuil », et qui respirent tous les effluves du printemps et de la jeunesse, la plus vive, la plus brûlante de ses chansons :

Quand ce beau printemps je vois,
J'aperçois
Rajeunir la terre et l'onde
Et me semble que le Jour
Et l'Amour
Comme enfants naissent au monde...

Pour effacer mon émoi,
Baise-moi,
Rebaise-moi, ma déesse!
Ne laissons passer en vain
Si soudain
Les ans de notre jeunesse.

Il existe de « madame de Sardini » un crayon aux traits reposés, où l'on sent l'apaisement de l'âge et la sécurité d'une existence fixée. Celui de Françoise d'Estrée, qui fut l'Astrée de Ronsard, est plus inquiétant. Sous la coiffe rigide aux oreilles cintrées, s'encadre un front volontaire, et des yeux durs vous regardent longuement; ils veulent votre secret et ne disent pas le leur.

Ronsard non plus ne l'a pas dit. Nous connaissons d'une Cassandre ou d'une Isabeau tout ce qu'il nous importe de connaître. D'Astrée, nous savons surtout qu'elle aida notre poète à aiguiser, pendant trois mois, la jalousie de sa Limeuil. Elle alluma en lui pourtant une de ces hautes flammes rapidement éteintes, qui montaient brusquement de son cœur devant la beauté.

Françoise d'Estrée, marquise de Cœuvres, était pourvue d'un mari qui ne la gênait guère. Elle était tourangelle, de cette famille des Babou de la Bourdaisière, où toutes les femmes étaient galantes, et une de ses filles fut la belle Gabrielle d'Henri IV. Ronsard l'avait rencontrée maintes fois; mais, comme il arrive, elle ne lui fut révélée qu'un soir, à Fontainebleau, quand il la vit apparaître dans un de ces costumes de théâtre où revivaient, pour les divertissements de la Cour, la mythologie des anciens et la chevalerie des ancêtres. On représentait un cartel à la française, évocateur d'exploits héroïques, et Françoise, de ses longues mains baguées, armait un chevalier de la légende :

Heureux cent fois, toi chevalier errant,
Que ma maîtresse allait hier parant!...
Que plût à Dieu pour avoir ce bonheur
Avoir changé mes plumes à ta lance!

Les sonnets pour Astrée ne sont qu'un hymne à la beauté, sans violence de désir, sans vaine espérance, sans autre trouble que le tremblement sacré du dévot devant son idole.

Celle-ci a reçu le don souverain; qu'y pourrait ajouter la surcharge des parures de cour?

De quoi te sert mainte agathe gravée,
Maint beau rubis, maint riche diamant?
Ta beauté seule est ton seul ornement,
Beauté qu'Amour en son sein a couvée.
Cache ta perle en l'Orient trouvée,
Tes grâces soient tes bagues seulement...

Le poète n'attend rien, ne sollicite pas. Il se contente de quelques louanges, du laurier porté un soir en son honneur sur une tête altière, d'un brin de romarin offert avec un sourire. Plus précieux auraient été quelques fils dérobés à cette chevelure d'or, que démêle sous les doigts d'une chambrière le peigne dont il est jaloux :

Mais je ne puis, car le peigne fidèle
Garde sa proie, et puis la demoiselle
Serre le reste et me l'ôte des doigts.

O cruauté, ô beautés trop iniques!
Le pèlerin touche bien aux reliques
Par le travers d'une vitre ou d'un bois.

On sait comment périt cette merveille. C'est une anecdote sanglante du temps d'Henri IV. L'ancienne Astrée vit à Issoire en Auvergne, avec son dernier amant, le marquis d'Alègre, qui gouverne la ville au nom du Roi et s'y fait haïr pour sa tyrannie. Elle-même insulte par son luxe et son insolence à la misère des habitants. Un jour de révolte populaire, les gens prennent la forteresse pour tuer, disent-ils, « le chien et sa chienne »; ils abattent Alègre à coups de couteau, pourchassent la femme dans la ruelle de son lit et livrent son cadavre aux risées obscènes. Ainsi finit celle que Ronsard, aux fêtes de Charles IX, admirait « en habit de déesse »,

Belle pour plaire aux délices d'un Roi.

PIERRE DE NOLHAC
de l'Académie française.

UN GRAND AMÉRICAIN

L'EXPOSITION JOHN SARGENT A LONDRES

Il est dans Londres un district qui restera le quartier des artistes pour les hommes de ma génération. Ce fut celui de Carlyle, de Rossetti — mais je n'ai pas connu ces « éminents victoriens », comme les appellerait M. Lytton Straitchey, l'auteur de ce beau livre : *Queen Victoria.* Quand je commençai à peindre, Whistler excitait nos jeunes imaginations. Chaque fois que j'allais en Angleterre, et c'était souvent, j'étais attiré vers ce Chelsea, par cette Tite Street où résidait Whistler, rue paisible bordée de petits hôtels avec atelier; Oscar Wilde habita l'un d'eux. C'était encore un peu la banlieue; l'air de la Tamise toute proche, la lumière plus pure que dans d'autres parties de l'immense cité, faisaient de Chelsea le séjour d'élection pour quiconque avait besoin de repos et de silence. C'est dans la maison même où Whistler avait vécu d'une façon si excentrique — comme un Brummel américain — qu'ensuite le solide, mais prudent et timide gaillard qu'était Sargent vint se réfugier, après les attaques graves qu'il croyait avoir subies à Paris, à l'occasion du portrait de madame Gautereau, fameuse beauté de la République, l'élégante des salons de l'Élysée. Ce portrait — sa meilleure œuvre d'ailleurs— avait causé une sorte de scandale, le seul scandale artistique et mondain que provoqua John Sargent. Il se persuade, et peut-être non sans raison, que la

France où il vient de remporter des succès retentissants, où il s'est formé comme peintre, n'est pas le pays où il devrait s'établir. Il redoutait la presse, l'indiscrétion, la camaraderie telle qu'on l'entendait chez nous au temps de Carolus Duran, son professeur, et des jeunes peintres à succès, les Bastien-Lepage, les Duez, les Gervex, les Besnard, les Helleu. Mais il ne pouvait nier qu'il n'appartînt à ce groupe; bon gré, mal gré, il eût été « un artiste de la plaine Monceau », comme Gustave Jacquet, comme de Nittis, et une étoile des premières expotions internationales de la Galerie Georges Petit. La France était en train de l'adopter. Sa volte-face subite causa certaine déception chez les uns, une surprise presque agréable à d'autres qui devinèrent, sans doute, l'imbattable rival qu'il leur serait dans l'avenir. Je ne crois pas qu'il y ait eu, sur la « force » de son talent, la moindre discussion, hormis peut-être dans le clan des impressionnistes — quoique Sargent admirât ceux-ci, fût lié avec Claude Monet. Il contribua généreusement à acheter l'*Olympia* de Manet pour offrir ce chef-d'œuvre au Luxembourg. Sargent, à ce moment-là tenu pour très « à la page », reprenait, disait-on, la tradition espagnole d'Édouard Manet — et donc, celle de Velasquez. Ses guitaristes, sa *Danseuse sévillane* avaient été récompensés, au Salon, de la médaille d'honneur (croyons-nous); la *Carmencita*, que l'on comparait à une figure de Goya, dégageait un magnétisme qu'exprime, en anglais, le mot « glamour », où il entre du mirage, du mystère, de l'exaltation. Ensuite Zuloaga, par des procédés plus mécaniques, allait aussi mettre au niveau du public — en se spécialisant dans l'espagnolerie — la poésie âcre et pimentée de Goya laquelle est due surtout à la qualité non pareille de la peinture, à sa vision, si elle doit quelquefois son prestige à la bizarrerie des modèles et à leur accoutrement picaresque. Sargent s'assimilait, « modernisait » la technique plus méthodique de Velasquez et de Hals, sentait l'élégance anglo-parisienne, comme Helleu, son ami, son camarade aux Beaux-Arts (atelier Gérôme). C'est, à peu près, ce que l'on eût écrit de lui environ 1890, à Paris. L'Amérique surveillait, dans le firmament des arts, un nouvel astre entouré de satellites de plus en plus nombreux : les portraitistes de la « First Society ».

Je n'étais en relations avec John Singer Sargent que par Helleu, avec lequel maintes fois je me rencontrai à Londres, en ce fameux Dieudonné's, où M. Théodore Duret avait sa table; Alphonse Legros, Rops, Rodin, Gervex, Roll, Ary Renan, s'y asseyaient auprès de Whistler et de George Moore. Helleu me conduisit chez Sargent, installé à Tite Street. Dès le seuil, on se croyait en Italie, en France, plutôt qu'en Angleterre. Un beau gondolier de Venise — un modèle du peintre — doucement vous annonçait au patron, glissait ses sandales sur le marbre de l'antichambre. Sur les murs, une étude d'après le gondolier, des toiles de Mancini, de Boldini, de Morelli, des pastels d'Helleu, des *cassoni* florentins, un bronze de Gemito; et dans les autres pièces, miroirs et meubles des XVIe et XVIIIe siècles, selon le goût des Américains qui arrangent pour eux des villas en Toscane et à Capri. Déjà chargé de commandes, pris tout le jour par des séances, il ne disposait plus de son temps. L'atmosphère whistlérienne s'était dissipée, cédant à celle du « business ». Tite Street s'américanisait.

Je voudrais, d'après mes souvenirs, situer Sargent à cette heure-là. C'était la fin d'une époque intéressante; les épigones de Whistler et des préraphaëlites jouissaient d'une faveur assez localisée. Walter Sickert, aujourd'hui leader de la jeunesse artiste, zélateur de la peinture post-impressionniste, préparait ses batteries en écrivant des articles satiriques éblouissants d'esprit, mais nous n'étions pas nombreux à prévoir l'immense autorité qu'il vient de prendre comme peintre, en Angleterre, dans sa vieillesse. Whistler menait une campagne sourde contre Sargent; le circonspect Sargent craignait les critiques, semblait ignorer le talent de Sickert, porte-parole de Whistler. Peu à peu, le *New English Art Club*, l'*International Society* (que présidèrent Whistler, puis Rodin) se groupaient en opposition à la *Royal Academy*. Sargent aurait pu faire partie d'à peu près tous les groupes en formation, qui se disputaient ses faveurs, son appui; mais l'*Academy*, bientôt, l'accapara. Pouvait-il en être autrement? La vogue d'un portraitiste lui impose des restrictions et de dures lois dont ne s'accommode pas un Sickert. Marché mondial, le salon officiel de la *Royal Academy* tirait son principal intérêt

de ses portraits de personnages célèbres et de femmes du monde; les succès qu'obtient un portraitiste assurent sa fortune, incitent à la commande les visiteurs venus de toutes parts à Londres pendant la *season*. Le « studio » de Sargent, au lieu d'être comme la demeure de Whistler un laboratoire où la peinture se dissimulait derrière des rideaux, se métamorphosa en un taillis de chevalets, chaque baliveau orné d'une effigie en cours d'exécution, ou d'une feuille de papier Ingres couverte de crayon noir. D'abord, poser devant le jeune Américain-Parisien, comportait une certaine audace, car on le soupçonnait d'être un cruel physionomiste, un psychologue enclin à dénoncer les tares, les misères que nous celons avec soin, etc. Mais cet interprète désinvolte et peu clément des caractères « savait peindre ». « He can paint! » D'année en année, nous le voyions s'amadouer, gagner le cœur des dames, les enrouler dans le tulle et le satin, de plus en plus tournant le dos au genre de sujets que nous avions cru qu'il aimerait rendre, par exemple des corporations avec leurs costumes historiques, des guildes, des brasseurs, des « costers » de Whitechapel, des trognes comme Franz Hals en avait peint en Hollande. Les watts, les Leighton, les Millais, les Herkomer étant morts, sa clientèle d'aristocrates et de millionnaires s'accrut; il allait devenir, comme on dit en Angleterre, une « institution », un portraitiste dans la ligne académique; et il dégageait de surcroît un agréable parfum d'exotisme, entretenait des accointances avec l'impressionnisme. *Carnation, lily, lily rose*, d'adorables fillettes allumant des lanternes japonaises, au crépuscule, dans un parterre de lis, d'œillets et de roses, fut photographié, gravé, reproduit en chromo dans tous les magazines, acquis par l'État; rien ne pouvait rallier plus de suffrages que ce pot-pourri de préraphaëlitisme pour journaux illustrés, au dessin anguleux, précis, — et de réalisme, d'impressionnisme édulcoré. Tons de tapisserie, sentimentalité, poésie des figures, élégance, trompe-l'œil... cette page un peu littéraire, musicale et anecdotique, sut convaincre le public de Burlington House, amateurs de Millais, de Burne Jones, jusqu'alors hésitants à saluer en Sargent un successeur de ce maîtres qui reliaient le passé au présent, l'école italienne à l'anglaise.

On oublie trop que la « peinture » ne servait plus guère, chez les Anglais d'alors, qu'à des fins à peine picturales. Je ne dirai pas qu'aujourd'hui l'on dénombrerait plus de bons peintres nés qu'il y a trente-cinq ans; mais les tendances des artistes, anglais, français ou d'ailleurs, sont mieux orientées vers la vraie peinture. Sickert, environ 1890, était, et il devait rester un quart de siècle après, plus connu à Paris qu'à Londres; il vivait obscurément à Dieppe ou à Venise, se consacrait surtout au paysage urbain. William Steer commençait à peine de se faire remarquer. La peinture impressionniste, ou « indépendante », était englobée dans le whistlérisme, d'où émergeraient les Lavery, les Nicholson, Beardsley, Conder, etc. Citons en marge, Charles Ricketts, Charles Shannon, Rothenstein. Peu de portraitistes en faveur, à part les Académiciens. Le plus sérieux, le meilleur peintre, Ouless, — leur Bonnat — confectionnait à la douzaine ces toiles robustes, au relief obtenu par le contraste de l'ombre et de la lumière, qu'un Conseil d'administration offre à son président. Le Munichois Sir Hubert Herkomer, à la fin du règne de Victoria, interprétait à l'allemande les « great national events ». Naturalisé anglais, il s'appliquait à héroïser des généraux, des amiraux, les invalides des guerres coloniales. Orchardson, un « intimiste » non sans analogie avec notre Fantin-Latour, exécutait moins de portraits que de tableaux de genre à sujets historiques. Mais les dames, à quels pinceaux de martre confiaient-elles la charge d'effacer les pattes d'oie, les taches de rousseur et la couperose? Sant, Marcus Stone, une gracieuse équipe d'imagiers, tout sucre, miel et cold-cream, auréolaient de chapeaux de paille à rubans le minois de châtelaines escortées d'un lévrier; jolies blondes prêtes à gravir les marches ruineuses d'un escalier de pierre, écartant de leur mule de soie les feuilles mortes d'un parc aux haies de thuyas taillés. Au haut des marches, on distingue la silhouette de leur manoir. Les ciels d'orage, les draperies coruscantes, les légers fonds de paysage à la flamande, obligatoire décor d'un portrait, depuis l'époque de Gainsborough jusqu'à Sir Thomas Lawrence, les Marcus Stone les transposaient selon leur goût bourgeois, fignolant les détails comme des gouaches pour Christmas-cards. La pâte coulante, les hasards heureux de la brosse

dont Sargent cinglait ses étoiles, firent révolution à l'*Academy*. Le jour du vernissage, le même public qu'aux matches universitaires de « Lords », gens très graves, très solennels, mais d'esprit frivole, et fort ingénus, pour qui Sir Alma Tadema et Lord Leighton étaient des maîtres, discutèrent avec autant de componction la virtuosité, le « slap-dash » du « crack » bostonien que les compositions mythologiques de Frederick Watts.

Mais laissons le peintre, ses œuvres parlent pour lui. Le cas de Sargent comme individu retiendrait à lui seul l'attention d'un essayiste, quand bien même l'œuvre peinte ne le toucherait pas. Le portraitiste à la mode est d'une espèce singulière. Si son métier ne l'amuse pas, si les êtres humains l'intéressent peu, s'il n'a pas de besoins pécuniaires qui l'aiguillonnent, s'il ne s'éveille point le matin dans la joie d'avoir à exercer tout le jour ses dons de causeur, son observation ou son adresse manuelle, alors c'est un forçat volontaire, dont la « mentalité » ressortit aux névroses qu'étudient les psychiâtres. Un Rubens, un Renoir, peignent jusqu'à leur mort d'après n'importe quoi, parce qu'ils triturent des couleurs comme ils respirent. Pour certains artistes, même sans génie, l'acte de peindre c'est celui du mâle qui procrée sans se tourmenter pour l'avenir de sa progéniture; allègre, il suit son instinct qui le porte vers la chair. Au contraire, un Degas, irritable, pestant, geignant dans les douleurs maternelles de la parturition, chaussant des lunettes quand sa vue est menacée, presque abolie, ne se lasse pas d'approfondir des problèmes subtils, cherche à rendre avec des procédés de fortune des aspects de la vie aussi variés que sont inépuisables, pour un grand paysagiste, les motifs dont il s'inspire. Mais un portraitiste dont la signature doit être son coup de brosse reconnaissable de loin, lui, lamentable fournisseur breveté chez qui se présentent un monsieur, une dame, de même qu'un client chez le tailleur (modèles qui entendent être *embellis*, amenuisés selon une convention d'époque) — de quelle équanimité ne faut-il pas qu'il soit nanti! Le client est son adversaire. Cette tragédie vaudrait d'être contée par le menu.

Les premières attaques du succès présageaient pour Sar-

gent une carrière où l'on voudrait savoir si, tel qu'à Paris Helleu nous le racontait, tel qu'ensuite je l'ai cru voir, c'est de franc cœur qu'il s'engageait. Mais qui donc se vantera de l'avoir véritablement connu? De même que les personnes qui se seront dites les intimes d'Henry James, les plus nombreux adorateurs de Sargent nous font mal comprendre ce en quoi consistent l'amitié, l'intimité avec un être qui s'enferme dans une cuirasse, ne se déshabille jamais devant vous, comme si sous sa chemise il portait un pansement. La sociabilité, l'expansion d'un Henry James, sa drôlerie, sa pyrotechnie verbale et les billets précieux, étincelants, débordants de tendresse dont il régalait ses amis, devons-nous les ranger parmi ses moyens de défense? James, prosateur difficile, venait se détendre en ville, ou dans des visites à la campagne, puis s'en retournait à Rye dicter à sa secrétaire ses admirables contes, déversoir de ses réflexions aiguës, de son ironie; ses portraits n'étaient pas tous « pretty-pretty », ses lecteurs étaient une élite très restreinte; il était libre et scrupuleux, mais pauvre et habitué au confort britannique. Ce favori d'Américains luxueux déplorait de l'être moins, favori, chez les éditeurs à gros tirage. Il me souvient de ses allusions furtives à certains de ses confrères anglais dont je tairai les noms illustres, et au John Sargent d'avant la guerre. « Dear John! dear John! Admirable Bostonian! Wonderful accomplishments — a gem! » (« Une perle! »)

Un concours providentiel de circonstances et son énergie personnelle auront fait de Sargent, ainsi que le disait Henry James, « l'homme complet » selon l'idéal de leurs compatriotes, le parangon des vertus civiques, publiques et familiales; ses « accomplishments » intellectuels, et sa position sociale, furent précisément ce à quoi un adolescent bostonien de bonne souche devait prétendre, au temps où Henry James écrivait « *The American* ». John resta le « bûcheur » de l'atelier Gérôme, il gagna des fortunes, mais quasi malgré lui, avec un détachement, une simplicité gentille d'allure, une générosité tout à fait rares. Sa modestie était foncière, je reste convaincu qu'il ne s'est point rendu compte qu'il occupait une place unique, qu'il domptait un animal rétif — le modèle payant — grâce à un prestige sans exemple alors. Naïf, s'il le fut jusqu'à

se faire prendre pour un malin qui joue la candeur, j'estime que, même en tant que peintre, naïf et sincère il l'a été. Mais il y aurait à s'entendre sur le sens du mot « sincérité » en art. Bouguereau a pu être naïf, pas moins que le douanier Rousseau; Picasso ne l'est pas. Dans certaines époques — ai-je eu souvent l'occasion d'écrire — rien n'est plus périlleux pour l'artiste que « la divine innocence des simples » — ou tout le contraire; les extrêmes se rejoignent. Mais on ne sait cela qu'après. Sargent avait beaucoup lu, entendait beaucoup de musique, déchiffrait des partitions au piano, s'y précipitait pour jouer du Fauré dès qu'il disposait de quelques minutes. Curieux d'une infinité de choses, très cultivé, doué d'une mémoire à laquelle recouraient parfois ses anciens camarades, il voyageait quand ses clients lui octroyaient des congés. Il tenait une formidable correspondance alors, sachant garder ses vieux amis, en acquérir d'autres que lui valaient sa gloire et une bonne enfance brusque, un peu soldatesque, ce qu'on appelle franchise. Marquons encore que chacun des « sitters » qui posèrent devant ses lunettes d'écaille, resta fasciné; confiant en son autorité, en sa constance proverbiales, on était d'autant plus ardent à poursuivre le maître d'assiduités implacables, qu'il se défendait contre les emprises du monde. Si solide au physique, cet homme qui aurait pu s'offrir les plus dispendieux plaisirs menait une vie réglée au métronome, close, ne préférant rien au commerce de ses sœurs, de ses nièces, de quelques respectables dames de leur cercle. Il dînait, plus volontiers qu'au Ritz, avec des rapins dans un club obscur de Chelsea. Soyons assurés que la conversation de ces professionnels n'égratignait pas le prochain! Impénétrable sur ses besoins sexuels, il l'était aussi quant aux sentimentaux. Tout de même, on l'a vu, lui qui planait pendant la guerre comme une mouette au-dessus d'une mer en fureur, s'abattre quand une de ses charmantes nièces, mariée au fils d'André Michel, fut tuée à l'église Saint-Gervais par un obus de la Bertha. Sargent était fait pour le « home », le tran-tran domestique, mais à l'anglaise, sans entraves. Il est des célibats organisés comme une fugue de Bach, dont le sujet disparaît, se perd pour les oreilles inattentives, sous le tissu harmonique. Une vie réglée et sans autres passions que celle de l'art, combien

d'artistes n'en ont-ils pas rêvé! Mais distinguons encore, ici : cette passion est-elle compatible avec le succès matériel? Or quel était le but visé par Sargent? Point de besoins, peu d'ambition, je le crois du moins. Pas d'aventures. Une profession monotone, acceptée.

Sa biographie serait courte à rédiger — quoiqu'un livre touffu doive paraître bientôt, écrit par un ami qui peut puiser à toutes les sources d'information, et qui n'a qu'à feuilleter toute sa correspondance. Une jeune fille, bercée, comme l'on dit, sur les genoux de « John », s'écriait tandis que sa tante, une des Égéries du maître, avait le dos tourné : « Qu'est-ce que le biographe du cher M. Sargent pourra divulguer? Ses lettres sont d'un *Eton boy*! »

Partout, il était *persona grata*. Sa réserve instinctive et sa balbutiante timidité assumaient une gaieté naïve, tour à tour, et une politesse évasive, qu'implique le quant-à-soi diplomatique. Et il semblait bâti pour ramer en chemise de flanelle sur la rivière, pour jouer au golf — autant et plus que pour revêtir des uniformes chamarrés, occuper des postes. Le « Royal Academician » s'acquittait de ses fonctions avec un scrupule de fonctionnaire ancien régime, gardait un calme de circonstance alors même qu'on savait qu'il bouillonnait, excédé par le harnois qu'un prodigieux succès imposait à son échine de gars sanguin, nerveux, violent, aphasique quand il lui fallait porter un toast à la fin d'un banquet, soutenir une œuvre désapprouvée par un jury dont il était le membre le plus équitable, le plus compréhensif. Lui, très averti de toute la production étrangère, plus cosmopolite qu'Henry James, était conscient de l'insularité britannique. Né à Florence — (ce qui est joli pour un Bostonien!) — il avait appris son métier à notre École des beaux-arts, sa fulgurante course aux lauriers se déroulait sur les vélodromes de Londres; il ne tint qu'à lui de n'être pas créé chevalier, comme Herr von Laszlö ou Sir Anthony Van Dyck, baronet, voire pair du royaume comme Lord Leighton. Loyal à sa mère patrie, il ne se naturalisa point anglais, contrairement à James qui, par reconnaissance à son pays d'adoption, crut, sur le tard, plus juste de renoncer sa nationalité d'origine. Aussi, quand Sargent mourrait — sans s'en apercevoir, un livre de Voltaire

sur ses genoux — plus très jeune, mais en pleine possession de ses facultés extraordinaires, l'Amérique prendrait le deuil. Sa disparition serait commentée aussi pieusement que vient de l'être, en Europe, celle du cardinal Mercier : deuil national des Anglo-Saxons!

Les Américains n'avaient point eu leur « grand peintre ». Il leur en fallait un. Au délicat, au quintessencié Whistler, avait manqué la force. « Strong » est l'épithète dont on définit, là-bas, un bon ouvrage. Sargent incarna la manière *forte* d'employer la brosse, selon cet idéal innocent. A tous les portraitistes ambitieux des suffrages dont il finit, lui, par s'irriter, il imposa sa technique à effet certain, sa façon de traiter le modèle féminin avec une apparence d'impartialité un peu brutale, néanmoins avec des égards pour les conventions. Il vous campait un homme pour la postérité : par ses soins, chacun de ses modèles, marchand ou docteur, devenait un personnage calé, un aïeul de conséquence, un gentleman de notre ère. Et pourtant, il voyait la nature avec les yeux du passant dans la rue; sa rétine enregistrait les aspects du monde avec plus d'exactitude qu'un cliché photographique, lequel déforme et nous donne des coupes inattendues; ses paysages le prouvent, car il les faisait pour lui seul, en suivant les parcours du touriste, vers les sites que les guides désignent aux néophytes de l'excursion en montagne. Pendant plus de trente ans qu'il résida dans Londres, les délicatesses de l'atmosphère, les merveilleux types populaires ne l'ont pas touché; ou bien, les loisirs lui manquèrent-ils pour sortir, se promener, musarder? Il me l'a dit combien de fois : « Je n'ai pas le temps! Venez donc chez moi, causons peinture, je ne sais avec qui en parler ici. » L'excellent garçon se trompait en cela, et c'est une faute d'appréciation que commettent aussi trop de Français. Ou plutôt, il redoutait les brocards de ses jeunes confrères, ne croyait pas en leur talent — et ses collègues académiciens l'assommaient d'éloges pompeux.

Pénible spectacle, dans l'âge de sa maturité, au summum de sa réputation, quand le portraitiste devait prendre des engagements six mois, un an d'avance... Le voici qui avale en hâte, comme un clerc de la City, dévore d'un appétit de chasseur un lunch massif, au grill-room de Hyde-Park Hôtel. Des

viandes qu'il arrose de vin; le fromage, l'entremets que le garçon dépose, pêle-mêle, parmi les journaux et les cigares; une demi-heure, pour recharger le moteur, faire son plein d'huile et d'essence vitale après la séance du matin, avant celle de l'après-midi. Congestionné, fumant des bûches de la Havane, poilu, les orbites injectées, soufflant, il parcourt le *Times*. Sargent, un Walt Whitman citadin et asphyxié, un loup de mer dont les poumons réclament de l'oxygène, est descendu d'une voiture ouverte, sans pardessus, en hiver, et il va se jeter dans un autre taxi; il consulte sa montre; il lui faut précéder, au studio, l'Altesse dont il fixe la physionomie. En son tréfonds, ennuyé, plus inquiet, plus trépidant qu'à ses débuts; car, si souveraine que fût son habileté manuelle, soudain il bouleversait, balafrait, grattait ces portraits qui semblent une jonglerie. Il effaçait, recommençait, peinait comme un condamné au hard labour, pour chercher une succincte composition après avoir peint le masque et les mains — en général si réussies. Ses décors trop théâtraux, ses accessoires, il ne les traitait pas avec la fermeté, n'obtenait jamais cette qualité de la matière qui allouent aux natures mortes d'un Manet une valeur d'art, un intérêt égal à celui qu'offre une figure. Sargent manquait trop d'amour pour la matière. Sa pâte craque déjà, s'amincit, perd sa fraîcheur. Son œuvre de portraitiste équivaut à des mémoires, dont il aurait retranché trop de ces aperçus hardis et succulents qu'il ne sied point que nous publiions durant notre vie, et qu'une âme généreuse hésite même à livrer aux hommes de l'avenir. Telles quelles, ces pages émondées auront plus tard un grand intérêt historique.

Si l'on ne juge pas Sargent d'un point de vue extra-pictural, comme une volonté de conservation sociale mise au service de l'art du portrait, son œuvre sera appréciée avec aussi peu de justesse qu'elle l'est par les enthousiastes gens du monde à l'Exposition posthume de Burlington House, et par les dénigreurs insolents qui « standarisent » et limitent l'art moderne, depuis Cézanne et Manet, comme font les marchands de tableaux; or presque tous les peintres et les esthéticiens sont parmi les dénigreurs. L'*intelligentia* de la fashion salonnière commence à faire chorus avec les démolisseurs d'une

statue qu'elle avait fleurie d'abord. C'est un rôle assez ridicule; elle s'y complaît. Le snobisme feint de ne point s'apercevoir des camouflets.

***

Une rétrospective étant organisée l'hiver qui suit la mort d'un académicien, Sargent, cette saison, subit la fatale épreuve. Le tiers — rien que cela! — le tiers à peine de ses ouvrages emplit une dizaine de salles énormes, envahies par une foule respectueuse, délirante d'admiration, ou bassement méprisante. Sargent n'avait que trop de talent! Cinq ou six de ses toiles (au premier rang, sa Lady Sassoon, née Rothschild, et sa duchesse de Connaught) sont plus que des portraits très humains, ce sont de beaux tableaux.

Je mettrais au-dessus de tous les groupes de portraits, une toile de quelques centimètres carrés, à laquelle Sargent n'attribuait peut-être pas la valeur qu'elle prend avec le recul des ans. La scène est à Venise. La « sala » du *piano nobile* dans un des antiques palazzi du Grand Canal. C'est en août, l'après-midi; le soleil tombe d'aplomb sur le carrelage du sol ondulé, incurvé par le fléchissement de ces pilotis plantés dans la boue, qui supportent des tonnes de marbre, palais, églises, campaniles, une ville de pierre et de matériaux précieux. Ce salon au plafond voûté, stuqué, peint à fresque, haut, vaste comme certaines chambres du Palais des Doges, est celui de deux aimables vieillards, Mr. et Mrs. Curtis, inamovibles résidents à Venise, les doyens de la colonie américaine. Leur hôte en été, Sargent les a posés au premier plan, en pleine lumière, chacun dans son siège habituel, parmi de beaux objets collectionnés par eux en Italie, et d'autres venus de l'Angleterre ou de Boston. La douce lumière du ciel vénitien et du canal baigne ces deux figures sereines d'exilés volontaires loin des gratte-ciel, des tramways, des trompes d'auto, des sifflets de chemin de fer, du *progrès*, de la vie moderne. Un jour, leurs cercueils seront portés au cimetière sur une barque, au son des rames coupant le jade veiné de la lagune, et ce seront les funérailles d'une aristocratie américaine européanisée, d'une vie de société, de loisirs nobles. Les romans

d'Henry James en livreront le secret aux futurs yankees fabricants de moteurs d'aéroplane. Au fond de la *sala*, le fils et la bru des vieux Curtis — la fringante génération de la Riviera — debout, disponibles pour toute croisière aux Indes, au Japon, ce jeune ménage qui a son pied-à-terre à Paris, sa villa près de Monte-Carlo, un chalet à Deauville, semble vérifier le pli d'un pantalon, la coupe d'une jupe de Redfern, avant d'aller goûter au Lido, courir les bric-à-brac. De ce groupe d'oisifs déracinés, Sargent a fait un tableau de mœurs très poignant.

Il suffirait, d'ailleurs, du legs Wertheimer à la National Gallery, pour juger la puissance de certains portraits de Sargent. On a vu, quelques mois, la série des *Wertheimer* à côté de Reynolds, de Lawrence, de Van Dyck. Ils « se tenaient ». Est-ce peu de chose? Personne n'a inspiré le peintre plus heureusement que la famille du riche antiquaire. Le père, que Rembrandt eût enturbanné, sa femme, ses filles au teint d'almées et de bohémiennes, ces garçons d'un type oriental mâtiné de saxon, parfois si beau en Angleterre, comme il s'est *amusé* avec eux! Il met à les analyser une pointe de caricature, et beaucoup de sympathie tout de même — comme dans sa Lady Phaudell Phillips, l'épouse emperlée, empanachée, d'un lord-maire, radieuse de se carrer, à Mansion House, dans un fauteuil qui est un trône temporaire. Sargent excelle à rendre ce qu'a de si pathétique l'impétueuse race des Sémites sous le rouleau compresseur du *cant* britannique.

Quand ses groupes d'aristocrates pur sang dépassent la mesure des toiles dont il a l'habitude, alors, perdu, il appelle à la rescousse le couturier, le tapissier, le décorateur. Le satin blanc tombe en cascatelles, des coussins se gonflent comme des zeppelins; Sargent plante des orangers dans des urnes toscanes, fait fleurir des arums monstres, des azalées, sans que les vides du tableau s'emplissent de la couleur qui les masquerait. Couvrir une surface de volumes et de lignes selon un certain ordre agencés, n'était guère de son ressort. Son œuvre m'apparaît aujourd'hui sous la figure d'un navire de la Compagnie Cunard, auquel sont confiées toutes les richesses du monde; il transporte à travers l'Océan les modes de chez nous et de l'Amérique, des joyaux, des fourrures, des jupes aux étoffes

soyeuses. D'adorables femmes, alertes et décidées, feignent de lire sur le pont, se balancent dans des rocking-chairs, polissent leurs ongles, feuillettent des magazines en rêvant d'un mariage princier. Le bateau, très stable, convoie aussi des diplomates, des financiers, des antiquaires anoblis par Édouard VII; des savants, des premiers ministres, des actrices étoiles; des pianistes et des ténors méditent sur les chances qu'ils auront de propager tout autour du globe une image, reproduite à des milliers d'exemplaires, de leur corps périssable, des traits qui changent et se décomposent sous les rayons croisés d'une gloire viagère. En troisième classe, quelques pauvres Italiens, des mandolinistes gitanes, et leurs ballerines, pour qui le capitaine nourrit de secrètes faiblesses. Car un peintre illustre commande à bord. A peine rentré au havre, il repart. Par sport, une fois, il s'était laissé coudre les galons de capitaine, comme un seigneur madrilène endosse la salopette du mécanicien, dirige une locomotive. Ce sport a fini par le déprimer — il ne l'ose pas dire à ses aficionados, peut-être point à lui-même, prisonnier de son talent, de ses extraordinaires talents. On l'avait sacré portraitiste des magnats de son siècle. En serait-il toujours le serviteur?

— Ah! il n'en avait que trop, de *talent*, me répond-on — mais de la *sensibilité*? Eh bien! les dons qu'il n'avait pas sont si communs de nos jours, que leur absence, dans son œuvre, constituera presque une originalité. Quand un visage, un corps, un geste, éveillaient en lui des émotions plus profondes, il était capable d'exécuter un morceau magistral, ce qui est très difficile, beaucoup plus rare que le « goût » et l'ingéniosité. Mais pourquoi s'en va-t-on clamer qu'il continuait la tradition des grands portraitistes du XVIIIe siècle anglais? Sa peinture n'a rien d'anglais; elle doit peu à Manet, quoi qu'en pense un fameux esthéticien qui se prétend « d'avant-garde »; John Singer vient à la suite de Carolus-Duran; il créa la *peinture américaine*. Une femme d'Amérique, nous la reconnaissons, même si Sargent la costume en Parisienne. L'Amérique a compris qu'il exprimait par sa peinture et par son existence, le génie de sa race.

Ici, abordons une question délicate. Sargent n'était-il point trop intelligent pour n'avoir, vers cinquante-cinq ans,

flairé que les quelques artistes avec lesquels il ardait de parler d'art avaient leurs raisons de ne faire point de sa peinture le cas que, tout de même, il eût aimé qu'ils en fissent? Les jeunes gens qu'il avait autrefois trop ignorés, remuaient en Angleterre bien des idées, remportaient aussi des succès, les critiques leur consacraient des colonnes dans les journaux et les revues. Augustus John, Walter Sickert grandissaient en face de lui qui terminait son ascension. On chuchota dans les salons : « M. Sargent ne prend plus de commandes, il fait du paysage à l'aquarelle, « his wonderful sketches in water colour! » Des suppliques furent câblées d'Amérique, le tarif de ses portraits tripla, s'il consentait, par exception, à se dédire, en faisant poser un milliardaire. Alors l'Université de Boston lui commanda la décoration d'une bibliothèque énorme, l'*Histoire des religions*. Nous doutâmes, pour une fois, de la modestie de Sargent, quand nous sûmes que cette folle entreprise allait aboutir; la conception naïve consistant à le charger du décor d'un palais avec des fresques à la Michel-Ange, il la prit au sérieux. Sargent se claquemura dans plusieurs ateliers de Fulham Road, s'abîma dans la méditation et la lecture de mille bouquins, se procura des documents sur la théologie chrétienne, sur les dogmes de toutes les religions; puis esquissa des compositions, apprit à modeler la terre glaise, car des morceaux de sculpture s'imbriqueraient dans les panneaux peints. Ouvrage formidable qu'il n'acheva pas tout à fait. Entre temps, il se mit à dessiner des têtes au fusain, masques qu'il se plaisait à offrir à des amies ou qu'on lui payait cher, jolis comme des têtes de Helleu, d'une écriture appuyée, d'une apparence violente, libre, mais de professeur de calligraphie. Des « têtes d'expression » franchement médiocres, d'un art très vulgaire, facile comme ses aquarelles. Vogue nouvelle, nouveaux triomphes mondains. Séjours en Amérique, reprise des séances de portrait à l'huile. Puis ce furent les années de guerre et d'après guerre. Je n'ai plus rencontré Sargent qu'à Londres, vers 1923. Une partie considérable de la décoration bostonienne une fois marouflée, il y avait travaillé sur place. On clamait partout que le maître s'avouait ravi de l'accueil de ses compatriotes; qu'il s'était enfin senti chez lui dans la ville berceau de sa famille, Américain jus-

qu'aux moelles. Mais il passait quelques mois en Angleterre. Ses studios de Fulham Road se déverrouillèrent quand je le priai de me renseigner sur sa santé. Elle avait été mauvaise. J'ai dit que nous n'avions jamais eu de relations que superficielles; mais des amis de Paris me priaient de vérifier par moi-même comment il se sentait. En blouse de coutil, les joues, les mains soufflées plutôt que grasses, les paupières gonflées, il allumait une cigarette à l'autre; des bouteilles de soda, des flacons entamés m'eussent révélé la soif dont il me dit qu'il était incommodé. Il me parut malade, malgré les dénégations indignées de ses intimes, auxquels la pensée que cet archange pût vieillir était intolérable, marquant ainsi leur ferveur mystique. Il modelait un bas-relief. Il sortit de ses portefolios des photographies d'après la partie achevée de sa décoration, dont j'avais vu quelques fragments quand il les peignait jadis, entre autres une Madone des Sept Douleurs, d'un réalisme à l'espagnole, se montrant derrière des candélabres d'autel. Des grisailles gigantesques, des prophètes, je crois, rappelaient les *Sybilles* de la Sixtine. Confondu par la vastitude, la complication, sinon l'incohérence du plan d'ensemble, je demeurais plein de respect pour cette entreprise qui supposait, de sa part, une vie austère où il s'était retiré, des études, des lectures, une documentation incommensurable à la culture du portraitiste — bref un renouvellement très voulu, que soutint une haute et noble espérance de laisser aux États-Unis un monument impérissable. Au vrai, le ton grave de Sargent imposait. Pour le moulage de sa sculpture, Londres le retiendrait tout l'hiver. Nous étant assis pour deviser, ce midi de décembre, dans le laboratoire assombri par la brume, il m'interrogea, non sans une émouvante gentillesse, sur le sort présent des artistes de sa génération, dans un Paris qui semblait lui être comme une cité d'Ys engloutie dans la tourmente — un lieu qu'il avait certes aimé, mais si loin, si loin de ses préoccupations actuelles! La politique européenne lui échappait, il n'essayait aucunement d'en comprendre les mobiles, jugeant la nôtre selon le rythme de ses plus anciennes habitudes d'esprit candide, un peu à la façon d'une Américaine devenue conservatrice d'un musée à Buffalo, qui se souviendrait de ses premières visites en Europe, quand elle

était étudiante. — « X..., vous savez, ce X... dont j'ai à Tite Street, un paysage charmant, fait-il encore des paysages, voyage-t-il? Je suppose qu'il a une fortune, comme Claude Monet? » Je lui répondis que non pas. — « Pourquoi ne va-t-il pas à New-York? Et vous, vous ne vous déciderez donc jamais à y aller? Pourquoi? » — Et il me décrivait, sans ambages, un El Dorado des artistes — ajoutant, il est vrai, que pour lui, New-York, Chicago ne valaient pas son « old Boston » aux coutumes désuètes. Dans les villes industrielles récemment surgies, une fièvre de l'or, du jeu, possédait les femmes, les mères et les enfants — « jeu désintéressé, sport cérébral ». — Tentateur! — fis-je — toutes les commodités du monde, on peut en jouir de l'autre côté de l'Océan; chaque ouvrier semble y avoir sa Ford, mais...

Sargent semblait croire qu'il en était de même ailleurs. Il venait, du reste, d'autoriser un confrère à vendre une esquisse qu'il lui avait donnée, afin qu'il pût acquérir une automobile. Ses moindres ouvrages étaient en voie de prendre sur le marché une cote que les peintures d'un portraitiste n'atteignaient nulle part jusqu'alors. Je prononçai le nom de Renoir, de Degas; puis de Picasso, d'Utrillo, de Derain; enfin d'autres encore, qu'il ignorait. Et comme je l'éclairais sur le système de lançage instauré à Paris et à Londres, le trafic prodigieux dont profitaient d'abécédaires génies, surtout s'ils n'étaient pas professionnels du pinceau, mais tenaient une échoppe de pommes de terre frites — je crus remarquer un léger frémissement des lèvres; Sargent s'impatientait; il y eut un silence. Il murmura : « Vos critiques et votre public ont-ils *changé leur arme d'épaule*, depuis le *four* que me valut madame Gautereau? » Que signifiait cela? Un regret de n'être plus aussi hardi, de n'avoir pas été en avant? Je ne sus me retenir, lui répétant une fois de plus que les peintres l'avaient applaudi sincèrement, quand ils sentaient qu'il avait frémi en peignant la chair d'une petite danseuse javanaise, cerné le galbe d'un être un peu étrange, quand il avait aimé. Une sélection rigoureuse dans son œuvre, hélas, resterait à faire, pensais-je, mais pourquoi lui parler de ses figurines dans un vallon d'Écosse, de ses jeunes filles au châle de cachemir, pages détaillées et vides, prêtes pour un numéro

du *Graphic*? Je me tus. « Never mind! I know! Je sais qu'Helleu, grand connaisseur en peinture et mon ami, n'a jamais pu souffrir la mienne, excepté mon portrait de madame Gautereau — et vous vous fâchiez, quand je retournais contre le mur mes toiles! A propos, admirez-vous encore Walter Sickert? » Ces phrases gênantes, il les hachait nerveusement, comme il mâchait le bout doré de sa cigarette, les syllabes s'effilochaient avec la fumée bleue qui sortait de ses narines. En dépit de nos efforts, un fossé se creusait entre deux races, deux sensibilités, qu'aucune passerelle ne nous permettait plus de traverser sans crainte. Mais cette sensation, qui s'intensifie, d'avoir été face à face avec un Symbole, d'avoir conversé familièrement avec une créature taboue, « une Force de la nature » — et que dissipent parfois mes souvenirs anciens de sa modestie, de sa générosité, de ses bons procédés envers ses confrères — me rend plus intelligible aujourd'hui le magnétisme qui émanait de cet Hercule moderne en complet-veston.

Nous lunchâmes ensemble au grill-room, mais nous nous y rendîmes en voiture fermée cette fois; il avait mis son paletot, une écharpe au cou, il toussait. Mais quel appétit!... Servis par les mêmes waiters que naguère, je me plus à évoquer les temps révolus où j'habitais cet hôtel, proche de mon atelier de William Street, quand Sargent surveillait l'horloge en déjeunant. La poésie des crépuscules sur la Serpentine, Hyde Park au matin! Le soir, les comédies de Bernard Shaw, au Court Theater, salles vides après la répétition générale, mais rendez-vous d'un petit clan. Le théâtre irlandais; Yeats, George Moore, Thomas Hardy non encore déifié, Henry James, tous nos amis... Nuits de printemps, vagabondage à travers la ville en fête, les belles, les admirables créatures courant d'un bal à l'autre; le salon d'une fée, d'un génie de la réception, cette Miss Charles Hunter chez laquelle jamais on ne perdit les heures qu'elle dérobait à votre travail. Mary Hunter apprêtait, pour les nouveaux venus à Londres, la surprise de voir M. Sargent sur un sofa de chintz — « Peut-être, oh! s'il ne nous fait pas faux bond! il est si sauvage! mais il viendra *peut-être*, entendre Reynaldo Hahn, Percy Grainger... Si je faisais jouer du Fauré pour que M. Sargent vienne sûrement? M. Balfour dînera, j'aurai Lord Ribblesdale, Henry James, Diana

Manners, les duchesses qui sont belles; pas d'ennuyeux! En effet. Mais M. Sargent assistait comme par hasard à un banquet de la *Royal Academy*, il était retenu au Royal College ou au Chelsca Club. Au deuxième coup de minuit, M. Sargent, bâillant, se couchait, lisait et dormait. Demain trois séances.

« La saison à Londres, me dit Sargent — c'était la dernière fois que je le vis — la « glamour » de Londres, tant mieux si vous en éprouvez un certain charme. Pas moi! Le monde m'était un cauchemar, la ville, un enfer. Impossible de songer à ma décoration de la bibliothèque. Ah! ces maudits modèles, ces portraits, ces portraits! Impossible de m'évader, ils m'absorbaient. Je recommence à peine à être libre de prendre un billet à la gare. »

Deux mois après ce repas au grill-room, je revins à Londres. Sargent m'avait chargé d'une mission à Paris; je sonnai à sa porte. Sa vénérable gouvernante, avec des réticences, m'annonça que son maître était couché depuis tantôt. J'insiste, écris un mot sur ma carte, et j'attends, sous le portrait du jeune gondolier qui, vieux, est encore là, le chien fidèle du patron. Rien n'a changé. Pas un bibelot de moins. Respect. Silence. La mort rôde, qui va disperser des éléments d'ordre organisés avec soin. Aux dernières nouvelles des journaux dès le lendemain : Maladie de M. Sargent; puis les reporters obéissent : il faut se taire! On ne donnera plus de bulletins. Une amie de Sargent se fâche; ne lui ai-je pas dit que je n'avais pas été reçu à Tite Street? « M. Sargent me téléphone à tout instant — c'est criminel de répandre de mauvais bruits, jamais John n'a été mieux portant »!

Il ne se releva plus, expira tout en caressant un livre. Il lisait; son beau vice innocent.

J'ai dit plus haut ce qui suivit la plus enviable des morts, mais une moins enviable existence d'honnête homme serf de sa souveraineté. Les meubles, les bibelots, les centaines d'études, les milliers de feuilles de papier couvertes de dessins au crayon et au pastel, sur quoi il avait voulu garder des droits, ses héritiers les envoyèrent à la salle des ventes, même son tabouret de piano. Des ustensiles de métier furent étiquetés,

inscrits au catalogue, par piété, les sœurs du défunt estimant que rien ne devait être refusé à ses dévots, de ce qui avait appartenu au maître. Un lambeau de tapisserie, son essuie-brosses, raide de couleurs coagulées, fut adjugé quelques livres sterling; une copie de la célèbre tête du Pape, par Velasquez, rapide croquis à l'eau, monta jusqu'à plusieurs centaines de mille francs; des ordres d'achat télégraphiés d'Amérique firent de ces enchères un mémorable événement.

La maison de Tite Street aurait pu être convertie aussi bien en musée votif, comme la demeure de Goethe ou de Nietzsche. Un portraitiste américain vient de l'acquérir pour y continuer l'exercice du portrait mondial, dans la facture et le style de John Singer Sargent. Il fait des « replicas », pour les familles obligées de vendre les portraits originaux aux galeries du Nouveau Monde.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

LA SECONDE VIE DE MARTIN CRAMOYSAN[1]

XI

L'ÉPI DE BLÉ

Martin, dans l'hallucination de la fièvre, ne cessait de penser à cet Allemand qu'il avait tué. Il revoyait la scène : ce boyau pestilentiel, enlevé à coups de grenades, plein de sang, d'hommes déchiquetés; et à un détour, brusquement, ce grand gaillard roux qui s'était dressé devant lui, l'œil hagard, son hésitation d'une seconde; tous deux se jetant l'un sur l'autre, moins par haine que par besoin de se protéger : lui, Martin, lâchant son coup de revolver à bout portant, et l'Allemand avec un cri lui tombant en sang dans les bras... Martin, hébété, déposant le cadavre à terre, soigneusement, avec d'infinies précautions, comme le corps de son meilleur ami, et s'agenouillant à côté, ne pouvant quitter le regard des yeux grands ouverts de cet homme qu'il venait de tuer. Toutes les fois qu'il y pensait, la petite phrase de Pascal chantait, comme une plainte, à son oreille : « Pourquoi me tuez-vous? » Mais elle restait sans réponse; et Martin, chaque jour, se persuadait un peu plus qu'en toutes circonstances de la vie, obligé de faire ce qu'il n'aurait pas désiré, il n'était rien qu'un instrument.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 mars.

Comment concilier cela avec l'idée qu'il était libre? Et où était la vérité? Au bout de trois années de guerre, tout paraissait moins simple qu'au début. On ne se battait pas seulement pour une frontière : des intérêts se faisaient jour, et l'on s'apercevait déjà que tout le monde n'était pas fâché de voir s'éterniser la boucherie. On avait fait la guerre pour la Russie, la Russie se tirait du jeu. L'Autriche n'excitait plus de ressentiment, on pensait que la paix viendrait d'elle. Ceux qui s'étaient battus en Orient disaient le Turc un adversaire humain, qui traitait bien les prisonniers. Les Allemands mêmes, en dépit de tant de misères dont ils étaient seuls responsables, on finissait par en estimer la bravoure, l'énergie atroce avec laquelle ils tenaient au feu. On s'étonnait de leur résistance, de leur organisation, de leur ordre. Comme on souffrait de part et d'autre, la haine commençait à faiblir, et tout en marchant par nécessité, bien qu'on marchât sans hésiter et que l'on souffrît sans rien dire, l'enthousiasme était moins pur, l'élan moins ailé qu'au début; la raison remplaçait la foi.

— Les Allemands sont des pignoufs, — dit le soldat Pétrel, qui manquait de philosophie et avait eu sa maison brûlée dans le Nord. — Chaque fois que j'en ai tenu un au bout de mon fusil ou à portée de ma grenade, je lui ai cassé la gueule avec plaisir. Vous pouvez causer; nous, les gens de Lille, on se souvient d'eux, et faudra pas qu'il en revienne sous nos pattes, après la guerre. Je sais bien, la guerre est la guerre; mais les femmes, les vieux, les enfants, ça n'est pas permis d'y toucher. Les hommes, ça va encore, c'est fait pour. Dès qu'on a un fusil aux mains, et un pot de fleurs sur la tête, on peut se tuer, et jusqu'au dernier. Mais l'Allemand ne voit pas comme ça; faut qu'il détruise. Faut qu'il coupe des arbres fruitiers, que ça demande dix ans avant que ça repousse. Moi, je ne pourrai jamais admettre ça. Quand on est rentré à Montmirail, en 14, la première chose que j'ai vue, c'est une jeune fille, le ventre ouvert et les seins coupés, étendue devant la porte d'une ferme. Et puis, le soir, nous avons cantonné dans un village d'où les Allemands avaient fichu le camp le matin. Savez-vous ce que j'ai trouvé, dans la maison où j'étais logé? Y avait une chambre, avec un lit, les couver-

tures faites, qui était plein de sang, qu'on aurait dit un crime. J'ai soulevé les couvertures : y avait dessous un veau égorgé, avec un bonnet de coton sur la tête. C'est pas « du pour » : j'l'ai vu, j'y étais. C'est-y la guerre, ça? Les boches avaient voulu faire une farce, et voilà ce qu'ils avaient imaginé. Des pignoufs, je vous dis! La voilà, ma plus belle histoire de la guerre!

— D'accord, — fit un petit chasseur à pied, le front bandé sous le béret. — Des pignoufs, possible; mais ce sont des types qui ont du cran, avec qui on peut s'aligner. Dis, l'Alezan, tu te rappelles, le boche manchot devant Soupir? Pendant trois semaines, toutes les nuits, il s'amenait jusque dans les fils, et pan! à chaque coup, deux grenades sur la tranchée, qui faisaient rigodon dans le tas. On le guettait, je ne sais pas comment il faisait : on n'a jamais pu l'avoir. N'y a qu'une fois, à la fin; il s'est fait paumer dans une patrouille boche qui s'est trouvée nez à nez avec une des nôtres, les fusils sont partis tout seuls. La moitié des boches zigouillés ou blessés, gueulant sur le terrain, les autres se débinent en vitesse. C'était la nuit, on n'y voyait rien, les types criaient qu'ils se rendaient. On cesse le feu, et pendant qu'on va pour les ramasser, en voilà un qui sort son revolver et nous colle ses pruneaux dans le dos : c'est là que l'adjudant Bien a été tué, y a eu deux autres bonhommes de mouchés... C'était notre manchot qui nous tirait dessus. On l'a eu avec un coup de crosse, il avait une balle dans la jambe, cet enragé-là, ça fait rien, il trouvait que c'était pas assez, il voulait tout bouffer. On l'a ramené : un gosse, il avait pas vingt ans. Il s'était fait couper la patte gauche au commencement de la guerre, en Russie, mais il avait voulu remettre ça. On l'a recollé, il a passé en conseil de guerre et il a été condamné à mort pour avoir tiré sur nous après avoir crié qu'il se rendait. Il n'a pas nié, il a tout reconnu. On l'a fusillé le lendemain, sur le plateau de Fismes. Pendant la parade, il y a un avion boche qui est venu faire des tours au-dessus du rassemblement, très bas, comme s'il se doutait de quelque chose. On voyait ses couleurs à contre-jour. Devant le peloton, voilà le manchot qui se met la main droite devant les yeux, pour se garantir des rayons et regarder le boche qui tournait toujours dans le

soleil. Il avait l'air de dessiner une couronne dans le ciel... Ce type-là, il avait pas volé d'être fusillé. N'empêche qu'il n'avait pas les foies, et que nous étions tous secs, quand nous l'avons vu, devant le poteau, qui faisait bonjour à l'aéro, avec un air de se f.... de nous.

— C'est aussi une belle histoire, — dit Martin, — mais elle n'est pas gaie.

Et il se tourna sur son lit, pour chercher une diversion. Et dans le silence qui suivit, il aperçut son voisin de gauche, un vieux, rougeaud, peu glorieusement blessé d'une hernie, son visage usé de paysan sillonné comme une glèbe de mille petites rides, et qui riait, une lettre à la main. Ce récit ne l'avait pas ému, il pensait à tout autre chose. Et cette autre chose était sans doute d'importance, car, voyant que Cramoysan le regardait, il ne sut résister au plaisir de lui en faire part.

— C'est la bourgeoise qui m'écrit, — expliqua-t-il en tendant sa lettre : — elle m'envoie un échantillon de notre blé. Il sera pas vilain, cette année.

Et d'une main à l'autre, étirant les bras, dans l'orgueil de sa joie tranquille, il détendit une longue tige de blé, avec son épi, cinq ou six fois pliée dans sa longueur, pour mieux tenir dans l'enveloppe, et la fit admirer à Cramoysan.

— Quel symbole! — réfléchit Martin. — Dans la tuerie universelle, ce type qui ne pense qu'à son blé! Il y a encore des sages, par le monde... Et moi aussi, j'aurai une belle histoire à raconter; et ce sera aussi une histoire de guerre. Mais elle ne sera pas sanglante.

— N'empêche que la prochaine, vous la ferez sans moi, — poursuivait le chasseur à pied, las de rapporter ses exploits. — En voilà assez d'une! Huit blessures, sept citations : à la prochaine, je m'embusque.

— Tu dis ça, et je l'ai dit aussi, — concéda Martin, qui savait reconnaître ses bêtises, quand elles étaient dites par un autre. — Mais veux-tu savoir mon opinion? Eh bien, nous referons tous exactement la même chose que nous avons faite cette fois-ci, car on ne peut pas faire autrement; et nous irons encore un coup achever de nous faire casser ce qu'il nous restera de gueule!

XII

PASSY, ZÉRO, ZÉRO

Martin était rentré dans ses foyers (ce pluriel est singulier), et, après avoir passé six mois pour un héros, commençait à se dire qu'avec son bras de moins, il ne serait plus bientôt qu'un infirme, quand il s'aperçut tristement qu'il était à peu près seul au monde et qu'il ne fait pas bon de vieillir seul. C'est alors que, parmi ses fantômes, il retrouva Marie Sémilly.

Il n'avait jamais cessé de penser à elle, et il y avait dix ans qu'il ne l'avait revue. Il n'avait jamais cessé de penser à elle comme au plus délicat des regrets de sa vie, à la fois avec remords et tendresse, mais sans douter un seul instant, malgré le silence observé des deux parts, que le jour où il la reverrait, ils pourraient, en remettant les choses au point, renouer leur ancienne entente, et peut-être retrouver l'amour. Sa tendresse demeurait intacte, en réserve, dans son désir insatisfait; et il s'était toujours dit qu'un jour pourtant, elle pourrait s'épanouir, fleur tardive et d'autant plus belle. Son remords était à deux faces. Il se reprochait d'avoir autrefois si sottement renoncé à cette femme; et il se reprochait aussi, pensant à elle comme il le faisait, de n'avoir rien fait auprès d'elle pour la détromper, si par cas elle le jugeait mal. Tant qu'il s'était contenté de cultiver son souvenir, il ne s'était préoccupé que de lui, de ses sentiments, de sa constance; et comme il avait d'elle un regret, il se croyait tout innocent. Mais dès qu'il eut enfin résolu de la revoir, imaginant leur première rencontre, tout à coup il se demanda si elle serait encore devant lui comme elle était dans sa pensée, telle qu'il l'avait quittée, dix ans avant. Tout n'était-il pas à refaire? Se souvenait-elle seulement de lui? Et si oui, l'humiliation de n'avoir pas été la plus forte contre ses scrupules, n'avait-elle pas entretenu en elle du ressentiment? Marie n'avait pas répondu à ses lettres... « C'est peut-être une nouvelle conquête à entreprendre... » Bravement, il prit son parti. « J'irai chez elle, je lui dirai tout. Il ne se peut qu'elle ne m'entende. Du moins, j'en aurai le cœur net... »

Il apprit où elle habitait, s'y rendit. Au moment de sonner,

sa conduite lui apparut absurde, ridicule. « Que lui dirai-je? Il fallait d'abord la prévenir... » Il eut envie de s'en aller; puis se décida, et sonna, le cœur battant comme à vingt ans. On ouvrit : Marie Sémilly n'était pas chez elle. Il ne dit pas son nom, et fut soulagé. Mais au bas de l'escalier, il était triste. « Cela vaut mieux. Il faut essayer autre chose... »

Il s'en alla, vacant, ignorant que faire. Un souvenir de sa jeunesse lui revint. Il se vit, adolescent, oisif, ne sachant comment employer sa journée, après un rendez-vous manqué, dans l'ennui vide d'un dimanche. Mais ce n'était plus le même ennui, car l'enthousiasme était tombé. Un rendez-vous manqué ne le décevait plus. Il prenait son parti des choses. « C'est ainsi que cela doit être... » Et Marie ne le quittait plus. Cette première démarche l'avait engagé. Toutefois, maintenant, il avait peur de la revoir, et se demandait avec angoisse s'il n'était pas beaucoup plus sage de l'aimer dans l'ombre, sans qu'elle le sût. Cet amour dépendait de lui seul. S'il perdait l'ombre, pour la proie?

***

Marie Sémilly n'attendait personne et lisait dans son petit salon. La sonnerie du téléphone retentit. Sans déposer son livre, madame Sémilly décrocha distraitement le récepteur, et fit : « Allo ? »

Elle ne reconnut pas la voix qui lui parlait. Elle entendit son numéro, répété d'une manière interrogative, et dit : « Oui, c'est ici ». Puis son nom. Elle dit encore : « C'est moi, oui... qui parle ? »

La voix sans visage se fit plus douce et murmura : « C'est vous, Marie?... » Madame Sémilly, à l'appel de son nom délicatement prononcé, se détendit. Son nom, dit d'une certaine manière, lui faisait toujours l'effet d'une caresse. Comme elle était créole, un peu somnolente, on l'avait toujours par surprise. Étonnée de s'entendre appelée par son petit nom, d'un interlocuteur qu'elle ne reconnaissait pas encore, elle reprit : « Oui... c'est moi... Mais qui parle? Je ne reconnais pas la voix... »

— Vraiment? — entendit-elle, — vous ne me reconnaissez

pas? Cela n'a rien de bien étonnant, d'ailleurs. C'est quelqu'un d'autrefois, Marie... Non, il vaut mieux que je ne vous dise pas qui tout de suite... Une plaisanterie? Non, ce n'est pas une plaisanterie... Non, ce n'est pas Paul... ni Georges... ni Raymond... Ne cherchez pas, c'est inutile... Du moment que vous ne m'avez pas reconnu tout de suite, vous ne retrouverez certainement plus... mais non, vous ne couperez pas... Ce que je veux?... Mais je voulais entendre votre voix, Marie, tout simplement... Pourquoi? Mais parce qu'il y a des années que je ne l'ai pas entendue, et que j'y pense... J'ai voulu plusieurs fois déjà vous téléphoner. Je ne l'ai pas fait. Qu'auriez-vous pu croire? Maintenant, cela n'a plus d'importance... Mais non, aucune, je vous assure... La preuve, c'est que vous ne savez pas qui je suis... non, pardonnez-moi, mais je ne vous dirai pas mon nom... Mais non, vous n'allez pas couper... A moins que je ne vous dérange ... Vous êtes seule? Alors... Depuis combien de temps? Il y a longtemps, des années.... Quelqu'un qui vous a aimée, oui... non, je n'ai aucun intérêt à me moquer de vous. Je voulais vous entendre. Je ferme les yeux, il me semble que je vous vois... Votre voix est toujours la même, je suis sûr que vous n'avez pas changé... Écoutez, j'ai une petite chose à vous demander... Laissez-moi vous téléphoner comme cela, le matin... Une fois de temps en temps?... Vous dites non, d'abord... Je vous connais : vous dites non toujours, pour commencer... Vous savez, la différence qu'il y a entre un diplomate et une femme du monde... Ah! vous riez!... Oh! je vous en prie... riez encore... c'est délicieux, votre rire... Je suis bête? Non, je ne suis pas bête... ou du moins je ne le suis pas comme vous croyez... Encore une fois, je vous dis que ce n'est pas une farce... Si, vous me connaissez... Que je me nomme?... Pas encore... Cela me ferait tant plaisir que vous me retrouviez de vous-même... Si je me nommais tout de suite, vous vous méfieriez peut-être, vous vous fermeriez... Oh! non, pas d'explication! A quoi bon!... Ce que je veux? Mais je vous l'ai dit : vous entendre, voilà tout... Si je n'ai rien d'autre à vous dire? Non... Si... enfin pas aujourd'hui... Mais nous pourrions peut-être être amis, comme cela, par fil... Abuser de votre curiosité? Il me semble que vous étiez curieuse, autrefois... Mais je ne cherche pas du tout à abuser! Je n'ai

aucun intérêt à vous déplaire, voyons!... Pensez simplement à ceci : j'ai envie de vous entendre... souvent... Cela dépend de vous, évidemment. Si je vous déplais, vous raccrochez le récepteur : vous voyez que vous avez la partie belle. Donc, à moi de ne pas m'exposer à vous déplaire... Je fais fausse route? Non, vous vous trompez, ce n'est pas du tout ce que vous pensez... Oh! c'est délicieux, votre voix, dans l'obstination... Non, vous ne trouverez pas... Cherchez!... Si vous trouvez, je le saurai bien... Un ami, sûrement...

Marie Sémilly n'entendit plus rien. On avait raccroché, à l'autre bout du fil. Elle écouta un instant encore. La demoiselle vint. « Terminé? — Mademoiselle, pouvez-vous savoir le numéro avec lequel je viens d'être en communication? — Non, madame, je ne sais pas, je ne peux pas savoir. On nous demande un numéro, nous le donnons, nous ne savons rien d'autre... Et puis, même si nous savions,... c'est défendu... »

Madame Sémilly se rallongea sur le divan, mais ne reprit pas sa lecture. « Qui est-ce? se demandait-elle. Une mauvaise farce?... Pourtant, cette voix était sincère. Mais à qui donc peut-elle bien appartenir? Un ami, a-t-il dit. Un ami d'autrefois? D'il y a longtemps... des années... qui est-ce? »

Dans le crépuscule, Marie Sémilly évoquait les visages des hommes qui l'avaient aimée; et pour la première fois, avec le singulier malaise d'une pudeur alarmée, dans cette soudaine obligation de mettre un nom sur ses successives amours, elle s'aperçut qu'elle avait eu beaucoup d'amants. Assez, du moins, pour que, dans le nombre, le souvenir de l'un ou de l'autre disparût, se fût éclipsé à l'anglaise. Et dans son vaporeux esprit, commença cette difficile recherche d'un visage autrefois chéri, noyé dans un vague lointain. Recherche aussi difficile que d'un air de musique revenu parfois, sans qu'on s'en puisse dire le titre, sans rien trouver qui mette sur la bonne piste; ou celle d'un objet perdu depuis longtemps, dont on s'aperçoit seulement à l'instant qu'il y a longtemps qu'on ne l'a revu ou manié, qu'on s'en est servi pour la dernière fois dans des circonstances tout à coup à ce point précises que vous apparaît alors la certitude de ne le retrouver

jamais, égaré deux fois comme il est, dans le désordre, hier, et depuis, dans l'oubli...

« Il y a longtemps » avait dit la voix. Une voix douce, un peu voilée, sonore dans le grave, avec des finales chantantes. Une voix d'homme, d'homme sûr de lui. Comment pouvait-elle ne pas se souvenir d'une semblable voix? Marie Sémilly reconnut alors qu'elle n'avait elle-même donné d'attention à cette voix que faute de voir le visage, et parce que l'inconnu lui avait même parlé du charme et de la beauté de la sienne : rien d'étonnant à ce qu'elle n'eût pas remarqué cette voix auparavant... « Il y a longtemps ». Ce mot, qu'elle n'aimait plus prononcer, déclencha presque automatiquement, en Marie Sémilly, une inquiétude instinctive, comme tout ce qui évoque, dans l'esprit des femmes faites pour le plaisir ou l'amour, l'idée odieuse du temps. Elle prit son miroir, et s'y regarda. Elle n'y fit pas une découverte nouvelle. Elle n'avait rien à apprendre de son miroir. Mais chaque fois qu'elle s'y regardait, cette femme qui avait été si jolie ne pouvait s'empêcher de recevoir un choc. Elle avait les cheveux tout blancs.

***

Martin Cramoysan s'était laissé prendre à son subterfuge. Maintenant qu'il avait entendu Marie, il n'avait plus envie du tout de la revoir. Il se savait oublié d'elle. Quelle folie de remettre ainsi les pas dans les pas! Victime de la duperie des souvenirs, il avait cru qu'il suffirait de la retrouver pour qu'il leur fût possible de poursuivre ensemble la route au point où ils l'avaient laissée : il y eût fallu dix ans de moins. Il avait pris un vieux regret pour de l'amour; il n'était plus sûr de l'amour. Quand il téléphona à Marie pour la première fois, l'idée de ce détour le séduisait; il pensait ne pas se nommer tout d'abord et profiter de la surprise. La façon dont les choses tournèrent l'engagea, et bientôt il ne vit plus qu'un jeu dans cette situation bizarre. Il téléphona encore plusieurs fois. Le jeu parut être accepté, à l'autre extrémité du fil. Marie ne faisait pas de difficulté pour répondre à un inconnu : ce n'était plus une tendresse ancienne qui se renouait, mais un badinage nouveau, sur de nouveaux frais, entre une femme qui

n'était plus elle et un homme qui n'était pas lui. Et Martin qui avait compté qu'au bout de deux ou trois répliques, elle se serait écriée : « C'est vous ! » fut choqué de voir cette femme qu'il avait aimée et qui ne se souvenait plus de lui, se prêter si facilement à une conversation masquée, rire de ses calembredaines, accepter ce flirt anonyme ; et peut-être ne demander pas mieux que d'accorder un rendez-vous, qu'elle s'étonnait déjà de ne pas entendre solliciter, pour le plaisir de l'aventure. Ce n'était point ce qu'il attendait : Marie était plus belle dans son cœur. Avec mélancolie, il reprit d'elle une ancienne photographie qu'il avait gardée, du temps de son premier amour. Marie y figurait en robe de bal, décolletée ; son regard était plein de charme, craintif, un peu triste et comme fait d'étonnement. Un diadème couronnait sa merveilleuse chevelure, nouée sur la nuque en chignon. « Se coiffe-t-elle encore ainsi ? » L'épreuve était un peu jaunie : ces vieilles photos, où l'on est jeune... Et jusqu'à ces belles épaules nues, dont le galbe même est démodé... Cet air facile, souriant ; cet air de plier devant un regard d'homme... « Elle ne tombait pas, elle cédait... » C'est ainsi qu'il l'avait aimée ; c'est ainsi qu'il la regrettait. Il la voyait toujours pareille à elle-même. Se retrouverait-elle en cette image ?

Il voulut lui téléphoner au moins une dernière fois, l'entendre encore. Il entra dans un bureau de poste et demanda son numéro : Passy, zéro-zéro. Ce ne fut pas elle qui répondit. « Madame n'est pas là ? — Madame est sortie », dit un domestique.

Martin sortit de la cabine, et comme il payait sa communication, il se heurta à une vieille dame, qui demandait aussi Passy, zéro-zéro, d'une voix qui le fit se retourner. Mais il ne la reconnut pas non plus.

XIII

L'ANNIVERSAIRE DE BOUGIVAL

Un jour qu'il faisait de l'ordre en ses papiers, Cramoysan mit la main sur un calepin, daté de 1899, l'ouvrit au hasard et lut ces lignes : « 28 *juin, dîné à Bougival, au bord de l'eau,*

avec Prieur, Espoir, Solaire, Milès et Retor. A propos de l'Affaire, discuté sur le problème de la liberté. Je dis que le hasard nous mène et me fais conspuer. Rendez-vous à vingt ans d'ici, pour reprendre la discussion. »

Martin pensa :

— Tiens! quelle idée!... Ce serait drôle.

Il rencontrait toujours Espoir et Solaire. Milès était au centre de l'Afrique, Prieur avait disparu depuis longtemps. Martin avait un peu perdu de vue Rétor, absorbé par la politique. Il lui envoya un petit bleu pour le convier à ce dîner. Rétor répondit, Martin alla le voir. Rétor lui donna des nouvelles de Milès, qui se trouvait justement de passage à Paris : il viendrait sûrement. L'idée l'amusait.

Milès vint en effet au rendez-vous, accompagné d'un prêtre en qui Martin, à son étonnement, reconnut Prieur.

— Et la philosophie? — demanda Martin.

— Vous voyez, elle mène à tout, — dit en riant l'ecclésiastique.

Ils se mirent à table, sur la terrasse. Martin s'était fait réserver la même table qu'ils occupaient, vingt ans avant. Et tous les six, ils s'observèrent, chacun dans la pensée de se dire que les autres avaient bien plus changé que lui.

— Comme on se retrouve! — fit Solaire en dépliant sa serviette.

— Je te lis toujours, — dit Rétor.

— Eh! Eh! tu as blanchi, — dit au soldat le médecin.

Milès désigna du regard à Cramoysan sa manche vide.

— Éparges, — expliqua Martin.

Puis il dévisagea ses camarades, et les retrouva, moins leur jeunesse. Ils avaient réussi, monté en grade. La vie leur avait été favorable. Milès était colonel; Solaire, membre de l'Académie française; Espoir, de l'Académie de Médecine; Rétor, bâtonnier, sénateur, ancien ministre. Chacun sentait son importance et portait dans son extérieur le signe de sa profession, la considération de lui-même. Cramoysan seul n'avait pas eu d'avancement. De la petite troupe d'autrefois, lui seul demeurait simple soldat, et de deuxième classe encore, avec un bras de moins, comme de juste. Mais, ce qui le consola un peu, dans sa disgrâce, il vit que malgré les

honneurs, ses amis étaient devenus chauves, comme lui.

Au début, le dîner fut morne. Chacun voulait donner la meilleure opinion de lui, la plus conforme à sa légende. Comme on présentait la poularde, telle une conscience à scruter, Solaire la considéra d'un œil profond, où le rêve avait son domaine. D'avoir confessé bien des belles, il s'entendait en psychologie; et, commençant de professer, crut le moment venu d'esquisser son système du monde. La société était malade; il lui palpait le cœur, tâtait le pouls, prescrivait une nouvelle saignée, rapide, suivie d'une cure d'autorité. Le colonel Milès visait l'Académie. Il donna brusquement raison à l'écrivain. Il parlait bref, et de son ongle, sur la nappe, comme sur un plan directeur, dessinait des redans, des lignes, toute une défense à enlever; et il l'enlevait, d'un coup de menton, la main à plat sur un argument pour l'empêcher de s'envoler, avec la netteté de l'homme d'action, que le sentiment de la résistance renforce. Il s'exprimait exclusivement avec des verbes : agir, savoir, vouloir, préparer, réussir. Malgré soi, quand on l'écoutait, on rectifiait la position, on se mettait presque au garde à vous, et l'on se trouvait étonné qu'aucune trompette à cet instant n'ouvrît le ban. Lettré, charmant avec cela, un éclair de velours dans un œil d'acier. Et pour conclure, la main affable sur l'épaule, un regard électrifiant, une voix tout à coup plus douce : « Compris, mon petit? » Puis une pression : « Allez! » Et on allait. Un chef, vraiment, qui vous avait.

Le médecin Espoir, près de cet homme d'action, représentait la science prudente, enveloppée de modestie, d'humanité paterne, ne tranchait pas, arrangeait les choses, paraissait toujours hésiter, pour ne pas décevoir : il parlait toujours au futur, se disait l'homme du conditionnel catégorique. Le bâtonnier Rétor avait l'air de garder les sceaux, qu'on lui avait retirés pourtant, et parlait avec gravité de la Société des Nations. L'abbé Prieur ne disait rien, et souriait avec onction.

— Messsieurs, — dit Cramoysan à la fin du premier service et quand chacun eut solidement pris position, — tout cela est bien. Mais maintenant que vous avez sacrifié aux convenances, supposez que je vous aie fait boire un philtre qui vous

oblige à dire désormais la vérité; et montrez-moi le fond de vos cœurs. Car nous sommes ici entre nous, et nous savons assez à quoi nous en tenir les uns vis-à-vis des autres, pour nous payer le luxe d'être honnêtes, cinq minutes.

Ces mots d'abord jetèrent un froid. Chacun regarda son voisin à la dérobée, pour savoir si l'on devait rire ou prendre mal la plaisanterie. Puis tous à la fois éclatèrent de rire, et sur les visages détendus, vingt années d'application sérieuse s'envolèrent.

— Martin a raison, — dit Solaire en ôtant son monocle (et l'on vit combien son regard, à nu, était triste). — Il faut une fois dans la vie ne pas avoir peur de soi-même et oser dire sa vérité : d'ailleurs, elle n'engage à rien quand on dîne. Je confesse que la mienne est mélancolique; car je ne crois plus à la beauté, je ne sais trop ce qu'est la gloire, il y a vingt ans que je n'ai pas écrit un vers, la prose a eu raison de moi. Je ne fais plus que des romans, je gagne tout l'argent que je veux, je ne sais pas où nous allons et je regrette ma mansarde.

Les autres furent soulagés. Le colonel, qui tambourinait sur la table avec un agacement visible, jeta son menton en avant, signe de décision chez lui. Il parla, et dit :

— Messieurs, vous aurez satisfaction, mais deux minutes seulement : je réserve ma liberté d'action pour l'avenir. J'ai vingt ans de vie coloniale. Je connais les hommes; j'ai tout vu, tout fait, tout appris. J'ai bâti des villes où il n'y avait rien, doté le Sahara d'eau courante et de chemins de fer, pacifié des tribus guerrières, et rendu belliqueux des peuples paisibles, c'est à quoi vous reconnaissez le parfait colonisateur. J'ai fait la guerre, elle m'a dégoûté, car pour prendre ou pour conserver, elle ne sait rien que détruire. J'ai bataillé toute ma vie pour la civilisation. Je me suis aperçu à la fin qu'elle n'empêche pas les hommes de mourir, et qu'elle n'a jamais fait que remplacer un chameau malade par un chameau qui ne va pas bien. Je ne crois plus à la discipline, parce que, si j'ai bien réussi, c'est pour avoir toujours désobéi. Et j'ai bien peur que l'ordre ne soit rien d'autre qu'un jeu de cubes. Voilà mon bilan.

Le bâtonnier, même en veston, écartait toujours par ses gestes les gênantes ailes de ses manches. Il parlait avec éloquence, et jusque dans l'humilité.

— Je croyais, — dit-il, — à la Loi : mais j'en ai fait un si grand nombre, que j'ai perdu de vue ce singulier. L'abondance des lois, en effet, cache la Loi à nos regards comme les arbres cachent la forêt. D'ailleurs, il n'y a pas plus de Loi qu'il n'y a de Justice : nous ne nommons ainsi que le besoin que nous avons d'elles. Car la Loi supposerait l'existence d'une Vérité, et il n'y a que des vérités. Je vois des faits particuliers; je trouve à chacun son excuse. J'ai plaidé aujourd'hui pour un homme qui a crevé d'un coup de poing l'œil valide d'un borgne. Ainsi le borgne est devenu aveugle. Mon client n'était pas coupable d'avoir rendu ce borgne aveugle : c'était au borgne à ne pas l'être. Est-il juste que mon client soit condamné à payer une indemnité comme s'il avait crevé deux yeux à son adversaire? Et faut-il qu'il paye pour deux quand il n'en a crevé qu'un seul? Toutefois, est-il juste aussi que l'aveugle soit seulement indemnisé de cet œil unique qui voyait pour deux?

L'abbé Prieur prit la parole, et baissa les yeux : on conçut alors qu'il allait s'exprimer avec franchise :

— J'ai fait le tour des philosophies, et n'en avais retiré que le vaste besoin de croire quelque chose qui ne se prouvât pas. J'avais cru rencontrer la Grâce (j'avoue que je la cherche encore) et je suis entré dans les ordres. J'y ai appris l'hébreu, le syriaque et le chaldéen pour lire la Bible et l'Évangile dans le texte, mais j'y ai vu tant d'erreurs de dates qu'ils ne m'ont pas persuadé, et j'ai complètement perdu la foi. Je ne suis pourtant pas un mauvais prêtre, mais je suis bien embarrassé, car j'ai beau faire et raisonner, je ne puis donner tort à Darwin.

Le médecin sourit à son tour, et avec un soulagement évident, quitta son air de doute professionnel pour celui de la certitude :

— Je ne crois plus à la science, et nous changeons tous les deux ans nos façons de soigner un rhume. Il n'y a pas de maladies : il y a des malades, et c'est tout.

— Eh bien! — fit Cramoysan, — vous n'êtes pas gais! Et ceci m'a tout l'air d'un dîner syndical de faillis retirés après fortune faite. Mais je suis latin, j'aime conclure. Quel enseignement tirez-vous de vos expériences?

Le romancier remit son monocle, et son œil redevint profond, sous une feinte modestie :

— Je ne crois pas à la Gloire, assurément. Mais il y a les gros tirages; et je n'ai point vu la Beauté, mais il reste l'Intelligence. Or, tout comprendre, c'est beaucoup...

Le colonel frappa de son poing serré sur la table et couvrit Cramoysan d'un regard de pervenche :

— Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, pas plus que de réussir pour persévérer, a dit le Taciturne. Croyez-vous qu'il soit nécessaire de croire à quoi que ce soit, pour satisfaire à l'exclusif besoin d'agir?

— Que peut bien faire la Justice, — dit le légiste en étalant ses mains, paume en dehors, à l'évidence, — que peut bien faire la Justice, du moment qu'on peut recourir à des transactions?

Le docteur avait repris son air de doute.

— Nous autres savants, nous ne savons peut-être rien. Mais il y a la charité...

— Oui, — fit le prêtre avec douceur, — et la charité, c'est bien beau! — Mais il n'en dit pas davantage.

...La Seine, au pied de la terrasse, coulait un flot tranquille, où se reflétaient les étoiles. La lune apparut au lointain, dans un rideau de peupliers. Des papillons de nuit s'affolaient autour des lumières. Et le chèvrefeuille embaumait la nuit, la nature immuable.

« Comme ils ont changé! » pensait Cramoysan, en considérant ses amis, et s'efforçant de retrouver sur leurs visages une image vieille de vingt ans. Il eût voulu leur prendre à tous les mains, les consoler et se consoler avec eux : il les sentait si tristes, dans le silence retombé! Et les cigares seulement étaient-ils bons?

Ils se séparèrent enfin, mais sans envie de se revoir. Chacun reprit son masque et s'en alla. Et Martin réfléchit longtemps sur le cas de ses compagnons d'obscurité. Ils ne lui avaient rien appris qu'il ne connût d'eux par avance. Il ne vit en eux que des gens aveuglement restés fidèles au plan de vie qu'ils s'étaient formé aux jours de leur jeunesse enthousiaste : la vie, en les couvrant de fleurs, avait eu enfin raison d'eux.

Il vit qu'ils agissaient toujours au nom de principes auxquels ils avaient depuis longtemps cessé de croire; mais ils faisaient comme s'ils y croyaient, étant obligés de se donner une routine, sans quoi ils n'auraient rien pu faire.

— Ce sont des gens de bonne foi, qui cherchent à se duper eux-mêmes.

A cet éclairage, Martin prit le parti qu'il jugea le moins déraisonnable et résolut de ne plus se piquer de rien, sans poursuivre la lumière dans les ténèbres. Mais l'envahissement continuait, et Cramoysan continuait à s'étonner de sentir en lui tant de mystérieuses ficelles, qui le faisaient changer chaque jour un peu plus, jusqu'à ne plus se ressembler.

XIV

A PÈRE PRODIGUE, ENFANT PERDU.

Martin replia le *Temps*, qu'il venait de lire, et passa dans la salle de jeu. Repris par le démon des cartes, il achevait doucement de perdre le peu qui lui restait de sa fortune. Il aperçut Rétor, à une table, et deux bridgeurs, dont un vieux monsieur à barbe blanche, qu'il connaissait de vue pour le rencontrer à ce même cercle tous les jours. Rétor interpella Martin.

— Voulez-vous faire un quatrième?

Martin accepta, et fut vaguement présenté.

— Charmé, monsieur Martin, — dit le vieillard qui s'appelait Gerbier de Joncs, et se trouvait un peu dur d'oreille. — Qui donne?

Rétor battit les cartes. Martin avait M. Gerbier de Joncs pour partenaire. Quand ce fut à son tour de faire : « Voulez-vous que je donne pour vous? » demanda Rétor.

— Du tout, — fit Martin, qui avait la coquetterie de ne pas paraître maladroit, quoique manchot. — Je peux donner d'une seule main.

Il prit les cartes en un paquet, et, faisant glisser celle de dessus, les distribua en effet sans erreur et rapidement.

— Tiens! — observa Gerbier de Joncs, — lorsque j'étais en Amérique, et ce n'est pas d'hier, j'ai connu quelqu'un

qui servait toujours comme cela. C'était un certain Cramoysan.

Martin leva brusquement la tête et regarda le vieux monsieur.

— Vous avez connu un Cramoysan?

— Oui, très bien, — fit M. Gerbier, en rangeant ses cartes. — Vous en connaissez?

— Un peu, — dit en riant Martin : — c'est mon nom.

— Ah? J'avais entendu Martin... Excusez-moi.

Et par-dessus ses bésicles, à son tour, il dévisagea son partenaire.

— C'est à Cramoysan de parler, — dit Rétor qui n'aimait pas que l'on interrompît le jeu.

— Ce sera un pique, — dit Martin.

Rétor enchérit :

— Sans atout.

— Trois piques, — dit Gerbier de Joncs.

— Bigre! — émit le partenaire de Rétor. — C'est bon!

— Vous ne contrez pas?... non?... Alors, c'est à vous, cher ami.

Martin qui jouait bien d'ordinaire, se coupa une carte maîtresse, oublia de faire tomber l'atout, et perdit cinq trics.

— A quoi pensez-vous? — s'exclama Gerbier. — Il fallait faire la passe à trèfle, vous preniez la dame en fourchette, battre atout et défiler vos carreaux maîtres. Nous perdons trois cents.

— Je vous demande pardon, — dit Cramoysan. — Mais je pensais à autre chose.

— Cela se voit, — conclut Rétor. — Deux cœurs.

— En Amérique? Un Cramoysan? Mais alors?... — se disait Martin. — Ce serait curieux....

Il n'était plus du tout au jeu, fit faute sur faute, perdit la partie. Le vieux Gerbier le regardait toujours avec une curiosité intriguée. Quand ils se levèrent :

— Je vous ai fait perdre, — dit Martin, — excusez-moi. Mais... j'ai quelque chose à vous demander....

— Moi aussi, — fit en souriant M. Gerbier de Joncs. — Je dîne ici, voulez-vous que nous dînions ensemble?

— J'allais justement vous en prier, — répondit Cramoysan.

Ils passèrent au restaurant.

*
* *

— Le Cramoysan que j'ai connu... voyons? ce devait être en soixante-seize, et, si je ne me trompe, à San Francisco. J'ai dû le rencontrer au cercle... Nous avions un club, où se retrouvaient les Français de passage... Il jouait beaucoup, il avait des mains extraordinaires; je l'ai vu passer dix fois de suite au baccara, faisant paroli, tenant banco, gagnant ou perdant une fortune en une nuit, avec un calme surprenant. Un charmant garçon, d'ailleurs, mais sans beaucoup de suite dans les idées. Je l'ai retrouvé plus tard à New-York, il s'occupait alors d'affaires de Bourse. Nous habitions la même maison. Un beau jour il a disparu en enlevant une chanteuse : il était porté sur les femmes... Je crois qu'il était marié en France, et n'avait pas été très heureux en ménage; c'est pourquoi il avait tout planté là, et passé en Amérique, il y avait encore une histoire de femme là-dessous. Quel âge il pouvait avoir? Une trentaine à cette époque, peut-être un peu plus... Je crois qu'il avait fait la guerre; nous en parlâmes, en effet. Je me souviens qu'il me raconta l'affaire du Bourget, où il se trouvait, et fut blessé : de là, emmené en captivité... Parfaitement, nous avions parlé de Torgau, où j'étais moi-même prisonnier. Nous devions être du même âge; je suis de quarante-cinq, calculez... Joseph Cramoysan, voilà son petit nom qui me revient... Il avait des yeux bleus très clairs... presque gris... un peu comme les vôtres, il me semble... Je n'avais pas remarqué que vous aviez les yeux aussi clairs... Serait-ce l'un de vos parents?

— C'est mon père, — répondit Martin, très ému.

— C'est donc cela!... Je me disais aussi, en vous regardant... En effet, vous lui ressemblez! Seulement, il portait la barbe, et vous n'en avez pas, voilà ce qui vous change. J'aurais dû pourtant vous reconnaître, à votre front, et à vos yeux... Voilà donc ce qui m'a tant frappé, tout à l'heure, quand vous avez donné les cartes, d'une seule main... Il donnait toujours comme cela... Quelle rencontre!... mais vous deviez être bien jeune quand il était en Amérique... mil huit cent soixante-seize...

— Je suis de soixante-douze, — dit Martin. — Mon père

avait quitté la France très jeune. Je ne me souviens pas de l'avoir connu. Je l'ai peut-être vu une fois dans ma vie... L'avez-vous de nouveau rencontré, après New-York?

— Oui, — dit monsieur Gerbier. — Et par un singulier hasard. Je l'avais perdu de vue, comme je vous ai dit, et ma foi! quasi oublié, quand deux ans plus tard, je l'ai retrouvé sur le bateau qui me ramenait en Europe. Il avait beaucoup vieilli, il était changé : il devait avoir des ennuis. Il ne parlait guère de lui, mais maintenant je me souviens... N'est-ce pas curieux, ces détails que l'on croit perdus, et qui reviennent à la mémoire, comme si l'un en appelait un autre?... Un soir, sur le pont, nous avons longuement parlé, il m'a fait quelques confidences... Avait-il le pressentiment qu'il n'achèverait pas ce voyage, et voulait-il s'ouvrir, se décharger, auprès de quelqu'un dont il avait reconnu la sympathie, de tant de choses non dites, accumulées en lui, depuis longtemps, dans le silence?... C'est alors qu'il m'a raconté ce que je sais de lui, et que je vous ai dit. Il avait un fils, en France; il revenait pour le retrouver. Il venait d'apprendre la mort de sa femme. Il paraissait préoccupé, un peu exalté : j'ai compris qu'il avait fait quelque bêtise, qu'il regrettait une vie gâchée... Mais la pensée de cet enfant dont il ne s'était pas soucié jusque-là avait l'air de l'intéresser beaucoup. Pauvre garçon! Il n'aura pas eu la joie de vous revoir.

— Qu'est-il arrivé? — demanda Martin, dont le cœur battait.

— Il est mort brusquement à bord, en rade de Cherbourg, de la rupture d'un anévrisme. On a débarqué son corps, je l'ai accompagné au cimetière. Je n'ai pu prévenir personne. Je ne savais de lui rien de plus que ce qu'il m'avait dit. Qui aurais-je pu prévenir?

Martin était plongé dans un abîme. Ce père inconnu, qui lui revenait, si tard, par ce hasard? Il s'imagina qu'il rêvait, jouait une scène déjà vue, dans laquelle il eût été acteur, une autre fois. Le regard perdu, le menton au creux de sa main, cachant le bas de la figure...

— Il est vrai que vous lui ressemblez! — dit encore M. Gerbier de Joncs. — Et puis, tenez... ce geste que vous venez d'avoir, de ramasser une miette sur la nappe, du bout

de l'index, et de la porter à votre bouche... Je me souviens parfaitement... c'est un geste que votre père faisait souvent, quand il pensait à autre chose. Pourquoi faut-il que je me rappelle cette bêtise? Il me semble que ce n'est pas vous et que c'est lui que j'ai devant moi!

« Ah! se disait Martin, agacé qu'une si providentielle rencontre aboutît à si peu de chose : voilà d'où me vient ce tic! Ayez donc un père!... »

***

Il revit M. Gerbier de Joncs plusieurs fois : avec curiosité d'abord, puis avec passion; et bientôt enfin, malgré l'immense attrait de cet homme hier inconnu, qui lui ramenait une si grande part de lui-même, il le quitta chaque fois avec dépit. Il ne put jamais rien tirer d'autre de cet homme qui avait approché son père, et le pouvait, le seul au monde, entretenir de lui : M. Gerbier de Joncs avait tout dit dans leur première conversation, où la surprise avait fait foisonner ses souvenirs, comme une mine longtemps dormante, venant soudain à exploser, produit une gerbe, et c'est tout. Dans sa lueur rapide, passagère, sa mémoire éclairée avait retrouvé brusquement tout ce qu'il connaissait du père de Martin Cramoysan. Il répéta ses souvenirs, les distendit, les délaya, n'y ajouta rien. Même, en les répétant, il les affaiblit, et Martin eut le sentiment que le vieillard, heureux de cette occasion de faire, devant un témoin bienveillant, intéressé à l'écouter, un retour sur sa propre vie, ajoutait au premier crayon qu'il lui avait le premier jour tracé de son père, des touches molles, incertaines, qui, sous prétexte d'embellir ou de préciser, noyaient sa première impression, la rendaient confuse : comme ces mauvais peintres qui font de bonnes esquisses du premier jet, et les gâtent en peinant dessus.

Dans cet événement capital qu'était pour lui la découverte de son père auquel il n'avait jamais pensé que pour constater l'absence de tout souvenir personnel, de toute exacte précision (hors les quelques vagues renseignements arrachés autrefois à son tuteur peu loquace et vite fermé dès qu'il s'agissait de ce Cramoysan fugitif : il avait fait la guerre de soixante-

dix, avait vécu en Amérique, n'avait jamais donné de ses nouvelles), Martin éprouva d'abord un irritant malaise. Son père l'avait abandonné; ce père lui était complètement étranger. Il lui en voulut de ses fautes, il les jugea sévèrement. Puis son habitude de dissocier les idées le fit peu à peu s'apercevoir qu'en pensant à ce père prodigue, il y pensait par rapport à lui, et que ses griefs, quelque légitimes qu'ils fussent, l'empêchaient de s'en faire une vue juste, désintéressée. Alors, il se souvint de ce que lui avait dit Gerbier, à la fin de leur première conversation, la seule véritablement importante : son père, sur le navire qui le ramenait en France, vieilli, changé, chargé de soucis, rongé peut-être d'un remords, et revenant en France appelé par l'idée de son fils. Ces dernières touches apportées au portrait de son père le lui montrèrent sous un jour nouveau : il le découvrit isolé, repentant, malheureux. Il se le représenta, au cours de cette dernière traversée, comme un émigrant de retour, en route vers la patrie perdue, les bras tendus vers son enfant abandonné, mais retrouvé déjà dans son cœur; et cet enfant, c'était Martin, c'était lui-même. Ainsi la suprême pensée de son père avait été pour lui. Cette découverte impressionna vivement Martin, et de son fond le plus caché, un flot de reconnaissance monta vers ce fantôme paternel aux bras tendus. Et cette mort, au port, avant d'avoir pu même boucler heureusement sa boucle, et toucher du pied le foyer déserté, retrouvé! Une grande pitié remplit Martin. Il voulut voir la tombe de son père.

***

Dès son arrivée à Cherbourg, Martin se fit conduire au cimetière; et grâce aux renseignements communiqués par Gerbier de Joncs, il retrouva sur les registres la date exacte de l'inhumation de Joseph Cramoysan : le 22 mars 1878. Mais il n'y avait pas de concession à son nom : les restes avaient été déposés à la fosse commune. Martin s'y rendit tristement, contempla l'espace anonyme. Son père était quelque part là, dans cette terre : nulle croix, nulle pierre à son nom. C'était bien là la dernière demeure qu'il fallait à ce

pauvre errant. Où s'agenouiller? Où jeter des fleurs? Martin avait pensé qu'il pourrait rêver longuement sur l'étroite place où dormait son père, communiquer de la sorte avec lui, circonscrire au moins du regard le lieu qui en avait reçu la forme passagère... Son regard n'embrassa rien... Il ne pouvait parler qu'à un fantôme. Autant valait qu'on l'eût jeté dans l'océan, un boulet au pied, comme on fait à qui meurt en mer. Sa pensée flottait vaguement, autour d'une ombre insaisissable. Ce père inconnu retrouvé par hasard, il crut le perdre une seconde fois. L'ombre lui échappait encore.

Il s'assit sur un banc, rêva. L'idée de la mort ne l'épouvantait pas. Il l'avait conçue trop souvent, pendant la guerre. Il avait tant vu mourir, autour de lui! Il s'était lui-même vu mort, lui aussi, en rêve, en pensée, dans quelles circonstances donc? La véritable mort était ailleurs : dans tout ce qui nous échappe, nous fuit chaque jour; dans l'heure qui coule, et le désir inassouvi, dans le bonheur qui passe à portée de la main et que la main n'a pas saisi; dans un regard qu'on ne reverra plus; et en nous-mêmes, chaque jour, dans cette partie de nous qui disparaît à tout instant sans laisser de trace, au point que nous ne savons plus, après un mois, ce que nous avons fait, dit ou pensé. Fleuve sans fin coulant des choses, des êtres, de nous-mêmes... La voilà, la mort véritable : non pas une fin, mais un devenir perpétuel, un éternel dispersement... C'était cela qui était triste; et ce père inconnu, non vu, qu'il n'avait jamais songé à aimer, à connaître, fumée flottante, insaisissable, dont sa pensée était hantée.

Un oiseau chanta. Les feuilles bruissaient doucement, le ciel était pur. Ce lieu funèbre était sans tristesse. Un air endormant, un apaisement vague baignaient les tombes autour de Martin. Cette immensité de la mort éparse parlait de repos et de paix, l'imprégnait doucement peu à peu. Sa tristesse n'avait rien d'amer. Peu à peu le calme descendait en lui. Il se remit à penser à son père, sans irritation, sans colère inutile contre l'ordre éternel des choses. Et dans cette pacification, cherchant à reconstituer, sur le peu qu'il savait de lui, la figure incertaine de son père, seul lien qui l'attachait fragilement à l'univers, par une douceur inattendue, Martin entrevit avec étonnement qu'il commençait à s'expliquer

bien des choses qu'il n'avait jamais comprises de lui-même.

— Il n'aura pas été heureux, et il est parti. C'était d'un sage. Il aimait le jeu, les femmes, son plaisir, il a couru des aventures. Il a fait du mal sans le vouloir, et à la fin, quand il a été maté par la vie, il a voulu revenir pour réparer ce mal... Ce n'est pas d'un méchant homme. Est-ce que ce n'est pas un peu mon histoire? Moi aussi j'ai été joueur, moi aussi j'ai fait mille folies pour les femmes. Moi aussi, j'aurai eu un mauvais ménage, et fait du mal sans le savoir. Est-ce que Marie n'a pas été malheureuse à cause de moi?... Pas longtemps, possible, et elle a pu se consoler, elle aimait les consolations. Mais enfin, tout de même, je l'ai peut-être déçue... Et moi aussi j'aurai connu les aventures : la guerre, c'en était une... Moi aussi la vie m'a maté. Je ne suis plus le même qu'à vingt ans.

Son regard tomba sur ses chaussures. Il s'aperçut qu'elles étaient laides, mal nouées, et ses chaussettes, pas tirées. Son pantalon n'avait plus de pli.

— Je me néglige, — observa Martin. — Autrefois, j'étais élégant, je faisais attention à ma toilette; j'avais la curiosité de moi-même. Et maintenant ça m'est égal. Que de choses ainsi! Autrefois, j'aimais raisonner, j'aimais à rechercher les causes, je voulais tout savoir, tout expliquer. A présent, je m'en moque. Je vis au jour le jour. Advienne que pourra! C'est curieux, comme on peut changer...

Alors, il eut le sentiment qu'il s'était depuis longtemps insensiblement modifié; que sa personnalité, dont il avait été si vain naguère, peu à peu s'était déplacée, défaite : comme si peu à peu il tendait à ressembler davantage à quelqu'un qui n'était pas lui; comme si une personnalité nouvelle s'était, par infiltration lente, endosmose, substituée à son caractère initial. A tout instant, il se surprenait faisant un geste, disant un mot qui l'étonnaient. « Ce n'est pas moi, cela! » Il cédait, pourtant, à ce joug. Il se laissait aller dans le courant, entraîné par un flot plus fort. Il n'éprouvait plus de goût pour la discussion; il ne recherchait plus les causes. « Ça ne vaut pas la peine. Et qui convaincre? De quoi? Pourquoi? » Il se contentait de prendre les faits, tels qu'ils se présentaient, l'un après l'autre. Les grands problèmes qui s'étaient posés

à son esprit, il ne se préoccupait plus d'en trouver la solution. Il vieillissait.

Pendant qu'il dînait, le soir, au buffet de la gare, et réfléchissait aux impressions de sa journée, il se prit sur le fait : piquant, de son index mouillé, les miettes sur la nappe, les portant à sa bouche. Il sourit.

« Tiens! Gerbier dit que c'était une manie de papa! »

Pourquoi fut-il attendri par cette niaiserie?

« Qui est-ce qui tire les ficelles? se demandait-il, pensant aux choses que l'on fait sans savoir pourquoi, comme si nous obéissions toujours, sans nous en rendre compte, à quelque obscure tyrannie. Car il est bien certain que nous ne sommes pas aussi libres que je croyais, et que décidément le hasard a bien de la suite dans les idées. Est-ce que cette absence de liberté ne serait pas tout simplement un héritage? »

Il accepta presque avec plaisir cette hypothèse, que s'il ne se ressemblait plus lui-même, c'est qu'il ressemblait à son père. Mais comme il ne l'avait pas connu, et ne pouvait se comparer à lui, il n'en était pas tout à fait sûr.

XV

DIEU A LE DERNIER MOT

Martin Cramoysan se coucha comme d'habitude à dix heures. Il avait le cœur fatigué. « Je ne devrais plus fumer le cigare, pensa-t-il. Ça vous démolit l'estomac. » — Un nouveau pincement au cœur : Cramoysan alluma sa lampe. Il se sentait pris à la gorge, il étouffait. Un mot, lu dans une lettre de Stendhal, fulgura soudain à son esprit : « Colleté avec le néant... » Et en effet, ce qu'il éprouvait, dans son affre, c'était l'impression d'une lutte, comme si un géant invisible lui appuyait du genou sur la poitrine, à l'écraser. Martin Cramoysan se vit encore une fois mourir. Il avait perdu la partie, sans nul espoir de se refaire, la salle de jeu allait fermer. Il eut la sensation que son cerveau faisait un tour complet sur lui-même dans sa boîte cranienne, et, comme un kaléidoscope en panique, projetait brusquement sous ses yeux toute sa vie passée depuis

quarante ans. Il vit ses amours, ses chagrins, ses peines, ses plaisirs, ses espoirs naïfs, ses déceptions sérieuses; il vit des femmes qui souriaient, et dont le visage aussitôt s'effaçait, dès qu'il allait mettre un nom sur leurs traits oubliés. L'une lui tendait les bras en s'éloignant; une autre le considéra plus longtemps, avec un œil enamouré, et soudain éclata de rire; puis son visage délicieux changeait, se fanait, boursouflait, devenait hideux, et l'éclat de rire continuait avec une vulgarité atroce. Une troisième, sans mot dire, tenait un enfant dans ses bras. Il vit des masques d'hommes inconnus, dont il se rappelait confusément qu'ils avaient été ses amis, et il ne pouvait pas les nommer non plus. Un d'entre eux le contemplait avec tristesse, et portait la main vers sa trempe trouée et saignante. Un Allemand vêtu de vert s'écroulait sur lui en poussant un horrible cri, et le couvrait de son sang chaud... Puis des décors de villes, des paysages et des rues, un cimetière où un oiseau chantait, — un fourmillement d'images; tout cela rapide et brouillé, en beaucoup moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Martin Cramoysan eut l'impression de reconnaître un de ses anciens cauchemars. Il avait encore la main posée sur le commutateur. A peine la lumière fut-elle faite, il laissa retomber son bras. Il était mort.

Il parut aussitôt devant Dieu. Mais il n'en fut pas étonné.

« Quoi? se dit l'âme de Martin, est-ce que j'aurais déjà vu Dieu? »

Mais Dieu le considérait sans rien dire. Et ce silence équivalait à une interrogation terrible.

— Seigneur, — exposa humblement Martin, aveuglé de lumière céleste au sortir des humaines ténèbres, — Seigneur, j'aperçois mon erreur. Toutes les sottises qu'un homme intelligent peut commettre au cours de sa vie, je les ai faites. J'ai perdu ma fortune au jeu; j'ai eu un fils, et ne m'en suis même pas douté; j'ai épousé une femme idiote, j'ai renoncé pour elle à un grand amour; mon meilleur ami m'a trompé, et sans aucun ressentiment j'ai causé la mort de cet homme; et je me suis fait estropier pour des idées que je ne pensais pas les miennes. Ainsi j'ai commis le mal sans méchanceté, et fait le bien avec indifférence. Je croyais à la liberté : elle n'est qu'un désir de l'âme. Seigneur, vous nous avez chargés de chaînes.

Il se tut. Le Tout-Puissant rêva, et dit alors avec tristesse :

— Toi non plus, tu n'as pas été heureux sur la terre...

— Non, Seigneur, — gémit l'âme en peine. — Mais ça ne fait rien. Et si je pouvais revivre ma vie, en sachant ce que je sais...

Mais Dieu secoua doucement la tête.

— A quoi bon? Une fois suffit. Si vous pouviez recommencer, vous referiez toujours les mêmes choses. Et pour recommencer différemment, il faudrait que vous ne fussiez plus les mêmes, devant les mêmes circonstances : ce ne serait plus recommencer.

L'âme de Martin émit un soupir :

— Alors, Seigneur, pourquoi nous avoir donné l'Espérance? On croit toujours qu'on fera mieux....

— Quel optimiste! — fit saint Pierre.

ÉMILE HENRIOT

LES FAUX ASSIGNATS

La situation financière actuelle a suggéré à de nombreux auteurs des comparaisons fréquentes avec celle de la Révolution, et l'on a tant soit peu abusé de ces rapprochements souvent plus ingénieux qu'exacts, plus superficiels que vrais. Mais il faut avouer que les faits dont nous sommes les témoins intéressés et les victimes mal résignées tournent parfois notre pensée presque irrésistiblement vers les choses du passé. Les nobles étrangers qui viennent de se signaler à l'attention et à la justice par leurs qualités de faussaires semblent avoir été démasqués à point nommé pour nous remémorer qu'autrefois déjà, la France, à l'aurore de sa liberté, eut à se garder des contrefacteurs.

I

On sait l'histoire des assignats. Les décrets des 19 et 21 décembre 1789 en créèrent pour 400 millions qui reçurent cours de monnaie par décret du 17 avril 1790. Quand les planches et le matériel de fabrication furent brûlés en cérémonie sur la place Vendôme, le 30 pluviôse an IV (19 février 1796), la valeur nominale des émissions s'élevait à 45 milliards 500 millions environ dont 35 milliards en circulation. La valeur d'échange contre les denrées ou le numéraire métallique est plus difficile à connaître, car la dépréciation varia non seulement selon les temps, mais aussi selon les lieux; la perte subie par les assignats à diverses époques, dans divers dépar-

tements n'a d'ailleurs été enregistrée que par des documents officiels qui servirent au règlement des affaires mais qui ne sont pas strictement contemporains. Certains historiens, comme Louis Blanc et Jaurès, attentifs aux services rendus par le papier-monnaie, croient que les cours se maintinrent « suffisamment » dans les premières années; d'autres, comme M. Marion, observent de préférence les troubles économiques et les ruines causés par la monnaie de papier qu'ils jugent sans aucune indulgence ni circonstance atténuante. Ces derniers n'ont certainement pas tort, mais leur sentence absolue appelle peut-être quelque légère atténuation. Un des plus sagaces observateurs du temps, Grivel, dont les rapports viennent d'être publiés par M. Caron, attribue, le 17 pluviôse an II, la hausse des vivres à Paris à une sorte de pénurie et non à la dépréciation du papier, car, dit-il, les assignats sont au pair. De même un boursier qui, le 17 frimaire an IV, dînait pour 1 000 livres en assignats, évaluait sa dépense au cours du jour à 4 livres 10 sous et s'écriait : « En vérité, c'est délicieux ces assignats; je n'aurais pas dîné si bien autrefois pour 12 livres. » Qu'est-ce à dire, sinon que le papier jouissait alors d'un pouvoir d'achat supérieur à celui que le change exprimait?

Quoi qu'il en soit, quelle qu'ait été la courbe de la chute, il paraît certain que le fléchissement s'accentua à partir de la fin de 1792, malgré un relèvement passager dans les derniers mois de 1793. Au début de 1795 les assignats ne valaient plus guère que 15 à 20 p. 100 du pair et leur dégringolade devint vertigineuse quand le Directoire, pouvoir exécutif au prises avec des Chambres bavardes, eût succédé à la Convention. Le louis de 24 livres en valait à peu près 8 000 en papier quand les émissions prirent fin. D'une façon générale, la dépréciation avait été plus rapide dans les départements frontière que dans ceux de l'intérieur.

Incontestablement, la cause principale de l'avilissement du papier-monnaie fut sa surabondance, tant par rapport aux besoins économiques que par rapport à la valeur des biens qu'il représentait. Nombreux furent les révolutionnaires qui virent le danger, comme Marat, Saint-Just, Tallien, pour ne citer que ceux-là et Danton qui déclarait le 10 mars 1793 : « La situation nationale est cruelle; les signes représentatifs

sont en France dans une trop grande disproportion. » Mais cette cause n'agit pas seule : d'autres influences pesèrent aussi sur les cours.

La détresse permanente du Trésor en est une. Les domaines de la Couronne, les biens du clergé, les biens confisqués sur les émigrés ou les condamnés politiques qui constituaient le gage propre des assignats n'étaient pas susceptibles d'une mobilisation rapide et facile; les paiements destinés à acquitter l'achat de ces biens, s'effectuaient lentement, n'alimentaient pas la Caisse de l'Extraordinaire assez largement pour que les émissions successives exigées par les nécessités journalières ne parussent pas dépourvues de contre-partie. En outre les impôts ne rentraient pas et les dons ou contributions patriotiques, les taxes sur la richesse, les emprunts forcés procurèrent plus de désillusions que de ressources. La Révolution qui suscita et réalisa partiellement la levée en masse des défenseurs de la patrie ne sut ou ne voulut pas entreprendre la levée en masse des contribuables.

D'autre part, les tendances de l'opinion publique n'étaient rien moins que favorables aux assignats. Sans considérer l'action des événements politiques eux-mêmes, nous voyons qu'à partir de 1792 l'hostilité violente du peuple contre les capitalistes et les agioteurs qu'il accusait de tous les maux conduisit le gouvernement à proscrire l'emploi du numéraire de métal, à dissoudre les compagnies financières, à fermer la Bourse; mais ces mesures restèrent inopérantes; elles ne guérirent pas le papier-monnaie. Il était d'ailleurs grevé dès le principe par les mauvais souvenirs des expériences antérieures. On l'avait vu naître, timidement, au début du XVIIIe siècle, en 1701; puis Law avait inondé le pays des billets de sa banque auxquels on assimilait les assignats; le papier des révolutionnaires américains avait beaucoup perdu; celui émis par Brienne en 1786 n'avait pas obtenu de succès. Or aucune de ces émissions n'atteignit l'ampleur du système des assignats. Pour que celui-ci pût se soutenir, il lui aurait fallu l'appui des masses profondes de la population : elles ne le lui prêtèrent jamais. « Ce ne sont pas les hommes de la Révolution qui ont des assignats », dit Danton. Et en effet, ils pénétrèrent malaisément dans le peuple, non seulement parce

que les billets ne s'attardent ordinairement pas dans les poches des pauvres gens, mais aussi parce que les artisans ou les paysans ne se départirent jamais à leur égard d'une prudente mefiance. Les campagnes surtout les rejetèrent ou ne les reçurent que pour les reverser en paiement des biens nationaux. Les cultivateurs, selon l'expression de Bouchotte, n'encaissaient un écu d'argent « que sur le triple témoignage de la vue, de l'ouie et de la main qui consultait le poids ». Il eût fallu de longues années de calme accoutumance pour vaincre leur répugnance à l'égard des signes monétaires nouveaux qu'ils différenciaient péniblement les uns des autres, faute souvent de savoir lire. Le numéraire métallique, au moins celui de bronze, s'il se raréfia, ne disparut pas entièrement devant l'assignat; sa circulation plus ou moins occulte ne s'arrêta pas complètement et l'ignorance populaire, mettant obstacle à la diffusion et à la mobilité du papier, contribua pour sa part à le ruiner.

Enfin, à ces diverses causes de discrédit s'ajouta la falsification.

II

Elle commença de bonne heure, concurremment avec celle des billets de la Caisse d'Escompte qui s'exerçait dès avant la Révolution. Il semble qu'on imita tout d'abord les assignats rouges de 1 000 livres. Le 25 novembre 1790, un commissaire dressa procès-verbal à une femme qui en offrait dans une mercerie, rue de la Vieille-Boucherie et qu'on reconnut faux à des détails de gravure et à la nature du papier. Le nombre des faussaires se multiplia incroyablement en 1791 et 1792. Un « ingénieur-géographe », Eugène Bordier, fut arrêté à Limoges, s'évada, et repris, fut transféré à Paris, à la Force. La même prison s'ouvrit aux sieurs Philiponneau et Simoneau, découverts à Londres par un policier chargé de mission secrète, arrêtés en débarquant à Calais grâce au concours de la justice anglaise et de d'Aragon, agent du commerce et de la marine de France en Angleterre. Philiponneau, qui se fit plus tard dénonciateur, possédait tous les talents de peintre et de graveur et passait pour le plus adroit faussaire d'Europe.

L'ambassadeur de Portugal, comte de Souza, remit au ministre de l'Intérieur un faux assignat de 200 livres comme type de comparaison. De nombreuses personnes proposèrent leurs services pour révéler les fabriques. Nombreux aussi furent ceux qui reçurent des gratifications pour les indications qu'ils donnèrent, entre autres l'agent Soltho qui avait mis la main sur un trio produisant des assignats de 100 livres. Une véritable bande dont le chef probable se nommait Popart de Beaubourg paraît s'être organisée méthodiquement et avoir été prise avant l'exécution de ses projets. Une autre association avait un atelier à Passy; un certain abbé Sauvade la fournissait de papier et on trouva la pâte qu'il préparait rue Pierre-Sarrazin; il possédait certainement quelque compétence dans la partie car il eut le front, après son arrestation, de proposer un papier pour rendre impossible la contrefaçon. Ses complices avaient travaillé activement, si l'on en juge par l'importance des récompenses accordées à leurs dénonciateurs : le principal d'entre eux fit l'objet d'un décret déclarant qu'il avait bien mérité de la Patrie et lui octroyant 100 000 livres, réduites ensuite, il est vrai, à 50 000. D'autres officines furent signalées ou découvertes à Londres, chez une demoiselle d'Éon, à Meaux, à Cachan près d'Arcueil, rue de Rohan, à Romainville, sous l'apparence d'une fabrique de boutons, à Liége, par le chargé d'affaires Jolivet. Peut-être le policier Sénart songeait-il à ce dernier établissement en rapportant dans ses *Mémoires* que Danton et Delacroix s'étaient intéressés à deux entreprises de faux assignats placées sous la direction d'un de leurs amis, La Pallière, l'une à Liége, l'autre au château de Mérode, près d'Aix-la-Chapelle. En réalité, aucune charge n'a été relevée contre Danton ni contre nul autre révolutionnaire notable. Mais par contre, des personnes de qualité, vraisemblablement réduites aux expédients par les bouleversements de ces temps, furent convaincues et arrêtées pour falsification. Au hasard citons les noms de M. de Coligny qui opérait à Romainville, de Paul de Marcou, Letouzey de Neufville, L.-J. Blondel, anciens officiers, du sieur Delamortie, ancien garde du corps du roi et capitaine des chasses du duc d'Orléans, des abbés Jansac, Pramenou, C. Geoffroy, ancien grand vicaire de l'évêque de Dijon.

Tous ces faussaires étaient naturellement conduits en prison. Là, ils continuaient leur métier et faisaient des adeptes. Les prisons de Paris devinrent ainsi les principaux ateliers des faux assignats. Il faudrait des pages entières pour énumérer les produits et le matériel de fabrication qu'on découvrit dans les prisons. Au Châtelet on mit la main, en juin 1791, sur des outils et trois planches dont deux en cuivre, en juillet sur une presse, une planche pour assignats de 100 livres, des outils, des couleurs, le même mois sur de faux coupons de 30 livres; on trouva des planches sous les carreaux du sol, dans les creux des murs, dans des trous d'escalier. D'autres fois, on s'empara de billets achevés ou en préparation, de mains de papier, de buis, de caractères d'imprimerie, d'encres, de formes prêtes pour l'imprimerie. De même, à la Conciergerie, furent saisies de nombreuses planches, un moule en plâtre pour assignats de 300 livres, un châssis garni d'une serpente huilée à calquer, le calque d'un billet de 25 livres et l'assignat modèle, de l'alun, du bois du Brésil, de la pierre ponce, des rouleaux de faux billets de la Caisse patriotique dont l'un enveloppé dans une lettre à l'adresse de « M. Lerouge-Ledragon, dans la cour des hommes, celui qui est le bien-aimé à Quaterine ». De même aussi à la Force, on réussit à découvrir des planches variées, des paquets de billets dont l'un, sous les gravats d'une cour, renfermant sept assignats faux de 2 000 livres.

La quantité même de ces objets atteste l'activité des détenus falsificateurs et de multiples témoignages contemporains signalent l'intensité du mal. Le 30 novembre 1791, dans une sorte de conseil tenu au ministère de la Justice, on reconnut qu'il menaçait la Constitution. Les prisons, lit-on dans la *Chronique de Paris* du 29 janvier 1792, sont devenues « les arsenaux de tous les crimes, de la fabrication des effets publics, de débauches qui font frémir la nature... » L'accusateur public d'un des tribunaux criminels de Paris écrit à son ministre, Duport, le 27 mars 1792 : « L'émission des faux assignats est un fléau; tous les jours, des marchands d'argent se présentent à la prison (du Châtelet) emportent les faux assignats et les billets patriotiques; ils les distribuent... » Le 23 août, la section du Ponceau signale aux autres sections

parisiennes que les faussaires travaillent « en grand dans les prisons de la capitale et notamment dans celle du Châtelet ». Deux jours avant, le Conseil général de la Commune avait désigné six de ses membres pour surveiller les prisons et y découvrir les fabrications.

En vérité, on reste confondu par le nombre, la variété, la durée, l'audace des travaux effectués par les prisonniers. Ils émettaient des assignats de toutes valeurs, des billets de confiance de tous genres. Deux planches de cuivre fonctionnèrent durant huit mois au Châtelet; un détenu reprit tranquillement son travail quelques jours après la saisie de son matériel. Dans toutes les chambres de cette prison, chambres Dauphine, Fort-Bardy, Sainte-Anne, Sainte-Élisabeth, du Chêne, dans d'autres encore fonctionnaient des ateliers. A la Conciergerie, où l'œuvre s'accomplissait de nuit, les prisonniers s'éclairaient avec de l'huile qu'ils exprimaient de leur salade et effilochaient leurs chemises pour tresser des mèches. De vraies associations se formaient; on se prêtait les planches d'une chambre à l'autre. Dans la chambre La Royale, de la Conciergerie, un détenu-banquier centralisait la production et partageait la recette entre ses complices. Un peintre en miniatures offrait son concours à des graveurs : il avait trouvé un moyen pour fixer la couleur rouge des billets patriotiques de 20 livres. Il est vrai que ces associations ne restaient pas toujours paisibles : le 12 avril 1792, une rixe éclata au Châtelet pour la possession d'une planche de cuivre; la bataille recommença le lendemain, mais se termina par un arrangement amiable : le détenteur final de la planche s'engagea à verser aux autres détenus une redevance sur l'émission des faux.

Nous nous refuserions aujourd'hui à croire ces faits, nous ne voudrions pas admettre que des prisonniers aient pu journellement opérer une tâche aussi compliquée que celle de la fabrication des billets, si nous ignorions quel était pendant la Révolution le régime des prisons.

Les détenus étaient enfermés au nombre quelquefois de quarante ou cinquante ensemble dans des chambres où ils couchaient sur la paille; seuls ceux qui pouvaient payer une redevance au concierge jouissaient de logements plus confor-

tables. Dans la journée au moins, les prisonniers circulaient à peu près comme ils voulaient; ils se rendaient visite d'une pièce à l'autre ou même d'un étage à l'autre, s'invitaient à boire; on en trouva une fois qui ripaillaient avec les condamnés à mort dans les cachots de la Conciergerie. Il n'existait guère de locaux permettant d'isoler un individu; la plupart des faussaires à l'égard desquels le « secret » fut prescrit étaient envoyés à l'Abbaye, et là, ils ne semblent pas avoir pu continuer leur métier. Mais ailleurs, au Châtelet, à la Force, à la Conciergerie, ils l'exercèrent d'autant plus facilement qu'ils communiquaient non seulement entre eux, mais aussi avec le dehors. Les marchands de vin leur apportaient de la boisson aux guichets. « Plus les prisonniers sont riches, plus les marchands fournissent de vin, écrit un magistrat; aussi les prisonniers sont-ils le plus souvent ivres lorsqu'ils paraissent au tribunal... » Les permissions de visite se donnaient très facilement, sans identification rigoureuse des personnes. Le 12 avril 1792, au Châtelet, on trouva une demoiselle dans le lit d'un détenu près duquel elle s'était introduite en se faisant passer pour sa femme. Au cours d'une perquisition générale à la Conciergerie dans la nuit du 18 janvier 1792, le commissaire dérangea la femme du musicien Dorville qui était près de lui, une couturière qui attendait le jour avec un cousin et une lingère qui n'avait l'excuse d'aucune parenté pour s'être attardée aux côtés d'un troisième détenu. Ces visites, et à plus forte raison celles d'un caractère moins intime, n'avaient rien d'exceptionnel. Elles favorisaient bien entendu de nombreuses évasions. Elles permettaient aussi aux faussaires de recevoir les outils et les ingrédients dont ils se servaient. Par exemple, le papier employé à la Conciergerie se tirait régulièrement en 1791 de deux papeteries, celle de l'Escallier, près d'Angoulème et celle de Jouy-en-Lorraine.

D'autre part, la facilité de ces relations avec l'extérieur assurait aux faussaires le libre écoulement de leurs produits. Les femmes attendaient « la marchandise » chez Paul, marchand de vins, en face le Châtelet, ou elles l'emportaient elles-mêmes quand elles venaient consoler les ennuis des captifs. Le 11 décembre 1791, un inspecteur de police mit la main sur une femme garnie de billets après une visite à la Concier-

gerie. Il y avait une bonne mère de famille qui venait tous les jours au Châtelet avec son petit garçon et sa petite fille, et tout le monde sortait les poches pleines de faux. Pourquoi prendre la peine, comme cela se fit à l'occasion, de passer dans une pelote de fil ou dans des pieds de chaise creux, les assignats imités?

Mais quelqu'ait été le régime pénitentiaire, son insuffisance n'expliquerait pas l'aisance dont profitèrent les faussaires s'ils n'avaient eu de nombreux complices parmi leurs gardiens. Il en était ainsi. Le personnel des prisons ne valait pas beaucoup mieux que les accusés ou les condamnés qu'il gardait. L'administration employait même certains détenus pour surveiller les autres, soit ouvertement soit par convention secrète. Ces gardiens trahissaient tantôt la justice, tantôt les détenus. Mais leur intérêt les rangeait la plupart du temps du côté où coulait la richesse des assignats frelatés. Les perquisitions n'obtenaient le plus souvent aucun résultat; des signaux convenus les faisaient échouer; elles ne réussissaient ordinairement qu'à la suite de dénonciations et de précisions fournies par des prisonniers dans l'espoir de leur grâce. L'aide ne restait d'ailleurs pas d'ordre négatif; des agents subalternes coopéraient à la fabrication ou à la distribution et en tiraient profit. En 1792, au Châtelet, c'était Nanette, servante à l'infirmerie des femmes qui se chargeait de mettre les planches à l'abri. A la Conciergerie, c'était un guichetier, dénonciateur à d'autres moments. Le personnel supérieur ne dédaignait pas non plus de s'intéresser aux émissions : Landragin, concierge de la Force — nous dirions aujourd'hui directeur — peut être véhémentement soupçonné. Le 18 janvier 1792, il se prit au collet avec un commissaire et des gendarmes venus pour perquisitionner; le commissaire tint bon, fit ses recherches et découvrit des planches et des faux chez l'irascible concierge qui prétendit alors les avoir saisis sur des détenus.

Les choses allaient si loin, les complicités s'avéraient si fréquentes qu'on pourrait croire sur l'indice de certains faits à l'existence d'une organisation générale entre les falsificateurs de toutes les prisons parisiennes. Du Châtelet, un faussaire correspondait avec sa femme enfermée à la Force. Lors d'une perquisition dans ce dernier établissement, l'épouse

d'un détenu de la Conciergerie accourut pour faire cacher les planches. Le 21 janvier 1792, une mutinerie éclata à la Conciergerie; le même jour s'était déclaré à la Force un incendie dont l'abbé Bardy, alors dans cette prison, fut soupçonné d'être l'auteur volontaire. Or ce galant abbé, assassin présumé de son frère, disposait d'un émissaire en la personne d'une jeune blanchisseuse de dix-huit ans à laquelle il avait beaucoup appris. Que cette organisation ait été véritable ou non, le peuple qui détestait les faussaires, qui en octobre 1791 criait déjà au passage de l'un d'eux : « Point de grâce à ces coquins-là qui volent tout le monde », le peuple croyait au complot des prisons; il tirait argument des agissements des faussaires; il les confondait avec les aristocrates contre-révolutionnaires, comme Basire qui, le 16 février 1792, déclarait à la Législative : « Prenez-y garde, Messieurs, la fabrication des faux assignats presque tout entière s'opère dans la classe des ci-devant seigneurs, les ennemis les plus puissants de la Révolution. J'affirme qu'un ci-devant marquis qui les fabriquait s'est enfui et l'on a trouvé chez lui les ustensiles nécessaires. » La haine populaire se donna carrière pendant les journées de septembre : les individus incarcérés comme faussaires furent, autant que nous pouvons le constater, impitoyablement massacrés. Les guichetiers et les concierges soupçonnés coururent aussi les plus grands dangers. Ceux du Châtelet furent pillés; ceux de la Conciergerie virent la mort de près. C'est pourquoi la Commune prit alors, mais trop tard, des mesures contre ce personnel, apparemment pour calmer l'opinion. Puis les prisons vides livrèrent les derniers secrets de leurs hôtes, faux billets et outils retrouvés dans des caches ou des paillasses.

III

La fabrication des faux assignats ayant cessé dans les prisons de Paris ne se ralentit pas dans le reste du pays. Les faux surgissaient de tous côtés, dans les Halles, chez les brocanteurs, au Mont-de-Piété où l'on en présentait tous les jours pour le dégagement des objets déposés, et une quantité très considérable de contrefacteurs furent arrêtés, souvent grâce

aux primes accordées par la Convention aux dénonciateurs. La question préoccupait fort le public et suscita plus d'un inventeur offrant d'infaillibles moyens pour éviter ou pour reconnaître les fraudes, tels un Lyonnais qui tissait des assignats en tricot de soie ou le graveur Barthelet qui introduisait dans la gravure des accidents qu'une nouvelle épreuve ne pouvait reproduire. Un almanach pour 1793 initiait ses lecteurs à des recettes contre les faux; on publia aussi un tableau des caractéristiques des imitations mises en circulation jusqu'à l'an II. On avait même assez naïvement proposé dès février 1792 de marquer les assignats d'un cachet spécial pour reconnaître les bons. L'idée fut reprise par d'ingénieux industriels qui imaginèrent d'ouvrir des bureaux de contrôle : on leur portait les assignats, ils les vérifiaient de plus ou moins près, moyennant redevance, et les frappaient d'un timbre breveté qui devait garantir leur authenticité et faciliter leur circulation. Il fallut mettre fin à cette habile exploitation. Mais l'idée que les faux pullulaient était couramment admise. Pour les billets de confiance surtout, on ne doutait pas que leur masse n'eût été démesurément enflée par des émissions frauduleuses. On sait que ces succédanés d'assignats lancés par maints établissements privés ou municipalités pour remédier à la pénurie de menue monnaie cessèrent officiellement leur cours au 1er janvier 1793 et que la plupart des émetteurs se trouvèrent en mauvaise posture soit pour avoir distribué plus de petits papiers que ne valaient les assignats reçus par eux en couverture, soit pour avoir employé cette couverture en spéculations douteuses. Le gouvernement et les municipalités prirent à leur charge les remboursements. Or Cambon finissait par croire qu'il se fabriquait des billets de confiance pour être échangés contre des assignats et Clavière, ministre des Contributions publiques écrivait aussi qu'on en fabriquait « à mesure qu'on les rembourse ». Le discrédit de ces minuscules et grossiers billets rejaillit sur les assignats eux-mêmes dont Marat attribuait, le 1er mars 1793, la dépréciation autant à la contrefaçon qu'à l'inflation. La crainte des faux hantait à ce point les esprits que le 1er juillet 1793, un député proposa un décret tendant à éviter qu'il n'en sortît de la Trésorerie nationale. Cambon sursauta. Une

telle hypothèse, s'écria-t-il, est « physiquement et moralement impossible »; elle exigerait la complicité d'au moins cent personnes s'ignorant les unes les autres.

Sans mettre en cause les presses nationales, celles des particuliers suffisaient à inonder le pays de papier illégal. Il fallait que la fabrication en fût singulièrement aisée. Elle réclamait en effet, beaucoup moins d'habileté et de science qu'il n'en faudrait pour imiter nos billets de banque actuels. Le papier, la gravure, la numération des assignats ne comportaient pas de particularités constituant de sérieux obstacles pour les copistes. L'exécution restait très médiocre, en dépit de l'affirmation lancée à plusieurs reprises du haut de la tribune qu'on avait atteint la « perfection inimitable ». En réalité, il n'y eut guère que les coupures de 25 livres du 16 décembre 1791 et du 24 octobre 1792, ornées de fins médaillons, celles de 50 livres du 14 décembre 1792, et celles de 400 livres du 21 novembre 1792 qui, dans la foule des autres, se distinguèrent par la beauté de la gravure et du tirage. Et la tâche des faussaires se simplifia à mesure que la moins-value progressive du papier et l'augmentation régulière des besoins du gouvernement contraignirent à demander chaque jour à l'imprimerie des quantités toujours plus volumineuses de billets. La fabrication officielle livra alors des produits de moins en moins soignés et d'autant plus malaisés à distinguer de ceux des particuliers.

A la facilité de la contrefaçon s'ajoutait celle de la distribution. Si les gens se méfiaient des assignats, leur préféraient le métal, il faut croire que toute leur prudence s'évanouissait une fois qu'ils avaient consenti à accepter du papier. La qualité matérielle des billets qui furent « passés » par les faussaires pouvait être souvent suffisante. Souvent aussi elle était exécrable et c'est aujourd'hui un sujet de grande surprise que des faux aussi grossiers aient pu se placer. « L'homme le moins habile peut avec une légère attention distinguer un assignat qui est vrai de celui qui ne l'est pas », disait le député Dorizy. Et de fait les mieux outillés des producteurs tiraient le plus souvent en taille-douce, ce qui lissait, aplatissait le papier, tandis que les coupures officielles presque toujours imprimées avec des caractères en relief, portaient au dos la trace du fou-

lage. Mais cette légère attention manquait sans doute habituellement, car il y eut dans les prisons des planches gravées à l'aide d'un clou ou d'un ardillon de boucle. Il se fit aussi des assignats entièrement dessinés à la plume « avec une dextérité capable d'abuser les gens des campagnes ». Mais la dextérité n'était même pas indispensable. Nous avons vu des billets de confiance de 10 sous transformés en billets de 20 sous par la surcharge d'un chiffre, exécutée à l'encre, avec une déconcertante maladresse, comme par un enfant. L'exemple le plus inattendu de cette naïve audace dans la fraude est peut-être celui présenté par le cas d'un individu convaincu en fructidor an II, d'avoir mutilé des assignats de 400 livres « de les avoir divisés en quatre parties, puis d'avoir réuni trois de ces parties seulement pour en former un tout, combinant le rapprochement des morceaux détachés de manière à former de trois assignats, quatre, dans l'intention de faire ensuite rembourser par la Trésorerie nationale 1 600 livres au lieu de 1 200 livres ». Il est vrai que ce voleur fut pris. Mais presque certainement d'autres personnes réussirent qui usaient d'un procédé analogue. Elles se procuraient, je ne sais comment, des assignats rentrés dans les caisses publiques et frappés du timbre « annulé ». Elles découpaient cette marque dans deux de ces assignats périmés et composaient avec les fragments un nouvel assignat vierge de tout annulation. Une annonce insérée au *Journal de France* du 2 janvier 1794, tendait probablement à une opération analogue : elle contenait, à l'indignation de Cambon, une offre d'achat de 60 000 livres en assignats démonétisés.

Des signes monétaires contrefaits par l'un quelconque de ces procédés sommaires n'avaient chance de réussir à circuler que parmi une population illettrée, mal accoutumée au maniement du papier, ne possédant au surplus que des notions confuses sur la nature de ce genre de monnaie. On constate effectivement que les citoyens qui s'étaient laissé glisser de faux assignats ne comprenaient pas toujours qu'ils dussent être victimes de cet accident et ils sollicitaient tout simplement le remboursement. Les demandes de ce genre ne sont pas rares et semblaient fort légitimes à leurs auteurs : ils ne doutaient pas que la perte dût incomber à l'État. Une fois,

la Caisse de l'Extraordianire reconnut faux un billet de 1 000 livres de la Caisse d'Escompte transmis par le receveur du district d'Évreux; elle le lui renvoya; il put établir d'où il le tenait; l'individu qui s'était acquitté avec ce faux billet ne contesta rien, mais refusa de remplacer les 1 000 livres et il fallut le menacer d'un procès pour l'y contraindre, tant il était persuadé n'avoir pas à subir de dommage pour avoir été trompé lui-même. Un négociant d'Alais imagina d'offrir en don patriotique un billet de la même valeur falsifié, et le district insista près de l'Assemblée Nationale pour l'acceptation. Qui plus est, les comptables publics n'avaient pas tous le sentiment très net de leur responsabilité quand ils recevaient du mauvais papier; ils demandaient, eux aussi, à en être déchargés; ils se croyaient dégagés dès qu'ils l'avaient transmis à une autre caisse. Le même receveur d'Évreux batailla dans un cas de ce genre avec un préposé de la Régie de l'Enregistrement et, chose curieuse, la Caisse de l'Extraordinaire, saisie de l'incident, laissa les deux fonctionnaires chicaner entre eux, comme si l'État, qu'elle représentait en l'espèce, avait perdu conscience de son droit régalien sur l'émission et la circulation du numéraire.

Sans aucun doute, le manque d'instruction du peuple aida la diffusion des faux assignats et peut-être aussi leur confection. Nous ne sommes pas éloignés de penser que la conscience de certains fabricateurs put rester endormie parfois, faute pour eux de bien comprendre ce qu'était la monnaie de papier. Tel imprimait des assignats qui n'eût peut-être pas fondu des louis de cuivre. Mais si nous hasardons ces considérations au sujet des faussaires qui s'inspiraient uniquement de leur intérêt personnel, elles ne peuvent valoir pour les émigrés qui se livrèrent à la falsification à la fois par besoin de gain et dans d'autres desseins.

IV

Les émigrés commencèrent à s'occuper de fausse monnaie dès leur sortie de France et leurs manœuvres ne tardèrent pas à être dévoilées. Prouveur, dans un rapport sur la contrefaçon, signalait, le 19 janvier 1792, que « peut-être d'autres

ennemis qui parlent de guerre, de combats et même d'honneur, n'ont dédaigné ni ces lâches hostilités ni cette barbare vengeance ». De même, Marbot, dit le mois suivant : « La contrefaçon des assignats de France paraît être le résultat d'un système profondément combiné par les chefs des émigrés français et dirigé par ce ministre dont le génie malfaisant a présidé à la dépréciation de nos finances. C'est un de ces moyens sur lesquels ils ont le plus compté pour arriver à ce qu'ils appellent la contre-révolution. » Le ministre visé était Calonne, ancien contrôleur général des Finances.

L'existence d'ateliers fut découverte à Londres, à Jersey, à Liége, en Allemagne, dans les pays rhénans, en Suisse. Cambon croyait que d' « innombrables » billets de confiance sortaient de Coblentz. En mai 1792, on mit la main sur deux paquets d'assignats faux à Metz et à Strasbourg, provenant de l'extérieur et contenant chacun 40 000 livres en coupures de 5 livres. Le 12 juillet 1793, Barère, à la Convention, accusa le roi d'Angleterre et Pitt d'avoir installé à Londres un hôtel de fausse monnaie qui pénétrait par Ostende; les troupes françaises s'étaient emparées, à leur entrée dans cette ville, de plus de 2 millions de livres en faux billets apportés sous le sceau des États de Brabant. Au début de la même année, le conseil général du Doubs ayant tenté des démarches près du Sénat de Fribourg en vue de la fermeture d'un atelier et l'ambassadeur Barthélemy ayant confirmé l'éclosion des faux en Suisse, la Convention décréta qu'il y avait lieu à représentations diplomatiques. Un des conseillers du comte de Provence, traçant par avance un plan d'organisation pour le Lyonnais, en vue d'un soulèvement, préconisait la création d'une « sorte » de trésorerie où entreraient des fonds « réels ou fictifs ». En germinal an II, des assignats d'origine autrichienne se découvrirent à Langres. D'autres, venus de l'étranger, pour mieux circuler étaient timbrés de ces mots : « Assignat certifié bon. Deperey, vérificateur en chef ».

Le lien réunissant peut-être toutes ces entreprises des émigrés n'apparaît pas. Mais l'emploi systématique de la fausse monnaie, dont on les accusait, est certain. Il se constate dans la conspiration du célèbre chef breton, le marquis de la Rouerie. Un des policiers qui suivirent cette affaire, Chevetel,

raconte dans des rapports que Chassin et M. Lenôtre ont utilisés, qu'à deux reprises, en se donnant pour l'ami des conjurés, il participa à la négociation de bons de la Caisse d'Escompte envoyés à la Rouerie par Calonne au moyen d'émissaires; les bons de l'un des envois au moins, étaient faux; un banquier les refusa; des agioteurs du Palais-Royal les acceptèrent à bas prix. Chevetel avait également eu vent de la production d'assignats à Jersey et il savait que Calonne détenait « au moins pour un milliard et demi de faux papiers » dont il entendait se servir tant pour solder des agitateurs que dans l'espoir, si cette fausse monnaie se propageait, « qu'il en résulterait un discrédit de celle de l'État ». C'était à Londres surtout que Calonne faisait faire ses assignats et le comte d'Artois en avait reçu pour 3 millions en billets de 100 livres. Laligant-Morillon, confrère de Chevetel, signalait de son côté le projet formé par Calonne de « renverser le crédit national et acheter des partisans ». Il regrettait de n'avoir pu mettre la main sur un dépôt de faux caché par Thérèse de Moelien, une des complices de la Rouerie. En tout cela, il ne s'agit pas de racontars policiers puisque Calonne lui-même avoue son procédé dans un billet adressé le 11 août 1792 au conspirateur breton pour lui annoncer l'envoi de fonds « dans un certain genre ».

En France, l'opinion se surexcita contre le faux-monnayage des émigrés; le gouvernement anglais fut maintes fois accusé de le favoriser ou même d'y participer activement. Thuriot déclare à la Convention, le 23 avril 1793, que « Pitt protège publiquement la fabrication des faux assignats à Londres ». Puis Marat, puis Barère mettent en cause les émigrés, le roi d'Angleterre et son ministre qui, le 7 août, est décrété « ennemi du genre humain ». A la tribune, dans la presse, on ne cesse de déclamer contre les « brigands couronnés » descendus au rang de contrefacteurs, contre « l'émulation de turpitude où le gouvernement anglais se montre jaloux d'occuper le premier rang ». En Angleterre même, Sheridan fit entendre des protestations. Mais ce concert de récriminations n'empêchait pas les presses de Londres de produire des assignats en grande quantité.

Ils étaient destinés surtout aux Chouans et aux Vendéens.

Les royalistes de l'Ouest avaient utilisé pour les dépenses de leurs troupes et pour leur profit personnel d'abord les assignats républicains pillés dans les caisses publiques. Ils en saisirent ainsi à Cholet et à Fontenay en mai 1793. Puis ils avaient entrepris de « royaliser » ces assignats officiels, c'est-à-dire de les contre signer au nom du roi avant de les remettre en circulation. Ils se servirent aussi d'assignats à l'effigie de Louis XVII, dont les exemplaires sont devenus fort rares, ou de bons émis « de par le roy » qu'ils imprimèrent à Laval, à Avranches et à Maulévrier. Mais leur grande ressource fut les assignats faux qui leur arrivaient d'Angleterre. Chaque émissaire des émigrés débarquant en Bretagne, et l'on sait combien ils furent nombreux, apportait avec lui un ballot de papiers. Chaque ravitaillement en contenait pour de grosses sommes. M. Lenôtre a cité dans *la Mirlitantouille* des lettres de Prigent disant qu'il a chargé des faux à bord d'un brick, recommandant de les répandre à pleines mains et ajoutant pour ses correspondants « quand vous les aurez dépensés, vous en aurez d'autres ».

De nombreux renseignements nous ont été fournis sur ces fabriques londoniennes par le marquis de Puisaye, ce bizarre aventurier qui après maint avatar servit d'intermédiaire entre les Princes et le gouvernement anglais. Il trouva, dit-il, à Londres quand il y arriva, vers septembre 1794, dix-sept ou dix-huit fabriques dont la principale était dirigée par l'abbé de Calonne, frère de l'ancien ministre et par un ancien conseiller au Parlement de Paris, le comte de Saint-Morys. Les faux pénétraient en France avec une « prodigieuse facilité » à cause du « vil prix auquel ils étaient vendus » par rapport aux vrais assignats; « les côtes et les frontières étaient couvertes de colporteurs d'assignats. » Mais continue Puisaye, ces falsifications dont Calonne avait conçu le plan en 1791 ou 1792, étaient « propres peut-être à alimenter la cupidité de quelques individus, mais tout à fait insuffisantes pour que la cause générale en pût retirer le moindre avantage ». En outre, les produits imitant mal ceux de la République, exposaient les détenteurs à de grands dangers; c'étaient « des lettres de change de mort au porteur ».

Il résolut, à son dire, de changer tout cela. Son idée consista

à remplacer toutes les falsifications défectueuses par des imitations parfaites, sans avoir égard aux protestations des maladroits petits faussaires auxquels cette concurrence retirerait leur gagne-pain. Surtout, la nouvelle fabrique, au lieu d'être plus ou moins clandestine, serait publiquement avouée. Ses produits ne s'en placeraient que mieux, car ils prendraient garantie sur le droit de propriété « tandis que la fabrication rivale (celle de la République) n'était appuyée que sur la violation de ce droit ». Voici d'après Puisaye, ce qu'il entendait par là. Les assignats de la Législative et de la Convention sont gagés sur les biens du clergé et des émigrés, c'est-à-dire sur des biens volés; donc leur émission est un crime. Au contraire, « le propriétaire légitime... peut reprendre son bien où il se trouve et si la propriété est entre les mains d'un ravisseur, il n'en n'a pas moins le droit de le donner, de l'engager, de le vendre ». Les émigrés sont donc en droit de tirer des effets sur leurs biens, et au surplus, c'est au roi seul qu'il appartient de battre monnaie. Mais un papier qui ne « porterait pas tous les signes apparents d'une ressemblance parfaite » avec celui des « rebelles... exposerait les fidèles sujets du roi qui s'empresseraient de le recevoir à de nouvelles vexations, à de nouveaux supplices ». Ainsi, eu égard aux circonstances, on copiera les assignats républicains; on se bornera à introduire dans ces copies des signes secrets assurant le remboursement ultérieur. Et Puisaye a relaté dans ses *Mémoires* certains de ces signes dont il prétend avoir marqué ses faux.

En vertu de cette théorie, Puisaye lança, le 30 septembre 1794, au nom du Conseil militaire de l'armée catholique et royale de Bretagne, un arrêté annonçant la création d'une manufacture d'assignats « en tout semblables à ceux qui ont été émis ou le seront par la soi-disant Convention des rebelles » et qui serviraient uniquement aux besoins de l'armée royaliste. La nouvelle fabrique débuta près de Saint-James, dans un local et avec du matériel et des graveurs fournis peut-être par Pitt. L'abbé de Calonne et Saint-Morys conservés par Puisaye comme directeurs, recrutèrent aussi du personnel. Une partie du papier fut fournie par un sieur Boll établi dans le Surrey, à Albury, et chez lequel le comte d'Artois, d'ailleurs traqué par ses créanciers anglais, se serait rendu fréquemment

pour surveiller les changements de filigranes. Un incident faillit compromettre l'œuvre. La manufacture employait de nombreux prêtres réfractaires réfugiés à Londres; ils étaient sous la juridiction spirituelle de monseigneur de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, qui réprouvait la fabrication des faux billets et voulut interdire aux ecclésiastiques d'y coopérer. Le curé Donduit, un collaborateur de Puisaye, s'est beaucoup moqué de ces scrupules dans une lettre publiée par Louis Blanc; mais quelques-uns de ces prêtres se retirèrent; d'autres restèrent, forts de l'appui de monseigneur de Hercé, évêque de Dol et vicaire apostolique. Et l'entreprise prospéra : en novembre 1794, Puisaye écrit qu'il produit beaucoup, qu'il va lancer de grosses coupures et il demande qu'on lui en envoie « à force des vraies pour que l'on puisse varier les séries, les signatures et les chiffres ». Le mois suivant il avait soixante-dix ouvriers et espérait réussir à imprimer pour 2 millions par jour.

La manne de ces faux assignats s'écoulait régulièrement vers la France. Il en vint échouer une énorme quantité à Quiberon. Puisaye en avait largement pourvu les régiments d'émigrés transportés par la flotte anglaise. Les caisses qui les contenaient furent trouvées au milieu des magasins de vivres et d'équipements abandonnés dans la presqu'île, après la victoire de Hoche. Il y en avait « à pleines tonnes », écrit le général Lemoine; pour « plus de 10 milliards » précise Hoche. Le représentant en mission, Blad, qui songea à rassembler tout ce papier pour « savoir à combien se montait la masse », dut y renoncer lorsqu'il vit « les routes de la presqu'île semées, quelquefois à une distance d'une demi-lieue... de faux assignats déchirés ». L'auteur d'une *Histoire des assignats*, Bazot, cite une lettre que lui écrivit en 1855 un certain Hulot qui déclare avoir été chargé par les représentants Blad et Tallien de l'évacuation du butin de Quiberon. En 1855, ce témoin devait avoir au moins quatre-vingts ans; mais ses souvenirs étaient restés vifs. « Dans l'inventaire que j'ai dressé, dit-il, il s'est trouvé plusieurs caisses remplies de faux assignats. Ces caisses avaient plus de six pieds de long. Préciser la valeur qu'elles renfermaient me serait impossible; mais sans exagérer, je puis assurer qu'elles représentaient plusieurs milliards. C'est

moi-même qui ai fait brûler tous les faux assignats trouvés à Quiberon. »

Pas tous, assurément. On avait pris des précautions contre la diffusion des « Quiberon » : la loi portant peine de mort contre les distributeurs avait été placardée; Hoche faisait répandre un écrit propre à dégoûter les républicains du faux assignat. « C'est un Anglais déguisé qui se mêle parmi nous, c'est un émigré rentré, c'est un voleur dans notre bourse, c'est un ennemi dans notre poche... Le faux assignat émis par l'Angleterre fait la guerre à la monnaie républicaine comme les Chouans font la guerre aux défenseurs de la Patrie. » Blad donna l'ordre de fouiller les sacs des soldats « venant de l'armée devant Quiberon à leur arrivée dans les villes où ils doivent passer ». Malgré tout, malgré les assurances données par Hoche au Comité de Salut public, les « mauvais sujets » répandirent une assez grande quantité des billets de Puisaye. *La Gazette française* du 29 août 1795 constate que « les faux assignats provenant des prises faites à Quiberon commencent à se répandre ». On en saisit à Nantes où les soldats les avaient introduits et leur vérification par les autorités et par des techniciens ne constata que des différences insignifiantes avec les assignats authentiques. Ce qui prouve que Puisaye fabriquait habilement mais laisse sceptique sur la réalité de ses signes secrets. Les faux assignats de Quiberon continuèrent à circuler assez longtemps concurremment avec ceux qui avaient été introduits antérieurement. Le représentant Mathieu, en mission à Vannes, écrivait en septembre 1795 qu'il leur faisait la chasse. Les Chouans ne renoncèrent à cette ressource que vers juillet 1796, quand les vrais assignats ne valurent plus rien.

V

Comment la Révolution se défendit-elle contre les faussaires? Laissons de côté les procédés empiriques pour la découverte des faux, les machines vérificatrices, le timbrage qu'on réclamait encore en 1795. Les résultats obtenus par ces moyens furent nuls. Sans effet également restèrent les démonétisations et les efforts pour perfectionne la fabrication. Pour « que

l'habitant des campagnes pût sans fatigue et sans étude distinguer l'assignat vrai de l'assignat faux », la Convention bannit de la gravure « les frivoles et dangereux ornements » les remplaça par des « formes simples » destinées à inculquer dans la mémoire « une empreinte durable » et à permettre de contrôler les assignats l'un par l'autre en les supposant et « en examinant ainsi à travers le jour ou la lumière », la coïncidence exacte de toutes les parties imprimées. Mais la plupart des billets émis, assez frustes, n'étaient pas difficiles à copier. On s'avisa de relever les détails caractéristiques des émissions frauduleuses, d'en dresser des procès-verbaux qui étaient communiqués aux administrations avec une grande publicité. Les premiers de ces procès-verbaux datent de 1791 ; mais ils ne pouvaient guère servir qu'aux comptables publics. Et ces derniers, submergés par les procès-verbaux qu'on leur transmettait par vingtaines étaient bien incapables d'en assimiler toute la substance.

Plus efficaces furent les primes accordées aux dénonciateurs et bien des décrets en attribuèrent depuis 1791. Très souvent, les dénonciateurs, complices du délit, souhaitaient surtout de ne pas être impliqués dans les poursuites ou, en cas d'arrestation, d'obtenir leur grâce. On hésita sur ce point; le 13 août 1793, la Convention fit remettre en prison deux individus condamnés à mort et libérés par le Comité de Sûreté générale après avoir révélé où se trouvaient les planches de leurs associés; finalement, le Code des délits et peines de l'an IV exempta de tout châtiment les complices dénonciateurs.

Enfin la Révolution forgea des lois sévères contre les fabricants d'assignats. Le décret du 4 novembre 1790 institua la peine de mort pour les fabricateurs et le Code pénal de 1791 confirma cette disposition en l'étendant à ceux qui introduiraient des assignats faux en France. La menace de la peine de mort fut inscrite sur les divers assignats. La mort fut aussi réservée à tous les distributeurs sans distinction en faveur de ceux qui pouvaient arguer de leur bonne foi. « La vie d'un individu, disait Méaule à la Convention, doit compter pour peu de chose lorsqu'elle est mise en balance avec un principe d'où dépend le sort de la République et de la

Société. Il ne doit pas y avoir, à mon avis, de distinction dans la distribution; tous doivent être atteints par le glaive de la loi. » De fait, de très nombreuses condamnations à mort furent prononcées, parmi lesquelles on peut citer celles de Philiponneau, de l'abbé Sauvade, de l'abbé Geoffroy, vicaire de l'évêque de Dijon. On voulut même, une fois, procéder à une exécution sensationnelle : le tribunal criminel du Ier arrondissement de Paris ordonna, le 19 décembre 1791, que trois faussaires seraient pendus et étranglés au Palais-Royal. Cela n'eut pas lieu; on se borna, plus tard, le 22 octobre 1793, à ajouter en supplément à la peine de mort la confiscation des biens des faussaires condamnés.

A cette législation, se joignirent des mesures destinées soit à faciliter les découvertes, soit à activer les procédures. Toute personne à qui on présentait un faux fut tenue d'en faire la déclaration de compagnie avec le porteur qui l'avait offert. A plusieurs reprises des sommes importantes furent attribuées à la Trésorerie nationale en vue de la recherche des coupables. Des décrets du début de 1793 organisèrent un bureau de vérification et ce bureau fonctionna ensuite sous la surveillance du Comité de Sûreté générale, puis sous celle du Comité des Assignats. De même des postes de contrôle furent établis aux frontières. On désigna à Paris des commissaires spéciaux; le Comité de Salut public en nomma huit autres pour parcourir les départements; il en plaça également aux Postes et Messageries. A Paris, en 1791, les procès des contrefacteurs traînaient : le décret du 28 janvier 1792 les confia tous à un seul tribunal criminel. Pons demanda, le 14 septembre 1793, que les faussaires fussent jugés par le Tribunal révolutionnaire. La proposition rejetée comme devant retarder plutôt qu'accélérer les jugements, un décret du 20 décembre autorisa les tribunaux criminels à adopter dans les affaires de faux assignats la même procédure que le Tribunal révolutionnaire, et l'on sait qu'elle était expéditive. On avait d'ailleurs enjoint aux juges de ne pas considérer dans leurs sentences l'intention, nécessairement criminelle, de faire passer les causes des falsificateurs avant les autres et l'appel au tribunal de Cassation avait été supprimé. Nul doute que ces prescriptions s'exécutaient. Laplanche, représentant chargé de la levée en masse

dans le Loiret, appliqua même la suppression du recours en appel à deux distributeurs condamnés à mort.

Rien n'y fit, et il faut avouer que surtout les contrefacteurs qui travaillaient à l'aise à l'étranger étaient bien difficiles à atteindre. Nous voudrions connaître à quel chiffre monta la production de tous ces faussaires. Elle atteignit, a-t-on dit de celle de Puisaye, 12 à 15 milliards. Nous n'en savons rien. A plus forte raison, ignorons-nous la quantité des faux assignats qui circulèrent de compagnie avec leurs frères légitimes, notamment de ceux qui arrivèrent au port des caisses publiques. Elles en avaient reconnu, au total, en juillet 1793, pour 130 000 livres seulement d'après Cambon, et pour un chiffre un peu plus faible d'après un rapport de Camus, en germinal an V. Ce sont là d'aimables plaisanteries, évidemment destinées à contrebalancer dans l'opinion publique les dénonciations imprudentes que les orateurs lançaient de la tribune contre les despotes contre facteurs. Il est bien certain que la masse des faux reconnus fut beaucoup plus considérable et plus énorme encore la multitude de ceux qui ne revélèrent pas leur trouble identité, même dans les flammes de la consomption finale. Ignorant l'appoint que les falsificateurs ajoutèrent à la circulation officielle, nous ne sommes par conséquent pas en état d'apprécier dans quelle mesure la fraude accentua la dépréciation. Mais on peut dire qu'elle pesa d'un gros poids sur les cours, et on peut le dire non seulement parce que les faux étaient innombrables, non seulement parce que des rapports de l'an III et de l'an IV leur attribuent la hausse progressive des denrées, non seulement parce que les émigrés se sont vantés d'avoir tué la monnaie nationale, mais surtout parce que l'esprit de la population était hanté par la crainte de la falsification. Dès lors, que les fabricateurs aient lancé une quantité suffisante ou non pour agir sur le prix des assignats, cela revenait au même.

Dans les finances publiques ou privées, en effet, hier comme aujourd'hui, existe un facteur qui ne s'inscrit pas dans les budgets, mais qui compte : la confiance.

ROBERT ANCHEL

OÙ EN EST LA PSYCHOLOGIE ?

Le regretté Th. Ribot, gloire de la psychologie française terminait par ces mots la préface qu'il écrivait pour le *Traité de Psychologie* de Georges Dumas [1] :

« Il me reste à regretter d'avoir construit une façade si chétive pour un monument. »

Monument de l'esprit humain, en effet. Il s'y trouve condensé les résultats d'une prodigieuse activité qui se traduisait, rien que pour l'année 1913, par la publication de quatre mille livres, mémoires, articles.

Un monument a une architecture. Celle du Traité consiste en une coordination bien difficile à réaliser entre vingt-cinq collaborateurs et entre leurs trente-sept chapitres, dont chacun, en moyenne, contient la matière d'un volume dense. Ce fut un triomphe de l'art que de réaliser une aussi belle unité sans redites ni lacunes.

Th. Ribot écrivait encore :

« Pour les publications collectives, l'office capital du directeur est de simplifier et d'unifier.

» Cette tâche est délicate et difficile : presque aussi pénible, me disait l'un des collaborateurs, que de composer soi-même

1. *Traité de Psychologie*, par Georges Dumas. Avec la collaboration de L. Barat, G. Belot, Ch. Blondel, B. Bourdon, F. Challaye, Ph. Chaslin, Ed. Claparède, J. Dagnan, G. Davy, H. Delacroix, L. Dugas, P. Janet, A. Lalande. J.-P. Langlois, L. Lapicque, A. Mayer, I. Meyerson, H. Piéron, G. Poyer, Ed. Rabaud, G. Revault d'Allonnes, A. Rey, A. Tournay, H. Wallon. — Deux volumes. — Paris, Alcan, 1924.

l'ouvrage tout entier. Georges Dumas s'est acquitté de sa fonction avec honneur... [1] »

» La psychologie de ce Traité n'est la psychologie de personne, c'est la psychologie tout court, science très incomplète encore, mais dans l'exposé de laquelle chaque collaborateur a mis tout ce qu'il pouvait de logique et d'information... »

Il faut ajouter que cette préface de Th. Ribot est datée de juin 1914 et destinée à une première édition qui était tout prête et qui ne parut pas, on devine pourquoi. Après la guerre, il fallut reprendre tout l'ouvrage, le remanier, y faire, de nombreuses additions pour le remettre au courant des nouveaux travaux, déjà considérables...

Et maintenant que j'ai eu l'imprudence de rapporter les regrets de l'illustre philosophe, à quelles expressions de confusion ne suis-je pas tenu, moi qui ose faire, non pas une préface, mais ce qu'on pourrait prendre pour un inventaire!

Aussi n'en est-ce pas un. J'ai voulu seulement noter un petit nombre de traits qui m'ont paru intéressants, caractéristiques ou nouveaux dans la psychologie telle que l'expose le Traité.

***

La psychologie contemporaine a, dans l'ensemble, abandonné ce qu'il y avait d'atomique et de statique dans la doctrine dite « associationniste » développée chez nous par Taine qui continuait certains psychologues anglais. D'après ce système, on considérait les images et les sensations, à leur état le plus simple, comme des espèces d'atomes mentaux. Par leurs associations, ces atomes arrivaient à former ce qu'il y a de plus complexe dans le sentiment et l'intelligence, de même que les combinaisons d'atomes matériels engendrent tous les corps de la nature.

Un cliché ou une empreinte correspondaient, dans le cerveau, à chaque image et à chaque sensation, et les associations d'images et de sensations se répétaient dans les associations des clichés de ces images et des empreintes de ces sensations.

1. Il a, en outre, écrit lui-même près du tiers du Traité.

La physiologie cérébrale et la psychologie étaient ainsi la transcription l'une de l'autre, comme telle équation algébrique est la transcription du tracé de telle courbe.

Cela supposait une localisation minutieuse. Telle empreinte, tel cliché, devaient être affectés à un élément cérébral déterminé, situé à une place déterminée dans l'encéphale. Sinon, c'était le chaos.

Ni les travaux psychologiques, ni les expériences faites sur l'encéphale ne confirmèrent ces vues.

On s'en tint à un parallélisme général entre les états du cerveau et les phénomènes psychologiques, suivant les vues de M. E. Gley. On pense avec tout son cerveau, dit cet éminent physiologiste; beaucoup de lésions cérébrales n'affectent aucune catégorie particulière d'opérations de l'esprit, mais coïncident avec une diminution d'ensemble de sa puissance et de son activité [1].

Le cerveau conditionne tout ce qui est « spontanéité ». Un chien décérébré — on en cite un qui a survécu deux ans à l'opération — ne recherche plus sa nourriture, mais mange quand on lui présente des aliments; il est indifférent à tout, ne fait de mouvements que provoqués : ne marche que si on le pousse, etc...

D'autre part, on a observé que les réflexes de l'animal décérébré étaient plus rapides que ceux de l'animal normal. Le cerveau apparaît ainsi comme retardant la réponse faite par l'organisme aux excitations extérieures, soit qu'il la contrôle au passage, soit qu'il ouvre aux excitations actuelles des circuits dérivés par où elles vont éveiller les tendances de réaction laissées par les anciennes. De là résulte une activité dont l'origine est intérieure et propre à l'animal, dont il a une part d'*initium*, d'initiative [2].

Il est donc naturel, comme on le crut de bonne heure, que la supériorité mentale d'un animal soit liée aux ressources que lui offre sa matière cérébrale. Restait à savoir ce qui, dans ces ressources, était laissé à la disposition de l'intelligence par

1. Traité. Tome II., Georges Dumas, *Conclusion*, p. 1143.

2. Cf. Traité. Tome I. J.-P. Langlois, *le Système nerveux : anatomie et physiologie générales*, p. 94-127. — Auguste Tournay, *le Système nerveux : anatomie et physiologie spéciales*, p. 127-202.

l'activité purement organique. Cuvier avait proposé d'apprécier la valeur du cerveau par le rapport de son poids à celui du corps; mais la souris se trouva avantagée : elle apparaissait comme l'égale de l'homme; et le ouistiti encore plus : il nous dépassait. Anomalie soulignée par ce fait qu'il y avait de très grandes différences entre des animaux proches parents comme le chat et le tigre. Dubois, — le découvreur du pithécanthrope —, partant au contraire de ce postulat que les chiens, par exemple, petits ou grands, devaient avoir la même intelligence moyenne, trouva une relation entre les poids du cerveau et du corps où intervient un coefficient qui est une véritable note d'intelligence : l'homme a 2,8; les singes anthropoïdes 0,7; les singes ordinaires — dont le ouistiti — 0,4 à 0,5, etc... M. Louis Lapicque, dans ses travaux récents, a confirmé, en même temps qu'expliqué et généralisé, ces résultats [1].

Le rôle du cerveau apparaît là comme conditionné par le réseau nerveux, au même titre qu'un central téléphonique est conditionné par les circuits des abonnés.

On pensait, jusqu'à une époque assez récente, que toutes les communications cérébrales avec le reste du corps se faisaient par voie nerveuse.

Mais voici qu'à ces connexions s'adjoignent des liaisons humorales, dont l'importance s'avère de plus en plus comme de premier plan.

Certaines glandes, dites à sécrétion interne ou *endocrines*, et déjà étudiées par Claude Bernard, puis Brown-Séquard, versent directement leurs produits dans les vaisseaux sanguins qui sillonnent leur masse. Ces substances, ainsi entraînées dans la circulation, exercent une action sélective sur des organes situés à n'importe quelle distance de la glande d'où elles tirent leur origine.

On a reconnu — grâce en particulier aux travaux du doc teur E. Gley — que la croissance, le développement des caractères sexuels, la formation du squelette, etc... étaient sous leur dépendance. Agissant directement sur le cerveau par le sang dont il est irrigué, elles peuvent y développer toutes ces réactions qui coïncident avec des crises psychologiques comme celle de « l'éveil des sens », etc... M. Georges Dumas montre que

1. Cf. Tome I. Louis Lapicque, *le Poids du Cerveau et l'Intelligence*, p. 73-92.

beaucoup de maladies mentales sont attribuables à l'excès ou au défaut de telles ou telles sécrétions internes [1].

Un parallélisme d'ensemble apparaît donc bien entre le fonctionnement du cerveau et les phénomènes psychologiques.

Quant aux localisations, elles existent, mais elles ne renseignent que fort peu sur un parallélisme de détail, c'est-à-dire sur une correspondance entre les espèces d'activités psychologiques et les parties du cerveau.

Des physiologistes comme MM. Vogt et Brodman ont étudié la structure fine de l'écorce cérébrale et y ont reconnu des territoires délimités avec une précision à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ces territoires se caractérisent en ce que certaines espèces de cellules, de fibres, de systèmes de connexion sont affectés à chacun d'eux exclusivement. Leurs frontières se déterminent en outre avec netteté par les genres de réaction qu'elles séparent. Limites de fonctionnements physiologiques et limites anatomiques correspondent exactement.

Mais, de l'aveu de M. Auguste Tournay et de M. Brodman lui-même, la psychologie n'a pas grand'chose à tirer de ces données [2]. Quoi localiser? disent-ils : des activités psychologiques à la fois très rudimentaires et très spéciales qui n'ont, pour le classement psychologique, pas plus de valeur que la couleur des calices et des corolles, par exemple, pour le classement botanique.

***

En définitive, il n'y a pas moyen de considérer le cerveau comme un mécanisme...

Dans son être intime, si l'on peut dire, la machine est statique, en ce sens que son fonctionnement ne change pas, ne doit pas changer ses organes. Après l'arrivée, la bielle d'une locomotive sera ce qu'elle était avant le départ, ou il y aura eu un accident.

Au contraire, l'organisme vivant est par essence dynamique, parce que ses éléments ne peuvent pas fonctionner, ni même

1. Tome II. Georges Dumas, *Un Nouveau chapitre de Psychologie*, p. 1071-1121.

2. Cf. Auguste Tournay, *loc. cit.*

subsister, sans changer. La moindre cellule qui vit ne cesse de respirer et de se nourrir, actes qui se traduisent par la destruction et la reconstruction perpétuelles et simultanées de sa substance.

La substitution du point de vue dynamique au point de vue statique — on ne l'a pas remarqué — fait toute la philosophie biologique de Le Dantec. Et, en somme, tout le bergsonisme. Dans *l'Évolution créatrice*, Bergson compare la matière à un courant qui descend, à travers lequel remonte le flux de la vie conjugué avec celui de l'esprit. Bien que Bergson conserve une originalité irréductible, il représenterait assez bien l'aboutissement extrême de la tendance des psychologues depuis le dernier quart du siècle précédent.

Ils ont senti d'une part, comme Le Dantec, et déjà avant lui, l'impossibilité de faire du cerveau un magasin de clichés et d'empreintes reliés par un réseau de communications complexes à de petits leviers qui commanderaient les mouvements élémentaires; d'autre part, comme Bergson, et avant lui aussi, l'impossibilité de traiter les pensées en marqueteries d'images et de sensations simples, indécomposables.

Au courant de son évolution, la psychologie contemporaine s'est donc attachée de plus en plus aux explications dynamistes et synthétiques, exclues jadis par l'associationnisme primitif [1].

Elle arrivait du même coup, par des preuves expérimentales, à nous montrer combien nos idées classiques sur les « facultés de l'âme » étaient artificielles et nous ménageaient de surprises en présence de la genèse véritable des puissances psychologiques.

Prenons comme exemple la mémoire telle qu'elle apparaît dans l'étude de M. Pierre Janet sur la *Tension psychologique et ses Oscillations* [2]. M. Pierre Janet y applique par endroits la méthode pathologique dont Th. Ribot a si bien inauguré et justifié l'emploi. Elle consiste à observer, dans les maladies et accidents mentaux, des grossissements et des déformations qui mettent en évidence des traits imperceptibles à l'état normal, et des destructions d'édifices psychologiques par les-

1. Tome II. Georges Dumas, *Conclusion*, p. 1133-1134.
2. Tome I, p. 920-951.

quelles se découvrent les assemblages réels des matériaux.

Ce que M. Pierre Janet considère ici tout d'abord, ce sont les *tendances*, chez l'individu vivant et pensant, à réagir d'une manière donnée en présence de certaines excitations données. L'hérédité biologique, la tradition, la vie sociale, ont compliqué et superposé les tendances. « Il y en a en nous d'anciennes, contemporaines des premiers animaux, comme les tendances... à des mouvements violents des membres, à des fuites éperdues, à des attaques brutales. Les tendances sociales et les tendances personnelles se sont développées plus tardivement : le langage, puis les premières opérations intellectuelles relatives au panier, à l'outil, à l'image, au récit enfin, point de départ de la mémoire, constituent une étape supérieure qui déjà n'appartient plus du tout aux animaux, mais aux premiers hommes...

« Nous observons plus rapidement par l'étude des diverses maladies mentales que les tendances les plus récentes sont de toutes les plus fragiles... » Chose bien remarquable ! la mémoire disparaît très facilement chez les malades sous sa forme de capacité de fixation des souvenirs nouveaux, d'utilisation des souvenirs anciens pour s'adapter à la situation présente. C'est que, explique M. Pierre Janet, « la mémoire est une opération fort élevée et tardive, que l'usage de la mémoire personnelle dans la conduite est une sorte de méthode expérimentale qui s'est développée plus tard encore et que ces opérations fragiles sont très facilement atteintes par la maladie [1] ».

On voit donc que la mémoire est dénoncée, par l'expérience même, beaucoup plus comme un pouvoir d'utilisation des souvenirs que comme une sorte de malléabilité aux empreintes, ainsi qu'on la présentait naguère.

***

Aux méthodes expérimentales, la psychologie n'a pas cessé de joindre l'introspection.

Celle-ci est nécessaire pour la connaissance des opérations supérieures de l'esprit, tissage de dentelles fines, délicates, compliquées, qui ne s'étudieront bien que dans l'esprit de

1. *Loc. cit.*, p. 932-933.

l'homme sain, parce que la maladie mentale les dénature par de trop larges lacunes. Il faut donc réunir et confronter les témoignages de nombreuses gens qui rapportent ce qu'ils ont vu par le regard intérieur. Ces témoignages, quand ils concordent, fournissent des documents d'une valeur pleinement scientifique. En fait, c'est ainsi que l'humanité a constitué, depuis des époques lointaines, un vieux fonds de la science d'elle-même que l'on conservera toujours.

Mais le sens intime, l'œil qui voit, l'oreille qui entend ce qu'il y a en nous, la conscience, ne nous montre clairement que la pensée toute faite par fragments plus ou moins grands. Ses renseignements sur la « fabrication » de la pensée, l'acte même de la pensée, sont purement négatifs. De tout ce qu'elle nous permet de nous représenter à nous-mêmes, images, discours intérieur... demandons-lui : — Est-ce la pensée? Elle répondra : — Cela sert éventuellement à la pensée, mais ce n'est pas la pensée. — Toutes éliminations faites, quand nous serons sûrs d'être en face de la pensée elle-même, il restera que la conscience ne sait plus rien, sinon — quand nous pensons — que nous sommes en train de penser [1].

Non seulement notre conscience ne nous fait pas connaître par ses seuls moyens ce qui appartient purement à notre Moi dans nos opérations mentales, mais elle a usurpé sa réputation d'instrument par excellence des hautes recherches spéculatives : elle n'est adaptée en réalité qu'à des fins pratiques.

« Nos états de conscience, écrit M. H. Wallon, ne nous révèlent que des rapports intéressant notre existence, et sous la forme capable d'assurer la plus grande efficacité possible vis-à-vis du milieu [2]. »

« ... Il reste qu'en dehors d'une active adaptation aux objets toujours nouveaux de l'expérience externe, la conscience ne peut se produire. Privée de relations avec les réalités ambiantes qui sont motifs à stimulations et à réactions perpétuelles, elle s'obnubile et se dissout [3]. »

En raison de cette adaptation à la vie pratique, la con-

1. Cf. Tome II. Henri Delacroix, *les Opérations intellectuelles*, p. 113-127.
2. Tome II. H. Wallon, *la Conscience et la Vie subconsciente*, p. 479.
3. *Ibid.*, p. 484-485.

science nous présente ce qui est *arrêté* dans la pensée sous une forme communicable aux hommes : image, langage intérieur... De tout le reste, de l'organisation active de la pensée, de son mouvement, elle ne nous dit rien, parce que nous-mêmes n'avons pas besoin de le savoir, sinon par pure curiosité, parce qu'elle ne s'intéresse qu'aux résultats. Elle nous révèle aussi, par intermittence, notre effort qui, pour réussir, doit être soutenu.

***

« La conscience, il faut l'admettre avec M. H. Wallon, n'est dans la vie psychique qu'un moment très fugitif et très particulier : c'est en dehors d'elle que se développe notre activité presque tout entière [1]. »

« En dehors d'elle », ou, pour s'exprimer autrement, « dans » le subconscient — locution d'ailleurs erronée, car ni la conscience ni la subconscience ne sont comparables à des réceptacles, ni ce qui « s'y trouve », « y entre » ou « en sort » comparable à des objets qui puissent être contenus quelque part.

Que n'y a-t-il pas dans le subconscient? Freud en donne soit une idée, soit l'occasion de s'en faire une idée, suivant le degré de l'adhésion qu'on accorde à sa systématique.

Je rappellerai ici, d'après les belles analyses de M. Georges Dumas [2], sa pathologie mentale, entièrement basée sur le désir sexuel, la *libido*.

La *libido* s'éveille, prétend Freud, presque en même temps que la vie, et avec « des tendances multiples vers des fins qui ne sont ni celles de la nature, ni celles de la société ». La première enfance, celle qui finit entre la sixième et la huitième année, est « d'une perversité foncière et polymorphe »... A ce terme, la *libido* subit un temps d'arrêt physiologique... Déjà la « *censure* » a inauguré son rôle : elle refoule les tendances perverses qu'obnubile d'autre part l'amnésie du premier âge.

Qu'est-ce que cette « censure » dont le nom paraîtra bien grave appliqué à des gamins de sept ans? C'est une pièce essen-

1. *Loc. cit.*, p. 487.
2. Tome II. *La Pathologie mentale*, p. 811-1000, et *la Psychologie pathologique*, p. 1007-1065.

tielle de l'organisation freudique du subconscient. Entre celui-ci et la conscience, il y a une sorte d'antichambre, le *préconscient*, dont l'accès du côté de la conscience est entièrement libre, tandis que la censure veille à la porte qui donne sur les champs infinis de l'inconscient proprement dit.

La censure se confond avec ce qu'il y a d'instinctif dans ce qu'on appelle la « conscience morale ». Sa force est faite de toute la pression que le milieu social exerce, en effet, de très bonne heure, sur l'enfant — par l'intermédiaire de ses parents, à tout le moins. — Que Freud ait mis la censure, la « conscience morale », hors de la conscience, cela est profond, comme d'avoir créé un district où les communications avec la conscience se font, en temps ordinaire, sans provoquer le moindre incident.

Mais il y a des drames, c'est-à-dire des névroses, lorsque l'antichambre est traversée en raids brusqués, ou grâce à des ruses, par la *libido* en lutte avec la censure.

La puberté est la phase critique qui va décider de la paix ou de la guerre. A ce moment, avec le renouveau de la *libido*, réapparaissent les tendances de la sexualité infantile. Quand l'adolescent n'évolue pas normalement en se détournant d'elles, et quand, du même coup, son moi social, indigné, entre en scène, le conflit se déclare. La censure refoule dans l'inconscient les tendances régressives. Celles-ci, écartées « sans raisonnement », forcent l'accès de la conscience sous forme d'accès pathologiques mentaux et nerveux.

Telle est, dit Freud, l'origine des névroses, et il ajoute qu'il n'y en a pas d'autre.

La cure qu'il institue consiste, non pas à satisfaire la *libido* refoulée, mais à amener le conflit à la pleine lumière de la conscience. Alors, si on réussit, le malade en jugera avec sa raison et se conduira conformément aux nécessités que lui impose sa situation sociale. Une agitation morbide sera, à tout le moins, changée en conflit normal compatible avec une vie mentale saine.

Pour réaliser ce programme, le psychiâtre devra obtenir des informations sur les tendances refoulées. Il n'en trouvera pas de plus sûres que dans les rêves du malade. La censure, en effet, est quelque peu relâchée pendant le sommeil, en même temps que les tendances — pour la tromper — prennent

un déguisement symbolique. Au médecin de déjouer ces ruses subtiles et de deviner comment la *libido* cache ses sollicitations sous les images dont il y a le moins lieu de se méfier, comme une table de logarithmes, une pelle à charbon, une pendule, — sans sujet de pendule, — un moellon...

C'est là ce qui a donné lieu à cette sorte de « Clef des songes » freudienne qui prête si fort à la plaisanterie. On a raison d'en sourire, car elle est souvent arbitraire et basée sur des exagérations systématiques.

Mais ce ne sont *que* des exagérations. M. Georges Dumas et ses collaborateurs, dans leur mise au point du freudisme, n'en repoussent en somme rien, sauf peut-être la *libido* pervertie de la première enfance. Ils en admettent toutes les interprétations, à condition qu'on limite le nombre des cas auxquels elles s'appliquent. Ils ne lui reprochent que des généralisations excessives : opposant expériences à expériences, M. Georges Dumas montre, par exemple, qu'il y a des névroses d'origine non sexuelle, alors que, d'après Freud, il n'y en aurait pas. Tous s'accordent, après Ribot lui-même, à juger la théorie du refoulement comme originale et féconde [1].

***

La censure freudienne est une force sociale incorporée au plus intime de l'individu, et qui, là, exerce un contrôle discrétionnaire, ignoré de l'intéressé, du moins en temps normal. On a cité les idées de M. Pierre Janet sur les tendances : plus elles sont élevées, plus elles sont de l'ordre humain, plus aussi elles sont récentes et liées à un état social complexe.

Et le langage est social.

Si la pensée humaine n'est pas le langage, on ne voit pas ce qu'elle serait sans lui, privée, comme il faudrait l'imaginer, de la logique, du raisonnement, même les plus embryonnaires, de tous les moyens que nous employons pour la repérer, l'organiser, la fixer et en contrôler les résultats. M. Henri Dela-

1. Cf. aussi Tome I : A. Lalande, *la Psychologie, ses divers objets et ses méthodes*, p. 26-42. — Tome II : Henri Delacroix, *les Opérations intellectuelles; le Rêve et la Rêverie*, p. 215-221. H. Wallon, *la Conscience et la Vie subconsciente*, p. 495-499.

croix dit que l'être humain dépourvu de langage est un objet inaccessible à la psychologie [1].

Un esprit humain, en tant qu'humain, est donc conditionné par la société autant, en un sens, que par le cerveau. Dès lors la psychologie est sociologie.

Une discussion naît de là entre psychologues et sociologues dits de l'école de Durkheim. Ceux-ci soutiennent que toute opération supérieure de l'esprit s'est inspirée à son origine d'une institution sociale. Entre bien d'autres exemples, M. G. Davy donne celui de la classification, base de toute logique, et qui ne remonte guère plus haut qu'Aristote : les catégories logiques, dit-il, ont eu pour premiers modèles les catégories sociales. Certaines tribus australiennes sont divisées respectivement en clans, et toutes les choses de la nature sont réparties entre les mêmes clans. Un tel usage se retrouve chez des peuples plus civilisés [2]...

Adopter le point de vue des sociologues, ce n'est pas sacrifier l'individu. Au contraire, l'évolution sociale, qui développait les moyens et les occasions de penser, augmentait par là même la puissance des facultés mentales personnelles, donc l'autonomie, au moins « intérieure », de la personne.

Une comparaison permet de rendre compte du rôle de l'élément social dans l'esprit humain, c'est celle qu'employait Le Dantec parlant de la vie.

Il disait que l'être vivant est du type de la flamme. Une flamme a sa forme, son individualité; elle ne cesse de produire de la chaleur et de la lumière, elle agit; malgré quoi elle n'a pas de substance propre; non plus d'ailleurs qu'elle n'est faite de la matière du comburant ou de celle du combustible — de la stéarine d'une bougie, par exemple, ou de l'oxygène de l'air — puisqu'elle ne cesse de transformer ces matières en d'autres incombustibles et incomburantes qu'elle expulse aussitôt, sous peine d'extinction.

Et cependant la flamme est conditionnée à la fois par le combustible et par le comburant. De l'essence de pétrole dans

1. Cf., Tome II. Henri Delacroix, *les Opérations intellectuelles : le Langage*, p. 152-184. — Voir aussi, du même auteur, *le Langage et la Pensée*, Paris, Alcan-1924.

2. Tome II. G. Davy, *la Sociologie*, 799-801.

de l'air trop chargé d'acide carbonique, du bois trop mouillé dans de l'oxygène pur brûleraient mal.

La cellule vivante est une flamme où le protoplasma joue le rôle de combustible et le milieu vital, alimentaire, respiratoire, thermique... le rôle de comburant.

Flamme aussi l'esprit humain. Celle-là « brûle », pourrait-on dire, du cerveau vivant; elle donne une chaleur et une lumière proportionnées aux possibilités du cerveau, sans doute, mais non moins à la densité de l'oxygène moral que fait affluer l'atmosphère humaine où respire le porteur de ce cerveau.

Pour des gens, même de culture médiocre, appartenant à notre civilisation occidentale, le comburant représente le produit de tout l'effort de l'humanité vers la pensée depuis ceux de nos ancêtres qui, les premiers, entretinrent le feu jusqu'à Pasteur.

Un esprit humain, très individuel — et, en un sens, plus il est individuel — est l'humanité. Voilà un spiritualisme qui, sans préjudice pour aucune opinion métaphysique, me paraît impliqué dans la psychologie contemporaine.

JULES SAGERET

LE RÈGLEMENT

DE

LA QUESTION DU RIFF[1]

II

LE PROBLÈME POLITIQUE

Si la seule force de nos armes pouvait suffire à régler définitivement l'affaire du Riff, il ne nous resterait plus qu'à laisser nos soldats parachever leur victoire. Mais nous avons autre chose à leur apporter que l'hommage de notre admiration et de notre reconnaissance. Il nous appartient de faciliter leur tâche, d'obtenir que leurs efforts et leurs sacrifices procurent à la patrie des avantages répondant à leur grandeur, et, enfin, de faire en sorte que jamais plus le Maroc n'exige semblable holocauste de sang français.

Afin de déterminer les points sur lesquels doit s'exercer dans ce but notre action politique, nous essayerons de préciser les origines de la crise. Nous nous efforcerons donc de savoir pourquoi, au nord du Maroc, un vaste territoire est demeuré ouvert aux intrigues de nos ennemis et quel intérêt ils avaient à ce qu'Abd el Krim y régnât. Nous chercherons ensuite les raisons pour lesquelles cet aventurier, au lieu de rester paisiblement dans sa capitale d'Ajdir, a subitement déclanché une violente attaque contre le Protectorat français.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars.

LES DROITS DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE

C'est en exécution du testament politique d'Isabelle la Catholique que les Espagnols, en 1496, cinq ans après avoir chassé Boabdil de Grenade, s'installèrent à Melilla, poursuivant leurs ennemis sur la terre d'Afrique, considérée comme la prolongation naturelle de leur pays et sur laquelle ils voulaient également faire régner le christianisme. En 1508, ils prirent le Peñon de Velez, en 1580 ils achetèrent Ceuta aux Portugais, en 1675 ils occupèrent le Peñon d'Alhucemas et en 1848 les îles Zaffarine; enfin, en 1860 ils se rendirent maîtres de Tetouan. En 1911 leur emprise s'étendit sur Larache et Ksar el Kebir, en 1912 sur le Sahel, en bordure de l'Atlantique, et en 1919 sur Chechaouen, qu'ils abandonnèrent en 1924.

Si, pendant plusieurs siècles, l'Espagne limita son effort à la défense, très pénible de ces places, elle ne perdit jamais l'espoir d'étendre sa conquête. Avec elle, la France était au plus haut degré intéressée au sort du Maroc. De nombreuses conversations eurent lieu entre ces deux États, au cours desquelles, à plusieurs reprises, l'Espagne fut à même d'obtenir des avantages supérieurs à ceux qui lui furent, par la suite, attribués; c'est pourquoi la signature de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 causa dans la péninsule une désagréable surprise. L'Espagne aurait dû, en effet, approuver nos projets avant les autres grandes Puissances, dont l'assentiment préalable devait enlever au sien une partie de sa valeur à nos yeux; nous aurions été ainsi amenés à lui consentir une part plus large et à défendre, avec les nôtres, ses revendications devant les tiers.

Cependant, tandis que la France n'avait aucunement l'intention de léser l'Espagne, la Grande-Bretagne avait la ferme volonté d'empêcher la France de s'installer en face de Gibraltar. Aussi les droits de l'Espagne étaient-ils strictement réservés. Le Gouvernement britannique reconnaît, aux termes de l'accord, qu'il « appartient à la France de veiller à la tranquillité du Maroc et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes dont il a besoin », mais l'article 8 stipule que « le Gouvernement français se concertera avec le Gouver-

nement espagnol, au sujet des intérêts que l'Espagne tient de sa disposition géographique et de ses possessions sur la côte marocaine de la Méditerranée ». Au document étaient annexées des clauses secrètes, dont la cinquième prévoyait que l'Espagne se verrait confier l'administration de la région comprise entre la mer et les hauteurs situées sur la rive droite du Sebou.

Le 8 octobre 1904, l'Espagne apporta son adhésion à l'accord. La zone qui lui était affectée devait être limitée au sud par la ligne de partage des eaux entre l'Atlantique et la Méditerranée. Cette frontière coïncidait avec la crête des montagnes du Riff, elle était très logique.

En constatant l'entente parfaite survenue entre les trois principaux intéressés, l'Allemagne éprouva une certaine inquiétude et décida de montrer qu'elle entendait être partie au contrat. C'est pourquoi le Kaiser se livra, en 1905, à la bruyante et ostentatoire manifestation de Tanger. Il n'obtint pas l'effet cherché, car la France et l'Espagne, solidaires en présence de l'hostilité germanique, se rapprochèrent davantage encore et résolurent de lui opposer un front unique, ce pourquoi fut conclu le traité secret du 1er novembre 1905, dans lequel la France assumait la police de Casablanca et de Rabat, l'Espagne celle de Larache et de Tetouan.

L'Acte général du 7 avril 1906, qui sanctionna les décisions de la conférence d'Algésiras, réglementait les douanes, organisait la répression de la contrebande des armes, assurait l'internationalisation des entreprises de travaux publics et créait la Banque d'État, cela pour tout l'ensemble de l'Empire chérifien. Politiquement, la seule nouveauté marquante était que la police devenait chérifienne, avec des instructeurs espagnols pour Larache et Tetouan; français pour Mazagan, Safi et Mogador; français et espagnols pour Tanger et Casablanca.

C'est en 1911 que disparut le dernier obstacle à notre installation au Maroc, par la signature de l'accord franco-allemand du 4 novembre, dans lequel l'Allemagne reconnaissait « pleine liberté d'action à la France » sur toute l'étendue de ce pays. Le 30 mars 1912, M. Regnault signait à Fez le traité par lequel le sultan Moulay Hafid plaçait son Empire sous le Protectorat français.

Peu après, le 27 novembre 1912, nous reconnaissions à l'Espagne des droits identiques aux nôtres, dans une zone qui fut, à grand tort, superficiellement délimitée. La frontière suit la Moulouya de son embouchure à Mechra-Klila, passe au Djebel Beni-Hassen, traverse l'Ouergha au nord de Tafraout, en amont du coude de cette rivière et longe ensuite les hauteurs qui dominent sa rive droite, en laissant « au sud les tribus riveraines, au nord les autres ». Passant à 25 kilomètres à l'est de la route de Fez à Ouezzan, elle atteint enfin l'océan Atlantique, en suivant le parallèle 35° de latitude nord.

Dans la région de l'Ouergha, cette délimitation est tout à fait arbitraire; elle ne tient aucun compte ni des nécessités militaires, ni des considérations ethniques, ni des besoins économiques.

Comme il est difficile de préciser les limites du territoire appartenant à telle ou telle tribu, et comme il peut s'agir soit de groupements de tribus, portant un nom commun et ayant une étroite parenté, soit de tribus proprement dites, soit de fractions de tribus, ayant une indépendance et une originalité certaines, il est regrettable que la Commission prévue pour fixer définitivement la frontière n'ait jamais été réunie.

Ce qu'il nous faut retenir, en tous cas, c'est que les droits de l'Espagne lui viennent essentiellement du consentement de la France et que, par conséquent, en respectant les mesures fixées par ailleurs, notamment dans l'accord franco-anglais, au sujet de la neutralité de la côte, ces deux puissances sont facilitées à régler entre elles la question territoriale.

LA POLITIQUE INDIGÈNE DE L'ESPAGNE

Quiconque veut commander au Maroc et, peut-être, dans tout pays d'Islam, doit remplir trois conditions : être fort pour être respecté, juste pour être estimé, bienfaisant pour être apprécié. La nécessité d'être fort ne signifie pas qu'il est indispensable d'avoir de nombreux bataillons, mais qu'il faut pouvoir, au besoin, imposer sa volonté, ce qui peut être obtenu de plusieurs façons, la plus simple étant de rendre solidaires des siens propres les intérêts de ceux, qui, le cas échéant,

apporteront leur concours aux troupes importées. L'habileté politique est par conséquent le facteur essentiel.

Or l'Espagne n'a pas exercé au Maroc la justice que l'intérêt commande. Elle n'a été que médiocrement bienfaisante, car elle n'a pas apporté aux indigènes le bénéfice qu'ils attendent de l'administration européenne, à savoir l'outillage économique à l'aide duquel la civilisation permet une amélioration des conditions de l'existence et un enrichissement plus rapide. Abd el Krim, du reste, a su jouer merveilleusement de la déception éprouvée de ce chef dans la zone espagnole; il s'est montré juste, bien que sévère, et des anecdotes nombreuses circulent à cet égard; il s'est montré ami du progrès en traçant des routes, destinées en réalité à jouer un rôle stratégique, mais qui venaient, en apparence, confirmer ses promesses d'apporter tout ce que les Espagnols n'ont pas su donner.

Mais, à coup sûr, les graves déboires de l'Espagne au Maroc proviennent avant tout de ce que, impuissante à prouver sa supériorité militaire, elle accumulait en même temps, dans sa politique indigène, les plus graves erreurs.

La première, en suivant comme ordre celui de l'importance de leur domaine d'application, est de n'avoir pas su profiter des possibilités que lui offrait la formule dite de « protectorat », lorsque, en 1912, elle fut étendue à son territoire. Le sultan devait être représenté chez elle par un « khalifat », pourvu de sa délégation. A grand tort, ce personnage fut pourvu d'un « maghzen », à l'instar de celui de Rabat, entouré d'honneurs et doté de pouvoirs tels que, sans pourtant exercer la moindre action même apparente sur les affaires publiques, il sembla prendre figure de souverain. Mais son prestige s'en trouvait totalement annihilé car il ne pouvait en avoir qu'au titre de représentant du véritable sultan. Ce dernier, bien que son pouvoir civil n'ait jamais été effectif que là où ses mehallas restaient maîtresses du terrain, jouit d'une autorité religieuse incontestable et dont il était maladroit de ne pas faire usage. Dans la mesure du possible, la sagesse eût été d'aller jusqu'à promulguer officiellement certains de ses désirs. Or les Espagnols l'ignorèrent systématiquement.

Quant aux chefs indigènes de moindre envergure, ils ne furent utilisés qu'à des tâches militaires, à la tête d'unités indigènes, et pour collaborer à l'exécution des plans d'opérations. Lorsque l'on voulut faire vraiment de la politique avec eux, ce fut avec une maladresse étonnante.

Il suffit, pour s'en faire une idée, de se reporter à la rocambolesque histoire de Raissouli, sur laquelle nous n'avons pas à revenir, puisqu'elle fut exposée magistralement dans la *Revue de Paris* par le marquis de Segonzac[1]. Ce bandit de grande allure, à la solde de l'Allemagne, ne put jamais être abattu par les colonnes envoyées contre lui; à la suite de chacun des échecs subis par leurs armes, les Espagnols le comblèrent des marques de leur amitié, le flattèrent, le payèrent, l'armèrent, l'honorèrent, lui confièrent des commandements militaires et territoriaux, mais, en 1924, placé par le repli de ses alliés, en contact immédiat avec le Riff, Raissouli trouva son maître en Abd el Krim qui l'attaqua et le fit prisonnier.

L'histoire d'Abd el Krim, dans son ensemble, est tout à fait du même ordre, mais elle s'étend sur deux générations. Le père de notre héros, Si Mohammed Abd el Krim, habitait Ajdir, où il avait une certaine autorité sur la tribu des Beni Ouriaghel. Comme Raissouli, il était aux gages de l'Allemagne, au vu et au su de tous, ce qui n'empêcha pas les Espagnols de le prendre aux leurs pour utiliser son influence. Les étroites relations qu'il entretenait avec eux lui valurent d'ailleurs la suspicion de ses compatriotes. Le 6 octobre 1916, tandis qu'il se trouvait auprès d'Abd el Malek, auquel il avait amené trois cents guerriers, on brûla sa maison.

A son retour, il sut regagner la confiance de sa tribu sans perdre celle de ses patrons. Il dut, pour cela, montrer la plus grande habileté, mais il fallait, pour en admettre certaines manifestations, une bonne volonté inébranlable de la part des autorités espagnoles. Il était en rapports constants avec le colonel Riquelme, chef du Service des Renseignements de la zone de Melilla qui venait souvent au poste d'Alhucemas, pour le recevoir en cachette. Une fois, après l'avoir quitté en pleine nuit, et tandis que sa barque s'éloignait,

1. Livraison du 15 juillet 1925.

Abd el Krim fit ouvrir sur l'île un feu violent, afin de montrer ses véritables sentiments à l'égard des infidèles. A qui supportait semblables procédés, il était difficile d'obtenir le respect des indigènes.

A la même époque, Abd el Krim se voyait confier par l'Espagne le soin de nommer les caïds du Riff et recevait d'elle des fonds destinés à l'organisation d'un corps de police indigène. Un an plus tard, en juin 1917, il était invité à Melilla par le général Aïz Puru. Il y trouva son fils, réintégré dans ses fonctions de Cadi auprès de la Commandancia general. Comme tel, il était à même de servir utilement les Allemands. Cependant, en septembre 1915, les Espagnols avaient manifesté la vélléité d'interrompre les intrigues de Berlin. Le Cadi, mis en retrait d'emploi, fut incarcéré au fort de Rostro Gordo. Il voulut s'en échapper, mais, tandis qu'il glissait au long du mur, la corde cassa, il tomba et se brisa la jambe. Par la suite, il avait été relâché sur les instances de son père, puis il était rentré en grâce. Il put donc accompagner le Caïd d'Adjir dans les réceptions flatteuses données en son honneur et dans les excursions en automobile, au cours desquelles le colonel Riquelme, sachant leur goût pour les choses de la guerre, leur fit gracieusement visiter les travaux défensifs autour de Melilla.

Lorsque, au mois de septembre 1919, le premier des Abd el Krim vint à mourir, son fils abandonna de son plein gré la carrière judiciaire et vint prendre le commandement de la harka paternelle, qu'il nomma « harka des moujahiddines », c'est-à-dire « des hommes forts ».

Les Espagnols le croyaient toujours à leur dévotion et se gardèrent de gêner ses relations avec les Allemands qui, par l'intermédiaire d'un nommé Gôt, lui envoyaient des fonds.

Un beau jour, il apparut à la tête des vainqueurs d'Annoual.

Il serait fastidieux de faire un exposé complet de la politique indigène espagnole au Maroc, ce serait trouver indéfiniment les mêmes errements. Il n'est pas inutile, cependant, de citer quelques autres faits, choisis à différents points de vue.

L'exemple du Peñon d'Alhucemas est caractéristique des compromissions acceptées par les garnisons de certains postes

isolés. Il est situé à 500 mètres de la côte riffaine; ses batteries, nombreuses et puissantes, tiennent Ajdir sous leur feu, à moins de 2 000 mètres. Comment se fait-il qu'elles n'aient pas, en quelques heures, pulvérisé le nid de la rébellion? Cette opération n'eût pas suffi à ramener la paix, elle était cependant indiquée. Une singulière pudeur a empêché les journaux français d'expliquer pourquoi il n'y fut jamais procédé.

Depuis un temps immémorial, la garnison d'Alhucemas s'était tacitement engagée à ne faire aux indigènes nulle peine même légère; en revanche, elle était autorisée à chercher de l'eau à l'embouchure de l'oued Ghis, et cela seulement pour quelques jours chaque fois, sans quoi elle eût joui d'une fâcheuse indépendance.

Ces données expliquent pourquoi le ravitaillement des rebelles a pu se poursuivre impunément sous les yeux des sentinelles espagnoles et pourquoi l'ennemi a pu mettre en batterie sur la côte des pièces de gros calibre. Pour la même raison, Abd el Krim pouvait amarrer, à 500 mètres du poste, un petit yacht de 80 tonneaux, sur lequel il fit plusieurs voyages à Gibraltar.

A supposer que les indigènes, en dépit de ces habitudes, aient conservé l'impression qu'ils avaient à combattre des adversaires redoutables, le recul effectué en 1924 par l'armée d'occupation devait la leur enlever complètement. Il fut décidé par le dictateur pour des considérations de politique intérieure. Le peuple espagnol était las des sacrifices dont le Maroc était l'objet et les finances publiques étaient obérées par les charges d'une guerre sans issue apparente. Il fallait, ou bien entreprendre une conquête rapide à l'aide de moyens irrésistibles, et pour cela consentir à engager les crédits nécessaires, ou bien abandonner radicalement l'Afrique. Nulle autre solution ne semblait admissible rationnellement. On en prit une troisième.

Avant d'occuper le pouvoir, le général Primo di Rivera s'était prononcé catégoriquement pour la seconde. En 1917, à Cadix, et en 1921 au Sénat, il s'était déclaré partisan de l'évacuation intégrale, affirmant qu'il fallait « débarrasser le pays du cauchemar marocain ». Lorsqu'il eut en mains les destinées de sa patrie, il se contenta d'évacuer presque toute

la région occidentale, conservant seulement deux bandes côtières, qui ne peuvent communiquer entre elles que par l'intermédiaire de Tanger. La première, sur la Méditerrannée, avec Ceuta et Tetouan, comprend tout juste la route qui réunit ces deux villes en longeant la mer, la seconde, avec Larache et Arzila, va de la frontière internationale au Loukkos ; sa largeur est de six kilomètres au nord et de trente au sud.

Le but véritable de cette manœuvre était probablement de réserver pour l'avenir la possibilité de prendre l'une ou l'autre des deux seules décisions admissibles définitivement, tout en essayant de donner à l'opinion publique l'impression que les charges entraînées par l'occupation allaient diminuer, puisque le terrain occupé était réduit.

Cependant les conséquences d'un repli sont toujours, en Afrique du Nord, extrêmement graves. Pour les indigènes, qui, en cela, se conforment au plus élémentaire bon sens, reculer c'est être vaincu. Cet effet moral est aggravé par la situation infligée aux tribus dont le territoire est évacué, puisque, après avoir exigé d'elles des marques de soumission, on les livre aux représailles de l'ennemi.

En l'occurrence, le repli eut des suites d'autant plus regrettables au point de vue politique, qu'il fut effectué, en plusieurs endroits, conformément aux coutumes fâcheuses que nous avons déjà constatées. Pour éviter aux défenseurs de certains postes l'obligation de livrer bataille lorsqu'ils durent battre en retraite, on alla jusqu'à verser aux indigènes de véritables rançons, cela, parfois, dans des conditions très humiliantes.

Les conséquences politiques des revers subis par leur armée privèrent les Espagnols de l'autorité nécessaire à l'application d'une politique indigène semblable à celle qui donnait, dans la zone française, de très heureux résultats. Ils voulurent néanmoins s'en inspirer, et pour cela tenter de faire précéder ou accompagner l'occupation militaire par la mise en valeur du sol. Il s'agissait d'assurer aux habitants l'intérêt tangible qu'ils devaient trouver dans la plus-value de leurs propriétés. Cette tentative fut mal conduite.

La première expérience en fut effectuée par la « Coloniza-

dora ». Après avoir acheté la complicité des caïds de la tribu des Beni-Bou Yahi, cette société acquit, pour 50 000 pesetas, 25 000 hectares cultivables, dans la plaine du Garet, au sud de Melilla. L'affaire donna un gros bénéfice puisque les terres furent revendues au prix de 150 à 200 pesetas l'hectare, mais, comme on omit de remplir la plus grande partie des engagements pris vis-à-vis des indigènes, il en résulta dans la région un grand mécontentement.

Cependant, alléchée, la compagnie voulut procéder de façon analogue dans une autre direction, conformément aux suggestions de son principal agent, le caïd Ould El Mir. Il se prétendait mandaté par la tribu propriétaire du Djebel Bou Idbiren, ce qui ne l'empêcha pas de recommander, pour éviter toute difficulté, l'emploi de quelques troupes, chargées de protéger la prise de possession du terrain soi-disant vendu. Le commandement militaire manifesta un peu d'hésitation, mais l'influence de la Colonizadora était devenue considérable et l'on n'osa pas aller jusqu'à lui refuser des armes et des munitions, à l'aide desquelles le caïd Ould el Mir pourrait apporter aux acquéreurs le concours d'une troupe levée par ses soins. C'est bien ce qui eut lieu, en 1918, mais l'armée de la Colonizadora, ou plutôt de son associée « Las Minas del Riff », chargée de diriger l'opération pour le compte commun, fut sérieusement étrillée, ainsi que les forces irrégulières aussitôt engagées pour la secourir. De ce côté encore, le pays entra en effervescence et la partie sud du front de Melilla fut attaquée sans répit.

Au lieu de profiter de la leçon, on voulut recommencer ailleurs. Cette fois, les terrains visés se trouvaient chez les Beni Ouriaghel et le chef indigène, chargé d'employer la force, fut Abd el Krim le père. Il accrut l'effectif du corps de police qu'il commandait déjà aux frais de l'Espagne, mais il ne le fit pas marcher, car, peu après la conclusion de l'armistice du 11 novembre 1918, il déclara tout à coup que les difficultés de l'affaire lui paraissaient insurmontables.

L'ACTION MILITAIRE DE L'ESPAGNE

Tandis que les conquêtes coloniales ont en général un but intéressé et sont menées suivant un programme rationnel,

établi de toute nécessité en vue du meilleur rendement des forces mises en action, mais aussi en considération des bénéfices économiques envisagés, l'Espagne a toujours lancé au Maroc ses colonnes pour des motifs tout à fait différents. Il s'agissait chaque fois, pour elle, de « rétablir le prestige compromis », de « venger l'honneur de l'armée », bref, de conceptions peu susceptibles d'amener des résultats pratiques.

Mais les revers essuyés par nos voisins ont des causes d'ordre purement militaire que nous avons eu le plus grand tort de ne pas étudier en temps voulu. Avec une faconde blamable, nous nous sommes considérés comme bien au-dessus des défaillances de nos voisins. Oubliant les fastes glorieux de leur armée, nous lui avons attribué des infériorités profondes qui n'existaient que dans notre imagination. Depuis lors nous avons commis en présence du même adversaire, des erreurs semblables.

Très rapidement, en parcourant l'histoire militaire de la zone espagnole dans la période contemporaine, nous pourrons nous en rendre compte.

En 1893, le général Margallo effectuait des travaux de fortification autour de Mélilla, quand il fut surpris par un fort parti d'indigènes qui l'obligèrent à chercher abri dans la place, non sans abandonner sur le terrain de nombreux cadavres. La garnison était de 1 600 hommes. On en rassembla 3 500, à la tête desquels le général malheureux essaya d'obtenir sa revanche, mais il fut coupé de la ville et tué. Alors l'Espagne constitua deux corps d'armée expéditionnaires. La situation fut rétablie à la suite d'opérations sans éclat, et l'on crut pouvoir ramener la garnison à 3 500 hommes.

L'entrée en exploitation des mines voisines de Mélilla amena à doubler les troupes de cette place, qui furent, en 1907, portées à 7 000 hommes. La révolte de 1908 montra au général Marina, qu'il fallait, pour protéger les travaux, occuper le mont Curugu. Il voulut s'en emparer, mais subit un véritable désastre. La seule brigade des Chasseurs de Madrid y laissa 800 hommes et son chef, le général Pintos. Alors l'Espagne fit un immense effort et rassembla 46 000 hommes. En présence de ces forces, les Marocains ne réagirent pas et permirent aux Espagnols l'occupation d'une

ligne de défense englobant les bourgades de Nador et Sebouan.

Mais, de ce côté comme à l'ouest, les Espagnols n'ont jamais connu la paix. Sans cesse, les indigènes surprenaient leurs convois, attaquaient leurs postes, pillaient les tribus soumises, dont les hommes, empêchés de cultiver la terre, finirent par entrer presque en totalité dans les troupes indigènes. Tetouan reçut, pendant de longues années, des obus lancés par une pièce bien abritée que l'on ne parvenait pas à déloger. La garde des points fortifiés, le refoulement des bandes de pillards, la protection des routes, exigeait le maintien au Maroc d'effectifs considérables, avant même que la guerre n'ait pris, en 1921, une très grande envergure. L'armée espagnole eut, cette fois, l'initiative des hostilités. Elle l'a regrettée, car la colonne du général Sylvestre, attaquée par des masses considérables qui l'encerclèrent sur l'éperon d'Annoual, le 18 juillet 1924, fut abandonnée par les contingents indigènes et finalement écrasée. Le général se suicida sur le champ de bataille.

L'affaire suivit alors son cours habituel. Le général Navarro reçut la mission de venger le général Sylvestre. Avec 20 000 hommes il sortit de Melilla, mais il ne dépassa pas le poste du mont Arrouit, distant de 30 kilomètres, car il y fut assailli par 30 000 Berbères. Les Espagnols résistèrent pendant dix jours, après quoi la faim et la soif obligèrent le général Navarro à se contenter de la parole d'Abd el Krim, qui lui assurait la vie sauve pour tous ses hommes, s'ils capitulaient avec armes et bagages. L'épilogue aurait dû empêcher la France et l'Espagne de se laisser prendre plus tard aux serments du caïd d'Ajdir, car il fit massacrer les vaincus. Seules purent échapper au carnage quelques unités qui, moins crédules, avaient cru préférable de s'ouvrir un chemin au travers des assiégeants et réussirent à gagner la zone française dans les environs du poste de Taourirt.

La journée du mont Arrouit coûta aux Espagnols 4000 hommes, 20 000 fusils, 30 canons, d'immenses quantités de munitions. Les rebelles s'emparèrent aussitôt après de Sélouan et de Nador, où ils égorgèrent tout ce qui n'était pas marocain. Le général Navarro et les officiers supérieurs n'avaient pas été massacrés. Pendant deux ans, on négocia pour obtenir

leur libération. Ce fut une source supplémentaire d'humiliations pour l'Espagne qui finit par verser, pour eux, une rançon de 4 millions.

La vengeance fut confiée au Commissaire résident général Berenguer qui, avec 50 000 hommes, réoccupa le mont Gurugu et, le 2 octobre, trouva, sur le mont Arrouit, 3 000 cadavres en décomposition.

Alors, pendant deux ans, l'armée espagnole se livra patiemment à la reconquête du terrain perdu devant Melilla. Elle ne parvint pas jusqu'à Annoual et Mont Abarran, mais elle installa une formidable ligne de défense qui, à 50 kilomètres de la place, va sensiblement du nord au sud, depuis le poste d'Afrau, sur la mer, jusqu'à celui de Issen Lassen, ouvrage avancé de Azib de Midar, sur l'oued Kert. Les fortifications, à partir de là, sont orientées de l'ouest à l'est et passent ainsi au-dessous de Melilla. Sur les 30 kilomètres qui séparent Afrau et Issen Lassen, on ne compte pas moins de soixante ouvrages.

Dans la région occidentale, l'organisation défensive n'est pas moins curieuse. Autour du pays des Andjeras se trouve une ceinture fortifiée qui, à l'ouest longe la frontière internationale, à l'est défend, en suivant la côte, la route de Tetouan à Ceuta pour comprendre dans son épaisseur la route de Tanger à Tetouan. Au nord, un seul point est occupé : Ksar el Sghir. En 1919 fut pris Chechaouen, qu'il fallut également entourer de travaux militaires et dont on assura les communications avec Tetouan, en élevant des postes de chaque côté de la route. Avant que cette barrière n'ait été abandonnée en 1924, une infinité d'onvrages remplissait le pays derrière elle, sans empêcher des parties dissidentes sérieuses d'y subsister. Là se trouvait le domaine de Raissouli.

Nous avons vu comment fut simplifiée l'organisation défensive de la région ouest. La bande conservée au long de l'Atlantique reçut une frontière militaire formée d'ouvrages défensifs très nombreux.

Cette multiplication des postes valut à l'Espagne de sérieux déboires. Nous en avons éprouvé à notre tour le danger, au moment même où, d'autre part, il se trouvait

que nos troupes étaient composées depuis peu comme les siennes.

Jusqu'en 1913, l'Espagne ne songea pas à tirer parti des ressources éventuelles du recrutement indigène. C'est à cette date seulement qu'elle forma un corps de Regulares qui comprend actuellement 11 000 hommes en cinq groupes. Elle constitua ensuite une Légion étrangère analogue à la nôtre, mais, jusque-là, les troupes employées au Maroc avaient été uniquement formées en effectuant des prélèvements sur l'armée métropolitaine, le plus souvent par des moyens de fortune.

En 1893, on dut rappeler les hommes en congé et les réservistes appartenant aux plus jeunes classes. Cela se fit dans le plus grand désordre car les dépôts n'y étaient nullement préparés. Lorsque l'on voulut avoir, devant Mélilla, deux corps d'armée de marche, on mélangea dans les unités les hommes pris dans toutes les formations de la métropole et on eut même des bataillons formés uniquement de réservistes. Les cadres furent obtenus de la même façon, si bien que l'on aboutit à désorganiser complètement l'armée métropolitaine, pour disposer de troupes dépourvues de toute cohésion. En 1908, les mêmes procédés furent appliqués, on alla jusqu'à engager de force les exclus, aussi ne faut-il pas s'étonner des troubles qui survinrent à Barcelone.

En 1921, la composition des troupes ne fut pas meilleure. Un mauvais élément y fut introduit par l'envoi des exemptés qui, moyennant payement d'une « cuota » plus ou moins forte, font seulement dix et même cinq mois de service militaire, tandis que, pour les autres, sa durée uniforme est de trois ans. Les « cuotas » étaient en outre dispensés de faire campagne, tant que leur régiment ne partait pas tout entier. Le ministre de la Guerre crut devoir suspendre cette faveur, mais ceux qu'il décevait ainsi en furent ulcérés. Leur mauvais esprit fit souvent regretter leur présence dans l'armée.

Il n'en reste pas moins que les soldats espagnols ne faillirent en rien aux traditions de leurs aînés. Ils se montrèrent en maintes circonstances dignes des héros de Rocroi et des défenseurs de Saragosse. Ils étaient mal préparés pour leur tâche, et c'était d'autant plus regrettable que pour leurs

cadres eux-mêmes la valeur ne suffisait pas non plus toujours à compenser l'inexpérience.

Les officiers de l'armée espagnole sont désignés pour le Maroc par un tour de départ inflexible qui les oblige à y passer deux ans. Nous avons vu, en parlant de l'armée française, les conséquences de cette méthode qui heurte le bon sens tout en satisfaisant théoriquement l'équité. Arrivant sur la terre d'Afrique sans rien connaître des conditions particulières de la guerre coloniale, et la mémoire pleine de récits angoissants, les officiers étaient enclins à éviter toute audace et à se ménager toutes les chances de sécurité.

C'est pour cela, très probablement, que, craignant de trop s'éloigner, les éléments chargés de la sécurité des colonnes, n'étaient pas capables d'avertir le gros suffisamment tôt pour lui éviter d'être surpris à courte portée. C'est pour cela encore que l'on voulait maintenir, dans les formations de combat, les hommes au coude à coude, ce qui amenait des pertes exagérées, c'est encore pour cela, très certainement, que fut poussé jusqu'à l'absurdité l'emploi des petits postes.

Au mois d'avril 1925, le corps d'occupation espagnol avait été ramené de 115 000 hommes à 68 000. Il fut renforcé peu à peu et se couvrit de gloire lors de l'opération d'Ajdir. Mais, ici encore, il est utile de mettre des choses au point.

Le débarquement, habilement et puissamment préparé avec le concours des forces navales, effectué sous la protection des canons de l'escadre et d'une imposante armée aérienne française et espagnole, fut à coup sûr remarquable. Mais la progression ultérieure se poursuivit avec une extrême lenteur.

Pour retirer de cet effort tout son bénéfice moral, il eût fallu occuper un éventail d'un certain rayon autour de la bourgade qualifiée de capitale du Riff. Or nous en sommes loin, car, contrairement à la croyance générale, les Espagnols ne sont même pas dans Ajdir même. Ils tiennent une ligne défavorablement placée, sur laquelle ils sont canonnés sans répit et doivent se borner à regarder Ajdir dans leurs lorgnettes.

Leur premier souci, dès la bonne saison, sera sans doute d'étendre suffisamment cette conquête un peu restreinte.

LES MINES

De toutes les causes de la guerre, la plus déplaisante à coup sûr, car elle repose sur un conflit d'intérêts financiers, c'est la question des mines.

Le Riff est réputé pour avoir un sous-sol d'une extraordinaire richesse et, depuis bien longtemps, le trafic des permis d'exploiter, des options, des concessions et autres documents enviés des prospecteurs, s'y exerçait sur une vaste échelle.

Le premier maître du pays qui mit en usage à cet égard les méthodes modernes fut sans doute le Rogui. Ce prédécesseur d'Abd el Krim, surnommé Bou-Hamara, se prétendait légitime sultan du Maroc et avait réussi à imposer sa domination sur toute l'étendue du Riff. Tandis que, d'un côté, il était traqué par les troupes de Moulay Hafid, comprenant des réguliers instruits par la mission française; de l'autre, il n'était pas sans entretenir d'excellents rapports avec les Européens, rapports dont il était aisé de trouver des traces. C'est ainsi qu'il donna, dans la région de Selouan, des concessions minières de fer et de plomb, à deux sociétés, dont l'une, « La Compania Norte Africana », avait des capitaux français. Son directeur, M. Massenet, ouvrit en 1906 un chantier destiné à construire une voie ferrée pour desservir les mines.

Au mois d'octobre 1908 les sujets du Rogui se révoltèrent contre lui, et les travaux durent être interrompus. On les reprit au mois de juillet 1909, mais un nouveau mouvement populaire, conduit par un nouveau prétendant, le caïd Chali, amena le massacre des ouvriers, et la campagne qui aboutit à l'occupation de toute la banlieue de Mélilla. Nous trouvons donc la question minière à l'origine de cette affaire. Il n'est pas douteux qu'elle ne joue de même un rôle considérable dans celle qui dure encore.

Depuis le début du siècle, de nombreux prospecteurs parcouraient le Riff. Il y en avait de toutes les nationalités, mais beaucoup étaient allemands, employés des Mannesmann et de leurs associés, dont l'agent principal était Abd el Krim.

L'article 112 de l'Acte général d'Algésiras décida que les mines du Maroc seraient l'objet d'une réglementation qui fut

établie en 1914 par les dahirs des 19 et 20 janvier. Une Commission d'arbitrage était créée; elle entra en fonctions presque immédiatement et 494 requêtes lui furent présentées. Sur ce nombre, 203 concernaient la zone espagnole. Voici la répartition par nationalité :

102 espagnoles,	dont	6	furent admises.
47 allemandes,	—	1	—
26 anglaises,	—	1	—
21 françaises,	—	3	—
6 néerlandaises,	—	4	—
1 italienne,	—	1	fut admise.

Mais les concessions ainsi régularisées se trouvaient entre les mains de chefs indigènes professant un mépris évident pour les conventions internationales. Les détenteurs des titres correspondants ne pouvaient en tirer parti, tant qu'une Puissance signataire de l'Acte d'Algésiras ne venait pas les mettre en possession du terrain.

Il est permis d'attribuer à cette considération l'offensive malheureuse du général Sylvestre.

En revanche, ceux dont les prétentions avaient été rejetées par la Commission arbitrale ne pouvaient conserver qu'un seul espoir : celui de voir s'installer dans la région un gouvernement assez fort pour maintenir l'ordre, mais, avant tout, favorable à leurs ambitions.

Nous trouvons donc en présence deux intérêts puissants et contradictoires, les uns exigeant, pour leur satisfaction, la conquête espagnole, les autres réclamant l'avènement d'un chef indigène à leur dévotion. L'homme choisi, fut Abd el Krim. On lui procura les moyens nécessaires pour s'emparer du pouvoir et le conserver. C'est pourquoi nos ennemis ont largement bénéficié de concours financiers, politiques, matériels et moraux.

Abd el Krim, ce prestigieux champion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, est donc tout bonnement l'homme de paille de certains financiers dépourvus de scrupules, mais pourvus de titres miniers qui n'ont pas été légalement reconnus et dont ils ont voulu néanmoins tirer parti à tout prix.

Pour savoir qui soutient nos ennemis et leur permet de tuer nos soldats, il suffit par conséquent de chercher quels

sont les détenteurs des permis de recherche ou d'exploitation dont la validité n'a pas été admise. Il y en a certes de français, mais davantage sont anglais et beaucoup plus encore sont allemands, d'autant que sur les 102 demandes espagnoles présentées, beaucoup sont en réalité allemandes. La Commission a rejeté toutes celles qu'avait accordé Moulay Hafid en 1907, en rémunération des subsides qu'il reçut pour soutenir ses prétentions au trône chérifien. Parmi les titulaires de cette catégorie, on trouve au premier rang les frères Mannesmann et, avec eux, quelques sociétés germaniques, formant un syndicat qui comprenait : les Frères Mannesmann de Hambourg, la Maison Loeb de Larache, et la Banque Strauss, de Karlsruhe.

Nul doute qu'une grande partie des ressources de la rébellion n'ait cette provenance plus ou moins directe car, depuis qu'il est tout puissant dans le Riff, Abd el Krim a plusieurs fois modifié ses contrats avec ses bailleurs de fonds, et, d'autre part, il n'est pas facile de déterminer dans chacun des groupements que nous avons pu identifier, quelles sont les influences prépondérantes.

Les conventions passées entre Abd el Krim et les groupes miniers ne sont pas encore toutes connues. Nous en avons tenu quelques-unes entre nos mains, pour d'autres, nous avons vu leur photographie. Cela ne suffit pas encore à déterminer la provenance exacte des fonds, car notre impression est que le groupe Gardiner, après avoir acquis en bloc toutes les possibilités offertes par la mise en valeur du Riff, a été contraint d'accepter un grand nombre de participations, impossibles à situer.

Le contrat Gardiner a été publié.

Il fut passé, le 11 juin 1923 entre Son Excellence Sir Hammed Abd el Krim el Kettabi, vice-président de la République du Riff et Son Excellence Si Mohamed Ben El Hadj Hitmi, directeur des Affaires politiques et commerciales, domiciliés tous deux à Adjir dans la République du Riff, et agissant au nom du Gouvernement riffain, d'une part, et Charles Alfred Paroy Gardiner, constructeur de navires et ingénieur, demeurant à Londres, 118 Long Acre, d'autre part.

Le capitaine Gardiner doit verser 300 000 pesetas à la signa-

ture. Il doit fonder une banque d'État à Adjir et ouvrir, à son intention, des agences. Cette banque émettra les billets de banque riffains.

Il entre en possession de tous les gisements de pétrole, charbon, or, argent, platine, cuivre, fer, etc., appartenant au Gouvernement riffain, lequel touchera 40 p. 100, du produit net. Le capitaine Gardiner reçoit aussi toutes les forêts de l'État riffain, la concession de tous les services postaux, de tous les ports, etc... Il doit construire et faire fonctionner des écoles; il a le monopole des théâtres, cinémas, etc., et celui de l'électrification du pays.

Le 22 décembre 1923, le même Si M'Hammed Abd el Krim, portant cette fois le titre de « ministre des Affaires étrangères du Riff et de vice-président de l'Assemblée nationale », signait un contrat avec le groupe Henri Molice, dont plusieurs participants semblent Français, et dont le chef est directeur du journal communiste *France-Afrique*.

C'est probablement là une sorte de transfert d'une partie des droits reconnus au groupe Gardiner et portant sur des concessions de fer et de cuivre, ainsi que sur le monopole des postes et de l'instruction publique. Le Gouvernement riffain doit toucher désormais 40 p. 100 du fer et 60 p. 100 du cuivre, en outre du versement d'un franc par tonne de cuivre et de 0 fr. 50 par tonne de fer.

Ces précisions montrent quelle sorte d'intérêt ont certains groupes financiers au triomphe d'Abd el Krim. Il y a dans le Riff proprement dit, prétendent les prospecteurs, du fer, du cuivre, du plomb, du zinc et du pétrole. Les deux exploitations déjà en activité dans la région de Melilla et qui ont, en 1919, extrait 344 022 tonnes de fer et 2 037 tonnes de plomb, permettent d'envisager de grands bénéfices lorsque tout le pays pourra être mis en valeur. Mais les recettes escomptées sont-elles d'une telle ampleur que les avances considérables consenties déjà au chef riffain pour lui permettre de mener la lutte, soient justifiées par cette seule considération? Nous hésitons à le supposer. La guerre exige de tels débours que des particuliers, si opulents qu'ils puissent être, auraient sans doute beaucoup de mal à les assumer. C'est pourquoi, vraisemblablement, il faut encore chercher ailleurs.

Cela n'empêche pas qu'Abd el Krim ne soit rien d'autre qu'un habile et cynique aventurier, qui, pour asseoir sa fortune, ne recule devant rien. S'il faut en croire un journal anglais de Tanger, il aurait déjà accepté de se retirer si on lui avait proposé un capital suffisant, mais les offres qui lui furent adressées demeurèrent bien en deçà de son évaluation.

LA MAIN DE L'ALLEMAGNE

« Le Maroc offre une dernière occasion africaine à l'expansion de l'Allemagne », telle était la conviction des hommes d'État de ce pays et celle de ses industriels. Ils s'efforcèrent d'y planter leur drapeau et pour cela se procurèrent l'appui des sultans Abd el Aziz et Moulay Hafid, prirent à leur solde un grand nombre de notables, distribuèrent largement les cartes de protection, achetèrent beaucoup de terrains, poussèrent intensivement leurs prospections et leur propagande. Lors même qu'ils eurent officiellement admis notre installation, ils y mirent tous les obstacles possibles, fournissant des armes, des directives et des cadres aux dissidents, poussant nos légionnaires à la désertion, entretenant sur place tout un état-major destiné à commander une insurrection éventuelle.

Dans la zone espagnole, leur activité fut plus grande encore, en raison de la carence des ayants-droit. Ils y avaient de nombreux protégés, des agents bien munis de fonds et leurs propriétés y étaient étendues. En 1912, ils allèrent jusqu'à offrir aux Espagnols de se substituer à eux pour l'exploitation du pays, sous la forme d'une Compagnie à Charte, qui travaillerait à ses frais, mais à ses bénéfices, à la conquête et à la mise en valeur du sol. C'était aller un peu loin : l'offre fut repoussée, mais la suggestion fut retenue et ce fut l'origine de cette « Colonizadora », dont nous avons vu le rôle néfaste. Avec elle, « Las minas del Riff », de fondation Mannesmann, travaillèrent de concert.

Dès le début de la guerre, en 1914, les agents allemands au Maroc se rassemblèrent de l'autre côté de la frontière et la zone espagnole, selon le mot du maréchal Lyautey, devint une « véritable zone allemande ». En 1915, l'Espagne manifesta la velléité de mettre fin à leurs agissements, mais ce fut pour

bien peu de temps et les Allemands purent agir chez elle à peu près librement. Dans les régions inoccupées, les Espagnols ne pouvaient rien, mais, ils auraient dû n'apporter aucun obstacle à ce que nous allions nous-mêmes y mettre ordre. Ailleurs, le gouvernement de Madrid n'a probablement pas su tout ce qui se passait, encore aurait-il pu donner des instructions plus fermes à ses fonctionnaires, qui, sauf quelques exceptions rares, comme celle du général Jordana, qui fit respecter loyalement la neutralité dans son commandement, se montrèrent exagérément favorables aux Allemands.

En Espagne fut mise sur pied une organisation centrale, avec des sections distinctes : administration, propagande, spécialités techniques, marine, T. S. F., action germano-islamique. Elles employaient les 80 000 Allemands présents dans la péninsule, militairement groupés sous le commandement des attachés militaire et naval, des cadres venus du Cameroun avec une partie de leurs troupes et d'une mission turque. Chaque port avait un emploi précis : Barcelone servait à la propagande générale et au ravitaillement de l'Égypte et de la Tripolitaine, Malaga servait de tête d'étapes pour Mélilla, Algésiras pour Tétouan, Ceuta et Tanger; Cadix pour le sud marocain.

L'Allemagne essaya d'abord d'agir au nom d'Abd el Aziz, dont la popularité demeurait grande, mais il se récusa; elle s'adressa en second lieu à Moulay Hafid, qui travailla pendant toute la guerre à son profit. Mais le premier rôle revint à Abd el Malek. Petit-fils d'Abd el Kader, il avait guerroyé dans le Riff au compte du Rogui et d'Abd el Aziz, avant d'exercer, à Tanger, les fonctions honorifiques d'inspecteur des Tabors. Il accepta les offres de l'Allemagne et partit recruter du monde pour servir sa cause, mais les Ghomara s'emparèrent de sa personne sur la route et ses employeurs, aidés dans cette négociation par les autorités espagnoles, durent, pour obtenir son élargissement, verser 80 000 pesetas.

Pendant trois ans, il lança des attaques répétées sur Taza. Il recevait de l'Allemagne 300 000 pesetas par mois et commandait trois harkas, largement payées et armées, abritées sous des tentes coniques provenant de Mélilla, instruites à l'européenne par des cadres allemands dont le chef s'appelait

Bartels, tandis qu'un autre, Farr, levait des recrues et rassemblait les déserteurs de la Légion.

Les troupes de la région de Taza furent alertées par les attaques répétées qu'Abd el Malek lançait vers le Sud dans l'espoir de couper nos communications avec l'Algérie et de donner la main aux dissidents du Moyen Atlas. C'est en vain qu'on le repoussait puisque, en arrivant à proximité de la frontière, il fallait s'arrêter respectueusement devant cette limite fictive derrière laquelle il pouvait impunément refaire ses forces en attendant le moment favorable pour revenir.

Dans le Maroc entier les Allemands étaient en relations avec les dissidents, leur envoyaient des armes et faisaient une propagande acharnée. Nous avons trouvé, sur un poteau télégraphique coupé, un placard qui disait notamment : « Jusqu'à ce jour nous avons été sans prince ni chef pour nous gouverner, mais aujourd'hui nous nous trouvons appuyés par le plus grand empereur d'Europe, celui qui, par ses armées, a envahi et détruit tout votre pays et qui occupe en ce moment, au nord, au sud, à l'est et à l'ouest tout votre territoire. N'est-il pas le kaiser el Hadj Guillaume, que vous surnommez le barbare, ce qui prouve votre complète ignorance. » Et le document se poursuivait en annonçant le triomphe de nos ennemis et notre féroce châtiment. La main de l'Allemagne apparaît donc manifestement dans la résistance que nous avons rencontrée de la part des Berbères.

En 1918 seulement, ses moyens financiers se trouvant supprimés, Abd el Malek dut quitter la région de Taza, ce dont ses guerriers profitèrent pour piller une seconde fois ses bagages. Il alla plus loin s'établir à Moulay Aïn Djenane, pour le compte de l'Espagne cette fois, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à nous susciter des ennuis. Mais Abd el Krim, qui avait jusqu'alors été son intendant et son chef de dépôt, lui procurant des hommes et lui transmettant des fonds, devint alors son compétiteur et ce fut dans un combat contre lui qu'Abd el Malek trouva la mort. Raissouli, autre agent allemand, tomba aussi sous les coups du nouveau chef de la dissidence. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, jamais l'Allemagne n'a hésité à abandonner, lorsqu'ils lui devenaient inutiles, ceux qu'elle avait jusque-là employés.

C'est du reste ce qui se passa pour l'Espagne elle-même. Sans aller jusqu'à prétendre, ce qui serait injuste et mensonger, qu'elle avait sciemment et volontairement secondé, dans son territoire, les menées allemandes dirigées contre nous, on ne saurait nier que ses agents les aient considérées avec un détachement incompatible avec le maintien strict de la neutralité et que certains d'entre eux, longtemps avec impunité, aient été jusqu'à les favoriser. Or, du jour au lendemain, on vit l'état-major pro-allemand de la zone espagnole se dresser homme pour homme contre l'Espagne, Abd el Krim à leur tête. Ce dernier n'avait jamais caché qu'il était au service de l'Allemagne. Le jour de la fête du Mouloud, en 1916, il avait arboré le drapeau noir, rouge et blanc, sur sa demeure d'Ajdir. Avec lui, tous les chefs à la solde des Allemands prirent le commandement des bandes insurrectionnelles.

L'Espagne en manifesta la plus vive surprise, ce qui est tout à son honneur. D'autres, qu'une longue expérience a mieux instruits du caractère germanique, s'étonneront moins de l'appui indéniablement apporté aux rebelles, sinon par l'Allemagne même, au moins par des groupements allemands qui disposent de moyens exceptionnels pour de simples particuliers. Après avoir courtisé l'Espagne pour qu'elle ne mette pas trop durement obstacle à leurs manœuvres contre la France, ils ont avantage aujourd'hui à la remplacer au Maroc par un chef à leur dévotion et ne peuvent se désintéresser d'une affaire qui nous coûte gros et qui menace notre domaine africain tout entier.

Quant à l'intervention des Soviets, elle est certaine, mais il ne nous appartient pas de la démontrer aujourd'hui.

Enfin les comités qui, de Berlin ou d'Alexandrie, dirigent le mouvement pan-arabe, ne sont pas sans faire en faveur d'Abd el Krim tout ce qui est en leur pouvoir, et la solidarité merveilleuse de l'Islam fait que, partout où il règne, que ce soit en Chine, aux Indes, en Perse, ou même chez nous et jusque dans la zone française du Maroc, il se rassemble des dons qui lui sont destinés. Mais il ne faudrait pas, croyons-nous, accuser la Turquie de connivence. La victoire d'Abd el Krim serait une victoire arabe et les Turcs ne peuvent en attendre rien de bon.

POURQUOI LE MAROC FRANÇAIS FUT ATTAQUÉ

Nous avons montré de notre mieux, après beaucoup d'autres, quels sont les éléments dont l'action combinée a permis la naissance de la crise du Riff, et pourquoi sa première manifestation a eu pour résultat la création de l'État riffain. Rien de tout ce que nous avons dit ne permet de comprendre pourquoi le Maroc français a subi à son tour les assauts furieux d'Abd el Krim.

Dans son rapport, maintes fois cité, du 20 décembre 1924, le maréchal Lyautey, avec cette admirable clairvoyance dont il a donné tant de preuves, prévoyait l'imminence et jusqu'à la date de l'agression qui allait être dirigée contre lui. Il justifie ses pronostics en premier lieu par l'ambition du chef riffain, qui aspire au trône chérifien et veut le recevoir, selon la tradition, dans la grande mosquée de Fez. Grisé autant que gorgé d'armées, à la suite de ses victoires, Abd el Krim estime que nous ne sommes pas invincibles car nos troupes comprennent beaucoup de formations musulmanes qu'il espère amener à lui, ses hommes sont pleins d'enthousiasme et ont en lui une confiance aveugle; enfin, à l'intérieur du protectorat, il escompte des appuis nombreux. Son avidité n'a plus de bornes, il veut régner sur le Maroc entier.

Le Maréchal n'oublie pas de rappeler les influences extérieures sur lesquelles Abd el Krim peut fonder quelques espoirs : le bolchévisme appliqué au chambardement mondial, l'Allemagne toujours attachée à nous susciter toutes les difficultés possibles, l'Angleterre même qui, à tout le moins, interviendrait, le cas échéant, pour empêcher que nous ne parvenions à la côte méditerranéenne.

Tout cela ne suffit pas encore à expliquer la guerre dans laquelle nous sommes engagés. Des possibilités de succès qu'a entrevues Abd el Krim, dans le cas où il se trouverait en lutte avec la France, il ne résulte pas que la nécessité d'engager cette lutte lui soit apparue. Après avoir obtenu la souveraineté d'un territoire dont il voulait négocier les richesses minières, il semblait que sa préoccupation exclusive dût être de recueillir les bénéfices escomptés.

A l'en croire, il aurait été contraint de combattre par nos

provocations répétées. Cette allégation ne supporte pas l'examen. Il est faux que nous ayons infligé des brimades odieuses à ses sujets, notamment en leur interdisant de pénétrer chez nous pour y effectuer les échanges indispensables à leur subsistance. Bien au contraire, les instructions données dans la zone nord étaient de laisser les dissidents circuler chez nous, sur un pied d'égalité absolue avec nos protégés. S'ils eurent occasionnellement à souffrir d'interdictions passagères d'exportation, ce ne fut jamais par suite d'une mesure dirigée contre eux, mais en raison de règlements d'ordre général.

Il a prétendu, également, que notre avance de 1924 était, à son endroit, un acte d'hostilité. C'est une conception inadmissible. Nous n'avions en l'occurrence personne d'autre à considérer que l'Espagne, et nous restions bien en arrière de notre frontière théorique. Du reste, Abd el Krim n'a songé que bien plus tard à revendiquer la vallée de l'Ouergha. Sur le moment, le chef des Renseignements de Fez, par désir de conciliation, reçut un de ses mandataires chargé de s'enquérir de nos vues à cet égard : il lui répondit que nous n'avions jamais songé à étendre notre action politique et militaire au delà des limites fixées par les conventions internationales.

Mais à supposer que ces allégations reposent sur des réalités, ce qui n'est pas, elles ne seraient jamais que des prétextes, il faut trouver autre chose.

Pour le chercher, examinons le processus du mal, après son apparition dans la zone française. Nous voyons d'abord cinq à six cents guerriers riffains envahir le pays des Beni Zeroual. Le chef de cette tribu, le Derkaoui, nous appelle à son secours et nous n'y allons pas, donnant ainsi l'impression que nous ne nous sentons pas assez forts pour engager la lutte. Les Beni Zeroual passent à l'ennemi. C'est tout naturel puisque nous manquons à la parole donnée, qui était de les protéger, ce que nous devions faire en conscience puisqu'ils nous payaient l'impôt, signe évident de dépendance. Dans toute la région, l'impression se répand que nous sommes impuissants à défendre nos ressortissants et que, par conséquent, ils n'ont plus, pour éviter la ruine, qu'à se ranger du côté d'Abd el Krim. Alors, le mouvement s'étend et nos tribus se révoltent, attaquant nos postes et coupant nos communications, si bien

que la ligne de postes, destinée à barrer la route de l'ennemi, se trouve dépassée, non parce qu'il l'a franchie, mais bien parce que, en arrière, le pays a pris les armes contre nous. Du reste, nous persistons à faire en sorte que nos partisans, laissés à leurs propres forces, risquent la mort en nous demeurant fidèles, car nous laissons assassiner nos amis les plus zélés, tel le cadi des Beni Mesguilda, sans lever le doigt pour leur sauver la vie. C'est après avoir crié « Au secours! » désespérément, que d'autres s'étaient résignés à céder au plus fort.

Comme, en même temps, nos colonnes étaient incapables de repousser l'envahisseur et comme nos postes, jusqu'alors réputés imprenables, tombaient, comment tous les habitants de la zone frontière ne seraient-ils pas allés rejoindre les défenseurs de la vraie foi?

Voilà qui suffit à expliquer pourquoi, pendant trois mois, nous avons vu le mal empirer, et pourquoi, nous avons pu, à juste titre, craindre de perdre subitement le Maroc, à la suite d'une extension formidable de la révolte. Cela ne suffit pas encore à expliquer la guerre.

Revenons au 13 avril, jour initial de l'agression riffaine. Les Beni Zeroual ont environ 7 000 guerriers. A supposer qu'une grande partie ait refusé de combattre, le Derkaoui aurait dû, semble-t-il, en avoir suffisamment pour repousser l'invasion. Les Beni Ouriaguel de notre zone en ont 1 000, les Hayaïna, 2 500. S'ils avaient voulu résister, ils étaient en nombre suffisant, et leurs armes valaient celles de l'ennemi. Bref, s'ils avaient tenu à rester de notre côté, ils étaient à même d'y réussir par leurs propres moyens. Ils paraissent avoir mis une grande bonne volonté à nous trahir. Aussitôt après, c'est à eux, et non pas aux Riffains, qui seulement les encadraient parfois, que nous avons eu à faire.

Il apparaît donc certain que le grand danger couru par le protectorat vient de la rébellion. En nous croyant solidement installés, et même, en nous prétendant parfois aimés de nos sujets, nous avons commis une erreur manifeste. Elle vient de ce que l'organe chargé de prendre le pouls de l'opinion indigène, nous parlons du Service des Renseignements, s'était peu à peu faussé. Créé par le maréchal Lyautey, il avait au début fonctionné de façon admirable, appliquant les direc-

tives qu'il lui avait données avec sa grande connaissance des choses de l'Islam, commandé par un chef d'une exceptionnelle valeur : le colonel Berriau. Mais il lui fallait, pour assurer sa mission, des officiers rompus aux affaires indigènes et doués d'une véritable vocation. Déçus à plusieurs égards, défavorisés par rapport à ceux des autres armes, beaucoup étaient partis, d'autres étaient morts, et les postes de la frontière étaient pour la plupart, en 1925, tenus par des nouveaux venus qui ne possédaient aucune des connaissances indispensables. Ils n'ont su voir ce qui se passait ni chez eux ni, à plus forte raison, en face d'eux.

Depuis quelques années, nous n'avions cessé de manquer à nos engagements moraux vis-à-vis de nos sujets. La première chose à faire, quand on soumet une nouvelle tribu, c'est de la protéger contre les représailles de ses anciens alliés. Mais trois fois les Senhadja de Mosbah ont été soumis et trois fois ils sont repartis en dissidence, parce que jamais notre ligne de défense n'a été portée au delà de leur territoire. En 1924 le général de Chambrun a repoussé la contre-attaque violemment lancée au long du Leben à la suite de notre avance mais, entre temps, nos sujets nouveaux avaient été pillés et massacrés.

Dans le Maroc entier, un mécontentement grandissant se manifestait. Les méthodes employées pour assurer rapidement la conquête et qui furent maintenues ensuite pour la conserver pendant la guerre dans des circonstances spéciales, demandaient à être adaptés aux nouvelles conditions de la vie du pays. L'évolution appropriée a trop tardé et peu à peu se créait un état de choses regrettable. Le mal vient principalement de ce que les autorités indigènes, dont nous avons utilisé l'influence avec bonheur au début, se trouvent maintenant beaucoup plus puissantes encore que jadis, car, à l'appui de leurs décisions, elles sont à même de faire intervenir cet argument convainquant qu'apportent nos baïonnettes. Il serait trop long d'exposer ici tout ce qui en a résulté. Disons seulement qu'il existe à la tête des tribus une infinité de caïds, dont les administrés sont en nombre extrêmement variable, mais dont chacun veut tenir un rang comparable à celui des plus somptueux, et qui sont contrôlés difficilement par des fonctionnaires forcément passagers, tandis qu'eux-mêmes

demeurent. Les contrôleurs reçoivent des traitements faibles, tandis que le moindre caïd, touchant 5 p. 100 du montant de l'impôt et pouvant prélever quantité de subsides sous différentes formes, ne gagne jamais moins de 80 000 à 100 000 francs par an. Dans les mains des chefs indigènes sont concentrés tous les pouvoirs; ils sont juges presque sans appel, et les justiciables ne jouissent pas du droit de défense. Plusieurs possibilités de concessions leur sont offertes, ainsi des cadeaux qu'ils doivent apporter au sultan et aux grands dignitaires lors des trois fêtes religieuses annuelles, ainsi de la levée récente des mehallas, dans la formation desquelles des pratiques déplorables furent constatées. En un mot, il arrive que les Marocains sont parfois plus molestés et jouissent de garanties moindres depuis l'occupation.

Si le Gouvernement du Protectorat a procuré au Maroc la jouissance de la route, du chemin de fer et du téléphone, s'il a fait naître des villes populeuses, accéléré le rythme des échanges et amplifié le rendement des terres, en un mot s'il a donné à l'activité économique du pays une impulsion formidable, il lui a imposé d'énormes charges fiscales et, au cours de ces dernières années, des pertes sensibles dues à sa politique monétaire.

Quant à l'enseignement donné à un certain nombre de jeunes gens, il a provoqué la naissance d'une classe prétentieuse, méprisée par les tenants des vieilles traditions, insuffisamment outillée pour qu'elle puisse arriver aux professions libérales, et déçue de ce que les brevets obtenus ne lui assurent pas automatiquement des situations lucratives.

En somme, il existait dans le Maroc français un certain malaise. Au long de la frontière, il était plus aigu, mais le danger vient de ce qu'il était généralisé. Si tout eût été pour le mieux dans le meilleur des mondes, peut-être la crise eût-elle aussi bien éclaté, car il serait présomptueux, en principe, d'attendre des mulsulmans une sincère soumission à leurs maîtres chrétiens. Nous sommes leurs ennemis naturels, que nous soyons Espagnols ou Français. Le sentiment religieux ne suffirait pas à provoquer une rébellion, mais il la rend toujours possible en pays d'Islam, surtout quand le monde musulman s'agite tout entier. Dans le Riff, lorsque les femmes

apprennent que leurs époux sont tombés sous les balles des infidèles, elles s'écrient, et nous le savons de source sûre : « Qu'Allah soit loué, mon mari est mort pour la vraie foi, glorieuse et bénie est notre demeure. »

Il est dangereux de se laisser aller, si peu que ce soit, à croire aux manifestations de loyalisme et d'affection de nos sujets musulmans. Sincères chez de rares esprits éclairés et assimilés, elles ne le sont chez tous les autres que très partiellement et toujours momentanément, si, par chance, elles le sont.

En résumé, il paraît vraisemblable que c'est en grande partie à son corps défendant, qu'Abd el Krim s'est lancé dans la périlleuse aventure qu'était pour lui une guerre avec la France. Les tribus de l'Ouergha, nouvellement soumises, ne l'avaient pas été de leur plein gré, non plus que toutes les autres, c'est le bon sens même qui oblige à le reconnaître. Elles firent appel à lui, logiquement, puisqu'il faisait figure de champion de l'Islam contre les infidèles. Il hésita, mais notre impuissance à leur riposter enhardit les éléments les plus ardents contre nous, la rébellion s'accrut et Abd el Krim ne put éviter de marcher. En 1924, la même situation initiale s'était présentée, mais nous avions pu agir en temps voulu pour éviter une véritable guerre. Cette fois nous n'avions pas les moyens nécessaires à pied d'œuvre. Il nous en coûtera gros.

LA SOLUTION

Reste à mettre fin au plus tôt à la crise et à éviter qu'elle ne puisse renaître. Notre armée ne peut y suffire seule, ses efforts doivent être préparés, soutenus, et prolongés par une action politique judicieuse.

Pour obtenir des opérations le meilleur rendement, il faut les diriger toujours d'après des considérations politiques. Cette méthode fut à grand tort abandonnée. En l'espèce, nous devons dissocier le bloc qui, pour la première fois, s'est formé contre nous.

Il est composé de deux éléments principaux, séparés par l'oued Ourniga, qui vient se jeter dans la Méditerranée près de la Pointe des Pêcheurs. A l'est, sont établis les Riffains propre-

ment dits, premiers occupants du sol et parlant uniquement la langue berbère. A l'ouest, se trouve le pays des Djeballa, occupé par deux races : les Ghomara, venus d'abord, et les Senhadja qui les ont refoulés sur la côte et se sont enfoncés comme un coin chez eux. Toutes deux sont très arabisées. Leur alliance avec les Riffains est récente, leur animosité contre eux séculaire. On doit pouvoir les séparer, la soumission des premiers sera ensuite très aisée et les seconds seront affaiblis.

Il faut à tout prix imposer aux indigènes la conviction qu'une fois leur soumission acceptée, nous les protégerons infailliblement contre un retour offensif des Riffains. Depuis la fin des opérations de grande envergure, nous avons soumis plusieurs tribus, grâce à notre retour aux méthodes d'antan. Nos forces supplétives, précédées d'une énergique intervention aérienne, ont aidé nos partisans à occuper des territoires nouveaux. Mais ces éléments ne pouvaient suffire à les défendre. Le 27 février 1926, les M'Tioua, nouvellement venus à nous, ont vu leurs maisons incendiées, leurs familles massacrées et leurs biens emmenés dans le Riff. De tels faits ne doivent pas se renouveler.

Il importe pour tout cela que le Service des Renseignements retrouve sa valeur d'autrefois et que les chefs militaires suivent scrupuleusement ses directives.

La victoire décisive doit absolument être obtenue au cours de la saison prochaine. Le Gouvernement doit donner à cet effet des ordres formels, mais aussi assurer aux responsables les moyens qu'ils lui réclameront.

D'ailleurs, les forces de l'ennemi ne sont plus très impressionnantes numériquement. Il avait en 1921 40 000 combattants, au grand maximum. La dissidence a mis à sa disposition 25 000 hommes de plus, tandis que les Djeballa conquis en 1924 lui en avaient apporté 15 000 ; il en eut donc au plus, vers la fin de juillet, 80 000, et il ne doit plus aujourd'hui pouvoir en armer plus de 60 000.

Ses forces, par conséquent, ont été surestimées comme l'ont été également les difficultés présentées par la structure du Riff. C'est à grand tort que nous avons fait la sourde oreille, lorsque, à plusieurs reprises, notamment après la guerre européenne, l'Espagne nous a fait des avances, avec

l'intention de nous céder partiellement ses droits. L'occupation des régions voisines de notre protectorat était indispensable, qu'elle fût assurée par nous ou par d'autres. Cette nécessité subsiste, mais l'Espagne va-t-elle estimer que la tâche qui se présente devant elle est trop lourde? Il faut qu'une entente intervienne entre nous, pour régler convenablement nos parts respectives. Il serait puéril de faire l'estimation des sacrifices de chacun, mieux vaut assurer à l'un et à l'autre une situation rationnelle. Il semble possible d'envisager ainsi ce règlement : l'Espagne aurait avantage, semble-t-il, à conserver, tout au long de la côte, une bande de terrain, large de 35 kilomètres en moyenne qui, laissant à la France la totalité des Beni Bou Yahi, des Metalsa et des Gueznaia, aujourd'hui coupés en deux, nous donnerait aussi les Senadja, de Sraïr, puis tous les Beni Zeroual, tous les Ghezaoua, et tous les Rouna, mais laisserait au nord le Riff tout entier ainsi que les Ghomara, les Beni Ahmed et enfin les Ahl Sherif.

Il reste, de part et d'autre, à réformer les vices de l'administration indigène et à doter le Maroc d'une législation satisfaisante, sans laquelle il faudrait indéfiniment y entretenir d'énormes effectifs.

En tout cas, pour conclure cette affaire pénible, il faut à tout prix cesser d'entretenir dans l'opinion publique cette fiction inconcevable qu'est la souveraineté d'Abd el Krim, sur un peuple considéré comme une entité pourvue d'un caractère national. Plutôt que d'envisager des négociations, sous quelque forme que ce soit, plutôt que de se livrer, comme le font trop souvent le Gouvernement et les Chambres aux manifestations risibles pour les tiers, mais injurieuses pour nos soldats et précieuses pour l'ennemi, mieux vaudrait tâcher d'expliquer clairement au pays qu'il s'agit, uniquement pour nous, de châtier, comme il le mérite, un redoutable aventurier, dont nos fautes ont créé le prestige, dont le but personnel est d'assurer sa fortune et dont le succès entraînerait immanquablement la ruine de notre empire colonial.

GUY DE MONTJOU

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

Dans *Félix*, qu'il vient de faire jouer au Gymnase, M. Henry Bernstein a-t-il changé sa manière? Il a fait remarquer, dans des interviews, que la même question s'était posée chaque fois qu'il avait donné une nouvelle pièce, ou à peu près. C'est bon signe, et il est excellent d'éviter la monotonie. On constate cependant une certaine unité dans l'œuvre de tout écrivain, sans en excepter les plus grands, ni les plus prompts à se renouveler. On reconnaît la même main dans *Athalie* que dans *Andromaque*, dans *le Misanthrope* que dans *les Précieuses ridicules*, et dans *la Tempête* que dans *Hamlet*. On douterait de l'authenticité d'un ouvrage qui ne ressemblerait aucunement aux autres du même auteur, s'il s'agissait d'un glorieux ancien. Pour un moderne encore vivant et militant, on insinuerait qu'il n'a pas une personnalité très forte. Tel n'est assurément point le cas de M. Henry Bernstein.

Homme de théâtre d'abord et avant tout, ce qui est une faculté bien utile et précieuse quand on fait du théâtre, M. Henry Bernstein se distingue de ceux qui ont possédé au même degré ce don fondamental par une puissance, une rigueur et une âpreté vraiment exceptionnelles. Il va même fréquemment jusqu'à la violence et à la brutalité. Le titre d'un de ses drames, *la Rafale*, caractériserait au besoin l'ensemble de son œuvre, où les passions soufflent en tornades et les situations se tendent à éclater. Parfois, l'orage vient de plus loin, se subtilise et gronde sourdement, comme dans la *Galerie des glaces*, ou bien il dépasse le niveau de la mer et foudroie des symboles un peu abrupts, comme dans *Judith*. Mais l'atmo-

sphère est toujours fiévreuse, cyclonique et paroxyste. Elle reste telle dans *Félix*, qui n'est pas encore fait pour calmer les nerfs du spectateur, que M. Henry Bernstein a si souvent tordus sans ménagement.

En quoi consiste donc l'incontestable nouveauté de ce *Félix*? Dans la contexture générale, et dans la variété du ton. Il commence sur celui de la comédie, mais non certes d'une comédie bourgeoise, tempérée et de tout repos. Quand M. Henry Bernstein nous fera songer à Collin d'Harleville ou travaillera pour les pensionnats de demoiselles, on l'ira dire à Rome. Le lieu de la scène, au premier acte, serait plutôt un externat, mais d'une catégorie qui nous rappelle que, trop jeune pour avoir appartenu à l'école naturaliste ou à celle du Théâtre Libre, M. Henry Bernstein se rattache pourtant dans une certaine mesure à cette tradition, et qu'il a débuté, lui aussi, sous les auspices de M. Antoine. Ce premier acte ne nous ramène pas précisément au milieu de la *Fille Elisa*, où il y a des pensionnaires, qui ont des jours de sortie. Celui qu'on nous montre ici comporte plutôt des passantes, avec des jours ou des heures de travail. Au point de vue matériel et pécuniaire, c'est de plusieurs échelons au-dessus. Dans la hiérarchie morale, qui ne coïncide pas avec celle du confort, c'est exactement la même chose. Vous m'avez compris.

Une des spécialités de M. Henry Bernstein, où triomphe sa maîtrise technique, c'est l'art de remplir un acte entier avec une ou deux scènes et un minimum de personnages. Nous ne verrons cette fois que la Macette, comme disait Mathurin Régnier, le client sérieux, comme dit Courteline, et la jeune personne peu difficile dans le choix de ses relations, que la première se charge de présenter ou de procurer à l'autre. La dame mûre et respectable par son âge mène de son mieux les négociations, mais n'obtient rien au delà du tarif réglementaire. Le client fait ce qu'il faut et paye le juste prix, mais pas plus : c'est un homme précis, qui connaît la valeur des choses. Il a pourtant une surprise agréable, lorsque la Jacqueline annoncée paraît enfin. Non seulement elle est gentille, comme il le savait pour l'avoir aperçue dans l'escalier lors d'une visite précédente, comme une Galatée fuyant vers les saules, mais il lui découvre un tas de bonnes qualités qu'on

n'attend pas chez une nymphe de pareils bocages (ou marécages). Elle est bachelière. Elle a un second métier, selon le conseil que certains donnent aux gens de lettres. Et cet autre métier, moins lucratif, est honorable. Elle sert de secrétaire à un vieil homme de loi, qu'elle appelle le Père contentieux, et qui lui donne par mois un peu plus — pas beaucoup plus — qu'elle ne gagne par séance chez la matrone obligeante. Elle connaît la législation sur les bénéfices de guerre, elle sait rédiger une lettre pour le percepteur ou le contrôleur des contributions. Elle est exquise. Félix — le client — ne résiste pas à tant de grâces. Il lui propose tout net de ne pas se borner à une transaction sans lendemain, mais de stabiliser leurs échanges, autrement dit de l'enlever aux soins officieux de dame Alice et de la promouvoir à une dignité supérieure, celui d'une maîtresse attitrée dont il assurerait la subsistance sans commandite et qu'il réserverait exclusivement à son usage personnel. La petite refuse d'abord, avec des mots charmants. « Je me vends, dit-elle, mais je ne me loue pas; j'ai plus de courage que de patience. » Le bail à long terme l'effraye. Cependant le preneur insiste, et finalement la location se conclut, à de brillantes conditions.

L'étonnante saveur humoristique de cette longue scène, filée avec une dextérité magistrale, consiste dans sa position équidistante, si l'on peut ainsi dire, entre le romantisme et la comédie rosse. Les romantiques nous ont montré maintes fois des filles de tout grade, amoureuses ou adorées, depuis Marion Delorme et la Dame aux Camélias jusqu'à l'Elisa d'Edmond de Goncourt. Il n'est pas question d'amour dans le premier acte de *Félix*. Jacqueline (ou plutôt Madeleine, car Jacqueline est un prénom de guerre) plaît à Félix, sans doute, et il compte qu'elle lui fera honneur lorsqu'il la mènera au théâtre ou au restaurant. Mais c'est tout. Il ne la traite pas en idole et ne lui fait pas de phrases. Il lui offre une affaire, et c'est une affaire qu'elle accepte. Néanmoins, par on ne sait quel tour de jeunesse et de fantaisie aimable, ce marché prend presque les apparences d'une idylle, et c'est visiblement ainsi que Félix le conçoit. Celles de Théocrite avaient d'autres décors, et ses oaristys débutaient d'une façon plus virginale, mais nous ne sommes plus au temps des Muses de Sicile, et

le nôtre poétise comme il peut. Il y a certainement dans cette rencontre un semblant et une ébauche de poésie pour Félix, nouveau riche et financier ultra-moderne. L'habileté suprême de M. Henry Bernstein est de se maintenir dans l'indétermination entre le romanesque et la satire. Admettra-t-on qu'une jeune personne instruite croie tout naturel de recourir à de pareils moyens d'existence, et ne pense pas plus déchoir en s'employant chez madame Alice que chez le Père Contentieux? Félix, qui paraît partager cette conception et se savoir bon gré de son galant caprice, se comporte-t-il en homme raisonnable et sympathique, ou en imbécile et en dévoyé? Toute cette histoire est-elle la plus normale du monde, ou un comble d'immoralité et d'inconscience? Et lequel de ces deux jugements portera-t-on sur l'époque où cette aventure est possible? L'auteur laisse à chaque spectateur le choix d'en décider. C'est une merveille de subtile ironie. Je dois dire qu'à la répétition générale, la majorité penchait visiblement pour la première des deux interprétations et, sans y prendre garde, donnait ainsi raison à la seconde (à moins que la responsabilité de ce point de vue n'incombe simplement à l'optique du théâtre, toujours plus favorable à Murger ou à Paul de Kock qu'à Juvénal et à Caton).

Au second acte, Madeleine est installée dans ses nouvelles fonctions, chez Félix, et le rend parfaitement heureux. Elle le rend même meilleur. Elle le dirige dans les voies d'un progrès moral dont le besoin pour lui se faisait assurément sentir. Le goût qu'il avait pour elle s'est développé en un ardent amour, qui le soumet naturellement à l'influence de l'objet aimé. Celle qu'exerce Madeleine mérite tous les éloges et tous les attendrissements. Qui parlait donc de femmes fatales? Il y en a peut-être parmi les bourgeoises de carrière. Les antécédents de Madeleine (ex-Jaqueline) la destinaient évidemment à représenter dans toute sa douceur compatissante l'Éternel Féminin, dont les héros des romans russes ont coutume de chercher les plus suaves incarnations dans le ruisseau. Est-ce que M. Henry Bernstein dostoïevskise tout de bon, ou persiste-t-il à ironiser et à nous vouloir montrer notre temps si avili, que les puissants du jour y reçoivent d'une ouaille de madame Alice des leçons d'humanité? Toujours est-il que

pour mettre ce problème en forme dramatique, il a dû introduire un épisode, ce qui chez lui est rare et nouveau. D'ordinaire, il construit un plan serré, où tout s'enchaîne logiquement. Cette fois, pas d'unité d'action, et on a même dit qu'il nous avait donné trois pièces en un acte, trois *sketches*, selon le langage d'aujourd'hui, ou trois tranches de vie, plutôt qu'une pièce au sens habituel du mot. Il y a du vrai, mais cette composition par tableaux a été souvent pratiquée au XIXe siècle et n'exclut pas l'unité d'idée, de caractère ou de sentiment. L'impression du second acte de *Félix* continue bien celle du premier, et nous maintient dans le même ambigu de poétique et d'interlope qui fait l'originalité et la profondeur de tout l'ouvrage. Et le Bernstein à poigne se retrouve tout entier dans cette aventure épisodique en soi, mais psychologiquement nécessaire, où vont se manifester l'apostolat évangélique de Madeleine et la moralité imprévue qu'elle inculque à son amant.

Ce Félix est un loup-cervier de finance, qui, avec l'aide d'un associé digne de lui, entreprend de dépouiller un malheureux inventeur. Les deux complices ont découvert que ce détenteur d'un brevet, qu'ils avaient promis d'exploiter avec lui à bénéfice égal, a été jadis condamné à six mois de prison pour abus de confiance par le tribunal correctionnel de Tarente. Ils en profitent pour le menacer d'un procès avec révélations, à moins qu'il ne consente à leur céder sa part moyennant une somme bien inférieure à ce qu'il gagnerait d'après leur contrat. A vrai dire, ce garçon s'est réellement déshonoré, et, si sa condamnation venait à être connue, l'entreprise en souffrirait peut-être. Mais le secret était assez bien gardé, son malentendu avec la justice italienne date d'avant la guerre pendant laquelle il s'est réhabilité par sa conduite sous les armes, tandis que les deux associés s'enrichissaient par des trafics plus ou moins licites, et ceux-ci ne sont pas non plus des hermines, tant s'en faut. Bref, ils se livrent bel et bien, sous couleur de respectabilité, à un simple chantage. Leur victime, qui a femme et enfants, se débat désespérément, s'emporte, supplie, sans rien obtenir, puis implore Madeleine et se traîne à ses genoux en lui criant qu'on l'égorge, comme elle est entrée inopinément dans le cabinet de Félix. Celui-ci

la jette dehors et congédie l'inventeur : les affaires sont les affaires, et ne regardent pas les femmes... Tel est son mouvement spontané, le réflexe qui lui appartient en propre. Mais à peine y a-t-il cédé qu'il sent l'impossibilité de s'en tenir là désormais. Sans que Madeleine en ait presque rien dit, il a compris qu'elle jugeait sévèrement sa dureté et son brigandage à prétexte légal, qu'elle demandait humainement grâce et justice pour le pauvre diable. Et c'est fait, tout est réparé, remis en l'état, par téléphone, lorsqu'elle revient pour plaider cette cause que sa seule présence et le seul rayonnement de ses vertus ont déja gagnée. La salle a visiblement pris la chose dans le sens russe et dostïewskyste. M. Bernstein l'y autorisait, mais ne préfère-t-il pas le sens ironique? Il garde une discrétion méphistophélique et demeure impénétrable. J'ajoute, pour être impartial et complet, qu'une certaine sentimentalité pitoyable ou même larmoyante se manifeste parfois chez des personnes modérément vertueuses, et que la compassion de Madeleine pour l'inventeur mal en point n'exhale pas forcément une odeur de sainteté.

Une autre face de la bienheureuse que l'on croyait repentie se dévoile au troisième acte, qui est celui de la catastrophe. Nous apprenons que Madeleine est maintenant l'épouse légitime de Félix et qu'elle n'attendait que cet avancement pour se comporter comme ses anciennes camarades prétendent que font toutes les femmes mariées. Elle n'a jamais aimé Félix, pour qui elle n'était qu'une compagne avenante et complaisante, en même temps que moralisatrice. Elle l'aime encore moins depuis qu'il est son mari. Elle l'a trompé avec un délicieux gigolo, journaliste vénal et vaudevilliste achalandé, nommé Lévy-Delcourt, qui a réussi par la protection de Félix. Dès qu'il n'a plus eu besoin de ce protecteur, Lévy-Delcourt a eu des scrupules. Il se marie donc de son côté, et lâche Madeleine, qui était folle de lui et dépérit de chagrin. Félix devine sa faute, en obtient l'aveu sans grande peine, et en est aussi stupéfait qu'affligé. Nous prenons part à sa douleur, non à sa stupéfaction, où s'insinue de nouveau, vraisemblablement, l'ironie de M. Henry Bernstein. Car ce qui devrait étonner Félix, étant donné les origines de celle dont il a fait sa femme et le lieu de leurs premières fiançailles (sans notaire), ce n'est

pas qu'elle le trompe, mais qu'elle ne s'en soit pas avisée plus tôt ni plus souvent. Ce Félix, ni ceux de sa génération et de son monde, dans la mesure où il les représente, n'ont décidément aucune notion des valeurs éthiques, lesquelles ne sont pas cotées en Bourse, et ils savent encore moins distinguer le bien et le mal que le tien et le mien. C'est d'un comique supérieur. Mais au théâtre, on sympathise toujours avec les personnages qui pleurent. Félix et Madeleine sont réellement désolés. Nous nous désolons avec eux, sans plus nous demander s'il y a de leur faute dans ce déboire. Et nous oublions de rechercher si l'ésotérisme et le méphistophélisme de l'auteur ne dicteraient pas les velléités spiritualistes du héros trahi, et sa vague nostalgie religieuse. Qui débusquera les sources obscures des conversions à la mode? Et qui sait si Félix et Madeleine, qui ne se séparent pas plus qu'Étienne et Germaine dans *Amoureuse*, ne feront pas une fin des plus édifiantes?

Merveilleusement scénique, constamment vivante et attachante, la pièce a remporté tout de suite le plus grand succès. Plus on y réfléchit, plus on y aperçoit des dessous qui dénotent une observation aiguë et une pensée vraiment philosophique. C'est un des ouvrages les plus curieux et les plus substantiels de M. Henry Bernstein. Il est joué à ravir. Mademoiselle Gaby Morlay a le charme le plus piquant, une ingénuité dans l'équivoque et un pathétique sans déclamation, qui sont la nature et la vérité mêmes. M. Jacques Baumer s'est classé grand comédien par sa création du rôle difficile de Félix. M. Alcover a été admirable dans celui de l'inventeur. Madame Mady Berny, MM. Berthier, Roger Tréville et Marcel André, complètent un ensemble parfait.

***

La Prisonnière triomphe au Théâtre Femina, et le mérite par l'habileté avec laquelle M. Édouard Bourdet a traité un sujet des plus scabreux. Le titre, emprunté à Proust, recèle sans doute une allusion, qui a échappé au public du premier soir et n'a pas diminué l'effet de surprise. Il y a un mystère dans la vie d'Irène de Montel, mais jusque vers le

milieu du second acte, on a pu croire à un amour normal, et ne pas deviner qu'il s'agissait d'une Albertine ou de ce que Baudelaire appelait une femme damnée. Le thème n'est donc pas inédit, et avait déjà été indiqué par Balzac dans *la Fille aux yeux d'or*, sans parler de *Mademoiselle de Maupin* ni de divers romans d'Adolphe Belot, de René Maizeroy, de Catulle Mendès, et autres, ni des *Chansons de Bilitis* de Pierre Louÿs, ni de *la Colère de Samson* d'Alfred de Vigny, ni de Renée Vivien, etc. Peut-être en abuse-t-on depuis quelque temps, mais il était particulièrement épineux de le porter au théâtre, et M. Édouard Bourdet y a réussi avec un remarquable talent. Oserai-je dire que je préférerais qu'il l'appliquât à d'autres sujets? Mademoiselle Sylvie et M. Pierre Blanchar ont été très applaudis et à bon droit.

M. Marcel Achard a donné à l'Atelier une comédie, *Je ne vous aime pas*, qui se passe dans un monde d'artistes bohèmes et qui commence par des joyeusetés irrésistibles, dans la manière de Courteline. Le marivaudage fantasque et assez cru qui vient ensuite ne manque certes pas d'attrait, mais s'étire, se ralentit un peu. M. Marcel Achard est un jeune, et depuis son grand succès de *Voulez-vous jouer avec moâ*? l'un de ceux sur lesquels on peut le plus compter. Mademoiselle Valentine Teissier et M. René Simon lui prêtent le concours le plus efficace.

La Petite Scène a monté *Bajazet*. Grosse affaire pour une compagnie d'amateurs! Le succès n'en est que plus honorable. Quelques interprètes inclinent au drame bourgeois. Madame Jean Rivain a maintenu la poésie racinienne. Le décor de M. Xavier de Courville est une petite merveille.

PAUL SOUDAY

PARMI LES LIVRES

Ce charme étrange et puissant des livres de M. Duhamel[1] c'est tout simplement la vie elle-même.

Comment expliquer cette sensation, sinon par des images? Il est des auteurs illustres dont le style ressemble à un pot de rillettes : c'est du hachis, avec une couche de graisse par-dessus. D'autres ont passé leur existence à modeler des têtes de cire : un sourire peint, et des yeux d'émail. Mais qu'ils viennent de l'épicier ou du coiffeur, presque tous les livres que nous lisons sont une matière inerte. Et la fonction dégoûtante du critique, est de manifester ces choses froides. — Mais que le lecteur se représente le plaisir de trouver tout à coup un livre vivant, avec des phrases où l'on voit battre l'artère. Ces phrases ne sont pas compliquées : elles ne sont même pas tellement éloquentes. Mais elles ont cet air net des choses animées. Je me rappelle les cadavres sur des champs de bataille. J'ai toujours été frappé, malgré leur apparence anguleuse, du flou de leurs traits. On ne peut pas dessiner la bouche d'un mort. Ce qui vit est à la fois changeant et précis. L'image est claire, mais non pas arrêtée. Et comme elle peut se mouvoir, on dirait déjà qu'elle se meut.

Écrire ainsi, c'est un miracle constant. Et le secret d'un tel pouvoir est dans l'homme. Imaginez ce qu'il faut à un auteur d'observation fraîche, patiente et sévère, pour surprendre le mot vivant; de sensibilité profonde pour qu'il anime à son image la phrase, la scène et le portrait. Quelquefois un détail juste suffit : mais quel art pour le choisir! Cet art ne s'enseigne, ni ne s'apprend. On y parvient par une sym-

1. *La Pierre d'Horeb.* — Mercure de France.

pathie généreuse et une émotion attentive; et il exige la profonde honnêteté du cœur.

La Pierre d'Horeb est la première aventure d'un étudiant en médecine, dans l'hiver de 1902 à 1903. Mais dès qu'on essaie d'analyser l'ouvrage, on le voit se décomposer en plans profonds, et l'apparence des faits n'est peut-être pas ce qui importe davantage. Les actes, les paroles sont comme des lueurs à la surface d'une âme; le drame se joue dans son obscur profondeur. Ce qui passe à la surface, c'est une suite de tableaux. Voici la chambre d'un étudiant pauvre, au sixième étage d'une vieille maison de la rue Saint-Jacques. Antoine Rességuier rentre chez lui, un jour de pluie, et des os qu'il apporte tombent d'un journal mouillé. Chaque scène, chaque personnage sont indiqués d'un geste, d'un mot que l'auteur choisit. Voici l'entrée en scène de Cyrille Bombaert, garçon à l'amphithéâtre de Clamart : « J'aperçus cet homme-là, pour la première fois, dans une courette pavée, rue du Fer-à-Moulin. Je ne peux dire qu'il me fit bonne impression. Il tenait, de chaque main, par les cheveux, une tête humaine coupée net au milieu du cou. Ses doigts disparaissaient dans les tignasses, dont l'une était longue et grise. Il heurta, du genou, à certaine porte basse et, comme on tardait à répondre, il se servit d'une des têtes pour frapper. » — Et voici maintenant le portrait du personnage : « Il avait l'air d'un nègre : cheveux frisés, lèvres grasses, nez largement étalé. A part cela, fort blanc de peau, un blanc calcaire, malsain. La petite vérole lui avait tiré un pétard en plein visage. »

Il y a vingt portraits de cette sorte : les camarades d'amphithéâtre, tantôt seuls, tantôt par groupes, sont tour à tour signalés d'un trait qui ne s'oublie point. Voici le Finnois, Toïvo Anttila, serré dans une longue jaquette. Il soupire une petite mélopée bizarre, toujours la même, une chanson de traîneau : c'est l'histoire d'un veau qui monte sur une colline et qui est frappé par la beauté de la vie. — Voici la table des Russes et celle des paysans. Voici un homme de quarante ans, presque un vieillard pour ces enfants, le juif Simon, intelligent et sans mémoire, qui essaie d'apprendre la médecine et qui tient une petite institution mixte, avenue des Gobelins.

Et voici la charmante Anne Souvestre, coiffée de lourds

cheveux ambrés, les yeux myopes, lumineux et tendres, les mains un peu grasses. Elle travaille à la même table que Rességuier. Un jour, au sortir de l'amphithéâtre, elle lui propose de faire route ensemble. Seuls, quelques traits de sa manière simple et franche nous la feront connaître. M. Duhamel n'est pas de ces romanciers doués d'une divination surhumaine, qui nous étalent toutes les pensées de leurs personnages, et même celles dont ces personnages n'avaient pas conscience, ce qui est le fin du fin : comment les connaissent-ils? Il nous montre des faits. De son éducation médicale, il lui est resté le goût de l'observation. Quant aux assemblages des faits, c'est-à-dire aux abstractions, il nous dit en maint endroit ce qu'il en pense. « Je porte aux choses de la vie, dit-il, un respect si sourcilleux que l'abstraction, même sous ses formes les plus bénignes, me blesse et me révolte. » Il nous montre le préparateur décrivant le fémur. « Il poursuivait sur ce ton, si bien que le fémur devenait, à nos yeux, une sorte de mythe géométrique, un phénomène isolé, abstrait, une figure arbitraire qui paraissait de moins en moins compréhensible et, malgré les mots, se refusait à la description. Je ne pouvais m'empêcher d'imaginer le gaillard dont ce fémur avait, jadis, charpenté la cuisse vivante. » Et le romancier ajoute : « Sans doute ai-je, par la suite, éprouvé comme une infirmité redoutable mon inaptitude à l'abstraction. » Ayant à ce point l'amour du concret, on imagine le cas qu'il fait de ces abstractions renforcées qu'on nomme des idées. Il le dit, par la voix d'un vieil homme intelligent et bourru. « Avoir des idées, c'est une façon de ne rien savoir. Les idées sont des fardeaux morts, encombrants, qui empêchent le voyageur de marcher vite et d'aller loin. Un homme vrai se moque des idées. Il lui suffit de savoir réfléchir sur toutes choses. Les idées empêchent de réfléchir. »

Rességuier prend l'habitude de passer chaque jour une heure ou deux avec Anne, ou chez elle. Un jour qu'il a décidé, en homme qu'il est, d'abuser de cette tendre imprudence, elle lui prend la main. « Je ne crois pas que jamais contact humain m'ait procuré sensation plus intense. Ce fut une chute vertigineuse, un plongeon dans l'eau fraîche, du haut d'une tour incendiée. Les idées qui me harcelaient depuis une heure

s'évanouirent toutes ensemble, troupe de fauves en déroute. Je me réveillai dans un fauteuil bas. Mes genoux tremblaient l'un contre l'autre. Anne me pressait doucement la main. Anne, et non plus un spectre. Mon amie, et non plus mon adversaire. Un soulagement mystérieux et si profond me fut accordé que j'en frissonnai des pieds à la tête. »

L'aime-t-il? Il n'en sait rien et remet à plus tard les commentaires. L'aime-t-elle? Nous allons voir. Avec les Russes, travaille une très belle fille juive, Daria Kerenstein. On fait des avances à Rességuier; il passe une étonnante soirée dans la fumée des palabres idéologiques, où se mêle, de la chambre voisine, le cri d'une femme qui accouche. Bientôt il aime Daria. Elle consent à venir chez lui et ne vient pas. Il la guette au Luxembourg. Elle lui déclare avec une colère glacée qu'elle ne veut plus le voir. Il l'épie. Il lui écrit. Il est malade. Il se réfugie auprès d'Anne; il se promène avec elle des journées entières. « Il semblait que toute l'énergie d'Anne fût concentrée sur une pensée qui ne la quittait plus et qui m'était impénétrable. » Un jour, elle devint sa maîtresse, non par faiblesse, mais par décision. Elle lui avoue qu'elle a raconté à Daria qu'elle l'était déjà, et qu'elle les a ainsi séparés. Et c'est tout. « Elle sortit de la chambre, elle sortit de ma vie et je ne peux m'empêcher de penser que peut-être, elle sortit du monde. »

Ce glissement d'images, cette succession de scènes, c'est l'apparence de la vie. Mais ce n'en est que l'apparence. M. Duhamel pousse si loin son parti pris que les personnages même deviennent apparences les uns pour les autres. Rességuier finit par douter de l'existence d'Anne. « Elle disparut comme une odeur dans un tourbillon, comme un pli sur la surface des eaux, comme un gémissement dans la solitude. Si mille souvenirs désolés ne se levaient en moi et hors de moi pour publier son image, je serais tenté de croire qu'Anne la silencieuse ne fut peut-être que la plus forte de mes pensées. » Évidemment, si on s'en tient strictement au témoignage des sens, il n'y a pas de différence entre un être disparu et un fantôme sans existence.

Et pourtant nous sentons bien qu'au delà de la Maia, il y a une réalité, et que chaque être est un univers. Mais dans

ces univers, M. Duhamel s'interdit de pénétrer. Non seulement il y a horreur de la prescience un peu ridicule des romanciers dits d'analyse, mais il se défend même de l'hypothèse, de l'intuition, de la comparaison, des méthodes de recherche. Le résultat est que de Daria nous ne saurons absolument rien, et d'Anne cela seulement qu'elle nous révélera elle-même. Un seul personnage est transparent à M. Duhamel, et c'est Antoine Rességuier, c'est-à-dire lui-même. Celui-là, dont la conscience coïncide avec celle de l'auteur, nous pouvons connaître le mouvement de son esprit, mais encore avec beaucoup de réticences et de réserve.

On nous dit qu'il avait formé, en venant à Paris, un plan d'existence balzacien. Il le repasse dans sa mémoire, tout en s'endormant : « Tout d'abord, travail à outrance, travail lucide et victorieux : j'étais destiné, par nombre de signes, connus de moi seul mais irrécusables, à devenir un grand savant et, de manière moins étroite, un grand homme. Second point, vie intense : amours véhémentes, de préférence furieuses ; le génie aime les cœurs brûlants. Troisième point, mériter et cultiver des amitiés ferventes, à caractère mystique, de celles où le héros et l'épagneul... Quatrième point... il faut quand même, en faveur d'un corps harmonieux et robuste... une saine gymnastique... »

Rien de tout cela n'arriva. Rességuier est résolu, comme entrée de jeu, à conquérir sa voisine, dont il entend, avec quel trouble ! tomber les vêtements ; et il se trouve que cette voisine est un vieux voisin à moitié fou. Quelles différences entre les amis rêvés et les originaux qui sont ses camarades à Clamart ! Et quant à ses amours, elles se bornent à la triste histoire d'Anne et de Daria. Tout le livre est la confrontation du rêve avec la vie. Cette confrontation s'achève par le retour désespéré à la Ferté-Milon, une fièvre de trois semaines et l'éclosion de l'homme dans l'enfant.

On s'aperçoit, quand le livre est fini, que l'auteur a traité un grand sujet. Il l'a fait par des moyens rigoureusement scientifiques, en se bornant à décrire le fait pur. Étrange inconséquence des aventures littéraires ! Cette méthode positive aurait dû, en toute logique, être celle des disciples de Taine, des Bourget et des Barrès, ou encore des romanciers

expérimentaux comme Zola. Point du tout. Hommes de 1860 ou de 1880, ils ont été les uns et les autres des faiseurs de synthèses, des constructeurs de mécaniques psychologiques, le contraire même des hommes de science. Il faut attendre la génération de 1910, celle de M. Duhamel, pour que les méthodes de la science apparaissent dans le roman. *La Pierre d'Horeb* est une suite d'observations bien faites. L'auteur se défend d'aller au delà. Les grands tableaux le découragent. « Je m'y noie, dit-il, je m'y dissous; je ne m'y enrichis pas. Mais peindre une goutte d'eau qui brille à la pointe d'un cil, suivre une poussière en voyage sur un rayon de soleil dans une chambre aux volets clos, siffler tout bas, tout doux, comme fait parfois le temps dans le silence d'une âme inquiète, que cette ambition démesurée soit du moins permise aux plus fervents d'entre les hommes. »

A-t-il tort de limiter ainsi son dessein? A-t-il raison? Lui seul est juge. Cependant il avait donné au théâtre, il y a une quinzaine d'années, quelques drames à très vastes sujets, largement et franchement traités, qui sont parmi les plus beaux ouvrages de notre temps. Ses livres sont émouvants, délicieux de justesse, de sensibilité et de tour. Mais enfin, en voyant tous ces matériaux alignés, on souhaiterait, à tort peut-être, qu'il en fît un jour quelque puissant édifice. C'est en vain que je veux taire cette impression; elle revient malgré moi sous ma plume, avec l'espèce de regret que donne une force inemployée. Ce que M. Duhamel peut faire d'un thème ample et profond comme le bruit des mondes, on l'a vu dans *Vie des Martyrs*. La méthode n'est pas différente, mais l'émotion oriente les éléments, et la manière est plus large. Il est plus librement lui-même. Qu'il consente à oublier un jour ses fiches. Pour composer les plus beaux des chefs-d'œuvre, il lui suffit de sortir de son laboratoire.

***

Dans une préface exquise et profonde, M. André Maurois a expliqué comment Françoise a inventé le pays de Meïpe[1]. Elle avait, dès ses premiers regards, vu près de son berceau le visage amical et dur de sa nurse, qui lui paraissait vieille

1. *Meïpe*. Grasset.

comme la terre. Satisfaite d'un ordre si stable, Françoise professait à l'égard des fictions le scepticisme d'un esprit assuré. Elle ne croyait ni à Guignol ni au Diable. Le bonheur, dit M. Maurois, donne de l'éloignement pour le merveilleux. Mais cette nurse, dont le règne commençait aux temps fabuleux et à l'aurore du monde, abdiqua pour se consacrer à l'amour, et à cette autorité de droit divin succèdent des gouvernements d'origine humaine, qu'on juge et qu'on discute, des gouvernements fragiles et sans vertu : Léonie, qui détruisit les premières lois, miss Patrick, Angèle. Dans cette confusion et dans ces conflits, Françoise sent confusément et fortement le besoin d'une vie imaginaire. Elle crée Meïpe. « Meïpe est le nom d'une ville, d'un pays, d'un univers peut-être qu'elle a inventés. C'est là maintenant qu'elle se réfugie quand le monde extérieur lui devient hostile... A Meïpe, il ne pleut jamais. On joue toute la journée dans de grands jardins. Toutes les personnes s'amusent. Les pères ne lisent pas du matin au soir et ne répondent pas : « J'ai à travailler », quand on leur propose une partie de nain jaune. D'ailleurs les enfants y choisissent leurs parents, dans des magasins. A huit heures, on envoie les grandes personnes se coucher, et les petits garçons emmènent les petites filles au théâtre. Les jours où Françoise a été privée de dessert, les pâtissiers de Meïpe, debout sur le seuil de leur boutique, distribuent des gâteaux aux passants. Les soirs où Françoise a pleuré, Meïpe, dont les mille lumières brillent à travers les larmes, est plus beau que les autres jours. »

Voilà l'essentiel. Une enfant construit, tout proche et inaccessible, un monde pour s'y réfugier. Les grands artistes font comme elle, et M. Maurois a précisément montré, dans les trois nouvelles qui composent son livre, comment ils construisent les univers imaginaires. C'est pourquoi il a appelé tout l'ouvrage *Meïpe*.

Il nous a montré d'abord comment Gœthe avait écrit Werther. L'histoire est connue, mais la nouvelle où M. Maurois la raconte a beaucoup de grâce. Quand le jeune Gœthe alla achever ses études juridiques par un stage auprès de la Chambre impériale de Wetzlar, il devint rapidement célèbre entre les jeunes diplomates. « Dès qu'il entrait, le mouvement

de la vie semblait devenir plus rapide. De tout autre on n'eût pas accepté ces conversations bizarres et profondes, mais comment résister à ce torrent? Comment ne pas admirer cette force? Ah, Gœthe, lui disait un de ces jeunes hommes, comment peut-on ne pas vous aimer? »

Il rencontre Charlotte Buff, fiancée à son ami Kestner. Il aima la jeune fille, qui lui rendit de l'affection, mais qui resta fidèle à son fiancé. « Une étrange et douce connivence unit alors les trois amis. A l'exemple de Gœthe, qui disait tout, Kestner et Charlotte prirent l'habitude de découvrir leurs sentiments avec une grande liberté. L'amour de Gœthe pour Lotte fut, le soir sur la terrasse, le sujet de longues et agréables conversations. Ils en parlaient comme d'un phénomène naturel à la fois dangereux et intéressant. » Gœthe, gai en apparence, était parfois bouleversé. Mais dans les pires moments de désespoir, il sentait en lui-même, au delà des régions de tristesse, des zones profondes de sérénité. Un jour, il fut las de ces émotions monotones. Le monde l'appelait et il avait son œuvre à faire. Il partit. Il n'était encore qu'à Ems, et déjà il était amoureux de mademoiselle de la Roche. « C'est une sensation bien agréable, a-t-il écrit, que d'entendre résonner dans son cœur les premiers accents d'un amour naissant, avant que l'écho du dernier soupir d'un amour expiré soit entièrement perdu dans le vague. »

Revenu à Francfort, il décide d'entreprendre un grand travail littéraire. Il songeait à un Faust, à un Prométhée. Mais l'image de Charlotte revenait dans ses yeux et voulait être peinte. Son aventure était bien mince. Un jeune diplomate qu'il avait connu à Wetzlar, et qui se nommait Jérusalem, se tua juste à point pour lui fournir un dénouement. Ses amours avec Lotte et la mort de son ami faisaient le commencement et la fin d'un beau livre; mais ce commencement et cette fin appartenaient à deux ordres différents, l'un bourgeois, l'autre tragique, qu'il fallait relier. C'est alors que Maximiliane de la Roche épousa un épicier en gros de Francfort, Brentano. Elle n'était pas heureuse, et Gœthe se montra empressé. « Le sentiment que j'ai pour elle, écrivait-il, fait la joie de mon existence. » Malheureusement le mari était jaloux. Madame Brentano elle-même pria Gœthe de ne plus revenir.

Il rentra chez lui, très malheureux et parlant à haute voix. Le destin de l'homme est de toujours rencontrer les lois de la société. Au moment où il espère se perdre dans l'infini, il est ramené à sa solitude et à sa petitesse. Ainsi devait parler le jeune Jérusalem à la veille de sa mort. Cette fois Gœthe avait trouvé la liaison entre les deux éléments de son livre. « Alors Max et son mari, Charlotte et Kestner, Gœthe et Jérusalem semblèrent se fondre, se dissoudre et disparaître, tandis que leurs éléments, cheminant dans les vastes plaines de l'esprit avec une incroyable rapidité, formaient entre eux des combinaisons neuves suivant des proportions convenables. Tout cela était beau, agréable, et Gœthe parfaitement heureux. » — Quatre semaines plus tard, son livre était écrit.

C'est là ce que M. Maurois appelle le premier cercle du pays de Meïpe. Un écrivain prend dans la réalité les éléments d'un monde imaginaire, qu'il construit avec un plaisir volé aux dieux, selon des plans à la fois nécessaires, confortables, et flatteurs. C'est l'histoire de Musset, qui, jouant dans la vie le rôle de Fortunio, avait été berné par Clavaroche, et qui, composant de ces épisodes le *Chandelier*, se donna sur son rival une revanche éternelle.

Que se passera-t-il dans le second cercle? Un jeu exactement inverse. Là ce sont les œuvres d'art qui informent les vivants. Ce qu'on appelle une personnalité, c'est, dit M. Maurois, un chaos de sensations, de souvenirs, de tendances, et ce chaos est impuissant à s'organiser lui-même. Il doit être organisé de l'extérieur. Une doctrine, un amour, produisent cette orientation commune des éléments de l'esprit, cet équilibre. Mais une fiction, une œuvre d'art ont le même pouvoir. « Oui, la fiction... Ce qu'il faut, n'est-ce pas, c'est que l'esprit ayant dessiné un personnage qui le satisfasse, s'efforce d'y être fidèle. Eh bien, le roman, le théâtre, m'aident, moi, singulièrement à sculpter ce masque nécessaire à ce que j'appellerai très volontiers, dans un sens profane, notre salut. Quand je me suis perdu, quand je me cherche en vain dans ce mélange de désirs contradictoires..., quand je me trouve médiocre, quand je me déplais..., je reprends certains livres que j'ai aimés et je cherche le ton de mon émotion passée. En contemplant mes modèles, je revois le portrait idéal que je

m'étais un jour tracé de moi-même. Je reconnais le masque choisi. Je suis sauvé... En somme, le prince André de Tolstoï, le Fabrice de Stendhal, le Goethe de *Poésie et Vérité*, voilà les organisateurs de mon chaos. Et M. Maurois nous montre le jeune Lecadien, normalien et peut-être promis à la gloire, et qui, au moment où la mère d'un élève vient de le repousser, se rappelle tout à coup une nouvelle de Balzac, *la Femme abandonnée*. La situation est la même; mais l'amant éconduit revient tout à coup dans le salon, sous un prétexte. Madame de Bauséant, qui vient de le chasser, s'y trouve encore, et cette fois il devient son amant. Ainsi fait Lecadien, et il devient l'amant de madame Trélivan. L'invention balzacienne est devenue non plus la copie, mais le prototype de la réalité, — pour le malheur de Lecadieu; car celui-ci, surpris par le mari, est envoyé croupir en province, avec sa malheureuse conquête.

Le troisième cercle de Meïpe, c'est celui où l'œuvre d'art se substituant à la vie, l'existence réelle n'est plus que le support de l'existence imaginaire. La belle Mrs Siddons est une comédienne sans talent, jusqu'au moment où l'humiliation d'un échec suscite en elle des sentiments assez vifs pour l'exalter. Mais à compter du jour où elle peut représenter les douleurs héroïques, sa vie devient merveilleusement calme et sereine. Cette amante, passionnée quand elle parle en vers, est si paisible à la ville qu'un roué déclare qu'il aimerait mieux parler d'amour à l'archevêque de Cantorbéry qu'à cette belle tragédienne. Elle est l'amie de Reynolds et du terrible docteur Johnson. Quand on se permet de sourire de la majestueuse froideur de leur amie : « C'est, disent-ils, qu'elle réserve pour son art toutes les forces de sa sensibilité ». Le destin ne lui ménage pas les drames. Le peintre Lawrence se joue tour à tour de ses deux filles, et l'une d'elles, Sally, en meurt. Accablée de douleur, la pauvre mère demande qu'on affiche *le Roi Jean* de Shakespeare. Elle y joue le rôle de la vieille reine, qui pleure son enfant, et elle se surpasse. « Enfin sa douleur prenait forme, le poète l'exorcisait, le rythme l'entraînait, la beauté la fixait... Le monde était une symphonie douloureuse que, violon, plainte, délivrance, dominait sa propre voix, et... au fond de l'âme de l'actrice, un instrument lointain, grêle et presque joyeux, répétait : Je n'ai jamais été meilleure. »

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE PARIS

La loge de Colette. — Une loge du théâtre Michel, où la clarté règne en maîtresse, vernit les cloisons, s'enfonce profondément dans le miroir à trois faces, au-dessus de la table à maquillage encombrée.

Et là, — image d'un Renoir au bras savoureux, — passant dans ses épais cheveux coupés un peigne rapide qui l'environne d'une mousse châtain, comme une écume sensuelle sur une vague : Colette. Les yeux *faits* pour la scène, leurs extrémités remontant vers les tempes et qui offrent, entre leurs cils épais, une expression de jeunesse, de joie de vivre, un point lumineux, si brillant, qu'il paraît factice.

Et, cependant, le désordre, le frelaté des loges de théâtre, disparaît autour de ce soleil de chair fraîche, de cet astre capitonné, à l'épiderme frais et sain, de cette fille de Bourgogne, qui a dans les yeux une lueur qu'on imagine au Béarnais et à certains héros de la Révolution française. Ce regard de Colette, qui penche la tête en riant, comme pour faire remonter le niveau de sa prunelle vers la tempe, est inoubliable.

Madame de Noailles parlait de Colette, récemment, avec l'admiration enthousiaste des poètes. Elle était venue dans cette loge, pendant un entr'acte de *Chéri*, que madame Colette joue ce soir, pour la dernière fois. Avec un sens aigu du pittoresque et qui est éblouissant, madame de Noailles, dont les yeux s'emparent d'un détail, inaperçu pour tout autre, madame de Noailles décrivait ce tourbillon de chair rose dans cette loge en désordre. Elle m'avait dit, entre plusieurs improvisations sur Colette,

son hésitation entre deux voyages, l'un en Grèce, l'autre en Espagne. Je conseillais l'Espagne, madame de Noailles ayant déjà depuis longtemps créé sa Grèce, à elle.

— Oui, mais, — s'écria le poète, — cher ami, songez que je n'aurai pas vu courir de fourmis sur les colonnes du Parthénon!

Exclamation qui n'est point pour faire sourire, mais qui montre le goût, le souci sans cesse en éveil, de tout voir et de pouvoir tout exprimer.

Revenons, dans sa loge d'actrice, à Colette, qui a le même goût du vrai. Elle se frotte les lèvres au bâton de raisin, s'approche tout près du tain de la glace, pour surprendre si les paupières n'ont rien perdu de la violence de leur bleu algérien. Puis elle passe le peigne dans ses cheveux mousseux et chaque fois que l'on frappe à la porte, crie : Entrez!...

Elle présente les uns aux autres, joyeusement, ces gens disparates qui se rencontrent dans les loges de comédiennes. Les présentations faites, elle les recommence, mais en donnant à chacun le nom d'un autre. Et elle rit. Sa gaîté a quelque chose de la saveur vivante de la chair de cette femme. Son rire est chargé de *vitamines*, pour employer un mot nouveau, par la magie duquel les médecins font manger, depuis deux ans, beaucoup de crudités à leurs patients.

Quelle splendide « crudité » que Colette! Dans cette loge. Entre les pots de fard et le gras, les cigarettes, les bijoux faux et tout ce qui tombe comme du plafond, de lettres, d'enveloppes de toutes sortes, de déclarations, sur des papiers de prospectus, et de demandes importunes, sur des feuilles parfumées...

— Le Maroc... Je pars pour le Maroc... Oui venez demain... Le Glaouï!... Ce que je vais encore manger, à Marrakech!... Il paraît qu'il y a un cuisinier épatant chez le Glaouï... Non, demain, impossible... M. Legrand... Mais oui, entrez!... Ah! il faut que je signe ces livres, pour Besnard. Avez-vous un stylo?...

Personne n'a de stylo. Les livres vont attendre.

— Quelle belle émeraude, hein! Il faut que je la laisse, ce soir, à Trébor... Elle appartient à la direction... Vous allez recevoir un livre... Ne le leur dites pas (*elle lance cela à haute voix*), parce qu'ils ne le recevront que dans quelques jours...

La fin de Chéri... Vous ne partez pas après cet acte?... Vous n'êtes pas entré en passant, pour me dire seulement bonsoir, vous, hein?... Vous verrez mon troisième et mon quatrième acte!... Est-elle gentille, avec ses cheveux coupés sur le front!...

Au mur, à droite de la glace, sur une feuille encadrée de filets, l'empreinte de la main droite de Colette à l'encre d'imprimerie. Un homme, qui a des dons merveilleux, lit l'avenir, entre ces lignes qui sillonnent la paume, si légèrement marquées... Il s'appelle, je crois, Duguerchy, Colette affirme qu'il lui a dit des choses!...

— ... J'allais lui demander d'aller jusqu'au bout, dit-elle. Jusqu'à la mort!... Il le peut... Et puis, j'ai pensé que si, à la date fixée par lui, j'étais en train d'écrire un livre, l'appréhension pourrait influencer mon travail... fâcheusement!

On entre. On apporte une lettre. Une jeune femme change de chaise un bouquet enveloppé de papier blanc, qui a l'air échappé d'un Manet et qui a déjà voyagé, de siège en divan, depuis le commencement de l'entr'acte...

Je me demande, brusquement, à je ne sais quelle expression fugitive sur le visage de Colette, si quelque affreuse mélancolie n'habite point, à l'état de permanence, sous ce front, qui se dissimule parmi tant de cheveux, que le peigne soulève sans cesse. Si quelque abîme de solitude ne se creuse pas, derrière tant d'agitation? Peut-être, comme les montagnards, l'âme de Colette habite-t-elle sans vertige le flanc des ravins?

Cependant, la manière dont elle joue la fin du second acte et les deux derniers de *Chéri*, avec leur humanité si douloureuse, révèle que, malgré tant de gaieté, d'exubérance, une telle résistance physique, une âme si combative, une autre créature se tient à l'écart, — derrière cette chair épanouie, si fraîche, derrière ce sourire dont les commissures remontent, ces yeux rieurs... qui pleurent — en dedans!...

***

Intimité. — Coin de chambre, avant dîner, canapé, tasses éparses, thé... Gâteaux restés dans une assiette. Un demi petit pain, coupé en long, et grillé... Au centre du

canapé rose, mademoiselle Louise Hervieu, dans un manteau noir. Le visage maigre, le regard brillant. Les mains, les bras, les gestes tout ramenés contre soi, comme pour étreindre dans un corps mortifié des monstres rebelles. Son nouveau et encore prochain volume : *le Bon Vouloir*, auprès d'elle, avec ses nombreux hors-textes épars, qui montrent, surgissant de l'ombre inquiétante, des damnées, vêtues ou nues, les flancs griffés par le clair-obscur et que les ténèbres semblent disputer à la lumière. Les amateurs, qui laissent aux mondanités les émules de Laszlo ou de Lavery, connaissent l'œuvre véhémente de Louise Hervieu.

Mais sa personne maladive et tourmentée aide à comprendre ces petits drames qui se jouent, bien souvent, entre un miroir et une femme, devant quelque meuble ciselé et luisant de jour, ce jour des appartements qui semble vaporisé, à travers les rideaux, sur les choses.

Une charmante jeune Anglaise est là, qui a gardé le teint des fillettes sur les aquarelles de Kate Greenaway. Contraste avec mademoiselle Hervieu aux mains exsangues dans le manteau noir, au visage de cire.

Mais la tranche de petit pain grillée retient, dans son assiette bleue, par instants, le regard de mademoiselle Hervieu, qui n'a pu prendre une goutte de thé ni un gâteau.

Devant elle, M. Marcel Jouhandeau, qui a écrit ce livre terrible de vérité, qui exhale le goût verdâtre, si l'on peut dire, de la misère, les *Pincengrain*. Dostoïewski de province française. Œuvre que le *grand public* découvrira, connaîtra quelque jour prochain, lorsque Marcel Jouhandeau en aura publié d'autres. Car il faut de nouveaux livres, pour faire connaître les premiers parus.

L'expression charmante et désenchantée de ces ecclésiastiques qui ont beaucoup confessé les femmes — et les hommes — et qui ont découvert la continuité du mal et du bien, erre sur le visage de Marcel Jouhandeau.

Louise Hervieu, déjà, lui confesse son calvaire. Sept ans qu'elle n'a pas mangé à sa faim! Une assiette de bouillon de légume, quelques cuillerées de farine maltée. Et c'est tout. Des maux... des maux! Un calvaire. Séjour récent à la clinique. Inutilité d'une intervention chirurgicale.

— ...Une côtelette... Une côtelette... Pouvoir, un jour, manger une côtelette!... Redevenir carnivore! Être pareille au reste des humains...

Cette côtelette, on la lui a promise, un jour à la clinique — et donnée!

...Ah! les yeux de cette femme qui raconte... Elle mange. Jusqu'à trois heures et demie, quatre heures, rien. Elle se croit sauvée. Le docteur, les infirmières sont plus sceptiques. Subitement, la voici comme enivrée... « Enivrée! » insiste mademoiselle Hervieu... « Pendant huit jours, je suis restée ivre et suspendue entre la vie et la mort, pour avoir mangé une côtelette!... »

Et elle travaille... Et elle est frémissante, elle a le cœur bondissant devant tout ce qui lui semble si beau de la vie, — ce loup affamé, qui est là, serrant de ses mains nues son manteau noir sur ses flancs desséchés.

Marcel Jouhandeau écoute avec des yeux bleus, qui évoquent le ciel aperçu de la prison d'un confessionnal, tandis qu'à deux pas, René Crevel, — dont *Mon corps et moi* fait quelque peu parler! — rit de toutes ses dents à celle que Louise Hervieu appelle « cette charmante Marie Laurencin ».

— ... Pour me rapprocher des humains, continue mademoiselle Hervieu, je demande parfois à ma mère de faire le déjeuner, la cuisine... Et je la respire...

» ... Oui, oui, dit-elle avec ces frémissements de frêne dans le vent d'une nuit d'été froide, je tourne autour de la table, j'aspire... Et, après, je viens regarder s'il n'y a pas une petite croûte que je pourrais manger! »

Sur le grand canapé lumineux et rose, la femme douloureuse vêtue de noir, entre les planches de son prochain volume répandues sur la soie, avec leurs nus baignés de jour, leurs flancs étreints par les désirs, et tout un monde somptueux et morbide, dont l'atmosphère a gardé, comme après une lecture à haute voix, on ne sait quelles ondes baudelairiennes. « *Les soirs empoisonnés par l'ardeur du charbon* ».

... Alors, mademoiselle Hervieu qui, depuis un instant, regarde plus constamment dans la direction de la moitié de petit pain grillé, n'y tient plus et, avec un sourire qui émouvrait un roc :

— Est-ce que je ne pourrais pas croquer un petit bout, un tout petit bout seulement de ce croûton?

Et elle le croque!

***

Devant des masques. — Au second étage d'un hôtel du boulevard Malesherbes. Un atelier où l'on vécut longtemps dans l'intimité des mêmes œuvres d'art. Une quiétude identique baigne le visage d'une Minerve de marbre grecque et celle d'une vierge gothique, en bois, jadis polychromé. J'ai aperçu, au rez-de-chaussée, près de quelques primitifs, trois Tiepolo, dont la tonalité isabelle et azurée demeurait exquise dans le voisinage des rouges et des bleus des vieux maîtres du xve siècle.

Les objets comme les gens prennent un air de famille, à force de cohabiter.

Une dame vêtue de noir erre, à travers ce décor, où tout est choisi, où tout s'en va réveiller dans la profondeur de la sensibilité des évocations familières, des satisfactions dont les sources sont lointaines, avérées. Elle descend et monte l'escalier en courant, avec la légèreté de la jeunesse. Elle est comme une âme qui aurait conservé la forme du passé, mais dont la mission n'est plus que de maintenir et donner plus d'essor à une mémoire.

L'homme s'évade le premier de la vie. Je ne sais s'il faut voir dans ces desseins de la nature quelque rôle attribué aux femmes par tempérament. A la veuve, le soin de mettre en ordre ce que le mâle a créé, la mission de donner l'essor à des œuvres qui n'ont pas eu le temps d'être consacrées, de placer où ils doivent l'être des ouvrages qui seraient gâtés par l'oubli et l'indifférence des vivants.

Toutes règles, humaines et divines, ont leurs exceptions. Cependant, il est certain que le nombre des veuves l'emporte sur celui des veufs. L'homme a fait son labeur, il s'y est usé. Il meurt, — toujours, — sans avoir réalisé tous ses rêves. La compagne reste, chargée de préserver l'œuvre d'un oubli trop prompt. Son rôle est mystique, toutes les femmes ne le comprennent point pareillement. Certaines s'y refusent.

Il y faut une foi, un courage aussi, qui échappent au vulgaire. De la continuité.

Le culte du souvenir est l'un des plus nobles, parce que, sans doute, sujet à subir et combattre les influences les plus diverses. L'emprise de la vie est d'anéantir, d'abord, le passé. Tout l'y pousse... Les jours après les jours. Et les jeunes, les nouveaux venus, qui veulent bien reconnaître encore des maîtres lointains, répudient ceux qui les ont immédiatement précédés et d'abord inspirés.

Madame de Saint-Marceaux m'a conduit devant une large vitrine éclairée, dans laquelle sont réunies certaines œuvres de son mari, qui sont, on pourrait le dire, presque son œuvre personnelle, puisque, sans elle, elles n'existeraient pas.

Lorsque le mouleur venait s'emparer de l'empreinte d'une œuvre récente de Saint-Marceaux, comme pour une sorte d'accouchement toujours hasardeux, les praticiens ne songeaient qu'à l'épreuve obtenue. Mais, madame de Saint-Marceaux était là! Elle ramassait ce qui avait survécu de l'image primitive. Elle sauvait une tête... une main....

De ces sauvetages renouvelés viennent la plus grande part des masques réunis derrière cette glace, si expressifs dans leurs strictes proportions de visages...

M. de Saint-Marceaux était attiré par ce que peut livrer d'une âme un regard et ce que révèle un sourire d'un caractère. Par la reproduction du corps nu, par ses proportions harmonieuses, le statuaire se rapproche du Créateur. Mais l'étude du visage demeure son accès direct chez l'homme.

Les masques de Saint-Marceaux appartiennent à la technique italienne. Le Latin conçoit un domaine limité. Il est demeuré en contact direct avec la raison. L'homme du Nord ne se satisfait point des proportions qu'elle lui impose; il brise les moules établis par la tradition. Il s'aide de la ligne droite pour former des schémas nouveaux, il déforme, il synthétise. C'est l'influence nordique qui domine en Europe, depuis plus d'un quart de siècle et, plus que jamais, depuis une guerre qui semblait nous avoir donné la victoire.

Mais le Latin, qui faiblit pendant un temps, se reprend toujours, se redresse et laisse à l'homme du Nord ses angles droits, son cube, sa géométrie dans les espaces, ses concep-

tions, plus à l'échelle du rêve qu'à celles du Beau, ses voûtes gothiques, et, dans un enchaînement où tout s'est continué vers la déformation, l'art de Munich.

Saint-Marceaux, c'est donc le Latin, le muscle dans la chair, le sang sous la peau, la sclérotique luisante, la vivacité de la prunelle dans l'amande rigoureuse de l'œil, la narine qui frémit, la lèvre que le sang gonfle et sur laquelle le jour met sa clarté. Des masques de fille noire : *l'Afrique*; de jaune : *l'Asie*, dont la quasi léthargie, l'œil entr'ouvert, évoquent le songe ininterrompu dans la fumée odorante... Et des expressions : *Jeunesse*, *Résignation*, *La Prière*, *Confidente*, reprises au monument d'Alexandre Dumas où la proportion, la salissure de l'air parisien, empêchent qu'on les aperçoive. Le visage d'une *danseuse arabe* au sourire voluptueux et voilé... Celui de madame de Saint-Marceaux, elle-même, dont la finesse d'exécution est telle qu'on pense à certaines toiles de Carrière. Alexandre Dumas fils, Claretie, Jules Lemaitre, qu'on revoit, comme dans l'entrebaillement d'une porte sur le passé. Et le plus surprenant de tous pour l'intensité de l'expression, Forain, toujours identique, avec quelque chose de La Tour par lui-même, ou d'un Bonaparte... qui n'aurait point commis l'imprudence de devenir l'empereur Napoléon...

Et, encore, aux deux extrémités de la longue vitrine, Renan et le fameux *Arlequin*, frère par le sourire de *l'Automne*, de Carpeaux....

Madame de Saint-Marceaux a fait éditer, à quelques exemplaires chacun, tous ces masques. La postérité ne les ignorera pas. Les collectionneurs les rechercheront, puis, — selon la coutume, — les musées s'en empareront.

Devant la vitrine qu'elle a créée de ses mains, qu'elle a remplie par sa volonté, qui est comme un sanctuaire voué à une chère mémoire, la dame vêtue de noir demeure debout, symbolique. Avec tant de simplicité, d'intelligente compréhension, qu'on envie les disparus qui ont laissé après soi, pour parfaire leur œuvre, de telles gardiennes, de telles associées.

L'artiste crée. Il est un peu comme les dieux, il sème... Mais il faut des moissonneurs, lorsque les récoltes ont mûri...

***

Prise de vue. — Le Vélodrome d'hiver. *Vel d'Hiv.* Après-midi de mars livide, humide et froid. La verrière rend plus fausse encore l'impression que donne le ciel d'être faux, d'être comme une mosaïque de rectangles de verre dépoli... La piste se redresse aux deux extrémités, verticalement. Un homme ne pourrait la gravir. Un singe peut-être. Air glacé et mort, qui glisse dans la gorge comme un breuvage funèbre.

Orchestre de cinq ou six musiciens, au centre de cette partie plate réservée au public, qu'on appelle *pelouse*. Jazz. Jazz qui voudrait remplir ce vide immense, — vainement, — et qui est absorbé, comme un grelot au cou d'une chèvre, dans le voisinage d'une chute d'eau.

Public clairsemé, qui ne sait pas pourquoi il est là, ni à quoi on l'a exactement convié.

A une extrémité de la piste, près des cabines basses, sur les litières desquelles se reposent les coureurs abandonnés aux mains et aux serviettes des soigneurs, des lampes incandescentes sont rassemblées. Ces foyers de lumière donnent une fameuse impression du soleil! Malgré la ternissure du jour de mars passant dans les verrières, à vingt mètres déjà, ces astres incandescents ne comptent plus; leur clarté se peut regarder en face et ils ne sont pas davantage qu'une lampe à flamme bleue.

De près, les yeux voient mauves. La rétine est brûlée par l'intense lueur qui se dégage de ces tubes placés dans le bouclier des réflecteurs. Un public de coureurs cyclistes célèbres, aux maillots de couleurs vives, est rassemblé là, devant l'objectif des photographes, qui font marcher leurs appareils aux déclics précipités.

Mais les coureurs ont été maquillés. Ils n'ont pas *couru* et, près d'eux, les soigneurs tiennent mollement des serviettes immaculées. Tout est faux. Ni essoufflement, ni battements de cœur, ni cheveux en désordre... On ferait poser, à la place de ces *as* du vélo, des figurants d'opéra comique qu'on n'y verrait point de différence.

Quelques rangs de spectateurs de bonne volonté, coiffés

de casquettes, applaudissent bruyamment, tandis que l'objectif se braque sur eux.

Peut-être, lorsque passera sur l'écran ce film, à base sportive, sur le thème des fameux *Six jours*, et dans lequel le fils de M. Painlevé fait ses débuts de librettiste et d'acteur de cinéma, les spectateurs auront-ils l'impression de la plus grande réalité?... Tout est croyable...

Mais, pour ceux qui sont venus faire nombre aujourd'hui, être des apparences dans toute cette non-réalité, malgré l'orchestre des six musiciens, qui recommencent *Valencia* jusqu'à épuisement, ces immenses gradins, cette piste et ces travées, ces couloirs déserts, donnent une sensation glaciale et factice, qui ne ressemble pas à celle que peuvent éprouver les spectateurs des *Six jours*...

Ces véritables coureurs cyclistes que l'appareil a fixés, auront l'air d'amateurs, avec leur maquillage et leur gaucherie. Des acteurs eussent semblé plus naturels. Dès que l'on touche au théâtre, au cinéma, dès que l'on veut faire *œuvre d'art*, si l'on peut dire, de quelque manière que ce soit, il faut cette indéfinissable déformation créée par l'artiste de tempérament.

Ou bien, alors, contentons-nous de ces photos documentaires qui ont leur intérêt, mais qui ne sont qu'un ... document.

Le cinéma tend, d'ailleurs, à s'écarter, de plus en plus, de la formule qui semblait être, tout d'abord, la seule dont il pût vivre.

Certains films allemands, comme *Le Dernier des Hommes*, que l'on donne au Vieux Colombier ou comme *La rue Sans Joie*, aux Ursulines, sont des exemples de ce que peut donner le film entièrement, ou presque, exécuté dans le studio....

***

Molière chez Grock. — Ciels brumeux, — bleus, — des music-halls... Vapeur des cigarettes, éther de miasmes et de parfums, de poudre envolée des visages et de ce qui s'exhale dans les promenoirs, de l'haleine d'hommes debout, pressés, accoudés au rebord des baignoires et qui ont été laborieux ou flâneurs tout le jour.

A *l'Empire* : Silvain, de la Comédie-Française. Molière : *Tartufe.*

Il y a des transplantations pernicieuses, de dangereux changements d'atmosphère. L'œuvre ou l'interprète en meurent. Et puis, on voit, au contraire, des ouvrages prendre, au contact de ce public nouveau, plus mêlé qu'au théâtre, — qui n'est peut-être venu que pour les prouesses des chevaux blancs ou les muscles de l'homme qui saute de tonneaux en tonneaux, de plate-forme en plate-forme le long d'une échelle, — on voit l'œuvre gagner en surface, prendre des facettes nouvelles, révéler des intentions qui ne *sortaient* pas devant un certain public et que le cadre nouveau fait jaillir...

Molière est un des rares auteurs qui ne *perdent* pas à gagner des spectateurs plus nombreux. Vous le pouvez représenter dans un salon ou dans un cirque. Il possède ces dons d'humanité quasi éternelle et quasi internationale qui ne semblent pas être différents pour des Parisiens ou des Marseillais, qui peignent avec des grossissements presque nécessaires (et dont la proportion fait le génie) les défauts, les travers et tout le cœur et le tempérament de l'homme.

Peu importe que nous venions de voir, quelques minutes plus tôt, de beaux chevaux, caparaçonnés et empanachés, obéir à la chambrière d'un gentleman en habit noir, et que nous puissions assister tout à l'heure aux prouesses d'une dame qui recevra, sur l'armature de métal dressée sur ses épaules, un vol de cinquante ramiers blancs, une sorte de frémissant « col Médicis » de plumes vivantes, roucoulant et jabotant, qu'on imagine prévu pour quelque reine de la basse-cour dans un conte de fée.

Tout ce que Molière veut dire, il le dit, en si peu de phrases, avec des mots qui ne sont ni trop gros, ni trop petits, ni trop fins, des mots, enfin, si exacts, qui jaillissent si à point, que, — dans ce théâtre moderne, au balcon de ciment armé, tendu sur le vide, devant cet auditoire de plusieurs milliers de gens cueillis dans tous les mondes et toutes les parties du monde et qui ne semblent se rencontrer que dans le saut périlleux ou la cage du dompteur, — Molière se fait entendre.

Il est vrai que M. Silvain, est un des meilleurs Tartufes que nous ayons eus.

Lucien Guitry, lui-même, qui avait ajouté au rôle (ce qui est presque inconcevable) un fort accent auvergnat, n'y était point aussi excellent qu'à son ordinaire.

M. Silvain donne l'impression de Tartufe. Et puis, il sait dire les vers. Il ne les bredouille point comme l'entendent encore faire au Théâtre-Français, par la plupart des comédiens de la maison, les spectateurs auxquels il arrive de se risquer là. C'est une vérité, à laquelle il faut bien se soumettre, qu'en général les comédiens ne savent plus dire les vers. Ils y veulent mettre tellement de naturel, ils les dépouillent si complètement de toute musique, qu'ils ne sont plus, — prose ni vers, — qu'un langage tout bêtement conventionnel et dont ils ne semblent plus désirer que masquer les extravagances!

***

La rue des Ursulines. — Le cinéma de la rue des Ursulines était lancé en quelques jours. Il fait salle comble et tient sa place dans l'ensemble de ces spectacles que s'enseignent de vive voix les Parisiens.

Il pleut. La salle est petite. L'écran paraît de proportions plus réduites qu'ailleurs. Mais, l'obscurité faite, le projecteur mis en mouvement, cet écran semble avoir subitement doublé.

La petite salle des *Ursulines* pourrait avoir été atelier de peintre, hangar de serrurier, chapelle de couvent. Elle n'a rien de moderne. Elle n'est pas pour *nuits* de Paul Morand. Quelques cinémas immenses suggèrent en plein Paris des représentations de l'autre côté de l'Océan, dans des salles traversées par les courants de clartés boréales, tandis que des hommes, étrangers de langage et de mœurs, entre des cercles d'individus de couleur, parqués à l'écart, suivent des drames ingénus, conçus pour être représentés dans toutes les parties du monde. Les proportions inusitées de ces salles, leur ciment et leur fer évoquent, entre leurs pylônes ou sur leurs cloisons de briques, les transatlantiques porteurs de nuages avec leur coque blindée de fer passée au minium et bardée d'écume. Ces halls pourraient recevoir des dirigeables. L'atmosphère en est déchirée par les appels de T. S. F., les rauques inter-

jections des porte-voix ou les rafales caoutchoutées et trépidantes des orchestres de musique nègre.

... Mais nous gardons quelque prédilection secrète pour nos réduits parisiens à l'aspect désuet. La grâce nouvellement badigeonnée de ces *Ursulines* nous émeut, bien que nos contemporains se flattent d'avoir laissé loin derrière eux l'humanité à l'usage de laquelle ces murs furent construits... Cette petite salle a gardé le charme « rive gauche » des bâtiments qui ont déjà vécu des vies antérieures, effacées. Nous croirions volontiers que le moyen âge a brûlé là des cires devant des triptyques ensanglantés, que La Vallière y est venue prier, que les partisans de Robespierre s'y réunissaient et qu'on y a chanté l'opérette pendant le second Empire ou débité des gaudrioles au temps de *l'Amant d'Amanda*.

On y donne aujourd'hui un film allemand remarquable, précédé d'*Un quart d'heure de film d'avant-guerre* et d'*Un quart d'heure de film d'avant-garde*. C'est une trouvaille.

Avant-guerre, un film sentimental : *Mimosa ou la Dernière Grisette*. Il est de 1910. Le fou rire qu'il soulève est irrésistible. L'auteur, le metteur en scène, les interprètes ne prévoyaient pas la nature de ce succès, que l'on pourrait appeler posthume. Il paraît, m'a-t-on dit, que, pendant un certain temps, la maison Gaumont faisait tourner ce film en présence de jeunes gens qui désiraient apprendre le métier, comme un spécimen exceptionnel de petit drame sentimental, susceptible de plaire à la clientèle populaire en l'émouvant. On y voit l'idylle d'une midinette amoureuse et phtisique avec un musicien. La séance de concert, après laquelle celui-ci deviendra célèbre, puis le salon où il étudie, la chambre de Mimosa, et, enfin, la terrasse sur laquelle la poitrinaire exhale son dernier soupir, au bord d'un lac, tandis que son amant infidèle et tardivement accouru, lui joue un solo de violon, composent, avec les modes de 1910, les jupes longues, la taille trop basse, les trop grands chapeaux, une série de tableaux qu'on diraient exécutés par une troupe comique. On pleure, mais d'hilarité!

Malgré les trésors accumulés déjà dans les archives de cinémas, toute rétrospective romanesque semble presque impossible. Les variations de la mode et l'impitoyable vision de l'objectif font ressembler les femmes à des chiens d'aveu-

gles travestis. Et que dire de l'impression de certains baisers sous certaines moustaches?

Le mouvement enregistré par le cinéma déplace les lignes et montre avec une impitoyable vérité tous les aspects d'une même personne. Imaginons des films datant des crinolines ou même des tournures! Ce qui paraît ravissant sur une toile de Stevens ou même de Dubufe père, et qui est amusant sur quelque tableau de genre de James Tissot ou de Nittis, soulèverait des explosions de joie, dans le mouvement, l'agitation d'une femme.

La rétrospective du *Ciné des Ursulines*, — certains rapprochements de mots sont bien imprévus, — contient aussi quelques « actualités » de l'époque de *Mimosa*, entre autres un long défilé religieux dans les cours du Kremlin. L'archaïsme des habits et des ornements, la calme splendeur de la procession, son rythme inspiré, tranchent si violemment avec ce que nous avons pu connaître de la Russie grâce au reportage magistral de M. Henri Béraud, qu'on a l'impression d'une distance de plusieurs siècles dans le temps. L'esprit conçoit mal de si brusques changements. Il hésite avant d'en admettre la possibilité. Les hommes peuvent-ils, comme les acteurs, jouer des rôles si différents ou figurer dans des drames si contraires?

Mais le *Film d'avant-garde* interrompt nos réflexions et vient sécher les larmes sur le visage de ma voisine, qui est Russe. Ce film d'avant-garde : *Entr'acte*, est d'un des artistes les mieux doués de cet art nouveau, un poète, M. René Clair. Il fut donné, à la fin de 1924, pendant une soirée de gala, au théâtre des Champs-Élysées. Érik Satie avait écrit l'accompagnement musical de cette sorte de féerie composée pour l'objectif. *Entr'acte* se joue des éléments. M. René Clair ignore les lois de la pesanteur et de la gravitation. Il précipite tous les mouvements, donne l'allure du cataclysme au défilé des passants le long d'une avenue. Il est macabre avec espièglerie, en nous montrant un corbillard traîné par un chameau. Puis il fait évoluer devant nos yeux des visions de ballerine vue en raccourci, à travers la plaque de verre sur laquelle elle danse... Et des nageuses, des oiseaux et des nuages... Que sais-je? Tout un monde extravagant et peut-être meilleur,

dépouillé des contraintes dans lesquelles vit la nature depuis des millénaires. A la fin de ce quart d'heure d'*avant-garde*, on retombe dans son fauteuil, un peu étourdi, mais sans migraine.

Le film allemand : la *Rue sans Joie*, est censé se dérouler à Vienne, pendant les années qui ont suivi la guerre. Les Allemands excellent à ouvrir de brusques perspectives sur l'infamie. Ils tranchent dans le touffu de l'humanité souffrante avec une dure cognée. Ils sont remarquables pour choisir le type humain qui donne à un personnage, même épisodique, valeur de symbole. Parfois, ils dépassent le but souhaité. Mais, le plus souvent, dans l'expression d'un de ces visages, quel accent ! Dans la *Rue sans Joie*, on n'oublie plus le boucher, l'entremetteuse ou la fille qui tue. Pour l'ameublement, la recherche du détail qui marque, même souci, même volonté de buriner le trait essentiel. Les Américains frappent l'esprit par l'immense. A Los Angeles, on brosse des panoramas. Berlin se contente de graver dans le cuivre avec des instruments acérés et des acides.

Que le sujet soit romantique, qu'il fasse songer à un chapitre des *Misérables*, peu importe. C'est la manière qui compte. Elle a ses empâtements, ses lourdeurs, mais elle a pour elle de créer (ce qui est le but du drame) *l'atmosphère*, cette sorte de hantise qui tient le public en haleine. Nos fabricants de films peuvent emprunter beaucoup à ceux-là. Ils rentrent dans une esthétique peut-être en opposition sur bien des points avec la nôtre, mais qui est trop vivante, trop bien outillée pour être dédaignée par ces Français qui prétendent qu'on travaille toujours en France mieux que partout. Il suffirait de feuilleter l'un des périodiques allemands illustrés les plus populaires : *Der Querschnitt*, par exemple, pour être renseigné sur ce mouvement d'outre-Rhin, qui nous doit tant, qui emprunte à nos artistes, qui, d'ailleurs, les reproduit beaucoup, mais qui a sa force indéniable et doit être regardé, étudié, connu.

ALBERT FLAMENT

LE MINISTÈRE

ET

LA CRISE DE GENÈVE

A la veille de la session de la Société des Nations qui se réunissait à Genève le 8 mars, le ministère a été renversé. M. Briand, n'étant plus ni ministre des Affaires étrangères ni président du Conseil, jugeait n'avoir plus l'autorité nécessaire pour représenter son pays. Il ne se rendait le 7 en Suisse que par courtoisie et pour s'entretenir avec les signataires du pacte de Locarno, et il revenait immédiatement à Paris.

La crise ministérielle ouverte dans de pareilles circonstances ne pouvait pas se prolonger sans inconvénient. M. Herriot, appelé par le chef de l'État, refusait de constituer le Cabinet. M. Briand, malgré sa lassitude et le peu de goût qu'il manifestait pour la Présidence du Conseil, acceptait cependant une fois de plus de former le ministère. Il y réussissait en quelques heures, et son Cabinet se ressentait sans doute de cette hâte. Mais l'essentiel était d'avoir un gouvernement. Ajournant le moment de se présenter devant le Parlement et d'y lire, selon la tradition, la déclaration ministérielle, M. Briand retournait immédiatement à Genève où l'attendait une des tâches les plus difficiles qu'il ait entreprises.

Le problème posé à Genève était à vrai dire insoluble. Ce qui était à redouter, c'était moins de le voir rester en suspens que de le voir régler par un compromis déplorable. Les difficultés multiples rencontrées dès le premier jour, et accrues à mesure que les travaux se développaient, ont obligé tout le monde à se contenter d'une décision prudente. La Société des Nations a renvoyé toute l'affaire à la session de septembre.

C'est un échec, on l'a beaucoup dit. Mais cet échec est ce qui pouvait arriver de moins grave. En cinq mois, on aura le temps de réfléchir aux erreurs commises, aux périls à éviter, et à la crise profonde de la Société des Nations que les discussions de mars ont permis d'apercevoir. Pendant huit jours historiques, toutes les chancelleries et, s'ils ne sont pas aveugles, tous les peuples auront pu faire deux découvertes : l'une, c'est que, en dépit de considérations verbales, la plupart des nations arrivent à Genève avec des soucis nationaux qui sont très vivaces, l'autre, c'est que la création d'un esprit véritablement international entraîne les puissances bien plus loin qu'elles n'ont cru et que les pays habitués par leur importance à jouer le rôle d'élite dirigeante s'y heurtent au sentiment démocratique très vif de l'égalité qui anime un grand nombre de pays plus petits.

De quoi s'agissait-il à Genève? D'admettre l'Allemagne dans la Société des Nations, ainsi que la promesse lui en a été faite à Locarno. Mais l'Allemagne ne se contente pas d'adhérer à la Société des Nations. Elle veut un siège permanent dans le Conseil, comme la Grande-Bretagne, comme la France, comme l'Italie, comme le Japon. Ce n'est pas tout : elle entend avoir seule un siège permanent à côté des quatre puissances déjà présentes dans le Conseil, elle se refuse à entrer en même temps qu'une autre nation. Ainsi s'est trouvé posé dès le premier jour un problème très complexe. Élargir le Conseil permanent, c'est prendre une décision sur laquelle toute la Société des Nations a droit d'avoir une opinion, c'est en outre ouvrir la question délicate des choix à faire relativement aux titulaires des sièges nouveaux, et c'est toucher à l'équilibre qui doit être maintenu entre les membres permanents du Conseil et les membres provisoires, élus par l'Assemblée.

Pratiquement, trois puissances réclamaient des sièges permanents : la Pologne, parce qu'elle a des difficultés avec l'Allemagne; l'Espagne, parce que la promesse lui a été faite dès 1921 par M. Lloyd George; le Brésil, parce qu'il représente le Nouveau Monde. L'Allemagne n'admettait aucune autre candidature que la sienne. La Suède, soutenant la thèse allemande, s'opposait à toute extension des privilèges du Conseil aux dépens des droits de l'Assemblée. Le Brésil et l'Espagne,

appuyés sur l'Italie, étaient de force à neutraliser cette opposition en déclarant à leur tour qu'ils se retireraient de la Société des Nations si l'Allemagne entrait seule dans le Conseil permanent. Bref, pour obéir au pacte de Locarno, l'Angleterre et la France étaient tentées de faciliter l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil. Mais si pour assurer l'exécution des conventions de Locarno, elles insistaient trop, elles risquaient de provoquer dans la Société des Nations une crise des plus graves.

Toutes sortes de combinaisons ont été recherchées pour sortir de cet imbroglio; elles étaient ingénieuses souvent, et plus souvent encore regrettables. Les péripéties de ces recherches ont grandement agité Genève pendant huit jours. Il n'en est venu dans les capitales européennes que des échos affaiblis. L'opinion publique ne s'intéressait qu'au résultat final. En réalité une histoire complète de la semaine genevoise ferait saisir que, pour éviter un échec, l'Angleterre et la France étaient sans cesse amenées à examiner des mesures qui étaient de véritables concessions à l'Allemagne et qui ne pouvaient être obtenues qu'aux dépens de la Pologne, de l'Espagne ou du Brésil. Si un compromis quelconque avait fini par être accepté, il aurait permis pendant quelques heures une apparence de succès, et il aurait laissé derrière lui les plus graves difficultés. L'opposition du Brésil a eu ce bon résultat que tout a été renvoyé à la session de septembre, et ainsi a été rapidement jeté un voile sur la crise de Genève.

Mais les difficultés demeurent, et il faut les voir comme elles sont. Tout d'abord les prétentions de l'Allemagne sont énormes, et bien qu'il leur ait été fait un accueil qui atteint toutes les limites de la courtoisie, on aurait tort de ne pas s'en rendre compte. Ensuite, il est visible que la majorité des nations représentées à la Société des Nations admet difficilement que des décisions soient prises par les grandes puissances en dehors de Genève et que le rôle de la Société des Nations se borne ensuite à les approuver. Le représentant du Brésil a prononcé à ce sujet une phrase significative : « C'est l'œuvre de Locarno, a-t-il dit, qui doit rentrer dans le cadre de la Société des Nations, et non la Société des Nations dans la construction de Locarno. » Voilà le fond du problème. A Locarno, sept puissances ont sinon disposé, du moins préjugé des déci-

sions de la Société des Nations. Elles ont cru qu'elles feraient facilement accepter leurs idées. Elles n'ont pas pris les précautions nécessaires; elles n'ont pas préparé le terrain. La Société des Nations s'est montrée résistante. Elle comprend beaucoup plus de petites nations que de grandes. Le Brésil a soutenu une thèse qui plaisait à Genève quand il a réclamé pour elles, en même temps qu'il revendiquait une place pour le Nouveau Monde.

Les grandes puissances, qui ont leurs habitudes diplomatiques, agissent comme si tout le problème était d'assurer l'équilibre entre elles, et de répartir autour d'elles les autres puissances. Ce système ressemble fort à la politique qui se pratiquait avant 1914. Or les petites puissances ont une autre conception de l'esprit international : elles demandent à la Société des Nations de garantir non seulement leur sécurité, mais aussi leur influence et leur indépendance. En ce sens on a pu dire que la crise de Genève avait pour cause essentielle d'être une lutte « entre l'oligarchie des grands États et la démocratie des plus petits ». En réalité la Société des Nations fait une maladie de croissance, où elle risque beaucoup. C'est sa constitution même qui est en cause. Un Comité doit étudier la question de l'élargissement du Conseil.

On a proposé, pour améliorer les affaires, de supprimer la règle d'après laquelle l'unanimité est nécessaire pour que le Conseil prenne une décision. On y substituerait la règle plus simple de la majorité. Mais la réforme est pleine de périls. L'unanimité gêne l'action : elle a le mérite d'offrir une garantie contre les abus de pouvoir d'une majorité. L'idée de modifier les statuts de la Société des Nations a paru séduisante au premier moment, et, après une semaine d'impuissance, il est naturel que chacun ait cherché le moyen de se donner un peu d'air. Mais plus on examinera de près les difficultés des modifications projetées, plus on s'apercevra qu'il est dangereux de toucher, même d'une main légère, à la constitution de la Société des Nations. Dans cette aventure elle risquerait tout son avenir, et elle pourrait recevoir des atteintes dont elle ne se relèverait pas. Sept ans après le traité, la paix n'est pas établie solidement; elle ne l'est pas plus à Genève qu'entre les nations, et l'on cherche encore les moyens de l'organiser.

***

Il est intéressant de voir comment la crise de Genève a été jugée dans les différents pays. L'échec final des négociations devant le veto du Brésil et l'ajournement au mois de septembre prochain de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, ont produit dans tous les cercles britanniques une immense déception. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, la réaction la plus violente contre l'œuvre de Sir Austen Chamberlain se fait surtout sentir dans les milieux libéraux et travaillistes qui, depuis l'ouverture des débats de Genève, s'étaient juré de demander la tête du ministre des Affaires étrangères. Malgré cette campagne antiministérielle, le désappointement des groupes amis de la Société des Nations n'a point éveillé dans le pays le sentiment de fureur que l'on pouvait craindre, lorsque l'on se rappelait l'unanimité de la campagne menée dans la presse en faveur de l'admission immédiate et à tout prix de l'Allemagne dans la Société des Nations. Les organes officieux qui étaient eux-mêmes, il y a un mois les plus hostiles au principe de la réorganisation du Conseil de la Société des Nations déclarent aujourd'hui que cette réorganisation est inévitable, et il n'est pas jusqu'aux organes libéraux, qui tout en jetant l'anathème sur Sir Austen Chamberlain, ne se rallient bon gré mal gré à la procédure d'une modification de la constitution du Conseil à la session du mois de septembre prochain.

Pour sa part le *Times*, tout en déplorant que le Conseil n'ait pas réussi à admettre l'Allemagne, reconnaît tout de même que « les pires dangers auxquels on avait pu s'attendre la semaine précédente ont au moins été écartés ». Le grand journal anglais fait naturellement une peinture très noire de toutes les intrigues, passions et rivalités dont Genève a été le théâtre, mais l'horreur même que lui inspire le tableau le conduit à cet aveu : « Si la Société des Nations doit valoir quelque chose, si elle ne doit point être qu'une ombre vaine, il lui faut évidemment reviser sa constitution. » Et le *Times* se réjouit de ce que les dernières négociations aient pu faire ressortir la modération mutuelle de la France et de l'Allemagne; il considère que le traité de Locarno est intact et que la garantie

britannique de la frontière du Rhin subsiste. « L'objet réel du traité de Locarno, conclut le *Times*, était de réconcilier l'Allemagne avec la France et ses autres voisins. Tant que cette politique sera poursuivie avec zèle dans les rapports quotidiens entre les gouvernements, la rupture de Genève ne produira pas les dangereux résultats auxquels on aurait pu s'attendre. » De même le *Daily Telegraph*, tout en dénonçant le retour aux méthodes de l'ancienne diplomatie, se console de l'échec de Genève en pensant que les six prochains mois pourront être utilement employés à la réforme du Conseil de la Société des Nations : « Si, dit-il, le problème de la réforme du Conseil est examiné par la Commission uniquement en vue du bon fonctionnement de la Ligue et de la suppression de toutes les causes légitimes de mécontentement, les six prochains mois seront bien employés... L'argument même de la Suède contre toute modification précipitée de la Constitution actuelle n'aura plus de raison d'être, lorsque le problème de la réforme constitutionnelle aura été froidement et équitablement étudié et qu'un règlement d'ensemble fondé sur des principes solides aura été proposé. A cet égard au moins il est raisonnable d'espérer que les décisions prises à Genève auront de bons résultats. »

Parmi les organes libéraux ou radicaux, le *Daily News* est évidemment d'une violence extrême. Il dénonce avec fureur « le crime de Genève ». Et il en fait retomber toute la responsabilité sur M. Briand et Sir Austen Chamberlain, qu'il condamne déjà à mort : car il voit M. Briand battu à la Chambre française d'ici quelques semaines et il réclame la démission immédiate de Sir Austen Chamberlain, afin que celui-ci n'ait point l'impudence de se faire solennellement recevoir au Guildhall citoyen de Londres au titre de Locarno. De même, la *Westminster Gazette* reste persuadée que l'échec des négociations de Genève aurait pu être évité si, dès le premier jour, Sir Austen Chamberlain avait tenu à maintenir le principe de la seule admission de l'Allemagne au Conseil. Et elle se répand contre le ministre des Affaires étrangères en imprécations. Ce n'est là que de la polémique qui en réalité a pour objet des affaires de politique intérieure. Il est plus intéressant de remarquer l'argumentation présentée dans un

éditorial du *Manchester Guardian*. S'il n'épargne pas non plus Sir Austen Chamberlain, s'il maintient que la réorganisation du Conseil n'avait rien à faire avec l'admission de l'Allemagne, et s'il maudit l'étalage des intrigues diplomatiques sur la scène de Genève, il se refuse à désespérer et se garde bien d'exagérer la portée des récents incidents. « Il est salutaire, dit-il, que l'on apprenne à se rendre compte des limites aussi bien que des possibilités d'action de la Ligue telle qu'elle existe à présent. N'oublions pas qu'elle n'a aucune existence indépendante : elle n'est que ce que les gouvernements du monde la font... La Ligue, en fait, n'est qu'une machine et tant que les démocraties du monde ne lui fourniront pas la force motrice, elle sera menée par les mêmes forces qui menaient déjà l'ancienne diplomatie... Le danger d'aujourd'hui est-il mortel? Ce qu'on peut surtout craindre, c'est que, d'ici quelques mois, la scène soit occupée par des marchandages analogues à ceux que nous venons de voir. Mais il est aussi possible que, dans le calme qui succède au déchaînement des passions, celles-ci s'apaisent et que les nations intéressées soient capables d'étudier avec plus de sang-froid les problèmes soulevés par la constitution du Conseil de la Société des Nations ». Les radicaux de la nuance du *Manchester Guardian* se refusent donc à prendre au tragique l'échec de Genève et à désespérer de la Société des Nations. Il n'est pas certain que leur esprit de modération soit partagé par les chefs parlementaires du parti travailliste et que les groupes libéraux et socialistes à la Chambre des Communes ne rivalisent pas pour exploiter la demi-faillite de Genève contre le Cabinet conservateur.

Les récents événements de Genève, l'étude par le Conseil de la Société des Nations des réserves dont les États-Unis entourent leur adhésion à la Cour Internationale de Justice, et enfin les polémiques qui s'annoncent autour de la prochaine conférence du désarmement préoccupent vivement aussi l'opinion américaine. L'échec des négociations de Genève provoque dans l'opinion publique les sentiments les plus contradictoires. Les organes de la presse germanophile, qui se sont toujours opposés à la Société des Nations et à l'adhésion de l'Amérique à la Cour de Justice, se réjouissent d'un événement qui vient

renforcer leur thèse d'isolement. « Le bon vieux plan américain qui consiste à rester à l'écart de l'imbroglio européen est plus populaire que jamais chez nous », dit le *New-York American*. Les journaux démocrates qui restent au contraire favorables à l'idéal wilsonien se refusent à désespérer de la Société des Nations. « L'ajournement de l'admission de l'Allemagne jusqu'au mois de septembre, écrit le *New-York World*, ne doit pas inspirer un sentiment de pessimisme excessif comme réaction contre l'optimisme excessif qui a lui-même suivi Locarno. L'Europe n'est pas dans une situation pire qu'il y a trois mois. Elle en est simplement restée au même point. » Enfin, parmi les journaux qui ne sont par principe ni hostiles ni favorables sans réserves à la Société des Nations, le *New-York Times* se contente de remarquer, non sans raison, que les récents événements de Genève prouvent bien que la Ligue n'est pas un super-État. « Personne ne peut plus soutenir, dit-il, que la Ligue est un super-État qui pourrait réduire à sa merci l'Amérique si celle-ci y adhérait. A la lumière de ce qui vient de se passer à Genève, le mythe du super-État s'évanouit. » Dans l'ensemble, les États-Unis manifestent une curiosité toujours un peu défiante et ce n'est pas la crise de Genève qui paraît leur donner le désir d'intervenir à la Société des Nations dont ils sont cependant les parrains.

Les commentaires allemands sont particulièrement dignes d'être notés. La presse allemande, d'abord sûre du succès, avait commencé à s'inquiéter en voyant la délégation allemande accepter l'étrange compromis qui consistait à faire entrer la Pologne au Conseil à la place de la Suède. Même si la Tchéco-Slovaquie se retirait en même temps, il fallait voir en effet dans cette combinaison un échec pour l'Allemagne, qui jusque-là avait avant tout entendu interdire l'accès du Conseil à la Pologne et qui comptait faire payer cher son consentement lors d'une future session. Aussi la presse allemande n'a-t-elle pas été mécontente d'apprendre que le veto du Brésil avait rendu nécessaire un ajournement. La diplomatie allemande aura le temps de travailler. En attendant, la presse peut rejeter sur les autres puissances la faute de cet échec, sur le Brésil, sur l'Italie, sur la Pologne, sur la France et sur l'Angleterre. Il ne lui vient pas un instant à l'idée que les prétentions

allemandes sont aussi pour quelque chose dans cet échec, et que l'Allemagne aurait pu se plier à la règle commune, et entrer à la Société des Nations comme simple membre sans exiger comme condition *sine qua non* un siège permanent au Conseil. Il est vrai que l'Allemagne avait la promesse des signataires de Locarno. Mais les signataires de Locarno ne sont pas la Société des Nations. Ils n'avaient pas le pouvoir de l'engager et ne pouvaient que promettre leurs bons offices. Pas plus d'ailleurs que la presse française, la presse allemande ne veut voir cet aspect de la question, qui explique et légitime pourtant l'attitude du Brésil. Elle ne veut être attentive qu'aux promesses anglaises et françaises, pour se plaindre d'avoir été dupée.

Les commentaires de la presse la plus libérale se ressemblent tous. On trouve dans la *Gazette de Francfort* des explications qui résument tout ce que pense l'Allemagne. La délégation allemande avait absolument raison de ne pas s'écarter à Genève de la question de droit strict. Briand et Chamberlain ont été punis de leur diplomatie secrète. Ils ont été obligés de chercher un pis aller, qu'ils auraient eu du mal à défendre devant leur Parlement, si le coup du Brésil n'avait tout jeté bas. Il subsiste aujourd'hui encore quelque manque de loyauté dans toute la situation politique. Le peuple allemand doit exiger que ce reste de déloyauté disparaisse. Nous ne pouvons pas comprendre que la France se laisse gagner aux projets balkaniques de Mussolini, dont la pointe est dirigée contre l'Allemagne. Si on veut tout placer sous ce point de vue, notre situation diplomatique est certainement plus forte qu'auparavant. Car la France a le choix entre Locarno et Mussolini, qui se révèle, et de plus en plus, comme un ennemi de la Société des Nations et des traités de Locarno.

Bref, l'Allemagne cherche une fois de plus à manœuvrer et se demande si son intérêt n'est pas de se présenter à Genève comme le champion des petits États, de manière à gagner leur appui, et à poursuivre la destruction du Traité de Versailles.

ANDRÉ CHAUMEIX

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Raymond Poincaré : Au Service de la France.
I. Le Lendemain d'Agadir. — II. Les Balkans en feu (Plon).

Depuis la guerre, une abondante littérature a fleuri en Allemagne sur les origines et le développement du conflit mondial, principalement alimentée par les souvenirs des généraux et des hommes d'État. Nous n'avions rien encore de semblable dans notre pays. Voici enfin que s'élève une voix française. Et c'est la voix de l'homme le plus qualifié pour parler. Le plus qualifié non pas seulement par le rôle considérable qu'il a joué depuis des années dans la politique française, mais encore et surtout par les attaques dont il a été l'objet.

Les souvenirs des hommes d'État appartiennent à l'Histoire. La contribution qu'ils apportent doit être examinée avec soin et ne saurait être utilisée telle quelle; ce sont des matériaux sur lesquels doit s'exercer notre jugement critique. L'originalité de l'ouvrage de M. Poincaré est un caractère tout spécial d'objectivité. Sans doute il présente l'enchaînement des faits de la manière qui lui est la plus favorable. Mais, sans avoir à sa disposition toutes les sources d'informations qui seraient nécessaires, le lecteur tant soit peu averti de l'histoire des quinze dernières années ne découvre, dans les faits eux-mêmes, aucune erreur, encore moins de déformation tendancieuse. C'est un rare mérite que s'est ainsi acquis M. Poincaré en retraçant dans ses deux premiers volumes, consacrés à l'année 1912, l'histoire de la politique française.

Un tel livre ne se résume pas. Le récit de M. Poincaré donne au jour le jour des événements, la correspondance échangée, les notes diplomatiques, le compte rendu des débats parlementaires, pendant cette période où s'accumulèrent les nuages avant que l'orage éclatât. De tous les points de l'horizon les nuées se rassemblaient. Dès que le danger était écarté sur un point, il renaissait ailleurs : le système d'équilibre dans lequel l'Europe était arrivée à vivre depuis quarante ans se révélait chaque jour instable et précaire. Le règlement des questions marocaines n'était pas encore atteint après l'accord dans lequel la France faisait à l'Allemagne, et surtout à son propre désir de paix, des concessions indiscutables et importantes. Les avertissements venaient chaque jour révéler le danger d'outre-Rhin dénoncé par les voix les plus autorisées. Mais ce danger latent, qu'on ne pouvait méconnaître, était susceptible de devenir immédiat

et pressant du jour au lendemain à la suite de quelque maladresse ou de quelque geste de force voulus par certaines puissances. La question d'Orient, toujours pendante, pouvait à tout instant déclencher les événements. Encouragées par leurs récents succès dans l'affaire de Bosnie-Herzégovine, les puissances du centre étaient à l'affût de nouveaux avantages. Tout ce qui troublait le *statu quo* pouvait avoir des conséquences incalculables. Et c'est ainsi que, sans avoir la volonté de provoquer la catastrophe, l'Italie, en ouvrant à propos de la Tripolitaine la succession de *l'homme malade*, déclencha les guerres balkaniques d'où devait sortir la guerre mondiale.

Il ne nous appartient pas, en ces quelques lignes, de dresser un palmarès, de donner des satisfecit ou de distribuer des blâmes. Une remarque s'impose cependant : nous ne croyons pas qu'aucun homme impartial puisse, après la lecture des deux premiers volumes de M. Poincaré, douter de la volonté de paix de la France et de son gouvernement en 1912. Nous devons nous réjouir de cette démonstration remarquablement déduite par l'ancien Président de la République. Mais, ce qu'il faut surtout signaler à une partie de l'opinion, qui a pu être troublée par de récents ouvrages à prétention scientifique, c'est que M. Poincaré convainc ses accusateurs, les Fabre-Luce, les Judet, les Margueritte, de falsifications, de déformations de textes, d'omissions volontaires souvent aussi puériles que perfides. Quiconque avait atteint l'âge d'homme en 1914 et pouvait sentir battre le cœur du pays, est encore bien persuadé aujourd'hui de l'entière innocence de la France dans le déclenchement du conflit mondial. M. Poincaré, tant de fois accusé d'avoir voulu la guerre, présente sa défense personnelle avec une force incontestable ; cette défense se confond avec celle de la France, elle aussi accusée à travers le chef de son gouvernement : l'une et l'autre causes se défendent également bien.

Henry de Varigny : La Mort et la Biologie (Alcan).

De tout temps la mort a retenu l'attention des savants et des philosophes. On ne sait pas mieux que jadis ce qu'il y a après le dernier soupir, mais on sait un peu mieux ce qu'il y a avant. Et la connaissance de la condition biologique de l'homme et des animaux permet d'avoir sur la mort des vues plus exactes. La science fait alliance avec la philosophie et toutes deux réunies offrent aux esprits que ne satisfont plus les espérances religieuses, des consolations un peu sévères sans doute, mais plus vivifiantes qu'un fatalisme résigné ou une aveugle insouciance. Le livre de M. de Varigny (*la Mort et la Biologie*) est un exemple de cette alliance et porte témoignage de son efficacité.

Ce n'est pas ordinairement une louange dans les milieux scientifiques de dire d'un savant qu'il a l'esprit philosophique. Toutefois, la biologie occupe une place à part au milieu des sciences : le savant qui s'y attache doit savoir observer, et observer avec patience; il doit aussi savoir combiner des expériences d'autant plus délicates qu'elles portent souvent sur des organismes rudimentaires placés aux confins de la matière inanimée et de la matière vivante; mais toute cette partie de son œuvre, « scientifique » au sens le plus étroit du terme, ne prend sa valeur que si elle est systématiquement entreprise et poursuivie, en vertu d'hypothèses préétablies, et interprétée ensuite suivant des vues « philosophiques ».

Cette intime alliance du savant et du philosophe est bien réalisée en M. de Varigny. La première partie de son ouvrage (*la Mort devant la Biologie*) est une sélection faite par un philosophe parmi les faits scientifiquement établis par le biologiste en ce qui concerne la vie des cellules isolées, les causes de mort chez les organismes supérieurs, l'hérédité, etc. Quant à la seconde, elle est consacrée à la mort chez l'homme. Ici le philosophe fait appel non seulement au sens critique qui lui montre l'inconsistance des légendes relatives aux macrobites, mais encore aux données précises de la démographie et de la médecine : la longueur de la vie comparée chez l'homme et chez la femme aux différents âges, l'antiquité de la maladie avec les variations qu'elle a imposées à la durée de la vie suivant le perfectionnement des conditions du milieu; enfin deux chapitres particulièrement curieux sur l'heure de la mort, et sur l'odeur annonciatrice de la mort. Naturellement M. de Varigny n'a garde d'oublier de donner son avis sur les tentatives expérimentales de rajeunissement et de prolongation de la vie.

Tout cet ensemble de données scientifiques et de déductions philosophiques amène l'auteur à conclure par l'éloge de la mort, en rappelant le mot de Mirabeau : « La mort est la plus belle invention de la nature. » Suivre pas à pas la démonstration de M. de Varigny est en même temps qu'une leçon de philosophie un précieux exercice de méthode rigoureuse et de raisonnement solide. Et ce n'est pas le moindre charme de son livre que de donner l'illusion aux profanes de pénétrer sans difficulté les arcanes les plus secrets. C'est le livre d'un savant, d'un philosophe et d'un « honnête homme ».

Jean Piot : Comme je les vois (Kra).

Rien ne doit être plus douloureux pour un journaliste attaché à une feuille dont la raison d'être primordiale a été la critique et l'opposition aux puissances du jour, que de se trouver tout d'un coup, par le jeu des combinaisons politiques, obligé d'approuver le gouvernement. C'est la triste aventure qui est arrivée à M. Jean Piot

depuis que les élections du 11 mai ont fait de son journal un organe classé bien pensant dans les sphères officielles. Il s'en est consolé en continuant son opposition au Bloc national dans le livre où il dépeint une douzaine d'hommes politiques notoires. Et le plus amusant, c'est que, dans ce livre, où il peut se laisser aller à son tempérament avec plus d'abandon et de liberté que dans les colonnes quotidiennes d'un journal, sa malice s'exerce aux dépens même de ceux qu'il loue chaque jour officieusement. Preuve manifeste que cette besogne ordinaire ne doit pas lui donner des joies sans réserve.

Le titre sous lequel M. Jean Piot a rassemblé ses portraits suffit à montrer, avec la modestie de l'auteur, son manque d'impartialité. Tel portrait vous paraît peu ressemblant? C'est comme cela que M. Jean Piot voit le modèle, et il ne vous force point à le voir avec les mêmes lunettes. Tel autre vous paraît peu flatté? Vous le considérez comme une caricature? M. Jean Piot ne vous fera pas mystère de son peu d'amitié pour sa victime : ce qui suffit, selon ce partisan, à justifier tous les faux traits.

Ceux-ci, il va s'en dire, abondent. C'est qu'alors les gestes de la main sont faussés par l'esprit de système. Pourquoi M. Piot fait-il un grief, par exemple, à M. Millerand d'avoir éteint les ardeurs de sa jeunesse et d'être revenu par le détour du patriotisme aux idées de conservation ou plutôt d'équilibre social sans lesquelles l'État ne peut subsister, — alors qu'il n'a qu'admiration pour M. Briand dont l'évolution n'est pas moins curieuse du fait qu'elle se traduit par une sinusoïde plutôt que par une parabole? Mystère et partialité.

Mais ce qu'on ne peut refuser à M. Jean Piot, c'est la verve, l'allure gouailleuse et bon enfant, la malice qui pince souvent et brûle parfois. On peut ne pas partager ses idées, ne pas ratifier ses jugements : on doit reconnaître qu'il sait voir, tout en déplorant que sa vue soit parfois troublée par les verres rouges que le Cartel lui a mis devant les yeux. Encore les enlève-t-il parfois, pour peindre tel grand avocat d'assises et de haute cour entré dans la politique, tel universitaire qui occupe actuellement le fauteuil présidentiel à la Chambre. Et ce polémiste cruel a aussi un cœur, comme le montre le tendre et grave portrait qu'il trace de son ami Robert de Jouvenel en lui disant un dernier adieu.

J.-M. BOURGET

***

Rachel, par **Louis Barthou**, de l'Académie française (Alcan).

C'est en songeant à un Talma ou à une Rachel que l'on déplore le plus vivement que, défavorisés entre tous les artistes, les acteurs ne puissent rien nous laisser de leurs créations. L'admiration de

Victor Hugo, de Gautier, de Musset, de Sainte-Beuve ne peut nous laisser de doute : Rachel avait retrouvé l'art, depuis lors perdu de nouveau, de jouer la tragédie classique; guidée par son instinct, sa merveilleuse sensibilité et son intelligence, elle restituait aux tirades de Corneille et de Racine la vie passionnée qu'écrase trop souvent, par la faute d'interprètes maladroits, le fastueux manteau des alexandrins. Que cette belle réussite ait été en partie le résultat d'un travail obstiné, de l'acquisition patiemment réalisée de toutes les ressources du métier, que les conseils de Samson — excellent professeur d'art dramatique s'il en fut — l'aient facilitée grandement, cela ne fait pas de doute. Cependant il y a entre Samson et son élève toute la distance qui sépare un bon artisan d'un artiste de génie...

Comment jouait donc Rachel? Qu'y avait-il exactement en elle qui pût soulever ce délirant enthousiasme qu'elle a toujours provoqué? Il n'est pas très aisé de le dire, les contemporains ayant proclamé leur admiration, mais ne s'étant généralement pas chargés de l'expliquer (d'ailleurs la chose est-elle possible et, après avoir lu dans Proust l'étonnante analyse du talent de la Berma, pouvons-nous nous représenter exactement ce qu'était son jeu?) M. Barthou qui a soigneusement interrogé les témoignages des critiques met surtout en valeur la simplicité du jeu de Rachel. Peu de gestes et point d'emphase. « Elle se posait devant le parterre et parlait selon son cœur », dit Musset; et Gautier (avec une nuance de reproche) : « Les périodes poétiques deviennent des phrases dans sa bouche et elle les prononce sans déclamer, sans chanter, plus soucieuse de la parole que de la musique » et M. Barthou lui-même écrit, à propos des imprécations de Camille où Rachel, dit-on, se surpassa : « Quand elle commençait ce morceau terrible, elle n'avait ni cris, ni gestes; elle se parlait à elle-même d'une voix sourde, comme si elle se faisait à elle-même, avant l'explosion, la confidence de son amoureux désespoir... »

En somme Rachel, apparaissant sur une scène où l'on devait se gargariser somptueusement avec les alexandrins ou bien — comme il arrive encore — les chanter, provoqua par son naturel cette profonde stupéfaction que, il y a quelques années, (puisse l'ombre de la tragédienne me pardonner cette comparaison!) nous avons ressentie, en voyant certains acteurs américains, ennemis des grands effets et des gestes amples, remplacer sur l'écran tels interprètes français de second ordre qui, pour parler net, « jouaient cabot ».

Un trait assez curieux chez Rachel, c'est qu'elle *collaborait* avec son public. La plupart de ses rôles, elle ne les a complètement mis au point qu'après plusieurs représentations, après avoir, pour chaque geste, chaque répartie « pris la température » de la salle.

Le moment venait enfin où, son personnage étant solidement composé, l'âme de l'être qu'elle devait représenter l'habitait tout entière, lui imposait de vraies douleurs, lui tirait de vraies larmes... et le public suivait, entraîné par une sorte de puissance magnétique.

M. Louis Barthou nous retrace avec une indulgence bienveillante la vie fiévreuse et brève (l'actrice est morte à trente-huit ans) de Rachel Félix, et, grâce aux inépuisables trésors de sa bibliothèque, nous révèle quelques épisodes ignorés de cette existence tumultueuse. On sait que les parents de Rachel étaient de pauvres marchands israélites qui allaient de ville en ville vendre leur pacotille. C'est au hasard de ces pérégrinations que Rachel est née dans un petit village suisse : Mumph. Enfant, la future reine du théâtre allait dans les cafés, avec sa sœur Sarah, vendre des oranges et dire des chansonnettes. Le soir il fallait rapporter au père Félix — qui ne badinait pas sur les questions matérielles et ne devait jamais cesser de tourmenter sa fille de ses exigences — la *taxe* dont il avait lui-même fixé le montant.

La famille s'installa, ou échoua, si l'on préfère, à Paris en 1831. Sarah et Rachel continuèrent de chanter dans les rues..., mais, par bonheur, Rachel eut l'idée, pour se perfectionner, de suivre les cours d'un petit institut musical. Le directeur, un brave homme, s'intéressa à la gamine qu'il jugea plutôt douée pour la déclamation que pour le chant. Aussi l'expédia-t-il à un de ses amis, Saint-Aulaire, qui tenait une école dramatique. C'est là que Samson aperçut la jeune fille. Samson a beaucoup fait pour Rachel et par surcroît l'a aimée, ainsi que nous le contait récemment M. Pierre Veber dans un petit livre dont nous avons eu l'occasion de rendre compte. Grâce à Samson Rachel entra au Conservatoire, mais le père Félix jugea que la maison n'était pas d'un bon rapport et en retira sa fille au bout de deux mois. On l'engagea au Gymnase : elle y eut du succès. L'année suivante, grâce à l'appui de Samson, elle entrait à la Comédie-Française : elle avait dix-sept ans. Le 12 juin 38 elle débuta dans le rôle de Camille. Six mois plus tard, elle était célèbre. Les articles enthousiastes que Jules Janin avait écrits sur elle avaient été pour beaucoup dans ce rapide succès (parfois — ainsi — la critique sert à quelque chose)... et dès lors le nom de Rachel devint, selon le mot du directeur de la la Comédie-Française, « une lettre de change de 6 000 francs tirée sur le public ». Après deux années, durant lesquelles elle se limita à la tragédie classique, Rachel se hasarda dans la tragédie moderne. Son succès dans une *Marie Stuart* de Pierre Lebrun fut grand et dès lors on la vit alternativement jouer du Racine, du Voltaire, du Hugo, du Ponsard, du Corneille, du Scribe, et j'en passe. De 1848 date une nouvelle et l'on est tenté de dire mystérieuse création : Rachel, en cette année d'émotion nationale, « interpréta » sur la scène la *Marseillaise*.

« C'était d'une grâce terrible et d'une beauté sinistre qui inspirait l'effroi et l'admiration », déclarait Théophile Gautier. M. Barthou pense que la tragédienne ne chantait ni ne récitait; sa *Marseillaise* était « une formidable mélopée ». Quoi qu'il en soit le triomphe fut éclatant. De ce point de vue d'ailleurs Rachel était blasée. Sa renommée était mondiale. Dans toute la France, en Angleterre, en Allemagne, en Russie elle était accueillie avec enthousiasme.

Dans le privé ses victoires furent pareillement nombreuses et brillantes. M. Barthou abordant le chapitre de la vie amoureuse se défend d'avoir voulu dresser un catalogue des amants de Rachel, catalogue qui ne pourrait être qu'incomplet, et nous ne pourrons, nous, ici, que résumer le résumé de M. Barthou. Procédons par familles ou professions, et en gros. Il y a des Bonaparte : Jérôme, le comte Walewski, de qui elle eut un fils, et le président Louis-Napoléon, le futur Napoléon III, par qui elle fit nommer Arsène Houssaye directeur de la Comédie-Française; les Bourbons, parcimonieux, n'ont donné qu'un prince : le prince de Joinville; les poètes Musset, Armand Barthet (l'auteur du *Moineau de Lesbie*), Ponsard; les directeurs de théâtre : Véron (et lui seul : on voit à ce petit nombre, que Rachel était une puissance); les gens du monde : Astolphe de Custine, Bertrand; le journaliste Émile de Girardin qui a joué un grand rôle dans la vie de Rachel — ce qui ne laissait pas de créer une situation délicate, l'actrice étant l'amie intime de Delphine de Girardin, la Muse dont M. Malo vient de composer une si agréable biographie. Nous passons sous silence plusieurs autres personnages connus, les inconnus étant, par définition, sacrifiés bien que parmi eux ait place un homme que Rachel a beaucoup aimé, et qui vit encore, celui auquel elle adressa ses fameuses *Lettres à l'aimé*, qu'à publiées la *Revue des Deux Mondes*.

Beaucoup d'ardeur, de sincérité, un peu de folie, et parfois quelque autre passion encore dans tout cela. Mais peu de bonheur en somme. Aux exaltations furieuses succédaient de profondes dépressions. Bien qu'elle menât parfois deux aventures de front Rachel ne se sentait pas assez aimée : elle s'ennuyait! L'ennui ne naît pas seulement de l'uniformité...

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, PARIS

Vient de paraître :

ARTHUR-LEVY

HISTOIRES INTIMES DU
TEMPS DU PREMIER EMPIRE

NAPOLÉON
ET
EUGÈNE DE BEAUHARNAIS

Un nouvel ouvrage de l'auteur de
" NAPOLÉON INTIME "

Un Volume (344 pages). 7 fr. 50

Il a été tiré de cet ouvrage trente Exemplaires numérotés sur papier Vergé de Rives
50 francs

La première édition, édition originale tirée sur papier Outhenin-Chalandre à 500 exemplaires non numérotés, a été mise en vente au prix de **12** francs.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. .	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

Pour l'Afrique du Sud, l'Albanie, le Canada, la Chine, le Danemark, Dantzig, République Dominicaine, Esthonie, États-Unis, Finlande, Grande-Bretagne, Indes Britanniques, Indes Néerlandaises, Irlande, Islande, Lithuanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie : 115 » 60 » 32 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **5** francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table décennale (1903-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 111, avenue des Champs-Élysées, Paris.